

TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 9939 38 PAGES — MARDI 11 JANVIER 1977

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 120 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch., Belgique, 12 fr.; Canada, $ 0,65; Danemark, 3 kr.; Espagne, 28 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 ris; Italie, 350 l.; Liban, 125 p.; Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 14 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

Aussitôt après son installation

Le nouveau vice-président des États-Unis se rendra en Europe et au Japon

LIRE PAGE 3

LES RAPPORTS ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS ARABES

M. Bourges au Caire

Pendant quatre jours, au Caire, le ministre français de la défense, M. Yvon Bourges, a tenté d'obtenir des responsables égyptiens des précisions sur leurs souhaits d'une coopération militaire accrue entre les deux pays. En avril 1976, à Paris, le président Sadate et M. Valéry Giscard d'Estaing avaient conclu un accord de principe aux termes duquel la France apporterait son aide industrielle et technique à l'Egypte, où serait créée une industrie militaire avec le concours financier de l'Arabie Saoudite, du Qatar et des Emirats arabes unis. M. Bourges, en répondant à l'invitation de son homologue égyptien, avait pour mission de s'assurer que le financement était bien prévu et que les pays concernés avaient correctement évalué leurs besoins avant de donner le feu vert à cette grande opération.

Du séjour de M. Bourges au Caire, et avant le prochain voyage de M. Giscard d'Estaing, à la fin de janvier, en Arabie Saoudite, qui est l'un des commanditaires du projet, il ressort que l'Egypte estime avoir des besoins en armements spécifiques dans l'immédiat. A plus long terme, la constitution d'une industrie militaire arabe est destinée essentiellement à diversifier les sources d'approvisionnement afin de permettre à une partie des pays de la région de cesser de dépendre de Moscou.

Entre Le Caire et Paris, les contrats d'armements en cours — avions Mirage, hélicoptères, équipement électronique, matériels terrestres et bâtiments de guerre — représentent quelque 5 milliards de francs. Mais il semble qu'à l'occasion de sa visite le ministre français de la défense n'ait conclu aucun nouvel accord.

Pour le reste, le grand projet d'une industrie arabe militaire, avec l'aide de techniciens occidentaux, semble encore nébuleux. Certains des industriels français dont l'assistance est requise hésitent encore à trop s'engager dans une région qui leur paraît instable : ils redoutent de mobiliser, à l'exportation, des moyens qui pourraient leur être plus utiles ailleurs, notamment sur les marchés européens. Quant aux bailleurs de fonds arabes, ils ne sont pas parvenus, depuis deux ans que le projet a été lancé, à jeter les bases d'une politique concertée de financement, bien qu'ils aient promis à M. Bourges qu'ils arriveraient prochainement à s'entendre.

C'est principalement de l'Arabie Saoudite que dépendra le renforcement de la coopération militaire avec la France. Or le gouvernement de Ryad n'a rien à refuser aux Etats-Unis, qui viennent de reprendre certaines livraisons de matériels militaires — notamment des avions de transport et de parachutage — à l'Egypte. M. Jimmy Carter avait d'ailleurs, durant sa campagne électorale, dénoncé vivement l'afflux massif de fournitures de guerre aux différents Etats du Proche-Orient.

Il peut paraître étrange de voir la France contribuer à une relance de la course aux armements dans la région, alors qu'un processus de négociation entre Israël et ses voisins arabes semble enfin devoir sérieusement s'engager. Mais il est vrai que la paix, si elle peut s'établir, reposera pour une large part sur un équilibre des forces, et il n'est pas souhaitable que seules les grandes puissances aient leur mot à dire. En même temps, cet effort requiert une politique arabe cohérente. De l'initiative prise par la D.S.T. à l'endroit de M. Abou Daoud il paraît ressortir qu'on est loin de compte.

LES CONTACTS SECRETS EN FRANCE ENTRE DES ISRAÉLIENS ET DES DÉLÉGUÉS DE L'O.L.P.

Lire page 5 l'article d'AMNON KAPELIOUK

Israël a demandé l'extradition de M. Abou Daoud

Le responsable de l'O.L.P. a été arrêté à Paris à la demande des autorités bavaroises

Israël a décidé de demander ce lundi 10 janvier à la France l'extradition de M. Abou Daoud, arrêté le vendredi 7 janvier à Paris, où il accompagnait une délégation palestinienne aux obsèques de M. Mahmoud Saleh, assassiné le lundi 3 janvier. M. Abou Daoud aurait été l'un des organisateurs de la tentative d'enlèvement des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich, en 1972, qui se solda par dix-sept morts.

C'est sur un avis de recherche, lancé par les autorités judiciaires bavaroises, que le responsable palestinien a été arrêté, et le ministère fédéral allemand pourrait, lui aussi, réclamer son extradition. Il n'a cependant pas encore pris de décision.

L'arrestation a suscité de vives réactions dans les milieux palestiniens et le doyen du corps diplomatique des pays arabes à Paris, l'ambassadeur de Syrie, a effectué une démarche de protestation au Quai d'Orsay.

A Paris, on souligne que la procédure, sans rapport avec la convention européenne sur le terrorisme, qui n'est pas encore entrée en application, a été parfaitement normale.

Il reste à s'interroger sur les conséquences d'une mesure de police qui intervient alors que des pourparlers ont été engagés à Paris entre des Israéliens et des représentants de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.).

Compte tenu des implications internationales qu'elle comportait, la décision d'arrêter M. Abou Daoud devait logiquement appeler l'intervention d'une autorité et de quatre personnalités politiques : la direction de la surveillance du territoire, d'une part ; le ministre de l'intérieur, le ministre des affaires étrangères, le premier ministre et, enfin, le chef de l'Etat, d'autre part.

Or il apparaît qu'aucune de ces quatre personnes n'a réellement été tenue au courant de l'arrestation qui devait être opérée. Au ministère de l'intérieur, il est établi que M. Michel Poniatowski n'a été informé qu'après coup, dans sa propriété de l'Isle-Adam, où il passait le week-end. Cette arrestation paraît avoir provoqué quelque gêne place Beauvau, où une longue réunion semble avoir eu lieu lundi sous la présidence du ministre.

On notait cette même gêne ce lundi matin au siège de l'Organisation internationale de police criminelle (O.I.P.C.-Interpol) à Saint-Cloud.

(Lire la suite page 6.)

La Jordanie en question

Le roi Hussein de Jordanie se rendra en Egypte, jeudi 13 janvier, et s'entretiendra avec le président Sadate à Assouan. Sa précédente visite remonte à 1974.

Dans une interview publiée lundi par l'hebdomadaire koweïtien Al Majaless al Moussawara, *le roi Hussein a déclaré :* « Nous œuvrons actuellement avec la Syrie en vue de former le noyau d'une fédération. Si des frères arabes veulent s'associer à nous dans cette action unitaire, ils sont les bienvenus. » *A propos des Palestiniens, le souverain a répété que la Jordanie appliquait à la lettre les résolutions du « sommet » de Rabat de 1974, qui avait conféré à l'O.L.P. le titre de représentant unique du peuple palestinien.*

I. — Palestiniens avant tout

De notre envoyé spécial J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

Amman. — « *Régner en Orient n'est vraiment pas un métier de tout repos* », a dit le roi Hussein (1). On le croit sans difficulté quand on sait qu'une bonne douzaine de complots ou de trahisons ont marqué jusqu'à présent son règne.

Aujourd'hui, le « petit roi », qui vient d'avoir quarante et un ans, et dont les tempes commencent à s'argenter, semble goûter sereinement la plénitude d'un pouvoir que nul danger immédiat ne paraît menacer. Qui aurait cru il y a seulement un lustre que le monarque hachémite, gouvernant effectivement depuis mai 1953, serait en 1976 le doyen des chefs d'Etat arabes en exercice ? La dévotion farouche des Bédouins à l'endroit d'une famille dont l'arbre généalogique remonte jusqu'au Prophète, le soutien politico-militaire des Anglo-Saxons, mais aussi *une volonté sans faille et* une bonne dose de chance, expliquent sans doute qu'il ait échappé jusqu'à présent à toutes les chausse-trapes.

La dernière épreuve sérieuse pour le pouvoir remonte à février 1973, quand une vingtaine de fedayin palestiniens furent arrêtés comme ils s'apprêtaient à s'emparer de la présidence du conseil, à Amman. « *Nous sommes maintenant l'un des pays les plus paisibles du monde* », disait en novembre dernier une personnalité ecclésiastique de Jordanie. Peu de jours après, l'occupation durant cinq heures du principal hôtel d'Amman par quatre fedayin, peut-être venus d'Irak, a infligé au roi l'humiliation d'un défi en plein cœur de sa capitale et lui a rappelé que ses ennemis n'avaient point désarmé.

(Lire la suite page 4.)

(1) *Mon métier de roi.* Laffont, 1975.

AU JOUR LE JOUR

L'HOTE CLANDESTIN

S'il est vrai que M. Abou Daoud a été reçu comme visiteur par le ministère des affaires étrangères, avant d'être réceptionné comme suspect par la D.S.T., c'est encore un exemple de contradiction et de dilemme difficile qu'on observe de plus en plus fréquemment dans la vie internationale.

Sans faire de reproche, en l'occurrence, à l'administration française, on peut regretter que le monde ait perdu le souvenir du temps — s'il a jamais existé — où l'hôte admis aujourd'hui n'avait rien à craindre demain, et où personne ne mettait en cause l'identité sous laquelle il avait choisi de se présenter.

ROBERT ESCARPIT.

L'ampleur des manifestations en faveur de M. Teng Hsiao-ping semble embarrasser les dirigeants chinois

Commencée vendredi, la manifestation en faveur de M. Teng Hsiao-ping s'est poursuivie le lundi 10 janvier à Pékin. Une affiche exige que l'ancien vice-premier ministre soit nommé « immédiatement » premier ministre. D'autres, réclamant son retour au pouvoir, ont été enlevées pendant la nuit. Est-ce la preuve que l'unanimité n'est pas réalisée au sujet d'un homme destitué neuf mois plus tôt « sur proposition » de Mao Tse-toung ? Les dirigeants chinois, qui hésitaient sur l'attitude à adopter à l'égard de M. Teng Hsiao-ping, semblent embarrassés par l'ampleur d'une manifestation qui n'a pas pu se prolonger sans la bienveillance de certaines autorités.

De nouvelles affiches, apparues lundi, assurent qu'il y a eu des morts lors des incidents de la place Tien-An-Men, en avril dernier, et que des « centaines de millions » de personnes attendent que les victimes soient « vengées ». Le général Chen Hsi-lien, commandant de la région militaire de Pékin, M. Wu Teh, maire de la capitale, et Liu Chuan-hsin, son adjoint, sont critiqués sur des « dazibaos », en raison de leur rôle lors des événements qui suscitèrent la destitution de M. Teng Hsiao-ping.

De notre correspondant

Pékin. — Des centaines de couronnes et de gerbes s'accumulaient encore lundi 10 janvier devant la porte Tien-An-Men et sur les gradins des tribunes officielles qui l'encadrent, sous les murs rouges de l'ancienne Cité interdite. Des groupes nombreux se pressaient autour des journaux muraux, et des affichettes de toutes tailles qui se sont multipliées depuis vendredi. La majorité des textes célèbrent la mémoire de Chou En-lai à l'occasion du premier anniversaire de sa mort ; une bonne partie demandent sous une forme ou sous une autre le « *retour* » de M. Teng Hsiao-ping ; quelques-uns, enfin, critiquent deux membres de l'actuel bureau politique, M. Wu Teh, maire de Pékin, et le général Chen Hsi-lien, commandant la région militaire de la capitale.

Les attaques contre ces deux *personnages se fondent essentiellement* sur le rôle que l'un et l'autre furent amenés à jouer lors des incidents de la place Tien-An-Men, le 5 avril 1976, qui aboutirent à la destitution de M. Teng Hsiao-ping. De nombreux *dazibaos* présentent aujourd'hui ces incidents comme un épisode de la « *lutte héroïque du prolétariat contre la « bande des quatre »*. Or, M. Ku Teh, en sa qualité de premier secrétaire du parti et de président du comité révolutionnaire de la municipalité de Pékin, avait pris — ou accepté — la responsabilité de prononcer le 5 avril au soir une très brève allocution dénonçant les « *mauvais éléments* » qui venaient de se livrer à des « *activités contre-révolutionnaires et subversives* ». M. Wu Teh avait choisi ses mots avec beaucoup de prudence et s'était même abstenu de prononcer le nom de M. Teng Hsiao-ping dans la première version de son discours. Celle qui fut publiée le 7 avril par l'agence Chine nouvelle avait toutefois été corrigée et qualifiait l'ancien vice-premier ministre de « *responsable du parti engagé dans la voie capitaliste et non repenti* ». Victime du destin ou politicien trop habile, M. Wu Teh est accusé d'« *immoralité* », et un *dazibao* déclare que « *le peuple de la capitale ne peut lui faire confiance* ».

Quant au général Chen Hsi-lien, on lui reproche les « *ordres cruels* » qu'il aurait donnés en vue du rétablissement de l'ordre sur la place Tien-An-Men le 5 avril. Sans doute, des éléments de l'armée dépendant de son commandement ont-ils joué un rôle dans cette opération, aux côtés des milices ouvrières, à qui revint cependant la tâche essentielle. Plus significatif est le fait que le général Chen Hsi-lien apparut après les événements d'avril comme l'un des membres du bureau politique les plus actifs et que l'on parla même de lui à l'époque pour remplacer le maréchal Yeh Chien-ying — dont l'absence était au contraire remarquée — au ministère de la défense. De là à lui reprocher d'avoir à l'époque joué la carte des adversaires de M. Teng Hsiao-ping, il n'y a qu'un pas.

L'ancien vice-premier ministre lui-même voit ses mérites célébrés sur un ton de plus en plus chaleureux.

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 3.)

L'avenir de la laïcité

L'avant-projet de « plan pour l'éducation », présenté en septembre par le parti socialiste, suscite depuis sa publication de vives protestations dans l'enseignement privé, menacé par ce texte, conformément aux termes du programme commun, de nationalisation. M. François Mitterrand a précisé dimanche que le P.S. est prêt à « *discuter* » et à « *négocier* », tout en restant fidèle à son objectif. La majorité pour sa part paraît décidée, à deux mois des élections municipales, à exploiter largement l'embarras du parti socialiste.

par ALFRED GROSSER

Le débat doit-il être prolongé, amplifié ? Dans le dernier chapitre du long document que *constitue* le « rapport Mexandeau », le *Plan socialiste pour l'éducation nationale*, projet élaboré par la délégation à l'éducation nationale du parti socialiste, il est dit, en cinq pages sur soixante et onze, comment, pourquoi et dans quels délais la gauche au pouvoir devrait « nationaliser l'éducation »

On peut répondre en opportunité politique. Ou bien par l'affirmative, comme le font le R.P.R., heureux de trouver un thème qui détourne de la situation économique, et une partie de la gauche, notamment au sein du P.S., pour laquelle le réveil du problème scolaire donne une satisfaction facile à des soutiens puissants et cimente l'unité à bon compte. Ou bien, par la négative, comme semblent le faire le parti communiste et la direction du P.S. : puisque, de toute façon, la gauche est assurée du soutien du « laïcisme » traditionnel, pourquoi effrayer des électeurs catholiques hésitants, pourquoi contraindre les évêques à sortir d'une neutralité parfois bienveillante en les obligeant à condamner spectaculairement un aspect après tout accessoire du programme commun ?

(Lire la suite page 9.)

« BRUITS », DE JACQUES ATTALI

Une économie politique de la musique

On n'aurait pas imaginé cela il y a seulement quinze ans : un livre d'économie politique tout entier fondé sur la *musique* ! Telle est pourtant la gageure tenue par Jacques Attali, conseiller économique de M. François Mitterrand, dans *Bruits*, qui concrétise ainsi la montée des *générations nées, façonnées, dans* le bain de musique des radios et des électrophones. Sans doute doit-il à sa jeunesse de nous donner un diagnostic aussi neuf sur l'actuelle civilisation du disque et une prophétie aussi aiguë de ce que pourrait être le stade suivant de la musique. Mais l'originalité de cet *essai est surtout de prendre* la musique pour guide de déchiffrement de l'organisation économique, politique et idéologique du passé, et même de notre avenir.

Ce livre est d'abord un fantastique laboratoire d'idées où n'ont pas fini de puiser les historiens, les philosophes, les économistes, les esthéticiens et on l'espère, les politiques et [illegible]ciens. Sa lecture, pour [illegible] qu'elle puisse paraître aux profanes, excite sans cesse l'esprit : qu'il se soumette ou se révolte, applaudisse ou rugisse, comment celui-ci pourrait-il rester en repos sous ce déluge de météorites lançant des gerbes de lumière dans toutes les directions ?

Pour Attali, les philosophes occidentaux ont eu tort, depuis vingt-cinq siècles, de regarder le monde : « *Le monde ne se lit pas, il s'écoute... Il faut apprendre à juger une société sur ses bruits, sur son art et sur sa fête, plus que sur ses statistiques.* » Car notre économiste a découvert, et il le prouve, que la musique est prophétique : « *Depuis toujours elle a contenu dans ses principes l'annonce des temps à venir. Si l'organisation politique du vingtième siècle s'enracine dans la pensée politique du dix-neuvième siècle, celle-ci est presque tout entière en germe dans la musique du dix-huitième siècle.* »

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 15.)

EUROPE

Union soviétique

Le général Koulikov est nommé commandant des forces du pacte de Varsovie

Le général Ogarkov lui succède à la tête de l'état-major de l'armée soviétique

De notre correspondant

Moscou. — Le général d'armée Victor Koulikov, qui était depuis six ans chef de l'état-major général des forces armées soviétiques et premier vice-ministre de la défense, a été nommé, samedi 8 janvier, commandant en chef des forces armées du pacte de Varsovie. Il succède au maréchal Yakoubovski qui est mort à la fin du mois de novembre dernier après une longue maladie. Le général Koulikov est remplacé à la tête de l'état-major général de l'armée rouge et dans les fonctions de premier vice-ministre, par le général d'armée Nicolas Ogarkov, son premier adjoint depuis 1971 ; le général Ogarkov avait également le titre de vice-ministre de la défense depuis plus de dix ans.

La nomination du général Koulikov à la tête du pacte de Varsovie — une fonction politico-honorifique qui devrait valoir au nouveau titulaire le grade de maréchal — ne peut pas être considérée comme une promotion. Les pouvoirs de chef de l'état-major général des forces armées soviétiques sont, en effet, beaucoup plus réels et importants que ceux de comandant en chef des forces du pacte de Varsovie. Telle est en tout cas l'opinion des experts militaires occidentaux qui rappellent que le commandement des forces du pacte n'avait pratiquement joué aucun rôle lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. La direction des opérations — bien que l'intervention ait été « couverte » par le Pacte de Varsovie — avait été assurée par le commandant en chef de l'armée de terre soviétique, le général Pavlovski.

Le général Koulikov, qui avait été rappelé de la R.D.A., où il commandait alors les troupes soviétiques, pour prendre la direction, en 1971, de l'état-major général, est né en 1921. Il est diplômé de l'académie militaire Frunze (1953) et de l'académie militaire de l'état-major général (1959). Avant de recevoir le commandement des forces soviétiques stationnées en Allemagne de l'Est, il avait dirigé la région militaire de Kiev. La nomination du général Koulikov à la tête de l'état-major général (1959). Avant de recevoir le commandement des forces soviétiques stationnées en Allemagne de l'Est, il avait dirigé la région militaire de Kiev. La nomination du général Koulikov à la tête de l'état-major général avait été interprétée comme marquant la volonté des dirigeants soviétiques, non seulement de rajeunir la hiérarchie militaire, mais aussi d'accentuer l'évolution technologique de l'armée rouge à l'époque nucléaire.

La nomination du général Ogarkov au poste qu'occupait le général Koulikov ne renversera pas cette tendance, au contraire. Ce général, qui est né en 1917, passe pour un grand expert des questions de « recherche et développement ». Il vient d'ailleurs du génie : il est diplômé de l'académie militaire du génie (1947) et de l'académie militaire de l'état-major général (1959). Le général Ogarkov est bien connu de certains experts américains, car il a participé activement aux premières négociations sur la limitation des armements stratégiques. Il est membre du comité central depuis 1966, alors que le général Koulikov ne fait partie de l'organe suprême du parti communiste que depuis 1971.

Le général Ogarkov, enfin, passe pour être lié à un autre « technicien » des affaires militaires. M. Oustinov, qui a succédé l'an dernier au maréchal Gretchko au poste de ministre de la défense. La nomination de M. Oustinov (un « civil », qui occupait les fonctions de secrétaire du comité central chargé des questions d'armement et de l'espace) aurait entraîné quelque « grogne » parmi les chefs militaires. Elle n'en a pas moins marqué la volonté des dirigeants soviétiques de contrôler de plus près l'armée, le seul corps social du pays susceptible d'avoir quelque autonomie.

La promotion du général Ogarkov pourrait aussi faciliter les discussions entre civils et militaires sur les aspects techniques des négociations SALT, que MM. Brejnev et Carter se sont engagés à relancer rapidement.

JACQUES AMALRIC.

MM. Sakharov et Medvedev s'élèvent contre les « provocations » dont sont victimes des dissidents

De notre correspondant

Moscou. — Dans deux appels distincts remis samedi 8 janvier aux correspondents occidentaux à Moscou, MM. André Sakharov et Roy Medvedev s'élèvent contre les « provocations » dont sont victimes, selon eux, plusieurs dissidents qui ont formé un groupe de surveillance de l'application par l'U.R.S.S. des accords d'Helsinki. L'appel de M. Sakharov est adressé aux chefs des Etats signataires des accords d'Helsinki. Celui de M. Medvedev, un historien contestataire qui ne désespère pas de voir le régime soviétique évoluer dans un sens démocratique, est adressé aux dirigeants des *partis communistes et socialistes* d'Europe. Ni le prix Nobel de la paix ni M. Medvedev ne sont membres du groupe pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki. La femme de M. Sakharov, en revanche, en fait partie.

Dénonçant les longues perquisitions effectuées, la semaine dernière à Moscou, dans les appartements de trois membres du comité — MM. Orlov, Guinzbourg et Mme Alexéeva — comme des actes de « *répression illégale* », M. André Sakharov affirme que ces provocations « *ont brisé les activités du groupe et menacent les intérêts de tous les pays signataires ainsi que la conscience internationale* ».

M. Medvedev, de son côté, attire l'attention des partis communistes et socialistes d'Europe sur « *les représailles graves* » que se préparaient à exercer les autorités soviétiques contre les membres du comité. L'historien contestataire accuse notamment le K.G.B. d'avoir, au cours des perquisitions, déposé de forte sommes d'argent en devises aux domiciles des suspects et d'avoir confisqué des reçus de la Banque soviétique du commerce extérieur, sans lesquels les personnes incriminées ne pourront pas expliquer la provenance des sommes en roubles trouvées chez elles. Ces derniers détails concernent surtout M. Alexandre Guinzbourg, condamné en 1967 à sept ans d'emprisonnement pour diffusion de propagande antisoviétique.

Il est de notoriété publique à Moscou que M. Guinzbourg est en quelque sorte le représentant en U.R.S.S. de Soljenitsyne. C'est lui, en particulier, qui distribue à de nombreux dissidents dans le besoin l'aide financière envoyée par l'écrivain. Cet argent arrive légalement en U.R.S.S. par l'intermédiaire de la Banque du commerce extérieur, qui en prélève un fort pourcentage et qui effectue la change en roubles. D'où la nécessité pour M. Guinzbourg de disposer des reçus de la banque pour prouver son innocence. La « découverte » de devises à son domicile permettrait, d'autre part, de l'accuser de trafic de devises et aussi d'établir l'ombre d'un lien entre les trois accusés et l'organisation antisoviétique N.T.S. qui est basée à Francfort.

M. Medvedev s'élève fortement contre cette dernière accusation portée par l'agence Tass, alors que les perquisitions chez MM. Orlov, Guinzbourg et Mme Alexéeva n'étaient même pas terminées. Il s'agit, écrit-il, d'une accusation « *fausse et provocatrice* ».

L'historien attire aussi l'attention sur un groupe ukrainien qui surveille, lui aussi, l'application des accords d'Helsinki et dont deux membres ont fait l'objet, à la fin du mois de décembre, de perquisitions : M. Roudenko et Mme Berdnik. — J. A.

L'ASSASSIN PRÉSUMÉ DE TROTSKI AURAIT ÉTÉ FAIT HÉROS DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Selon l'hebdomadaire britannique « The Sunday Times », Ramon Mercader, considéré comme l'assassin de Trotski en 1940, à Mexico, a été fait à Moscou héros de l'Union soviétique.

Condamné par la justice mexicaine à vingt ans de prison, il fut libéré en 1960 et disparut. Selon certaines rumeurs, il partit d'abord pour Cuba, puis pour Prague, où il serait resté jusqu'au printemps de 1968. Il aurait alors gagné Moscou et aurait travaillé avec les communistes espagnols exilés en U.R.S.S. Ramon Mercader serait brièvement retourné au Mexique en 1967.

Pologne

Cent soixante-douze personnalités demandent une enquête sur la répression qui a suivi les manifestations de juin 1976

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Dans une lettre ouverte adressée aux représentants des milieux de la culture au Parlement, cent soixante douze personnalités polonaises ont réclamé la création d'une commission d'enquête sur les brutalités dont la police se serait rendue coupable dans la répression des manifestations ouvrières de juin dernier. « *Nous pensons*, écrivent les signataires, *qu'il est nécessaire d'instaurer une commission pour enquêter sur les abus et les sévices dont tout le pays parle.* »

« *Il est du devoir civique et moral de tout homme honnête*, poursuit le texte, *de stigmatiser ces pratiques abominables et de les combattre avec tous les moyens possibles. Se taire serait comme d'habitude un signe d'approbation, et dans ce cas cela signifierait que l'on approuve l'injustice et la violence physique.* » Les signataires déclarent qu'ils se sont adressés aux députés représentant la culture au Parlement parce que leur privilège et leur immunité leur donnent davantage de possibilités pour « *poser la question des ouvriers battus et torturés* ».

Parmi les personnalités qui ont signé le document, on relève les noms de douze acteurs, dont certains très célèbres comme Daniel Olbrychski, héros du film de Wajda, *la Terre promise*, ou de Malgorzata Brauneck, ainsi que ceux des écrivains Tadeusz Konwicki, Jan Wyka, Andrzej Kijowski, Kazimierz, Marian Brandys et Wiktor Woroszylski.

Déjà, le 22 décembre, vingt-huit professeurs, dans une lettre adressée au président de la Diète, avaient formulé une demande analogue à celle des cent soixante-douze. Le cardinal Wyszynski avait protesté, pour sa part, au début de décembre, dans un sermon contre les brutalités policières dont avaient été victimes les travailleurs d'Ursus.

Ces critiques ont été rejetés, il y a quelques jours, par le procureur général. Devant une commission du Parlement, celui-ci a déclaré, le 5 janvier, que « *d'après ses investigations, les reproches faits à la police d'avoir, pendant les événements de juin et, par la suite, fait usage de méthodes non autorisées contre des personnes soupçonnées de nuire à l'ordre public à Radom et à Ursus, étaient sans fondement* ». Cette prise de position a été publiée par la presse, ce qui désormais interdit pratiquement aux autorités de prendre éventuellement leurs distances à l'égard de certaines initiatives individuelles des forces de l'ordre.

Andrzejewski critiqué

Cependant, les oppositionnels continuent d'être soumis à des tracasseries, tandis que se développe contre eux, dans la presse, une campagne de dénigrement. L'historien Wojciech Onyszkiewicz, qui collabore avec le comité de défense des travailleurs, a été gardé à vue pendant quarante-huit heures, de jeudi à samedi, et son domicile a été perquisitionné.

D'autre part, le quotidien à grand tirage *Zycie Warszawy* a publié samedi un vigoureux article contre l'écrivain Andrzejewski, qui s'est engagé aux côtés des animateurs du comité de défense. Sous le titre « Il aurait pu être un diamant » (allusion au roman d'Andrzejewski *Cendres et Diamants*, devenu célèbre grâce au film avec le même titre tourné par le cinéaste A. Wajda), le rédacteur en chef du journal se livre à diverses critiques contre l'écrivain. Il le soupçonne, en particulier, de s'être associé aux dissidents pour acquérir de la publicité à l'étranger dans l'espoir d'obtenir le prix Nobel de littérature. Cette accusation assez étonnante n'a pas été reprise dans les extraits en anglais de l'article diffusé par l'agence polonaise PAP.

« *Il est dommage*, écrit *Zycie Warszawy*, *qu'au crépuscule de sa vie Andrzejewski se soit associé à un groupe, petit mais bruyant, de gens (...) qui souhaitent, par leur activité, troubler l'atmosphère morale en Pologne. Ces gens voudraient faire revenir la Pologne en arrière sur la voie du développement national. Dans leur programme, on trouve toutes sortes de choses : l'utopie de Trotski, des morceaux de sociale-démocratie des fragments de la nouvelle politique économique (NEP) des Soviets et les dernières munitions anticommunistes, une tranche de sionisme et un extrait de démocratie chrétienne, en un mot, un affreux chaos et mélange d'idées.* »

MANUEL LUCBERT.

CORRESPONDANCE

Le président de la République d'Irlande à l'Alliance française

Nous avons reçu de M. Blancpain, secrétaire général de l'Alliance française, la lettre suivante :

Sans entrer, bien sûr, dans la controverse politique qui a amené la démission du président de la République d'Irlande, l'Alliance française pense opportun de rappeler quelle fidélité a été celle de M. O'Dalaigh à l'egard de la langue et de la culture françaises.

Lorsqu'en 1972 l'Irlande entra dans le Marché commun, c'est M. O'Dalaigh, ancien président de l'Alliance française de Dublin, qui fut désigné comme juge européen. Avant de prendre ses fonctions au mois d'octobre, et bien qu'il fût en possession d'une assez bonne maîtrise de notre langue, M. O'Dalaigh occupa une bonne partie des mois d'été à suivre, avec une assiduité remarquable, les cours de notre école de Paris. Quand il vint, l'an dernier, en France, comme président de la République, nous avons été très touchés de sa fidélité à notre Alliance et à notre école, fidélité qu'il manifesta à plusieurs reprises dans ses propos privés et publics.

Grande-Bretagne

L'ANCIEN PREMIER MINISTRE ANTHONY EDEN EST GRAVEMENT MALADE

(De notre correspondant.)

Londres. — Lord Avon — l'ancien premier ministre Sir Anthony Eden — a été ramené dimanche 9 janvier des Etats-Unis à bord d'un avion spécial de la R.A.F. Il passait quelques jours de vacances en Floride chez M. Averell Harriman lorsque son état de santé s'est brusquement aggravé.

Lord Avon, qui est âgé de soixante-dix-neuf ans, avait fait savoir à son entourage que, dans le cas où sa vie serait en danger, il souhaiterait qu'on le ramène en Angleterre. Samedi, la famille de l'ancien premier ministre a fait appel à M. Callaghan, qui a décidé immédiatement d'envoyer à Miami un V.C. 10 de la R.A.F.

L'avion a atterri dimanche matin à Lyneham, à l'ouest de Londres, d'où lord Avon a été transporté chez lui à Alvediston, près de Salisbury. Les deux médecins qui l'ont examiné ont fait savoir que son état se détériore rapidement par suite d'une grave affection du foie.

J. W.

Tchécoslovaquie

Les animateurs de Charte 77 protestent contre les « actions illégales » de la police

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Les animateurs du mouvement Charte 77 dont le premier manifeste avait été rendu public la semaine dernière (*le Monde* du 7 janvier) ont transmis aux autorités tchécoslovaques, a-t-on appris dimanche 9 janvier, un second document. Dans ce texte, les trois porte-parole de Charte 77, MM. Jiri Hajek, ancien ministre des affaires étrangères, l'écrivain Vaclac Havel et le professeur Jan Patoucka, protestant contre les actions qualifiées d'« illégales » enterprises par la police (perquisitions, interpellations) contre plusieurs signataires du manifeste. Ils réclament « l'arrêt immédiat » de ces tracasseries et la restitution des objets confisqués au domicile des personnes visitées par les agents de la sécurité.

« Une initiative de citoyens »

Les trois responsables s'étonnent que des documents ayant un caractère tout ce qu'il y a de plus officiel, tels des textes publiés dans le code civil tchécoslovaque, aient été saisis par les policiers au cours de leurs recherches. Non sans ironie, ils notent que « *l'objet le plus important* » confisqué chez l'écrivain Ludvik Vaculik est le roman d'Heinrich Boell, prix Nobel de littérature, *Portrait de groupe avec dame*. Ils indiquent que quarante nouveaux noms se sont ajoutés à la liste des premiers deux cent quarante-deux signataires de la charte mais, ajoutent-ils, leur identité ne sera pas révélée tant qu'aucune garantie n'existera que la police ne se livrera plus à l'avenir à des représailles. Ils révèlent qu'en plus des écrivains L. Vaculik, C. Havel, l'acteur P. Landovsky et le critique Z. Urbanek, deux autres personnes ont été interpellées jeudi dernier et leur domicile perquisitionné. Il s'agit de l'écrivain Frantisek Pavlicek et de l'ancien journaliste de la télévision Jan Petranek, qui ont été relâchés samedi, à la fin du délai de garde à vue.

Les trois porte-parole font savoir que des suppléants leur ont été désignés pour le cas où ils seraient mis dans l'impossibilité d'assurer leur tâche. Les signataires de la Charte 77 soulignent-ils, sont loin d'être tous des intellectuels. On compte parmi eux des ouvriers et aussi des citoyens qui n'ont pas eu à subir les effets de la répression déclenchée en 1968 après l'invasion du pays par les Soviétiques. « *Ces hommes*, poursuit le document, *sont aujourd'hui prêts à coopérer avec nous parce qu'ils estiment que c'est une absolue nécessité en ce moment de vérité. C'est pourquoi on ne devrait pas dire que Charte 77 est un groupe de dissidents mais qu'il s'agit plutôt d'une initiative de citoyens.* »

Cette idée a été également développée dans une déclaration faite par l'Sécrivain V. Havel à l'agence Reuter. En dépit des mesures prises ces derniers jours par le ministre de l'Intérieur, il n'existe aucun signe, a estimé M. Havel, que les autorités aient l'intention de bannir les dissidents les plus engagés.

« Rude Pravo » : des naufragés politiques et sociaux

Cependant une campagne de presse de plus en plus vigoureuse se développe contre les défenseurs des droits civiques. Samedi *Rude Pravo*, organe central du parti communiste a accusé les signataires de la Charte 77 d'être « *une nouvelle légion étrangère mobilisée par les partisans de la guerre froide à l'Ouest* ». Les dissidents, écrivait le journal, « *sont des naufragés politiques et sociaux, des gens qui ont rompu tous les liens avec le peuple de leur propre pays* ».

De son côté la télévision, continuant la diffusion d'une interview de Glen Roy Rohrer, présenté comme un ancien agent secret américain, a lancé de vives attaques contre des hommes politiques et des journalistes ouest-allemands. Elle a notamment accusé M. Frank Josef Strauss, le dirigeant de la C.S.U. bavaroise, d'être un agent de la C.I.A.

M. L.

Espagne

LES MANIFESTATIONS POUR L'AMNISTIE PRENNENT DE L'AMPLEUR AU PAYS BASQUE

Un mort dans la banlieue de Bilbao

Madrid (*A.F.P., A.P., Reuter*). — M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement, pourrait recevoir cette semaine les quatre membres de la commission chargée par l'opposition de négocier les problèmes de l'amnistie et de la reconnaissance des partis politiques, apprend-on de bonne source à Madrid le lundi 10 janvier.

D'autre part, de violents incidents ont éclaté dimanche dans le Pays basque espagnol à l'occasion de manifestations en faveur de l'amnistie. A Sestao, dans la banlieue de Bilbao, près de dix mille personnes brandissant drapeaux rouges et bannières basques, ont affronté les forces de l'ordre, qui ont tiré des balles de caoutchouc et lancé des grenades lacrymogènes. Un jeune garçon de quinze ans, Juan Manuel Iglesias, a été retrouvé mort dans la rue après la manifestation. Selon certains témoignages, il se serait réfugié dans une maison et aurait sauté dans la rue du deuxième étage. Le médecin a diagnostiqué une commotion cérébrale.

Plusieurs centaines de personnes se sont aussitôt rassemblées dans une église de la ville pour protester contre « *un assassinat commis par les forces de l'ordre* ». Une nouvelle manifestation devait avoir lieu lundi à Sestao. Le conseil municipal de Basauri, une ville industrielle de cent mille habitants, également dans la banlieue de Bilbao, a adressé une pétition au roi Juan Carlos pour lui demander la proclamation de l'amnistie. La municipalité demande, en outre, que les noms des rues de la ville soient écrits en basque.

● *Les deux hommes accusés du meurtre de deux carlistes* pendant le rassemblement de Montejurra (Navarre), le 9 mai 1976, ont été libérés sous caution, samedi 8 janvier. Des photographies publiées à l'époque dans la presse témoignaient de la présence de nombreux militants fascistes étrangers et notamment de membres italiens de l'Internationale noire. M. Manuel Fraga Iribarne, qui détenait alors le portefeuille de l'intérieur, a été cité comme témoin par la défense, mais on ignore encore à quelle date aura lieu le procès. — (*A.F.P.*)

● *Le roi Juan Carlos* se rendra prochainement au Vatican. Le Saint-Siège négocie avec l'Espagne pour fixer rapidement la date de la première visite officielle du roi d'Espagne au pape Paul VI, apprend-on de source sûre le lundi 10 janvier. — (*A.F.P.*)

UN CONSEIL EUROPÉEN SE TIENDRAIT A ROME LE 25 MARS

Un Conseil européen est envisagé pour le 25 mars à Rome. En principe, le prochain Conseil européen (réunion triannuelle des chefs de gouvernement de la Communauté européenne) doit se réunir, les 21 et 22 février, à Londres (la Grande-Bretagne présidant le Conseil de la Communauté pendant le semestre en cours), mais il est possible qu'il soit remplacé par une réunion à Rome pour célébrer le vingtième anniversaire du traité du marché commun.

Déjà, en 1967, le dixième anniversaire avait fait l'objet d'un « sommet » européen dans la capitale italienne. Dans cette hypothèse, le Conseil européen suivant — fin juin — pourrait avoir lieu à Londres, à moins que la capitale britannique ne reçoive auparavant un conseil spécial, en vue de préparer le « sommet » économique occidental.

Portugal

DISPARITION D'UN ENSEIGNANT FRANÇAIS A LISBONNE

Le professeur Edouard Cleemann, qui dirige un service de calcul et d'informatique à l'université Olivais à Lisbonne, a disparu entre son domicile et son lieu de travail le lundi 3 janvier. M. Cleemann, âgé de trente-huit ans, est marié et père d'un enfant. C'est le seul enseignant français de cette université.

AMÉRIQUE

Etats-Unis

هكذا من الأصل

ASIE

Chine

L'ampleur des manifestations en faveur de M. Teng Hsiao-ping semble embarrasser les dirigeants

(Suite de la première page.)

Un poème qui lui est consacré l'appelle le *« camarade Hsiao-ping »* (diminutif affectueux). Une affiche affirme : *« Le développement de l'histoire montre que le camarade Teng Hsiao-ping a toujours suivi la ligne du président Mao, qui reflète l'intérêt des masses, et c'est pourquoi le peuple lui fait confiance »*. Une autre demande qu'il soit *« immédiatement nommé premier ministre »*. Tant dans l'opinion chinoise que parmi les observateurs étrangers, on relève le caractère *« démocratique »* de cette expression de la volonté populaire par voie de *dazibaos*, impensable sous d'autres régimes socialistes. Aucun service d'ordre n'entrave ce défoulement par l'écriture. Certains journaux muraux s'étalent sur plusieurs dizaines de panneaux. Quelques-uns offrent des modèles d'une élégante calligraphie traditionnelle. D'autres sont griboullés sur de simples feuilles arrachées à des carnets. On en trouve partout, jusque sur la pierre des griffons qui ornent l'entrée de la Cité interdite et sous la longue voûte de la porte Tien-An-Men. Çà et là, des orateurs s'improvisent devant des groupes plus ou moins importants. Dimanche soir, le nom de M. Wu Teh était celui que l'on entendait le plus souvent dans ces discours.

La question est de savoir dans quelle mesure la volonté populaire coïncide avec celle du pouvoir. La presse n'a rendu compte jusqu'à présent que des manifestations commémorant la mémoire de Chou En-lai, sujet qui ne prête à aucune controverse. Elle est discrète encore sur l'interprétation des événements du 5 avril. Mais elle ne souffle mot de M. Teng Hsiao-ping, dont il serait prématuré de dire que le cas est d'ores et déjà réglé.

Quelques fausses notes dans ces vastes démonstrations populaires montrent d'ailleurs qu'il reste au moins sujet à discussion. A deux reprises, par exemple, dans les nuits de samedi à dimanche et de dimanche à lundi, des affiches réclamant le retour au pouvoir de l'ancien vice-premier ministre ont été enlevées. D'autres les remplacent, mais il est clair que l'unanimité n'est pas réalisée. Sans doute l'opinion générale, qui s'exprime volontiers dans les conversations privées, est-elle que *« le camarade Teng Hsiao-ping doit tôt ou tard reprendre son travail »*. Tôt ou tard ? Et dans quelles conditions ? Là réside justement le problème posé à M. Hua Kuo-feng et dont rien n'indique qu'il ait encore été résolu.

Quant aux attaques contre M. Wu Teh et le général Chen Hsi-lien — qui alimentent également des conversations, — il est assez difficile de croire qu'elles sont inspirées ou voulues par l'équipe dirigeante, dont font encore partie, pour autant qu'on sache, les deux intéressés. Voudrait-on, même en haut-lieu, les écarter, le procédé employé pour y parvenir paraîtrait étrange dans le contexte actuel. Cette hypothèse peut-elle d'ailleurs être retenue à l'heure où la nouvelle direction, en la personne du président du parti, n'a à la bouche que les mots *« unité »* et *« stabilité » ?* Les manifestations de Pékin témoignent pour le moins d'un décalage entre les revendications qui s'y expriment et les intentions immédiates du pouvoir. Doit-on y voir le signe de rivalités *ou de désaccords dans* les instances supérieures du régime ? Il est en tout cas évident que les colleurs de Dazibaos bénéficient d'une grande bienveillance de la part de certaines autorités, puisque rien n'est fait pour mettre un terme à la manifestation. La *foule était* un peu *moins nombreuse* lundi matin que la veille en raison de la reprise du travail, mais rien n'indiquait que quiconque ait la moindre intention d'arrêter les festivités. Au contraire, de nouvelles gerbes à la mémoire de Chou En-lai continuent d'arriver. A lui seul, le souvenir de la fête des morts, au mois d'avril dernier, suffit, il est vrai, à rappeler aux responsables de l'ordre à quel point peut être explosive une mesure brutale pour interrompre un tel mouvement.

ALAIN JACOB.

M. WU TEH

Né en 1910, M. Wu Teh a d'abord exercé des fonctions de dirigeant syndical et de commissaire politique d'unités militaires dans sa province natale du Hopei. De 1956 à 1966, il est premier secrétaire du parti dans la province du Kirin. Nommé deuxième secrétaire du comité du parti à Pékin, il joue un rôle ambigu pendant la révolution culturelle. Soupçonné de complicité avec le président Liu Shao-chi, il dénonce à temps les « révisionnistes » et devient premier secrétaire en 1967. A partir de 1972, il exerce la fonction de président du comité révolutionnaire de la capitale, c'est-à-dire celle de maire. C'est à ce titre qu'il avait prononcé, le 24 octobre, sur la place Tien-An-Men, le premier discours public contre « la bande des quatre ». Il est entré en 1973 au bureau politique.

LE GÉNÉRAL CHEN HSI-LIEN

Né en 1913, le général Chen Hsi-lien est un des héros de la lutte contre les Japonais. Il entra dans la hiérarchie du parti en 1956, en tant que membre suppléant du comité central. Commandant de la région militaire de Chenyang, il est appelé à Pékin en décembre 1967 pour un « recyclage par l'étude de la pensée Mao Tse-toung », à la demande des gardes rouges. Après la révolution culturelle, il entre au bureau politique. Il a pris le commandement de la région militaire de Pékin en janvier 1974, et passait jusqu'à présent pour le successeur probable du maréchal Yeh Chien-ying au ministère de la défense.

Thaïlande

Le maréchal Prapass est rentré à Bangkok

De notre correspondant

Bangkok. — L'ancien dictateur thaïlandais, le maréchal Prapass Charusathiara, chassé par les étudiants en octobre 1973, est rentré, dimanche 9 janvier, de son exil à Taïwan. Il a regagné son ancien domicile d'où, personne n'en doute ici, il devrait reprendre ses activités politiques et financières.

Cette fois, son retour s'est passé sans incidents. En août, le maréchal avait tenté de rentrer et avait dû reprendre la route de l'exil, à la suite de manifestations hostiles d'étudiants qui firent deux morts. Aujourd'hui, trois mois après l'écrasement dans le sang du mouvement estudiantin, le 6 octobre, et l'arrivée au pouvoir des militaires, de telles démonstrations ne sont plus de mise. Certes, M. Prapass — encore moins que son collègue, M. Thanom, lui aussi dictateur avant 1973, et devenu bonze pour quelques mois — n'est guère populaire. Mais qui pourrait aujourd'hui courir le risque d'exprimer publiquement ce sentiment ? Le premier ministre n'a-t-il pas dit que M. Prapass était *« un citoyen comme les autres »* et qu'il avait le droit de rentrer dans son pays ?

La réapparition de *« l'homme aux lunettes noires »*, comme le représentaient jadis les caricatures étudiantes, a lieu alors que le nouveau régime marque le pas. Un régime fort aurait-il pu accepter le retour d'un homme qui risque de se révéler un redoutable partenaire, voire un adversaire ? Les relations entre le gouvernement civil de M. Thanin Kraivichien et son conseil consultatif militaire se sont détériorées. Des journaux ne cessent de critiquer un premier ministre et un ministre de l'intérieur qui leur vouent une hostilité non déguisée, mais n'ont pas réussi, en dépit de la censure, à les faire taire. Il faut dire que ces journaux servent à point nommé certains militaires pour exprimer leur mécontentement. « L'homme *fort* », le général Kriangsak Chamanand, a déclaré sans ambages, la *semaine* dernière, que le gouvernement devait *« agir plus et parler moins »*.

Privée d'informations sérieuses, l'opinion en est réduite à prêter attention à des rumeurs, y compris à celles, de plus en plus répandues, d'un remaniement ministériel, voire d'un changement de gouvernement. Selon certains diplomates, il ne s'agit plus de savoir si ce changement se produira, mais quand. Ils ajoutent que la situation ne s'est guère améliorée, qu'elle a même empiré, et que l'insurrection s'est développée.

Les investissements étrangers se font toujours attendre, la prochaine récolte de riz risque de ne pas être très bonne à la suite de la *sécheresse*, le taux de chômage est très élevé. Au cours des trois mois qui ont suivi le coup d'État militaire, les pertes causées par les guérilleros communistes ont atteint un record : plus de cent soldats tués et plus de cent cinquante blessés, si l'on fait la liste des incidents *publiés* (les chiffres officiels parlent d'une cinquantaine de morts seulement). Le premier journaliste victime de cette guerre, un photographe thaïlandais travaillant pour une chaîne de télévision américaine, a sauté sur une mine dans le sud du pays, à la fin de l'année dernière. En même temps, le P.C. (clandestin) intensifie ses activités de propagande et diffuse à la radio des déclarations de personnalités qui ont rallié le Front uni qu'il anime et comprenant des étudiants, des intellectuels, des syndicalistes, et des hommes politiques.

PATRICE DE BEER.

AMÉRIQUES

États-Unis

Aussitôt après l'entrée de M. Carter à la Maison Blanche

Le vice-président Mondale se rendra en Europe et au Japon

De notre correspondant

Washington. — En annonçant, *le 8 janvier, le départ* — immédiatement après son entrée officielle *en fonctions* — de M. Walter Mondale pour le Japon et l'Europe occidentale, M. Carter a mis en évidence son double souci de donner un rôle actif au vice-président et plus encore de rétablir en priorité les relations d'étroites coopération entre les États-Unis et leurs alliés asiatique et européens.

Au cours de sa conférence de presse, M. Carter a déclaré qu'il ne se rendrait pas à l'étranger durant la première année de son mandat, sauf pour la conférence économique « au sommet », dont il pense qu'elle aura lieu au cours du second trimestre de cette année, *« peut-être à la fin mai ou en juin »*. En attendant, le président élu prendra dès cette semaine contact au téléphone avec MM. Callaghan, Schmidt, Fukuda et Giscard d'Estaing (*« ...tous ces quatre gentlemen parlent bien l'anglais, »* a-t-il dit) pour préparer la visite de M. Mondale. Ce voyage a notamment pour but de donner aux principaux alliés des États-Unis des détails sur ce que *« le président et le Congrès envisagent pour stimuler l'économie américaine »*.

M. Carter a précisé que le vice-président chercherait, dans ses conversations avec les dirigeants des pays alliés, à déterminer les meilleurs moyens de mieux coordonner la politique de l'OTAN, à définir une position commune face aux augmentations du prix du pétrole, et s'efforcerait d'établir les formules propres à résoudre les questions de Chypre, *du Proche-Orient* et *de l'Afrique* australe.

En même temps, M. Carter a indiqué qu'il espérait recevoir M. Brejnev aux États-Unis avant l'automne, même si aucun progrès n'intervenait dans les négociations sur la limitation des armements nucléaires stratégiques (SALT). A cet égard, le président élu a reconnu que bien que les messages transmis par l'ambassadeur soviétique à MM. Kissinger et Vance étaient « encourageants », la négociation SALT n'avait pas progressé.

Pour les observateurs diplomatiques, en annonçant le voyage de M. Mondale, le président élu cherche surtout à mettre en évidence son désir de donner aux relations des États-Unis avec le Japon et l'Europe la même importance qu'avec les adversaires potentiels. Au même moment, le secrétaire d'État désigné, M. Vance, annonçait, à l'issue d'un déjeuner offert aux représentants de la Chine populaire, qu'il se rendrait « probablement » à Pékin, dans le contexte de la politique visant à normaliser les relations sino-américaines. *« Notre attitude continuera d'être guidée par le communiqué de Changhaï de 1972 »*, a dit M. Vance. M. Kissinger, qui participait au même déjeuner, a dit que les États-Unis étaient préoccupés par l' « hégémonie ». Il reprenait ainsi le terme habituellement employé par les Chinois pour dénoncer ce qu'ils considèrent comme l'expansionnisme soviétique.

Pour sa part, le président élu entend se consacrer surtout, dans l'immédiat, aux problèmes d'ordre intérieur. Conscient de ses lacunes et de l'insuffisance de sa connaissance des questions internationales, il préfère temporairement rester en retrait, en laissant à son plus proche collaborateur et aux experts le soin de « débroussailler » le terrain diplomatique.

HENRI PIERRE.

AFRIQUE

Angola

SELON DES RÉVÉLATIONS FAITES A LA HAVANE

Les Cubains auraient décidé seuls d'intervenir militairement

La Havane (A.F.P.). — Près de douze mois ont été nécessaires, après la fin officielle des hostilités en Angola, pour connaître les détails de l'intervention cubaine, dont un seul aspect est toujours jalousement tenu secret : le nombre des combattants cubains qui par la voie aérienne ou maritime ont gagné Luanda à partir du 7 novembre 1975. Une chose est officielle cependant aujourd'hui : ils étaient plus de quinze mille.

Les autorités cubaines ont eu recours à un porte-parole officieux, l'écrivain colombien Gabriel Garcia-Marquez, qui depuis deux ans a fait plusieurs séjours à Cuba — le dernier au début de décembre 1976, — au cours desquels il a pu bénéficier d'informations exclusives grâce à des contacts réguliers avec le premier ministre, M. Fidel Castro, et les dirigeants cubains, qui lui ont largement ouvert le dossier « Angola ».

Son article-fleuve (quatre-vingt mille mots), destiné à l'hebdomadaire mexicain « Proceso » et dont l'agence cubaine Prensa Latina a publié samedi 8 janvier de très larges extraits, constitue *une somme particulièrement détaillée* sur toutes les phases de l'intervention cubaine.

C'est dans le secret du palais de la Révolution que se décide, le 5 novembre 1975, l'envoi de troupes en Angola, au cours d'une réunion *« longue et sereine »* de la direction du P.C. cubain. On baptise l'intervention cubaine *« opération Carlota » (« Charlotte »)*, du nom d'une esclave qui, le 5 novembre 1843, avait dirigé dans l'île une insurrection de Noirs d'origine africaine.

Le 7 novembre, le premier contingent cubain s'envole de La Havane, via la Barbade, Guinée-Bissau et Congo-Brazzaville. Ils seront seulement six cent cinquante soldats en Angola le 20 novembre, avec la mission de *« tenir »* jusqu'à l'arrivée des renforts qui seront acheminés par transport maritime. *Ils tiennent*, et M. Agostinho Neto peut ainsi annoncer l'indépendance de l'Angola et la création de la République populaire d'Angola le 11 novembre.

« Les Cubains vont se ruiner »

Le 27 novembre, commencent à débarquer sur les côtes angolaises, venant de Cuba à bord de trois cargos, un régiment d'artillerie, un bataillon de troupes motorisées et du personnel d'artillerie de campagne. La traversée de l'Atlantique demandait une vingtaine de jours dans des conditions difficiles : Garcia-Marquez affirme que les bateaux cubains ont dû subir *« toutes les provocations possibles de la part de navires et avions de guerre américains »*. De plus, ces cargos, habituellement destinés au transport des marchandises avec un équipage de quatre-vingts hommes, avaient à leur bord plus de mille hommes chacun, avec engins blindés, armements et explosifs.

Combien de cargos sont arrivés à Luanda ? Combien de troupes ont débarqué ? Garcia-Marques ne le dit pas.

« Il y avait tant de bateaux cubains dans la baie de Luanda, écrit-il, *que le président Agostinho Neto, les comptant de la fenêtre de son bureau, sentit un frémissement de pudeur l'envahir. » « Ce n'est pas juste »*, dit M. Neto à un membre de son entourage. *« A ce rythme, les Cubains vont se ruiner. »* D'autres troupes et d'autres armements ont été transportés également par avion. Cent un vols au total *« jusqu'à la fin des opérations militaires »*.

En ce qui concerne le transport aérien, les difficultés et les obstacles se sont multipliés. Les *pilotes cubains n'ont pas utilisé* les routes aériennes classiques. Ils pilotaient « à vue », sans la moindre *information météorologique*, à basse altitude pour économiser le carburant et sans connaître les conditions de l'atterrissage à Luanda.

Rapidement, le premier itinéraire dut être abandonné à la suite des pressions du gouvernement américain sur celui de La Barbade, lui demandant d'interdire aux avions cubains de faire escale à Bridgetown. Les Cubains établirent alors une route transatlantique depuis l'aéroport de la petite ville d'Holguin, dans le sud de l'île, jusqu'à l'île de sel de l'archipel du Cap-Vert. Puis le Cap-Vert fut aussi abandonné pour *« éviter de porter tort à ce petit pays sans défense »*. Autrement plus grave fut l'intervention américaine en Guyana, ajoute Marquez. Dans un premier temps la Texaco se refusa à fournir du combustible aux avions cubains faisant escale à Georgetown (Guyana).

De plus, selon Garcia-Marquez, l'ambassadeur américain intervint personnellement auprès du gouvernement guyanais, menaçant de faire bombarder et détruire l'aéroport de la capitale si les Cubains continuaient d'y faire escale. Les autorités guyanaises ne cédèrent pas, mais, ne pouvant plus s'approvisionner en combustible, les Cubains durent installer désormais dans chaque avion quatre grands réservoirs de carburant, qui leur permirent d'effectuer des vols directs Holguin-Congo-Brazzaville.

Une décision souveraine

De La Havane, les autorités cubaines avaient averti l'Union soviétique de l'opération Carlota. Mais, souligne Marquez, au lendemain du 5 novembre, soit après la réunion du P.C. cubain. Contrairement à ce qui fut si souvent dit, *« ce fut une décision indépendante et souveraine de Cuba et elle fut notifiée à l'U.R.S.S. une fois prise, et non avant. »*

De son P.C. de La Havane, M. Fidel Castro est resté en contact permanent avec l'Angola. Quand la situation militaire se fit précaire, Castro, véritable chef des opérations à 6 000 kilomètres de distance, restait près de quatorze heures de suite dans le bureau de *commandement* de l'état-major, suivant sur de gigantesques tableaux l'avance des différentes troupes. Il intervint lui-même pour demander notamment aux troupes du M.P.L.A. et aux Cubains de limiter le plus possible la destruction des ponts.

Gabriel Garcia-Marquez dit peu de choses sur le retrait des troupes. Ce qui est certain, c'est qu'en mai 1976 plus de trois mille cubains étaient déjà rentrés à La Havane. Marquez affirme que, contrairement aux déclarations faites à cette époque par le secrétaire d'État Henry Kissinger, M. Fidel Castro n'a jamais envoyé de lettre au premier ministre suédois Olof Palme pour lui annoncer le début du retrait des troupes cubaines. En réalité, ce retrait progressif avait été décidé le 14 mars 1976 — conjointement par MM. Castro et Neto — et immédiatement entrepris.

D'autre part, Garcia Marquez publie de nombreux aspects inédits de l'action de Che Guevara en Afrique dès 1965, aux portes de l'Angola, à la tête de ce qui fut le premier corps expéditionnaire cubain dans cette partie du monde : voyageant avec un faux passeport, le « Che » gagna le Congo belge (devenu Zaïre) pour diriger la guérilla contre Tschombe. Dès juillet, il fut rejoint par deux cents Cubains avec *des armes légères. C'est de cette* époque que datent les premiers contacts de Cuba avec le M.P.L.A., quand des camarades de combat du « Che » instruisirent des unités du M.P.L.A. et du P.A.I.G.C. au Congo-Brazzaville (aujourd'hui République populaire du Congo).

Marquez signale pour conclure deux faits jusqu'ici inconnus : en mai 1975, le commandant cubain Flavir Bravo s'était entretenu avec M. Neto, à Brazzaville, au sujet de la possibilité d'une assistance *militaire « d'envergure et spécifique »*. Le 26 juillet 1975, M. Fidel Castro, au cours d'une visite à La Havane de M. Otelo de Carvalho, avait demandé au leader portugais de faire des démarches auprès de son gouvernement pour envoyer de l'aide en Angola. *« Cette demande de Castro*, conclut l'écrivain, *resta lettre morte. »*

CORRESPONDANCE

Une mise au point de l'ambassadeur du Cameroun sur l'opposition

M. Salomon Bakoto, ambassadeur du Cameroun en France, nous a adressé la mise au point suivante à propos de l'article intitulé « L'opposition dénonce la répression policière », publié dans le Monde *du 1er janvier :*

« L'opposition Kamerounaise », qu'elle revête le manteau de l'UNEK, Comité révolutionnaire, CIRO (bientôt rebaptisé sous une autre appellation) ou MANIDEM, est composée d'un même noyau d'agitateurs ayant pour dénominateur *commun* le tapage, l'affabulation et les affirmations grotesques.

Déjà, en mai 1975, elle faisait paraître un article dans votre journal affirmant que Mme Moumié croupissait dans les geôles d'Ahidjo » et cela au moment même où une dépêche de l'A.F.P. rapportait une conférence de presse tenue par l'intéressée. Celle-ci, faut-il le rappeler, affirmait en substance que c'est grâce à l'action personnelle du président Ahidjo qu'elle a pu échapper au triste sort qui l'attendait *dans* un pays *voisin et qu'elle* a pu réintégrer sa patrie et l'administration camerounaise.

L'on observera, en outre, que dans votre édition du 1er janvier 1977 « l'opposition » détient une liste de *trente* « détenus politiques camerounais ». Nous sommes donc bien loin des dizaines, voire des centaines de milliers de prisonniers politiques » dont *le Monde diplomatique*, sous la signature de l'un des opposants, se faisait l'écho en septembre 1976 !

Pourquoi donc, tout à coup, cette discrétion dans l'établissement de la liste des détenus politiques dès lors que « l'opposition kamerounaise » est implantée dans « les couches sociales et a mobilisé l'ensemble de la population » ?

En définitive, on ne peut qu'affirmer, avec un Camerounais célèbre, que « la vérité finit toujours par triompher ».

Rhodésie

LES CINQ ÉTATS AFRICAINS VOISINS apportent leur « appui total » aux nationalistes les plus intransigeants

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Les cinq États d'Afrique noire impliqués dans le conflit rhodésien ont offert, dimanche 9 janvier, leurs *« appui total »* au Front patriotique de MM. Robert Mugabe et Joshua Nkomo. Cette décision, qui paraît écarter de la négociation actuelle l'évêque Abel Muzorewa et le pasteur Ndabiningi Sithole, a été communiquée à l'issue d'un « sommet » qui a réuni, pendant deux *jours*, à *Lusaka*, les *présidents* Nyerere (Tanzanie), Kaunda (Zambie) et Machel (Mozambique), ainsi que les vice-présidents Quett Masire (Botswana) *et* Luvualu *(Angola)*.

Au nom du « club des cinq », qu'il préside, le chef de l'État tanzanien a précisé que l'importance des autres dirigeants nationalistes du Zimbabwe (Rhodésie) se mesurerait désormais à leur degré de participation à la lutte contre le régime de M. Smith. Le pasteur Sithole, ainsi que MM. Mugabe et Nkomo, ont participé aux discussions de Lusaka, *dont* le seul absent notoire a été l'évêque Muzorewa. M. Ivor Richard, le président britannique de la conférence de Genève, devait se rendre, ce lundi, dans la capitale zambienne pour s'y entretenir avec les deux dirigeants du Front patriotique.

MM. Mugabe et Nkomo s'étant montrés les plus réservés à l'égard d'une présence britannique pendant une phase de transition en Rhodésie, on s'interroge sur l'avenir de la mission en Afrique australe du médiateur britannique, lequel doit se rendre mardi ou mercredi à Dar-es-Salaam pour y rencontrer M. Nyerere. M. Richard avait déclaré samedi, lors d'une escale à Nairobi, que la date de la reprise de la Conférence de Genève n'avait pas encore été fixée. Dans une interview publiée lundi par le *Daily Nation* de Nairobi, il avertit que si la négociation actuelle échoue, *« le risque d'un désastre sera énorme, nous pourrions finir par nous retrouver dans une situation aussi dangereuse que la deuxième guerre mondiale »*.

Les Britanniques avaient fait savoir, à la veille du « sommet » de Lusaka, qu'ils attachaient à cette réunion une grande importance. Le « club des cinq » ne semble pas avoir fait allusion à la Conférence de Genève. L'« *appui total* » politique, matériel *et diplomatique offert* au Front patriotique témoigne d'un durcissement des Africains face à l'intransigeance affichée par M. Smith.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Nigéria

● DES PATROUILLES NAVALES ont été mises en place au large de Lagos, de Port-Harcourt et de Calabar, *« afin de faire échec à une vague de piraterie »*, rapporte Radio-Lagos. Depuis quelques semaines, en effet, des « pirates » armés s'attaquent aux équipages de navires attendant dans les ports, et s'emparent d'argent et de marchandises. — *(Reuter.)*

Tunisie

● M. MARCELINO OREJA, ministre espagnol des affaires étrangères, est arrivé dimanche 9 janvier à Tunis pour une visite officielle de deux jours, à l'invitation de son homologue tunisien, M. Habib Chatti. Le ministre espagnol a déclaré que son séjour en Tunisie marquait le début d'une série de visites qu'il ferait prochainement, ainsi que le roi Juan Carlos et le président du Conseil, M. Adolfo Suarez, dans différents pays du monde arabe. — *(A.F.P.)*

PROCHE-ORIENT

La Jordanie en question

(Suite de la première page.)

Les opposants sont loin d'être tous téléguidés de l'étranger. Seule une minorité d'entre eux est favorable à l'utilisation de la violence, mais ce n'est un secret pour personne qu'une fraction non négligeable de la population continue de bouder le régime, essentiellement parmi les « *Jordaniens d'origine palestinienne* ». Ceux-ci représentaient en 1976, selon des estimations officieuses concordantes, 56 % des deux millions d'habitants du pays (2).

Les « *Jordaniens de souche* » ou Transjordaniens, c'est-à-dire ceux qui ont leurs racines sur la rive orientale du *Jourdain, ne forment* pas un bloc homogène. Dans la population d'un petit million de personnes qu'ils constituent, on trouve, en effet, vingt tribus bédouines originaires du désert, des citadins arabes musulmans et des Arabes chrétiens (environ 150 000, Grecs orthodoxes en majorité), quelque 100 000 Tcherkesses émigrés du Caucasse au dix-neuvième siècle, des Arméniens, etc. Ils ne seraient majoritaires dans le royaume que si on ne considérait pas comme Jordaniens les 280 000 Palestiniens venus de Cisjordanie après l'occupation israélienne consécutive à la guerre de six jours.

L'échec de l'intégration

La Jordanie a déployé des efforts supérieurs à ceux des autres nations du Proche-Orient pour intégrer les réfugiés d'outre-Jourdain : elle leur a offert une citoyenneté et un passeport, alors qu'ailleurs ils restent le plus souvent des sortes d'apatrides ; elle leur a donné l'occasion d'exercer leurs talents dans la vie économique, culturelle et politique du pays, les Palestiniens ayant été ou étant président du conseil, ministres, ambassadeurs, officiers, ne se comptent plus en Jordanie. A Amman, de nos jours, quand on rencontre quelqu'un qui brille par l'esprit ou la *fortune*, il y a huit chances sur dix pour qu'il s'agisse d'un Palestinien.

De 1950 à 1976, les sommes dépensées par l'Etat jordanien en faveur des réfugiés, soit à travers l'Office de secours des Nations unies (UNRWA), soit directement, sous forme de prestations sociales notamment, ont atteint un montant de 27 millions de dollars, contre 22 millions et demi pour la Syrie et 19 millions et demi pour Israël. Certes, la Jordanie a recueilli quatre fois plus de Palestiniens que la Syrie, et trois fois plus que le Liban, mais ses ressources sont de loin plus modestes que celles des autres pays du Machrek. Les résultats obtenus sont toutefois décevants pour les dirigeants d'Amman.

Mustapha, vingt-neuf ans, ayant fui Jérusalem en 1967, se déclare « *satisfait de son sort* » depuis que le développement de la construction lui permet, en tant que maçon, de gagner, à Amman, l'équivalent de 1 500 francs par mois, mais Ali, vingt-neuf ans également, venu de Ramallah (Cisjordanie) en 1970, n'en finit pas de se lamenter d'avoir signé un engagement de cinq ans, à 1 200 francs par mois, comme agent de police jordanien ; tous deux se définissent comme « *Palestiniens, malgré nos cartes d'identité jordaniennes* ». Cela va de soi aussi pour le docteur Ahmed Hamzeh, nommé médecin-chef de l'hôpital de Salt, à 30 kilomètres d'Amman, après avoir été *expulsé de Cisjordanie* par les Israéliens en mars 1976 ; marxiste pro-soviétique « *mais avant tout patriote palestinien* », il « *ne se sent pas tout à fait chez lui* » en Jordanie. L'évêque catholique latin d'Amman, Mgr Nemeh Semaane, natif de Galilée mais exerçant son ministère sur la rive orientale du Jourdain depuis quarante-cinq ans, se définit encore comme « *à moitié Palestinien* ». Le sénateur Ahmed Toukane, ancien président du conseil jordanien et zélé serviteur des Hachémites, « *se sent avant tout Palestinien* ».

En revanche, M. Adnane Abou Odeh, né à Naplouse, il y a une quarantaine d'années, dans le foyer d'un ouvrier spécialisé palestinien, actuellement ministre de l'information et président du bureau exécutif chargé des territoires occupés, nous avait été présenté comme « *un néo-Jordanien parfaitement adapté à sa nouvelle patrie* ». Il nous a décrit son itinéraire : « *Très jeune, je me suis engagé dans les rangs du parti communiste jordano-palestinien, car j'étais idéaliste et socialement complexé ; mais dans les années 60, après avoir enseigné à Koweït, j'ai changé de cap et j'ai décidé de servir mon pays d'adoption, la Jordanie. Je suis devenu officier des services de renseignements, et c'est en tant que représentant de ce secteur que j'ai été appelé à prendre le portefeuille de l'information dans le cabinet de guerre formé en 1970. Après avoir accompli un stage à Harvard, je suis entré, derechef, au gouvernement en juillet 1976.* »

Vif, moderne, « arrivé », M. Abou Odeh pourrait être un archétype pour les jeunes Palestiniens grandis en Jordanie. « *Nombreux sont ceux qui empruntent ma voie* », assure le ministre. Interrogé sur ce qu'il déciderait si un éventuel Etat palestinien l'appelait un jour à son service, il répond sans hésiter : « *J'irais !* »

A Amman, on estime qu'un quart seulement des Palestiniens de Jordanie gagneraient la Cisjordanie si celle-ci était évacuée par Israël ; il reste que le cri du cœur de M. Abou Odeh symbolise l'échec des efforts déployés depuis vingt-huit ans par les Hachémites pour intégrer leurs « sujets palestiniens » dans « la nation jordanienne ». Le roi Hussein règne sur un peuple dont la moitié a l'esprit ailleurs, malgré l'éclat et le nombre des réussites sociales. Les vers publiés, en 1970, par la poétesse palestinienne Fadoua Toukane trouvent toujours la même résonance chez ses compatriotes :

O noble terre
O profonde blessure
Et seul amour.

Quatre raisons majeures

Cette non-intégration des Palestiniens semble tenir à quatre raisons majeures :

— Les Bédouins et les Palestiniens, peuples de civilisation arabe, sont aussi deux faces d'un univers partagé par des dissemblances psycho-sociologiques anciennes ;

— La « guerre civile » jordano-palestinienne (Septembre noir), en raison notamment des pertes *humaines qu'elle* a entraînées (3), a laissé subsister chez nombre d'acteurs des deux camps un sourd ressentiment à l'égard des adversaires d'hier ;

— Des Palestiniens se voient confier d'importantes responsabilités dans la fonction publique, mais il est assez rare qu'ils accèdent aux portes où sont prises les décisions suprêmes. On touche ici les limites de l'insertion des Palestiniens dans le *secteur public*, et l'on comprend que nombre d'entre eux aient préféré les ascensions sans entraves du secteur privé.

Ces Palestiniens, dont la Jordanie prétend faire des « *citoyens à part entière* », se trouvent souvent placés dans la situation de « coopérants » dont on attend qu'ils fassent marcher le pays sans prétendre le diriger ;

— Sur plus d'un million de Palestiniens établis en Jordanie en 1976, 165 000 étaient encore dans des « camps » ou plutôt dans des villages ou des zones urbaines de regroupement, car peu de réfugiés vivent encore sous la tente au Proche-Orient. L'expansion économique, comme nous l'a confié le responsable palestinien du « camp » de Baqaa, au nord d'Amman, le plus grand du Machrek (55 000 habitants), « *permet maintenant à tous les hommes en âge de travailler, qui le désirent, de trouver un emploi, ne serait-ce que comme manœuvre ou ouvrier agricole* ». Malgré une amélioration visible de leur niveau de vie, les habitants des dix « camps » du royaume, dont trois dans la capitale, demeurent par rapport au reste du pays dans une situation marginale.

Pour attacher à leur « nouvelle patrie » ces exilés en majorité d'origine rurale, il eût fallu les réinstaller sur des terres arables. Or la Transjordanie est un désert de 90 000 km2, dont les 8 500 km2 cultivables sont partagés depuis longtemps entre 150 000 petites et moyennes exploitations.

En dépit des échecs et des obstacles, les dirigeants d'Amman n'ont pas renoncé à leur idéal d'« intégration ». C'est ainsi qu'ils ont institué, en 1976, un service militaire obligatoire de deux ans. Cette mesure, inattendue dans un Etat où le recours à l'armée de métier était jusque-là un dogme, pourrait avoir, à long terme, les effets escomptés, plus de la moitié de la population ayant moins de quinze ans.

En attendant de devenir le creuset de la nation, les forces armées jordaniennes, issues de la célèbre Légion arabe fondée en 1923 sous le mandat britannique, demeurent le bastion de ce que l'on a pu appeler « la passion bédouine » pour les Hachémites. Passion qui ne vas pas parfois sans quelques coups de tête, voire quelques tentatives de coups d'Etat, comme en 1957, 1959 et 1972, mais, en général, lors des épreuves, le gros de l'armée s'est montré loyaliste envers son souverain.

Considérée par la plupart des experts militaires occidentaux comme « *ayant la meilleure tenue du Proche-Orient* », l'armée jordanienne est forte de 70 000 hommes (80 000 si l'on compte les policiers), chiffre disproportionné à la taille du royaume hachémite ; les forces armées royales du Maroc ont un effectif comparable, alors que le pays est neuf fois plus peuplé. On fait valoir à Amman que les quelque 400 kilomètres de frontière commune avec Israël, ainsi que la nécessité de donner une colonne vertébrale et une force organisée à un Etat créé *ex nihilo* en 1921, justifient une armée de cette dimension. De même, sans les régiments bédouins — les trois quarts des effectifs — et le bataillon tcherkesse de la garde royale, il y a fort à parier que le régime hachémite *n'aurait pas résisté* aux tempêtes qui l'ont assailli.

Entre une armée omnipotente, quoique réputée sûre, et des sujets palestiniens omniprésents et insatisfaits, régner à Amman ne doit pas être aisé. Néanmoins, ces derniers temps, le roi Hussein donnait l'impression d'être parvenu à instaurer une certaine stabilité. C'est à ce moment-là que la conjoncture internationale a commencé à être moins favorable pour la couronne hachémite.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

PROCHAIN ARTICLE :

« MAIS A QUOI SERT LE ROI HUSSEIN ? »

(2) Ces chiffres, ainsi que tous ceux qui sont cités par ailleurs, ne prennent pas en compte la Cisjordanie (rive occidentale du Jourdain), occupée par Israël depuis 1967.

(3) Très supérieures à celles de l'armée jordanienne, les pertes des fedayin ont été estimées par le Croissant-Rouge palestinien et par des « sources neutres » citées par Mlle Goichon à environ 4 000 morts et 12 000 blessés. Mlle Goichon est l'auteur du seul ouvrage général sur la Jordanie publié à ce jour en français : *Jordanie réelle*. Deux tomes, 2 024 p. Maisonneuve et Larose, 1972.

TROIS MILLIONS DE PALESTINIENS

Selon l'U.N.R.W.A., le peuple palestinien répandu aujourd'hui à travers tout le Proche-Orient regroupe environ 3 millions de personnes, y compris les « Arabes *israéliens* ».

Plus de la moitié des Palestiniens, soit 1 670 000 personnes, étaient inscrits en 1976 sur les listes de réfugiés de l'Office ; 36 % d'entre eux vivent encore dans des « camps » (en fait des villages en dur) et 50 % reçoivent des rations alimentaires. Depuis 1950, 900 00 noms ont été rayés des registres de l'U.N.R.W.A. (réinstallations, décès, etc.), mais autant d'enfants palestiniens sont nés.

Parmi les Palestiniens ayant le statut de réfugiés 335 000 résident à Gaza et 300 000 en Cisjordanie, territoires occupés par Israël depuis 1967 ; la Jordanie en héberge 645 000 dont 280 000 venus après la guerre de 1967, le Liban 199 000, et la Syrie 188 000. Dans le royaume hachémite, le nombre total des Palestiniens est largement supérieur *au million*.

L'U.N.R.W.A., qui emploie une centaine de fonctionnaires internationaux rémunérés par l'ONU, et 16 000 Palestiniens, voit son avenir menacé par un déficit croissant (11 millions de dollars en 1976 malgré un budget ramené à 125 millions de dollars). Depuis sa création en 1949, l'Office fonctionne avec les contributions volontaires des Etats ; si de 1950 à 1976 les Etats-Unis *lui ont* attribué 646 millions de dollars, l'Union soviétique n'a pas donné un rouble. La France, qui vient d'augmenter sa contribution annuelle, n'a fourni que 25 millions de dollars depuis vingt-six ans, mais l'Arabie Saoudite a à peine fait mieux.

Depuis les événements du Liban, l'U.N.R.W.A. a transféré ses services centraux de Beyrouth à Amman, tandis que son commissaire général, Sir John Rennie, s'installait provisoirement à Vienne.

PROCHE-ORIENT

L'histoire des rencontres secrètes entre des Israéliens et des représentants de l'O.L.P.

Une rencontre entre des membres du Conseil israélien pour la paix israélo-palestinienne et des dirigeants de l'O.L.P. est prévue à Paris, dans la deuxième quinzaine du mois en cours. Ce sera la sixième et probablement la dernière avant la réunion du Conseil national palestinien, qui aura lieu le mois prochain au Caire.

Ces contacts ont suscité des remous parmi les extrémistes palestiniens du Front du refus, mais il semble que le président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, les cautionne. A l'approche de la réunion du Conseil national palestinien, les courants modérés dans le monde arabe essaient de faire triompher la tendance réaliste parmi les Palestiniens, comme en témoigne, par exemple, l'article du rédacteur du journal égyptien *Rose El-Youssef*, Ahmad Hamrouche, paru le 3 janvier 1977, qui tout en se félicitant des contacts entre Israéliens modérés et représentants de l'O.L.P., appelle cette dernière à changer sa stratégie en reconnaissant le fait israélien.

En Israël, les rencontres entre les personnalités israéliennes et les dirigeants de l'O.L.P. sont considérées comme un événement important, *« le plus important peut-être dans les relations israélo-arabes en 1976 »*, selon le député socialiste « colombe » Arieh (Lova) Eliav, ancien secrétaire général du parti travailliste au pouvoir, car si des rencontres privées ont eu lieu dans le passé entre membres de l'opposition israélienne et délégués de l'O.L.P. (surtout avec le représentant de l'O.L.P. à Londres, M. Saïd Hamani), les contacts qui ont été établis récemment ont un caractère différent du fait de la participation de personnalités importantes.

Deux Etats

Les rencontres ont tout d'abord réduit à néant l'argument des « faucons » israéliens selon lequel on ne peut pas parler avec les Palestiniens, parce que tous aspirent à détruire Israël. Les interlocuteurs palestiniens aux pourparlers, qui étaient accrédités par l'O.L.P., ont expliqué aux Israéliens qu'ils voient dans l'existence, sur la terre de Palestine, de deux Etats : l'un israélien et l'autre palestinien, une solution réaliste du conflit. On pouvait en déduire que la création d'un seul Etat démocratique et laïque n'était plus considéré par eux comme une solution réaliste. Les interlocuteurs israéliens ont de leur côté préconisé le retour aux frontières du 4 juin 1967, avec des rectifications mineures et mutuellement consenties : la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, et l'ouverture de négociations avec l'O.L.P. — trois conditions que le gouvernement israélien repousse catégoriquement.

L'année 1976 a donc vu le début d'une nouvelle étape, les Palestiniens ayant décidé d'élargir leurs contacts, réservés jusqu'alors presque uniquement aux Israéliens anti-sionistes. Ils ont cherché à établir des relations avec des personnes qui ne sont pas opposées au droit à l'autodétermination des Palestiniens et à la création d'un Etat en Cisjordanie et à Gaza. Ils se sont adressés à un organisme politique qui avait été créé en décembre 1975 sur l'initiative de trois personnalités (l'ancien député Ouri Avneri, l'écrivain Amos Kenan et l'arabisant Yossi Amitaï, membre du kibboutz Gvoulot), et qui avait pris le nom du Conseil israélien pour la paix israélo-palestinienne.

La première démarche a été effectuée par l'intermédiaire d'un groupe de juifs français de gauche qui soutiennent en même temps l'existence d'Israël et la création d'un Etat palestinien. Au printemps 1976, un émissaire venu de Paris a rencontré le général de réserve Matityahou Peled, président du Conseil en question, et professeur de littérature arabe moderne à l'université de Tel-Aviv, dans sa résidence à Motza Ilit, près de Jérusalem, et lui a annoncé que des membres de la direction de l'O.L.P. voulaient le rencontrer, ainsi que ses camarades, pour engager des discussions. Le général Peled a donné son accord tout en sachant que des contacts avec l'O.L.P. étaient considérés par la majorité de l'opinion publique israélienne comme un « *acte anti-israélien* ».

La première rencontre n'a eu lieu que quelques mois plus tard. Le 21 juillet, le général Peled part à Paris pour rencontrer des membres de l'O.L.P. Les conversations durent deux jours. On y discute des moyens de parvenir à la paix sur la base de l'existence de deux Etats en Palestine. La rencontre, comme toutes celles qui suivront, se déroule sans la présence des intermédiaires, qui ont fourni seulement leur hospitalité et les facilités. A son retour, le général Peled estime que les conversations ont été très positives. *« Si c'est une rencontre unique, c'était un épisode agréable, mais s'il y a une suite, cela aura une signification politique importante »*, dit-il à ses amis. Quelques semaines plus tard, en septembre, les conversations reprennent avec la participation, cette fois, de plusieurs personnalités de chaque côté.

D'autres rencontres ont lieu également en octobre, en novembre et en décembre. Chacune dure deux jours environ, et l'on compte quelque cent heures de conversations. Les pourparlers sont menés en anglais, les interlocuteurs utilisant parfois l'arabe (quelques-uns des Israéliens pratiquent cette langue), et même, à une occasion, l'hébreu, que l'un des Palestiniens parlait couramment.

Les conseils de M. Pierre Mendès France

Les entretiens ont lieu à Paris, ou dans la banlieue, et une fois (en septembre) dans le Midi de la France dans la résidence d'été de M. Pierre Mendès France. Les deux parties sont allées lui demander conseil. Il les a encouragés, tout en préconisant un maximum de prudence. C'est la seule fois où M. Mendès France a participé aux conversations. Les informations selon lesquelles il était lié à l'initiative de ces dernières sont dénuées de tout fondement.

Le représentant de l'O.L.P. dans toutes les rencontres était le Dr Issam Sartawi, membre du comité central, l'un des proches de M. Arafat. Il était accompagné par un autre représentant, parfois deux, accrédités eux aussi par la direction de l'O.L.P. Contrairement aux membres de l'O.L.P., qui étaient des personnalités officielles, les Israéliens viennent de l'opposition, du moins en ce qui concerne le problème palestinien. Le général Peled, l'un des héros de la guerre de six jours, a participé à quatre des cinq rencontres.

Il a été le seul représentant du côté israélien dans deux de ces réunions. Dans une autre, le seul représentant israélien a été le député Eliav. Ont également participé aux conversations MM. Y. Arnon, P.-D.G. de la Compagnie nationale d'électricité et ancien directeur général du ministère des finances ; Ouri Avneri, ancien député et directeur de l'hebdomadaire *Haolam Haze* ; Meir Païl, député du Moked (mouvement de gauche sioniste) ; l'arabisant Yossi Amitaï. Tous des sionistes, et presque tous des hommes de gauche.

Une atmosphère de confiance

Les Israéliens ont posé une seule condition, acceptée par leurs interlocuteurs, à savoir que ces derniers n'exigeront pas la présence d'autres Israéliens qui ne seraient pas membres du Conseil israélien pour la paix. Les déclarations du conseil pendant la guerre du Liban contre l'aide israélienne directe aux Phalanges et l'aide indirecte aux Syriens, et pour une initiative fraternelle envers les Palestiniens, ont aidé à créer une atmosphère de confiance.

Dans toutes les conversations, les deux parties ont évité d'entrer dans des discussions idéologiques, partant du postulat que le régime de chaque Etat ne concernait que ses habitants. De même, on n'a pas discuté les détails du règlement (frontières, statut de Jérusalem, réfugiés, etc.), qui devront être débattus par des représentants officiels, à la conférence de Genève ou ailleurs. Les discussions ont porté surtout sur cette question : comment influencer l'opinion israélienne et la persuader que le problème palestinien est le nœud gordien, et qu'on ne peut parvenir à la paix sans les Palestiniens ? Et, d'autre part, comment amener les Palestiniens à abandonner leurs projets extrémistes pour créer un climat favorable dans l'opinion israélienne ?

Dans les conversations, des projets communs ont été élaborés pour démontrer à l'opinion publique des deux côtés que la coopération et la paix étaient possibles. L'atmosphère était cordiale, les participants s'adressant les uns aux autres par leurs prénoms. A l'issue de la dernière rencontre, une déclaration a été publiée dans laquelle l'O.L.P. reconnait, pour la première fois, avoir eu des contacts avec un organisme israélien auquel participent des *personnalités politiques de plusieurs* tendances (*le Monde* du 6 janvier). La publication du document a été faite à la suite d'une demande des représentants israéliens, répétée depuis la première rencontre, dans l'intention de prouver à l'opinion israélienne que la position de l'O.L.P. a changé.

A la fin de chaque phase, les interlocuteurs rentraient chez eux. Les membres de l'O.L.P. soumettaient un rapport aux dirigeants de leur organisation, qui les encourageaient à continuer. Les Israéliens, de leur côté, bien que n'étant pas des représentants officiels, ont tenu au courant, avec l'accord des Palestiniens, quelques dirigeants de Jérusalem de leurs impressions et de leurs conclusions en ce qui concerne le changement dans la position de l'O.L.P., en soulignant qu'il était temps d'abandonner le slogan affirmant que *« la seule rencontre possible avec l'O.L.P. était sur le champ de bataille »*.

La position réservée de M. Allon

Parmi les personnalités qui ont reçu des rapports, on cite le président du conseil, M. Rabin ; le ministre des affaires étrangères, M. Allon ; le ministre des finances, M. Rabinovitch ; le ministre de la justice, M. Tsadok ; le ministre de la santé, M. Victor Chemtov (Mapam) ; le ministre du logement, M. Abraham Ofer (qui s'est suicidé le 3 janvier) ; l'ancien secrétaire général de la Histadrout, M. Itzhak Ben-Aharon, et d'autres. Les réactions étaient positives, et même encourageantes, sauf de la part de M. Allon, qui a tout le temps adopté une position réservée, en s'étonnant que les contacts permettent de *« redresser un organisme qui est en train de s'écrouler »*. Le député Arieh Eliav a fait le récit des rencontres au président de l'Etat, M. Katzir.

La droite s'est élevée contre les *« traîtres du conseil »*. Le ministre Z. Hammer, du parti national religieux, connu pour ses conceptions annexionnistes, a soulevé la question au conseil des ministres, et le Likoud (droite nationaliste) a demandé à la Knesset de traduire en justice les interlocuteurs des représentants de l'O.L.P. *« pour atteinte à la sécurité de l'Etat »*. Le débat à la Knesset (le 10 novembre 1976) fut l'un des plus orageux. Le garde des sceaux a cependant déclaré que, du point de vue juridique, il n'y avait aucune infraction à la loi dans les conversations avec l'O.L.P.

Il résulte de ces rencontres que les Israéliens et les Palestiniens ont changé de rôle. Dans le passé, les premiers ont cherché inlassablement des interlocuteurs dans le camp adverse, tandis que les seconds s'esquivaient. Maintenant, ce sont les Palestiniens qui cherchent à parler, mais les Israéliens, dans leur grande majorité, se dérobent, bien que les sondages et les réactions de l'opinion montrent une volonté accrue d'ouvrir le dialogue avec l'O.L.P.

AMNON KAPELIOUK.

A LA CONFÉRENCE DE RYAD

Les pays pétroliers déplorent le gaspillage dans l'utilisation de leurs subsides

La première séance de travail de la conférence, qui réunit à Ryad depuis dimanche 9 janvier les pays de la « confrontation » (avec Israël) et ceux qui les soutiennent financièrement, a été marquée par le départ, une demi-heure après le début des travaux, de M. Ismaïl Fahmi, ministre égyptien des affaires étrangères. Assistaient à cette réunion les ministres des affaires étrangères de l'Arabie Saoudite, du Koweït, des Emirats arabes unis, du Qatar et de Bahreïn, de l'Egypte, de la Syrie et de la Jordanie, et un délégué de l'O.L.P.

Bien que le prince Saoud El Fayçal d'Arabie Saoudite se soit félicité des *« résultats positifs »* de la première séance, qui a duré quatre heures, et ait insisté sur la nécessité de renforcer la solidarité arabe, le départ subit de M. Fahmi aurait été provoqué par la menace du Koweït de suspendre son aide financière à l'Egypte et à la Syrie, arguant que cette aide n'est pas utilisée comme prévu à des fins militaires. Le ministre égyptien aurait exprimé le souhait que toute décision soit ajournée jusqu'à une nouvelle conférence des ministres des affaires étrangères des mêmes pays, qui se tiendrait samedi 15 janvier au Caire. Les pays pétroliers s'irriteraient du gaspillage dans l'utilisation des *sommes déjà versées*, et qui devaient se monter au total, pour l'Egypte et la Syrie, à 1 milliard de dollars chacune, pour la Jordanie à 300 millions de dollars, et pour l'O.L.P. à 50 millions. Les versements devaient être échelonnés sur quatre ans.

Les travaux de la conférence de Ryad se poursuivent ce lundi *matin à huis clos*. A son retour au Caire, M. Fahmi a déclaré, dimanche, que M. Mohamed Riad, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères égyptiennes, y représenterait désormais l'Egypte. Toutefois, selon l'agence syrienne Sana, c'est M. Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, qui parlerait à la conférence au nom de la Syrie et de l'Egypte. — *(A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)*

PROCHE-ORIENT

L'ARRESTATION A PARIS DE M. ABOU DAOUD

PORTRAIT

Un dirigeant controversé

M. Abou Daoud est l'un des dirigeants les plus controversés du Fath, le principal mouvement de la résistance palestinienne. De son vrai nom Mohamed Daoud Audeh, M. Abou Daoud est un homme d'action beaucoup plus qu'un responsable politique. Il a été l'un des principaux acteurs de la « bataille d'Amman », *alors qu'il commandait la milice palestinienne au cours des affrontements jordano-palestiniens de septembre 1970, qui se soldèrent par la liquidation des fedayin en Jordanie. En février 1973, M. Abou Daoud regagnait clandestinement la Jordanie à la tête d'un commando de dix-sept hommes, avec l'intention d'attaquer la présidence du conseil et de séquestrer tous les ministres qui s'y trouvaient.*

Arrêté avant d'avoir mis son plan à exécution, il fut condamné par la Cour de sûreté de l'Etat jordanien à la peine capitale. Le roi Hussein a commué cette peine, en mars, en détention à vie. Entre temps, il s'était « confessé » *à plusieurs reprises, dans sa prison d'Amman, par le truchement de la radio et de la télévision jordaniennes, reconnaissant être venu en Jordanie* « pour mener des actes de sabotage ». *A la surprise générale, il avait également accablé ses anciens amis du Fath, en les accusant d'avoir été, par leurs actions irresponsables, à l'origine de la guerre civile de septembre 1970 en Jordanie. M. Abou Daoud affirmait, en outre, que Septembre noir n'existait pas et ne constituait, en fait, que le nom d'emprunt de commandos du Fath, responsables de toutes les opérations terroristes.*

M. Abou Daoud indiquait également que l'opération de Munich contre les athlètes israéliens avait été préparée, à Sofia, par M. Abou Ayad (Salah Khallaf), numéro deux du Fath, alors que lui-même se trouvait dans la capitale bulgare « pour effectuer des achats d'armes pour les organisations palestiniennes ».

M. Abou Daoud, dont les propos avaient été à l'époque rapportés par la radio d'Amman, donnait une multitude de précisions sur l'attentat de Munich, indiquant, pour sa part, qu'il s'était contenté, à la demande de M. Abou Ayad, de remettre à l'un des auteurs de l'opération son propre passeport, sur lequel figurait un visa d'entrée en Allemagne.

La direction du Fath ne lui a pas tenu rigueur de ces « aveux et révélations », *et lorsqu'il fut libéré, en septembre 1973, par le roi Hussein, à la suite d'une campagne de solidarité arabe et des deux opérations de fedayin à Khartoum et à Paris, M. Abou Daoud fut réintégré au sein du Fath. Il n'y occupe plus cependant que des fonctions subalternes.*

Israël va demander l'extradition

(Suite de la première page.)

Les statuts de cette organisation prévoient, en effet, que « *toute activité ou intervention dans des questions ou affaires présentant un caractère politique, militaire, religieux ou racial* » lui est « *rigoureusement interdite* ». Le mandat d'arrêt envoyé par l'Allemagne pouvait présenter les caractéristiques d'une affaire de droit commun. Mais les conditions de son exécution par la France laissent planer des doutes.

Le fait que cette mission incombe à la D.S.T., même si ses agents ont la qualité d'officiers de police judiciaire, indique que l'on a voulu insister sur l'aspect « politique » de l'affaire, tandis que le recours à la police judiciaire, proprement dite, aurait offert un plus grand caractère de « neutralité ».

Il paraît, en effet, peu vraisemblable que la D.S.T., en arrêtant le soi-disant Youssef Raji Hanna, dont l'identité véritable serait Mohamed Daoud El Odeh, n'ait pas eu connaissance de sa véritable identité.

Faut-il alors se demander si le gouvernement s'est trouvé placé devant le « *fait accompli* », comme il l'avait été lors du détournement de l'avion qui transportait les chefs du F.L.N., pour ne pas parler de l'affaire Ben Barka.

On peut s'interroger sur les répercussions de cette affaire sur le plan international, à un moment où de sérieuses possibilités de négociation apparaissent au Proche-Orient. On sait que l'O.L.P. mettant au pas ses extrémistes — le terrorisme palestinien est en nette diminution aujourd'hui, — s'apprête à y prendre part en allant à la conférence de Genève.

La politique française consistait précisément à encourager cette tendance à la modération des Palestiniens : l'arrestation d'un important dignitaire de l'O.L.P. — dont on peut d'ailleurs se demander pourquoi M. Arafat l'a envoyé à Paris — risque, au contraire, de relancer la violence, voire de réduire le rôle de la France dans les « *grandes manœuvres* » qui se déroulent aujourd'hui pour amorcer une négociation d'ensemble. Le voyage au Proche-Orient que M. de Guiringaud aurait projeté ces derniers temps s'en trouvera-t-il compromis ?

Les conditions de l'arrestation

Soupçonné d'avoir été l'un des organisateurs de l'attentat commis le 5 septembre 1972 contre l'équipe israélienne aux Jeux olympiques de Munich, M. Abou Daoud — qui voyageait avec un passeport irakien au nom de Youssef Raji Hanna, né en 1937 à Bagdad, a été interpellé le 7 janvier vers 19 heures par des inspecteurs de la Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.) dans le hall de l'hôtel la Résidence Saint-Honoré, 214, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris 8e. Les policiers de la D.S.T. agissaient sur un mandat d'arrêt international au nom de *Youssef Raji, transmis le matin même* au ministère français de l'intérieur par Interpol à la demande des autorités judiciaires bavaroises.

Membre de l'organisation palestinienne Fath, M. Abou Daoud avait accompagné, le 6 janvier, au Quai d'Orsay, une délégation palestinienne venue en France assister aux obsèques de M. Mahmoud Saleh, gérant de la librairie arabe et membre du Fath, assassiné le lundi 3 janvier à Paris. Cette délégation dirigée par M. Mohamed Abou Maïzar, responsable des relations extérieures de l'O.L.P., avait été reçue au ministère des affaires étrangères par M. Pierre Cerles, directeur du département d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. M. Abou Daoud a été déféré, samedi matin 8 janvier, au parquet, où le mandat d'arrêt lui a été notifié. Il a été incarcéré à la prison de Fresnes.

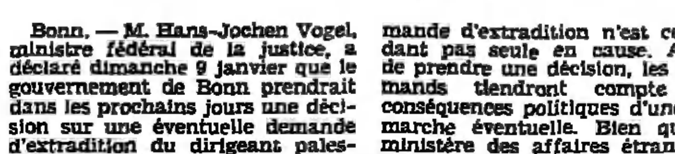
LA PROCÉDURE APPLICABLE

Dans cette affaire, la Convention européenne sur la répression du terrorisme adoptée le 10 novembre par les délégués des ministres des affaires étrangères du Conseil de l'Europe n'est pas encore applicable. Faisant exception au droit d'asile politique, cette convention, prévue pour faciliter les procédures d'extradition et dont le texte dénie *a priori* le caractère politique aux actes de piraterie aériennes et aux prises d'otages notamment, n'entrera en vigueur que lorsqu'elle aura été ratifiée par trois des Etats membres du Conseil de l'Europe.

La procédure qui devra être suivie après l'arrestation de M. Abou Daoud se réfère aux dispositions de la loi du 10 mars 1927. Le parquet de Paris devant lequel a été déféré le militant palestinien doit recevoir des autorités judiciaires allemandes le dossier sur lequel était fondé le mandat d'arrêt international. Ce dossier et l'éventuelle demande d'extradition qui devrait l'accompagner seront ensuite transmis à la chambre d'accusation de la cour d'appel qui statuera en se référant à la convention franco-allemande d'extradition et à la loi du 10 mars 1927 qui prévoit que l'extradition n'est pas accordée « *lorsque le crime ou le délit a un caractère politique, ou lorsqu'il résulte des circonstances que l'extradition est demandée dans un but politique* ».

Quelle que soit la décision de la chambre d'accusation, le dossier est transmis en dernier ressort au garde des sceaux et il appartient au gouvernement de prendre la décision finale. L'extradition n'est possible que si la chambre d'accusation a donné un avis favorable.

Le gouvernement de Bonn est placé devant un choix difficile



De notre correspondant

Bonn. — M. Hans-Jochen Vogel, ministre fédéral de la justice, a déclaré dimanche 9 janvier que le gouvernement de Bonn prendrait dans les prochains jours une décision sur une éventuelle demande d'extradition du dirigeant palestinien Abou Daoud. C'est le parquet de Munich, compétent en la matière puisque les faits reprochés à M. Abou Daoud sur le territoire allemand se sont produits en Bavière, qui doit prendre l'initiative. Lundi matin, il n'était pas encore officiellement intervenu auprès du gouvernement fédéral.

Dans un premier temps, les autorités judiciaires bavaroises, qui avaient lancé une demande internationale de recherche par l'intermédiaire d'Interpol, ont émis samedi matin un mandat d'arrêt contre le chef palestinien dès que son arrestation a été connue. Elles ont, d'autre part, demandé aux autorités françaises de placer M. Abou Daoud « *provisoirement en détention en vue de l'extradition* ». Ainsi tout a été fait pour empêcher la libération du supposé terroriste, a précisé le porte-parole du ministère bavarois de la justice.

M. Abou Daoud passe en République fédérale pour l'organisateur de l'attentat perpétré contre la délégation israélienne aux Jeux olympiques de Munich, en 1972, attentat qui se termina par la mort de onze Israéliens, de cinq membres du commando palestinien et d'un policier allemand. Selon le journal *Die Welt*, qui se réfère à la déclaration du porte-parole militaire israélien, « *confirmée par les milieux informés de Bonn* », M. Abou Daoud se serait trouvé à Munich au moment de l'attentat et aurait donné ses instructions par téléphone aux membres du commando. D'autres sources démentent cependant une présence de M. Abou Daoud en Allemagne à cette époque. Lui-même aurait simplement reconnu à la télévision jordanienne, après son arrestation en 1973 à Amman, avoir fourni des passeports aux membres du commando.

L'importance des indices, ou des preuves, pouvant étayer une demande d'extradition n'est cependant pas seule en cause. Avant de prendre une décision, les Allemands tiendront compte des conséquences politiques d'une démarche éventuelle. Bien que le ministère des affaires étrangères se soit refusé lundi matin à toute déclaration, il est clair que les autorités ne peuvent éviter de se poser la question formulée ainsi par le journal israélien *Maariv* : « *La République fédérale est-elle prête à prendre sur elle de détenir un des chefs de Septembre noir dans une prison allemande ?* » On n'a pas oublié à Bonn qu'en octobre 1972, quelques semaines seulement après l'attentat de Munich, les Palestiniens avaient obtenu la libération de trois membres du commando détenu en R.F.A. après avoir détourné un avion de la Lufthansa.

Le gouvernement de Bonn peut-il également prendre le risque d'une détérioration de ses relations avec les Etats arabes, patiemment renouées après les crises de 1965 et 1972, mais toujours fragiles ? Après l'attentat de Munich, les pays arabes avaient estimé que les « *maladresses* » de la police allemande étaient dans une large mesure responsables du bain de sang de l'aérodrome de Furstenfeldbruck.

Les Allemands se trouvent dans une position difficile. Alors qu'ils se sont faits les champions de la « lutte contre le terrorisme », non seulement à l'intérieur mais encore devant l'ONU ou le Conseil de l'Europe, ils ne peuvent donner l'impression de rompre avec leurs principes pour des raisons d'opportunité. C'est ce qu'écrit la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (proche des milieux d'affaires) : « *Si l'on écoutait* (les réserves des poules mouillées) *on ne prendrait au sérieux ni son Etat ni son devoir de persister à rétablir le droit violé, même si cela ne va pas sans difficultés. La défense de l'Etat peut ne pas être de tout repos. Il est nécessaire en effet que la loi de la jungle ne se substitue pas à la paix, la sécurité et le droit.* »

DANIEL VERNET.

La tuerie de Munich

La prise d'otages de Munich, dont M. Abou Daoud, le dirigeant palestinien arrêté vendredi soir 8 janvier à Paris, est soupçonné d'avoir été l'un des organisateurs, s'était soldée par dix-sept morts : onze athlètes israéliens, un policier ouest-allemand et cinq Palestiniens.

L'affaire avait commencé le 5 septembre 1972. Huit terroristes palestiniens se réclamant de l'organisation Septembre noir avaient fait irruption dans le quartier israélien du village olympique, tuant deux des athlètes israéliens. Ils prirent neuf otages parmi l'équipe israélienne et demandèrent en échange de leur vie la libération de deux cents Palestiniens emprisonnés en Israël. Le gouvernement de Jérusalem refusa de céder à la pression des terroristes, et des négociations laborieuses s'ouvrirent avec les autorités ouest-allemandes.

Ces discussions aboutirent à l'autorisation donnée aux terroristes de quitter le territoire ouest-allemand en compagnie de leurs otages. Ils furent transportés par hélicoptères du village olympique à l'aéroport militaire de Munich, où un Boeing-727 de la Lufthansa les attendait. En fait, il s'agissait d'un traquenard : tandis que deux des Palestiniens revenaient vers les hélicoptères après avoir inspecté l'avion, cinq tireurs d'élite de la police ouvraient le feu. Répliquant immédiatement, les Palestiniens faisaient exploser une grenade dans un des hélicoptères. Au cours de cette action, neuf otages israéliens, cinq des terroristes palestiniens et un policier ouest-allemand trouvèrent la mort.

Les trois Palestiniens survivants furents libérés fin octobre 1972 à la suite du détournement d'un Boeing de la Lufthansa sur Zagreb par un commando de deux Palestiniens. Tous les cinq furent accueillis discrètement à Tripoli, où l'identité des auteurs du détournement ne fut pas révélée.

Le doyen du corps diplomatique arabe à Paris

« Une action inamicale envers le monde arabe »

L'ambassadeur de Syrie en France, M. Ahmed Abdel Karim, doyen par intérim du corps diplomatique arabe, s'est rendu samedi au ministère des affaires étrangères pour protester, au nom de ses collègues, contre l'arrestation de M. Abou Daoud.

M. Abdel Karim, qui a demandé des éclaircissements au Quai d'Orsay, a déclaré à ses interlocuteurs que les pays arabes « *considèrent que cette action est inamicale envers le monde arabe, d'autant plus qu'Abou Daoud était un membre officiel d'une délégation officielle de l'O.L.P. venue à Paris pour assister aux obsèques du militant palestinien Mahmoud Saleh, assassiné à Paris lundi 3 janvier* ».

Pour sa part, M. Kalak, représentant de l'O.L.P. à Paris, a estimé que l'interpellation de M. Abou Daoud, à la veille de l'inhumation de Mahmoud Saleh, ne pouvait que surprendre.

« *Alors que les assassins de Mahmoud Saleh et ceux de trois autres militants palestiniens courent toujours, il est étonnant,* a-t-il dit, *que l'on interpelle sur le même sol un combattant de la liberté venu officiellement et publiquement rendre hommage au martyr assassiné.* »

« *L'O.L.P., si décidée qu'elle soit à maintenir les bonnes relations franco-palestiniennes, ne peut en aucune façon accepter quelque compromis que ce soit ni sur l'assassinat de Mahmoud Saleh ni sur l'arrestation de Youssif Raji* » (nom qui figurait sur le passeport d'Abou Daoud), a poursuivi M. Kalak, qui a qualifié cette affaire de « *dangereuse et compliquée* ». Selon lui, elle risque d'avoir « *des répercussions sur les relations franco-arabes, franco-palestiniennes et internationales* ».

● *L'Association de solidarité franco-arabe*, présidée par M. L. Terrenoire (12, rue Augereau, Paris-7e), a demandé pour sa part l'intervention de M. Giscard d'Estaing pour la libération de M. Abou Daoud.

Dans un télégramme adressé au chef de l'Etat, l'association affirme : « *Nous constatons que l'attentat contre un ancien représentant de l'O.L.P. à Paris et cette interpellation semblent faire partie d'un plan destiné à contrecarrer la politique de la France qui reconnaît le droit national du peuple palestinien à exister dans un Etat souverain.*

» *Nous ne pouvons pas ne pas faire un rapprochement avec la récente protestation du ministre* israélien des affaires étrangères, *vis-à-vis des déclarations de votre gouvernement* » (allusion à la récente demande d'éclaircissements de M. Ygal Allon, ministre israélien des affaires étrangères auprès de l'ambassadeur de France à Tel-Aviv, au sujet des interventions de M. Louis de Guiringaud concernant la création d'un Etat palestinien).

● *Plusieurs organisations d'extrême gauche* ont élevé dimanche « *la plus vive protestation contre la scandaleuse attitude des autorités françaises* » dans l'arrestation de M. Abou Daoud et ont exigé sa « *libération immédiate et inconditionnelle* ».

Un communiqué, signé notamment par le Collectif national pour la Palestine, le CEDETIM, la Ligue communiste révolutionnaire, l'Organisation communiste des travailleurs et le parti communiste révolutionnaire dénonce « *la campagne d'intoxication qui présente un représentant qualifié de la résistance palestinienne comme le chef de file d'un prétendu complot terroriste international et tend ainsi à justifier l'assassinat de Mahmoud Saleh et à blanchir de ce crime l'impérialisme et le sionisme* ».

● *L'Association médicale franco-palestinienne*, dans un communiqué, « *condamne le coup porté à la résistance palestinienne par les autorités françaises qui viennent d'arrêter le dirigeant palestinien Abou Daoud* », et affirme que « *cette provocation prouve que le gouvernement français a cédé aux exigences du sionisme et de l'impérialisme qui, en ce moment, intensifient leur complot militaire et diplomatique pour écraser la résistance palestinienne et soumettre le peuple palestinien à son agresseur* » (34, rue de Réunion, Paris-20e).

● *A Alger*, selon *El Moudjahid*, « *une nouvelle fois, l'administration de l'Elysée vient de mettre à nu un visage anti-arabe, qui s'est depuis longtemps substitué à celui qui, à un certain moment avait fait de la France un ami de la cause palestinienne et arabe : les assassins de plusieurs militants palestiniens courent toujours et le S.D.E.C.E. collabore ouvertement avec la sinistre « Mossad » israélienne* ».

Le journal estime que l'arrestation de Abou Daoud « *a tout l'air d'être l'aboutissement de pressions sionistes dont on découvre, malheureusement, qu'elles sont assez fortes pour inciter le gouvernement français à prendre des mesures allant à l'encontre de l'intérêt national de l'Hexagone* ».

MAHMOUD SALEH A ÉTÉ INHUMÉ AU PÈRE LACHAISE

La dépouille mortelle du militant palestinien Mahmoud Saleh, gérant de la librairie arabe à Paris, assassiné lundi, a été inhumée samedi matin 8 janvier au cimetière du Père-Lachaise.

Quelque deux mille personnes, notamment des diplomates arabes, des membres de l'O.L.P., des mouvements politiques de la gauche française, des unions d'étudiants arabes et français, des associations franco-arabes et franco-palestiniennes, ont assisté à la cérémonie.

Le cercueil, recouvert d'un drapeau palestinien, a été porté par les représentants de l'O.L.P. à Paris, MM. Ezzedine Kalak et Ibrahim Souss, par l'ambassadeur Ahmed Abdoun, directeur du bureau de la Ligue arabe en France, et par les intimes du défunt.

Entouré des représentants des ambassades d'Egypte, d'Irak, de Libye et du Soudan, M. Abdoun a prononcé un discours dans lequel il a fait l'éloge du « *martyr de la cause palestinienne* » et pris l'engagement « *au nom de la nation arabe, de poursuivre le chemin du martyr arabe Mahmoud pour atteindre l'aurore* ».

M. Kalak, chef du bureau de liaison et d'information de l'O.L.P. à Paris, a déclaré, pour sa part :

« *Nous demandons aux autorités françaises de déployer tous les efforts afin de faire la lumière sur cet assassinat et de châtier les coupables, et leur demandons de mettre fin à cette lâche campagne sioniste qui vise la liquidation physique des militants de la révolution palestinienne en France.* »

A travers le monde

Argentine

● LE SABOTAGE survenu le 7 janvier d'un turbo-alternateur de la centrale électrique de Puerto-Novo, près de Buenos-Aires, perturbe la distribution du courant électrique dans la capitale argentine. Celle-ci avait déjà été affectée par la longue grève des travailleurs de ce secteur. Les programmes de télévision ont été réduits de quatre heures chaque jour. — *(A.F.P., Reuter.)*

Etats-Unis

● M. JUAN JOSE PERUYERO, dirigeant cubain anticastriste exilé à Miami (Floride), a été assassiné vendredi 7 janvier par des inconnus. M. Peruyero avait participé en 1961 à l'expédition manquée de la baie des Cochons, destinée à renverser le régime castriste. Sept cent cinquante mille Cubains sont installés dans la région de Miami. — *(A.F.P.)*

Madagascar

● PLUS D'UN MILLIER de ressortissants français originaires de Mayotte et habitant Majunga, théâtre de récentes émeutes ethniques, ont demandé la protection des autorités consulaires françaises et leur rapatriement dans leur île d'origine, a-t-on appris dimanche 9 janvier, à Paris, de source digne de foi.

Norvège

● LA NORVEGE ET L'UNION SOVIETIQUE sont parvenues à un accord de pêche pour une zone controversée de la mer de Barents, a annoncé M. Jens Evensen, ministre norvégien du droit maritime, avant de s'envoler dimanche 9 janvier à destination de la Grande-Bretagne pour des entretiens sur la limite de pêche de 200 milles décidée par la C.E.E. M. Evensen, qui revenait de Moscou, a exprimé la conviction que l'U.R.S.S. établira bientôt une limite de pêche de 200 milles dans la mer de Barents.

Il a précisé que la solution, qui doit recevoir l'agrément des deux gouvernements, reposera sur trois principes : rien ne doit porter préjudice à une solution finale du problème de la délimitation sur le plateau continental ; les conflits dans la zone controversée seront évités ; il y aura une application rigoureuse des règlements en matière de pêche et des mesures de conservation. — *(Reuter.)*

Pakistan

● M. TARIQ ALI, dirigeant du Groupe international marxiste (section britannique de la IVe internationale) a quitté, lundi matin 10 janvier, le Pakistan, où il était retenu depuis le 20 décembre 1976. — *(A.F.P.)*

● SIX PERSONNES ONT TROUVE LA MORT et sept autres ont été blessées, dimanche 9 janvier, au cours d'affrontements entre groupes politiques rivaux, marquant le début de la campagne électorale. — *(U.P.I.)*

Sri-Lanka

● LA SITUATION SOCIALE est tendue au Sri Lanka. Plusieurs syndicats des services publics et des services privés ont décidé, dimanche 10 janvier, de se mettre en grève.

Le mouvement affecte les transports routiers, la distribution d'électricité et d'essence et plusieurs autres services vitaux. En revanche, les cheminots, en grève depuis le 22 décembre, reprennent progressivement le travail. Il en est de même des médecins des hôpitaux. La plupart des syndicats qui ont pris la responsabilité de ce mouvement sont affiliés au parti égalitariste, dit trotskiste (qui n'est pas affilié à la IVe Internationale), chassé du gouvernement de Mme Bandaranaike en 1975.

هكذا من الأصل

Libres opinions

Flûtes et tambours

par PIERRE ABELIN (*)

QUE la politique l'emporte souvent sur l'économique et le social, on ne saurait le contester. Lors de la prise de pouvoir de Georges Pompidou, un parlementaire de grande valeur, qui avait soutenu la candidature du nouveau président, déclarait que dans les sociétés modernes, seuls subsistaient des problèmes de gestion. Il était évidemment dans l'erreur.

Les oppositions entre les catégories sociales, les luttes d'intérêts entre les divers corporatismes, les conflits de compétence entre l'Etat et les autres collectivités publiques, la fiscalité et le financement de la Sécurité sociale, sont autant de sujets où la politique tient une part prépondérante.

Les positions prises par la France dans ses relations avec les autres nations, qui sont principalement du domaine de l'exécutif, ont été politisées davantage depuis que l'organisation européenne subit de nouvelles traverses, que le nombre des Etats participant à la Communauté s'est accru et que des querelles se sont ranimées au sujet de l'élection des membres du Parlement de Strasbourg.

Que l'opposition de gauche expose aux Français que la création de trois cent mille nouveaux postes de fonctionnaires, des nationalisations en chaîne, une expansion fondée sur le crédit entièrement dirigé par l'Etat, permettraient de surmonter la crise de l'emploi, elle est sans doute dans son rôle, même lorsque ses experts sont conscients que le programme commun, mythe pour les uns, terrain de manœuvres pour les autres, précipiterait l'inflation, conduirait à fermer abusivement nos frontières aux importations étrangères, ralentirait encore l'investissement et aggraverait, en définitive, le marasme actuel.

Que le plan Barre soit présenté par les tenants de la gauche comme l'expression d'une politique de classe, faisant litière des droits et des intérêts des travailleurs, on en comprend les raisons.

Que socialistes et communistes réclament tout à la fois l'égalisation des régimes sociaux, la suppression du concours que le régime général apporte aux régimes particuliers, la fiscalisation accélérée de la Sécurité sociale et, dans le même temps, une réduction beaucoup plus marquée des taux de la T.V.A., n'a rien pour surprendre : qu'ils n'admettent pas que les pays à direction socialiste, à l'exception de l'Allemagne fédérale, dont le potentiel économique est beaucoup plus vigoureux que le nôtre, souffrent de l'inflation et du chômage, passe encore ! Qu'ils oublient que l'élévation des prix des produits pétroliers et de certains de nos produits de base transfère au bénéfice des pays en voie de développement 3 % de notre produit national est plus choquant.

Les illusions que propage l'opposition reposent manifestement, pour une part, sur l'action du gouvernement de front populaire en 1936 et 1937.

Mais c'est bien mal connaître la tâche assumée par le gouvernement Léon Blum, dont les résultats les plus positifs ont porté sur un certain nombre de mesures sociales entièrement justifiées, qui ont depuis lors été complétées et développées. Encore est-il que Léon Blum s'accommodait d'un capitalisme plus libéral que le nôtre, dont il souhaitait, sans toujours lui en donner les moyens, qu'il investisse et qu'il produise.

L'intelligence et l'habileté de quelques leaders de l'opposition masqueront de plus en plus mal les ambiguïtés et les incohérences des prises de positions successives et souvent contradictoires, qui font plus appel à la sensibilité qu'à la clairvoyance du public.

Dans cette façon d'agir, la politique électorale l'emporte sur tout autre considération et les thèmes mendésistes d'une gauche plus rigoureuse dans sa gestion, puisque plus hardie dans ses réalisations sociales, paraissent définitivement oubliés. On se garde bien d'ailleurs de faire appel à cet homme d'Etat doublé d'un prophète qu'est Pierre Mendès France, tant on redoute que ses mises au point n'obscurcissent les lampions de la fête.

***

Pourquoi faut-il que d'un autre côté de l'horizon politique des attitudes partisanes prédominent à ce point ? A qui fera-t-on croire qu'il suffit d'accaparer les trois couleurs et d'agiter devant « l'hydre socialo-communiste » l'étendard du nationalisme et des libertés civiques, pour surmonter les principales difficultés présentes et à venir ?

Certes, il est plaisant d'arracher pour un temps quelques plumes à l'opposition et de jouer aux fins politiques en estimant que l'hôte de l'Elysée est davantage un technicien et un intellectuel qu'un politicien madré.

Mais qui ne voit que ce qu'on gagne dans un secteur ô combien fragile de l'opinion on le perd dans un autre. Le « oui, mais » d'une époque antérieure, prononcé *media vocce* par les giscardiens, cède la place aux roulements des tambours, et une organisation technocratique à l'américaine dispenserait dans l'esprit de quelques-uns un programme adapté à des circonstances économiques et sociales beaucoup plus difficiles que toutes celles que la France a connues depuis 1945.

On peut dauber sur la fidélité manifestée par les centristes et les radicaux réformateurs à l'égard du président de la République et de son esprit de réforme, on peut se réjouir de manière goguenarde du transfert d'une partie de leurs suffrages à un parti socialiste à dominante électoraliste, on peut s'apitoyer sur la faiblesse de leurs moyens financiers et sur le fait que leur voix n'est pas assez bruyante ou parfois insuffisamment entendue.

Encore est-il que la République ne doit pas être un champ clos où les passions s'affrontent, qu'elle est libérale ou qu'elle n'est pas, et que des réformes clairvoyantes, quoique parfois réalisées à tâtons, l'emportent sur un paternalisme rabâcheur ou sur des slogans faussement révolutionnaires, qu'ils soient de gauche ou de droite.

(*) Ancien ministre, vice-président du Centre des démocrates sociaux.

UNE ÉLECTION CANTONALE

OISE : canton de Meru (1er tour).

Inscr., 10 815 ; vot., 6 586 ; suffr. expr., 6 469 ; MM. Pierre Terlon, F.S.D., 1 876 voix ; Guy Vadepied, P.S., 1 856 ; Michel Raffier, P.C., 1 566 ; André Drobecq, ind., 1 171. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'André Tempez, F. S. D. (Fédération des socialistes démocrates), décédé le 18 novembre 1976. André Tempez avait été réélu conseiller général en mars 1976 avec 4 494 voix contre 3 336 à M. Léourier, P. C. Au premier tour, il était arrivé en tête avec 2 868 suffrages contre 1 602 à M. Léourier, P. C. ; 1 531 à M. Vadepied, P. S., et 1 132 à M. César, div. g.

Le candidat du parti socialiste, outre un gain de suffrages, enregistre une progression de plus de 7 points en pourcentage. Le représentant du parti communiste, M. Raffier, totalise 24,05 % des suffrages exprimés, alors que son prédécesseur, M. Léourier, en avait recueilli 22,45 %.]

M. CHIRAC ÉVOQUE « L'ÉCHÉANCE FONDAMENTALE » DE 1978

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., a déclaré, dimanche 9 janvier, à l'occasion du banquet des Corréziens de Paris : « *A ma place, et au niveau de mes responsabilités, je participerai, en 1977, à l'effort qui, à mes yeux, devrait être marqué par le rassemblement de toutes les énergies qui permettront à la France, une fois de plus, de surmonter ses difficultés.* » L'ancien premier ministre a ajouté : « *Je souhaite que les efforts qui ont été engagés soient poursuivis et permettent de rétablir l'équilibre, hélas ! compromis. (...) 1977 prépare une échéance fondamentale, qui, au début de 1978, marquera pour la France soit la poursuite du progrès, dans la liberté, de l'œuvre de la Ve République, soit, au contraire, l'engagement dans une entreprise collectiviste.* »

LE CONGRÈS DE LA F.S.D. A NICE

Des socialistes démocrates plus proches du giscardisme que du socialisme

Le deuxième congrès de la Fédération des socialistes démocrates s'est réuni à Nice, samedi 8 et dimanche 9 janvier, dans les salons de l'hôtel Piazza. Cent cinquante délégués environ, représentant les soixante-quinze fédérations déjà créées, ont participé à ses travaux. La F.S.D. avait été fondée le 1er juin 1975 à l'initiative de M. Eric Hintermann, ancien membre du comité directeur du parti socialiste, et d'un certain nombre de militants et cadres du parti socialiste refusant *l'alliance avec le parti communiste* (« le Monde » du 7 janvier).

Nice. — En décembre 1975, à Paris, le premier congrès de la F.S.D. était passé pratiquement inaperçu en raison du nombre très restreint d'adhérents qu'avait réussi à regrouper jusque-là M. Eric Hintermann. Ce n'était qu'un an plus tôt qu'avait eu lieu la rupture définitive entre, d'une part, la majorité du parti socialiste et, d'autre part, la petite tendance qui allait s'organiser en formation autonome. Après avoir, pendant trois ans, fait entendre la voix d'un courant centriste hostile au programme commun de la gauche, M. Hintermann et ses amis avaient été contraints de quitter le parti socialiste quand leur bulletin *Socialisme 2000* avait été interdit de publication par la direction du parti au congrès de Pau.

La première constatation qui s'impose aujourd'hui est que la F.S.D. a réussi à vivre. Chichement certes, et sans parvenir, loin de là, au premier plan, mais à vivre tout de même et à faire entendre sa voix. Cela est dû sans doute plus à l'activité de son secrétaire général (qui a gardé de la S.F.I.O. des habitudes de militantisme actif et qui pratique efficacement les relations publiques) qu'à un courant favorable à ce « *socialisme humaniste et jauressien* » dont se réclame le mouvement. Le fait est, en tout cas, que M. Hintermann semble avoir mieux réussi que ses prédécesseurs dans le genre. Les congressistes de Nice donnaient de leur parti une image très nettement moins âgée, sensiblement moins conservatrice (mais tout aussi anticommuniste) que celle qu'ont pu présenter dans le passé des assemblées de Présence socialiste ou du Mouvement démocrate-socialiste de France (M.D.S.F.), formations créées, elles aussi, par d'anciens membres de la S.F.I.O. comme MM. Léon Boutbien, Max Lejeune et Emile Muller.

La F.S.D. tient d'ailleurs à toute force à affirmer une originalité que n'ont pas, à ses yeux, ces partis-là : du moins le M.D.S.F. : ne pas se réclamer de la « *majorité gouvernementale actuelle* ». Là commencent pour elle la difficulté et les contradictions. En effet, ce refus est déjà une gageure dans un système politique reposant sur deux scrutins contraignant à la bipolarisation : le scrutin législatif majoritaire à deux tours et l'élection présidentielle au suffrage universel, qui rendent pratiquement inévitable la formation de deux camps opposés. Le pari devient intenable quand, dès l'orgine, ont s'interdit comme le font les socialistes démocrates — toute possibilité de « jeu » d'un camp à l'autre en posant comme principe de ne jamais traiter avec l'une des alliances en présence, en l'occurrence l'alliance socialo-communiste.

Les « deux dangers »

D'où une stratégie en trompe l'œil qui, au-delà des affirmations d'indépendance à l'égard de la majorité, ne peut aboutir en fait qu'à une alliance de fait avec celle-ci.

Ainsi, la ligne de conduite adoptée en vue des élections municipales au cours des travaux de ce week-end, est-elle révélatrice. La F.S.D. se proclame socialiste « sur le fond », et affirme hautement que la divergence entre le P.S. et elle ne porte que sur l'alliance avec le P.C., mais elle envisage sans difficulté de participer, si on lui fait quelque place, à des équipes municipales giscardiennes comme celles de M. Michel d'Ornano à Paris ou de M. Jacques Médecin à Nice, personnalités dont les doctrines sont pour le moins éloignées du socialisme. Bipolarisation oblige.

De notre envoyé spécial

En ce qui concerne les élections législatives, le jeu sera sans doute pratiquement le même. Les candidats « socialistes-démocrates » qui auront franchi le premier tour décideront de leur attitude en fonction des « *deux dangers* » représentés à leurs yeux « *d'un côté par le P.S. et ses trop proches alliés, de l'autre par la droite réactionnaire* ». Outre que M. Hintermann et ses amis n'ont pas défini, au cours de leur congrès, ce qu'ils nomment « *la droite réactionnaire* » (ils en excluent par exemple M. Médecin), leur stratégie ne devrait déboucher, à la limite, que sur le maintien de certains de leurs candidats au deuxième tour. Or au cas où ce maintien risquerait d'assurer l'élection d'un communiste ou d'un socialiste, on n'image guère que cette menace puisse être mise à exécution compte tenu justement des principes antérieurement posés.

Cette stratégie constitue, en fait, une tentative pour faire apparaître la F.S.D. comme une force politique risquant de mettre en danger quelques sièges de la majorité si on ne lui accorde pas, ici et là, la place qu'elle revendique. Il s'agit peut-être bien aussi de tenter, une fois de plus, de donner corps au dessein de M. Giscard d'Estaing d'élargir son électorat vers le centre gauche.

M. Jean Lecanuet et le Centre démocrate ont fait l'expérience, quand ils se réclamaient encore d'un centrisme excluant l'alliance avec l'un ou l'autre des deux blocs, de la quasi-impossibilité, pour une formation modérée, de refuser l'appartenance à l'un des camps en présence. En 1974, l'actuel ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, après avoir annoncé le ralliement de sa formation à M. Giscard d'Estaing et donc son entrée dans la majorité présidentielle, avait d'ailleurs lancé à l'adresse des journalistes : « *au moins, maintenant, vous ne me demanderez plus ce que fera mon parti au deuxième tour de telle ou telle élection !* ».

Compte tenu des orientations confirmées à Nice par le congrès de la Fédération des socialistes démocrates, il est peu vraisemblable qu'on ait, en 1978, à poser ce genre de question à M. Eric Hintermann. Et cela même si le secrétaire général de la F.S.D. affirme, avec conviction : « *A ceux qui nous disent que nous sommes assis entre deux chaises, nous répondons qu'entre ces deux chaises il y a la place pour une troisième : la nôtre.* »

NOEL-JEAN BERGEROUX.

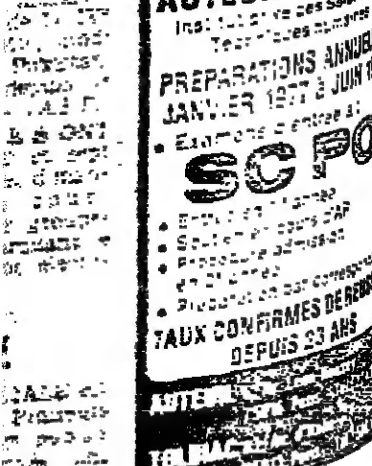
● *La fédération de Paris du P.C.F.*, qui revendique vingt-sept mille membres, dont quatorze mille organisés dans les entreprises parisiennes, a annoncé vendredi 7 janvier qu'elle organisera les 13 et 14 janvier « *deux grandes journées d'adhésion et de création de cellules dans ces entreprises en riposte aux prétentions exorbitantes de M. Giscard d'Estaing et du patronat* ».

Le Parlement européen

L'U.J.P. VEUT S'ASSOCIER A L'INITIATIVE DE M. DEBRÉ

Le bureau national de l'U.J.P. a publié, samedi 8 janvier, une déclaration dans laquelle on lit que « *l'U.J.P. est prête à s'unir à tous ceux — y compris les communistes et les royalistes — qui voudraient faire échouer cette affreuse et dangereuse initiative giscardienne* [qu'est le projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel direct] ».

Le mouvement de jeunes gaullistes ajoute qu'il va « *s'associer à l'initiative de M. Michel Debré* ». Celui-ci se propose, on le sait, de créer le 20 janvier un Comité national pour l'unité et l'indépendance de la France.



POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

PARIS : selon M. d'Ornano, personne d'autre que lui ne peut se prévaloir d'être candidat de la majorité

M. Michel d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, a déclaré, samedi 8 janvier à Paris, devant le conseil départemental du mouvement de jeunes giscardiens Génération sociale et libérale : « *J'ai été désigné comme le candidat de l'ensemble de la majorité et non pas le candidat d'une fraction de la majorité contre une autre. Et personne d'autre que moi ne peut se prévaloir d'être candidat de la majorité. C'est bien dans cet esprit que j'ai pris contact avec les formations de la majorité pour préparer, avec leurs responsables parisiens, des listes d'union dans tous les secteurs de la capitale.* »

Il a ajouté : « *Ces contacts n'ayant pas abouti, j'ai écrit, le 23 décembre, aux chefs de file du R.P.R. dans les différents secteurs de Paris pour leur proposer l'ouverture de conversations en vue de la constitution des listes uniques dans leurs arrondissements. A la date du 5 janvier, près de deux semaines plus tard, je n'avais reçu aucune réponse. Or nous entrons maintenant dans la première phase de la campagne électorale, et c'est sur le terrain même que les actions doivent être construites. J'ai donc désigné les premiers responsables de secteur et j'ai précisé quelles seraient leurs missions. (...) L'objectif que je me suis assigné et que j'ai assigné à ces responsables est un objectif d'union et non pas un objectif de division. Ceux qui prétendent que l'objectif des responsables de secteur que j'ai désignés serait de se présenter contre des candidats sortants de la majorité ne respectent donc pas la réalité des faits.* »

M. d'Ornano a conclu : « *Toute division de la majorité favorise nos adversaires, j'en ai la conviction profonde.* »

* *

Dans le seizième arrondissement, à Paris, M. Albert Listambert, conseiller sortant, membre de l'Union du centre (intergroupe du Conseil de Paris proche du groupe Paris-Majorité, que préside M. Pierre Bas, député R.P.R.) a annoncé qu'il prendra l'initiative de la formation d'une liste. Il s'opposera ainsi à M. Pierre Lépine, centriste, sur la liste duquel il avait été élu en mars 1971, et que M. Michel d'Ornano a récemment désigné comme chef de file de la majorité dans ce secteur.

NANCY : la situation au sein de la majorité demeure confuse

De notre correspondant

Nancy. — A deux mois des élections municipales, la situation demeure confuse à Nancy du côté de la majorité, qui apparaît très divisée. La première apparition en public (samedi 8 janvier, de M. Claude Coulais (R.I.) depuis sa nomination au poste de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche n'a guère apporté les éclaircissements attendus. M. Coulais a d'ailleurs noté : « *La situation a évolué très vite cette semaine. Je souhaite que le mystère soit rapidement levé. Je propose que les familles de la majorité se réunissent rapidement pour que dans dix ou quinze jours une décision claire soit prise afin que s'engage le combat politique.* »

La nomination au gouvernement de M. Coulais avait donné à penser qu'il présenterait sa candidature *comme tête de liste de la majorité* à Nancy. Devant le silence du secrétaire d'Etat, un autre nom avait été avancé comme chef de file de la *majorité : celui de M. Claude Huriet* (R.I.). On prêtait l'intention à M. Coulais d'annoncer officiellement cette candidature samedi. Il n'en a rien été.

Deux événements survenus au cours de la semaine écoulée ont pu conduire M. Coulais à reconsidérer ses positions.

Tout d'abord, M. Charles Pasqua, secrétaire général adjoint du R.P.R., est venu durant trente-six heures à Nancy avec l'intention de restructurer les instances locales du R.P.R. en vue de réaliser un vaste rassemblement contre la gauche. Il a, à cette occasion, indiqué qu'il ne serait pas hostile à un accord avec M. Marcel Martin (divers gauche), maire sortant, qui a déjà annoncé qu'il demanderait le renouvellement de son mandat. Toutefois, les instances générales élues du R.P.R. disent « *non* » au « *coup de force* » projeté par M. Pasqua : « *Nous serons fidèles à nos engagements et refuserons des alliances si elles sont immorales.* »

Second événement : l'élection de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber à la présidence du conseil régional de Lorraine jeudi 6 janvier. Le soir même, le député réformateur déclarait à FR 3 : « *Je ne laisserai pas des bureaucrates parisiens décider du sort de Nancy* (...). » Il ajoutait au sujet d'une éventuelle candidature : « *Je vais réfléchir à la situation* (...). »

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, soutenu par les radicaux et les centristes nancéiens, a fait part de sa décision de prendre la tête d'une liste au cas où M. Coulais — avec lequel il avait passé un accord tacite l'an dernier — ne porterait pas les couleurs gouvernementales.

M. Coulais — qui a rencontré au cours du week-end MM. Huriet et Servan-Schreiber, ainsi que les responsables du R.P.R., — n'a exclu aucune hypothèse en ce qui concerne sa participation à une liste de la majorité, y compris comme chef de file, à condition que le consensus de la majorité nancéenne se fasse sur son nom.

De son côté M. Gérard Cureau (P.S.), qui conduira la liste d'union de la gauche, a fait observer que le spectacle des divisions de la majorité à Nancy compromet à l'extérieur l'image et le rayonnement de la ville : « *Les polémiques dont les Nancéiens sont les témoins chaque jour apparaissent comme des conflits d'intention qui n'ont qu'un point commun : la volonté de leurs auteurs de prendre d'assaut l'hôtel de ville, comme s'il s'agissait d'une prébende ou d'une sinécure.* »

CLAUDE LÉVY.

● BREST. — Les partis de gauche sont parvenus à un accord sur la répartition des sièges de la liste d'union qu'ils proposeront en mars prochain aux suffrages des électeurs brestois. Cette liste comprendra, pour 43 sièges, 25 socialistes, 13 communistes et 3 U.D.B. (Union démocratique bretonne).

Dans le camp de la majorité, la situation est toujours bloquée. Le maire, M. Eugène Bérest (R.I.) et le président de la communauté urbaine, M. Georges Lombard, ancien maire, sénateur Union centriste, préparent, chacun de son côté, une liste. Leur rivalité politique se double de prises de position antagonistes sur les rôles respectifs de la ville de Brest et des communes périphériques au sein de la communauté urbaine.

● CORBEIL - ESSONNES. — M. Serge Dassault, fils de M. Marcel Dassault et président-directeur général de la société Electronique Marcel Dassault (E.P.M.), a annoncé, mercredi ' janvier, son intention de conduire, lors des élections municipales, une liste « *pour l'avenir de Corbeil-Essonnes* ». Il a précisé qu'il avait pris cette décision « *à la demande des responsables locaux de tous les partis hors programme commun* ». Le maire de Corbeil-Essonnes est M. Roger Combrisson, député communiste de la première circonscription de l'Essonne.

● POITIERS. — MM. Jacques Grandon (C.D.S.) et Jean-Yves Chamard (R.P.R.), tous deux conseillers généraux de Poitiers, qui avaient annoncé l'un et l'autre leur intention de conduire chacun une liste, sont parvenus à un accord. Dans un communiqué publié dimanche 9 janvier, M. Chamard indique : « *Dans la mesure où M. Jacques Grandon est de quinze ans mon aîné, j'ai accepté d'occuper la seconde place sur la liste commune* ». — (Corresp.)

● LOIRE-ATLANTIQUE. — La fédération communiste a dénoncé mardi ' janvier la « *tendance générale* » de ses partenaires de l'union de la gauche à vouloir « *minimiser* » sa représentativité dans le département. M. Maurice Rocher, secrétaire fédéral du P.C.F., a en effet indiqué au cours d'une conférence de presse qu'aucun accord n'était intervenu entre les partis signataires du programme commun pour les élections municipales dans ce département. Ainsi à Nantes, sur la liste d'union de la gauche, le parti socialiste disposerait de 25 sièges, le P.C. de 15 (au lieu des 17 qu'il demande) et les radicaux de gauche 7.

Des problèmes semblables se posent, selon le P.C.F., dans les villes de plus de 30 000 habitants (Rezé, Saint-Herblain, Saint-Nazaire) et même dans les autres communes. « *Les seuls accords,* a ajouté M. Rocher, *concernent les communes où nous n'avons que peu de chances de passer.* »

LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

M. Mitterrand : nous n'allons pas ranimer la guerre scolaire

Relancé par la décision du P.S. d'atténuer sa position sur l'enseignement privé après les protestations qu'a suscitées son avant-projet de « plan pour l'éducation » (« le Monde » du 7 janvier), le débat scolaire prend désormais une dimension politique. Le R.P.R. vient de rappeler son attachement à la « liberté » d'enseignement (« le Monde » daté 9-10 janvier). Pour sa part, M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a souligné, dimanche 10 janvier, au micro d'Europe 1, que son parti n'entend pas « ranimer la guerre scolaire », mais « discuter et négocier ». La veille, cependant, M. Louis Mexandeau, délégué national du P.S. à l'éducation, avait déclaré : « Il n'est pas question de changer l'avant-projet. » Cette contradiction est relevée par M. Pierre Charpy, qui affirme dans « la Lettre de la nation », que « le camouflage et l'esquive ne peuvent durer éternellement ». La controverse, en tout cas, est certainement appelée à durer jusqu'aux élections législatives.

M. François Mitterrand, qui était dimanche 9 janvier l'invité du Club de la presse d'Europe 1, a qualifié de *« faux débat »* le débat lancé par M. Giscard d'Estaing sur la « politisation » dans les entreprises. *« Il ne faut rien connaître à l'histoire du mouvement ouvrier,* a-t-il dit, *pour ignorer qu'en fait les partis politiques qui se réclament du socialisme sont nés des mouvements syndicaux et des organisations ouvrières à la fin du dix-neuvième siècle. Pour ceux qui ont lutté et qui continuent de lutter pour leurs droits, faire une distinction tout à fait artificielle entre les lieux où l'on pense et les lieux où l'on ne pense pas, entre les lieux où l'on lutte et les lieux où l'on ne lutte pas, entre les lieux où l'on défend sa vie et les lieux où on ne la défend pas, cela n'a pas beaucoup de sens. »*

Interrogé sur le plan Barre, M. Mitterrand a précisé : *« Je ne souhaite pas que le plan Barre échoue — ce sont les Français et, en particulier, les travailleurs qui paieront la note — mais je ne crois pas qu'il réussisse parce que M. Barre n'en a pas réuni les éléments ; et je le regrette. »*

Le premier secrétaire du P.S. s'est ensuite expliqué sur la position de son parti à l'égard de l'école privée : « *En vérité,* a-t-il déclaré, *la découverte, à travers le rapport du projet éducatif dit « Mexandeau », député du Calvados, l'un de mes amis et collaborateurs, par un certain nombre de journaux de toute obédience, du problème de l'école privée ne me paraît pas tout à fait innocente, car, si l'on se reporte aux textes fondamentaux, on reconnaîtra que le programme socialiste de mars 1972 — il y aura donc bientôt cinq ans — et que le programme commun de la gauche de juin 1972 impliquaient la nationalisation de l'enseignement, en toutes lettres. Cela m'a d'ailleurs été objecté au cours des élections législatives de 1973 par les dirigeants de l'époque, MM. Pompidou et Messmer ; cela m'a été opposé par M. Giscard d'Estaing en 1974.*

» La question est de savoir si le parti socialiste pose ce problème dans des termes nouveaux. Là, il s'agit d'inflexions et, à cet égard, je ferai les mises au point nécessaires. Si je dois donner une opinion personnelle, bien que cela me soit difficile — il ne faut pas oublier que je m'exprime ici devant des millions de Françaises et de Français, et que je suis le premier secrétaire du parti socialiste, — je pense qu'il faut en revenir à quelques données simples.

» Que de fois avons-nous répété, les représentants de ceux qui tiennent ferme au principe de la laïcité, que l'on devait être ménager de l'argent public et que celui-ci, autant que possible, devait aller à l'école publique qui en a tant besoin. Et c'est autour de cette expression — à l'époque, on ne disait pas « nationalisation » de l'enseignement — que les débats de la IV[e] République et du début de la V[e] ont été essentiellement centrés.

» Et puis, il y a eu les lois. Doit-on parler, en particulier, de la loi Debré ? Cette loi Debré a prévu une aide de l'argent public, une aide de l'Etat aux écoles privées, mais avec, en contrepartie, des obligations très sérieuses et même quelquefois très sévères, non pas avec les contrats simples, mais avec les autres contrats, les contrats d'association qui, indiscutablement — cela a été dit à l'époque par les protagonistes de la loi, — signifiaient une forme d'intégration de l'enseignement privé dans l'enseignement public.

» La laïcité doit être défendue. Dans notre esprit, elle représente la tolérance. A la fin du dix-neuvième siècle, la laïcité est devenue le thème fondamental des luttes parce que l'intolérance avait jusqu'alors prévalu contre ceux qui n'avaient pas les choix religieux, spirituels ou philosophiques de l'ordre dominant. Et puis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Nous n'allons pas ranimer la guerre scolaire, et je regrette qu'un certain nombre d'associations excitées, exaltées, qui sont en réalité partisanes et qui lancent des brûlots politiques pour tenter de nuire à la gauche, et en tout cas au parti socialiste, aient préféré ce type de polémique à un débat sérieux sur le problème.

» On peut et on doit nationaliser des institutions, des produits. C'est ce que nous pensons lorsque nous parlons du crédit, des avions de bombardement ou bien de l'ordinateur. Et il faudra bien envisager l'intégration, d'une façon ou d'une autre, chaque fois que l'argent public sera en cause, et aboutir à une certaine forme de nationalisation d'une institution, dans le domaine de l'enseignement.

» Puis, vous me parlez de l'école privée. N'oublions pas que dans le domaine technique la plupart des écoles privées sont des écoles patronales qui se substituent à l'Université française, des marchands de soupe le plus souvent. Ne faut-il pas intervenir ? Je suis de ceux qui pensent qu'on ne peut pas nationaliser les esprits et qu'on n'en a pas le droit.

» Voilà pourquoi, entre ces deux thèmes, il faut trouver la démarche politique qui convient et, au lieu d'imposer, il faut discuter et négocier, mais en restant fidèles à l'objectif recherché et défini dans le programme que nous avons adopté et que nous proposons aux Français. »

M. Mitterrand a jugé « *tout à fait normal* » que le P.C. présente un candidat à l'élection présidentielle, s'il le désire. « *Il serait même intéressant,* a-t-il ajouté, *d'interroger le parti communiste sur les raisons qui ont fait qu'il n'a pas eu de candidat, au premier tour, ni en 1965, ni en 1974. C'était ou bien parce qu'il avait une affection particulière pour celui qui se présentait au nom de l'union de la gauche, ou bien parce qu'il ne pouvait pas faire autrement. La troisième hypothèse, c'est peut-être qu'il estimait nécessaire d'avoir cette discipline dès le premier tour de scrutin. Mais alors, si c'était la raison, on se demande pourquoi elle ne serait pas juste également pour la première fois. »*

Enfin M. Mitterrand s'est dit « *hostile à une renégociation du programme commun* ». Il a également indiqué, en réponse aux affirmations selon lesquelles il aurait de plus en plus de difficultés à endiguer les pressions de la minorité du P.S. : « *Non, j'en aurais plutôt de moins en moins. (...) J'en ai tous les jours, et depuis cinq ans. Je ne voudrais pas que le parti socialiste cède à l'irresponsabilité. Mais je veux qu'il reste un lieu de discussion et de débat approfondi. »*

— Libres opinions —

Une machine de guerre contre la gauche ?

par JEAN PONÇOT (*)

LE Secrétariat général de l'enseignement catholique (SGEC) continue de poser comme un dogme intangible l'existence de deux réseaux scolaires parallèles, considérés par lui comme *« la traduction concrète, dans le domaine de l'éducation, du pluralisme qui caractérise les civilisations évoluées » (Enseignement catholique actualités* du 15 septembre 1976).

Cette façon de poser le problème scolaire revient à rendre toute négociation impossible avec les partisans d'une rénovation du service public. Le SGEC a beau déclarer qu' *« il continuera de promouvoir la paix scolaire »*, il pose, en fait, un préalable qui rend tout dialogue vain. Pour lui, la paix scolaire passe par la prise en compte totale de son point de vue. Ce n'est pas une attitude conciliante, elle n'est même pas tolérante.

De plus, le SGEC montre une incapacité totale à sortir des ornières du passé. Il accuse le parti socialiste d'avoir cédé *« aux vieux démons de la revanche »*, sans prendre conscience que lui-même pose le problème scolaire dans des termes similaires à ceux de M. le comte de Falloux, en 1851. Jamais le Secrétariat général de l'enseignement catholique ne s'est posé la question de savoir si, actuellement, la liberté scolaire était liée obligatoirement à deux structures parallèles. Les parents ont la liberté de choisir entre deux écoles, mais si l'enfant subit des conditionnements différents, certes, mais astreignants tous deux, n'est-ce pas un piège pour la liberté ? Pourquoi ne pas poser aujourd'hui la question dans des termes totalement différents, en s'interrogeant sur les conditions qui permettraient à l'école de transformer l'enfant en adulte, c'est-à-dire de le libérer des liens de dépendance vis-à-vis de son proche milieu ?

Certes, il n'est pas question de séparer école et société, et de prétendre qu'une école est neutre si elle n'est pas confessionnelle, mais la liberté ne trouverait-elle pas son compte si le pluralisme se situait au niveau de chaque établissement scolaire d'un seul service public ? L'enfant pourrait y découvrir et comparer plusieurs types de penser et d'agir, et, par-là, développerait son esprit critique.

Lorsque le SGEC parle de liberté scolaire des parents concrétisée par le pluralisme des structures scolaires, il n'est, en fait, que le prolongement du libéralisme économique. La liberté de créer une école n'est alors qu'une application particulière de la libre entreprise. L'émulation pédagogique n'est que le reflet de la concurrence. Le libre recrutement des maîtres et la maîtrise de leur formation par l'enseignement privé correspondent assez bien à ce qu'on appelle la liberté d'embauche et de licenciement pour le patron, bref, la liberté du marché du travail.

L'enseignement catholique n'affirme plus guère qu'il est institution d'Eglise, mais il s'affirme de plus en plus comme institution du monde libéral, de l'économie libérale. Faut-il donc s'étonner qu'à chaque campagne électorale, il bascule du côté de la droite ?

A mesure que l'éventualité d'une victoire de la gauche se précise, le SGEC ne risque-t-il pas de jeter un peu plus le masque, désireux qu'il est de défendre « sa » liberté d'enseignement ? Par son texte cité plus haut, le SGEC lance déjà un appel à la lutte contre le projet du parti socialiste et fait planer la menace d'un combat *contre un gouvernement de gauche qui le réaliserait.* En ce sens, il a clairement défini sa place dans l'échiquier politique français : elle est à droite. On pouvait s'en douter, on en est maintenant certain.

Le SGEC affirme parler au nom de huit cent mille familles et de cent mille maîtres, *« quelle que soit leur appartenance politique »*. Il est vrai que des militants de gauche, que des enseignants du public, ont leur enfant dans des écoles catholiques, il est vrai que le tiers des cent mille maîtres votent C.F.D.T. aux élections professionnelles et qu'ils partagent avec cette organisation syndicale l'objectif de transformation de la société française et de son école. Mais le SGEC aurait tort de penser qu'il pourrait un jour les dresser contre un gouvernement socialiste. Si certains voulaient faire de l'enseignement catholique une machine de guerre contre la gauche, les premiers combats auraient lieu à l'intérieur de l'enseignement catholique.

(*) Président de la Fédération de l'enseignement privé C.F.D.T.

L'avenir de la laïcité

(Suite de la première page.)

Mais on peut aussi considérer que le débat doit être élargi et approfondi parce qu'il en vaut la peine, ne serait-ce qu'à cause de ses liens étroits avec toute réflexion sérieuse sur les fonctions de l'école et sur des notions aussi fondamentales que le pluralisme et la liberté.

Deux définitions concurrentes du pluralisme paraissent s'affronter. La laïcité, c'est l'affirmation du pluralisme interne de l'école, garanti par l'Etat au même titre que le pluralisme qu'il doit assurer dans la vie politique. La laïcité a dû être conquise contre la domination de l'Eglise sur l'école publique. L'école confessionnelle est extérieure au pluralisme puisque, par définition, elle se réclame d'une inspiration unique.

Mais le pluralisme, n'est-ce pas la variété entre unités autant que la variété au sein d'une unité ? La nationalisation ne serait-elle pas l'expression d'un monopole par définition contradictoire avec l'idée pluraliste ?

* * *

La réplique « laïque » à la réponse « confessionnelle » compte deux ambiguïtés que la discussion autour du rapport Mexandeau devrait contribuer à lever. La première concerne l'argent. Il faudrait abolir le système existant (1) puisque l'argent public ne saurait aller qu'à l'école publique. La collectivité ne saurait admettre le financement de groupes privés ne relevant pas directement d'elle par l'intermédiaire de l'Etat. Sous sa forme générale, cet argument n'est guère convaincant parce que, dans d'autres domaines que l'école, l'aide publique pour des actions privées est monnaie courante. Pas seulement dans la vie économique. Bien davantage encore en matière d'éducation et de culture. Poussé jusqu'au bout, l'argument « laïc » devrait conduire à la *suppression des subventions* aux mouvements de jeunesse et de culture populaire, comme aux activités de formation des syndicats ouvriers, et devrait interdire de protester contre le refus gouvernemental de subventionner des associations étudiantes comme l'UNEF.

Pourquoi l'école constitue-t-elle un cas *particulier* ? Parce qu'elle serait le fondement et le ciment de la communauté nationale ? Parce qu'elle serait ainsi le plus public des services publics ? Mais il faudrait alors dire clairement que cette communauté existe, qu'elle est antérieure ou supérieure à la division de la société en classes antagonistes et surtout qu'elle devrait être conçue comme l'incarnation de la pluralité et non comme une uniformité.

Or c'est là que réside aujourd'hui la seconde et la principale ambiguïté. Le système d'enseignement que le *rapport* Mexandeau préconise n'est pas le système actuel, qualifié à juste titre de « bureaucratique » et d'« autoritaire », mais un système fondé sur les autonomies locales, sur la notion d'autogestion, sur la variété des initiatives et des réalisations.

Relevons au passage que, pour mettre en place un tel système, il faudra que les auteurs du rapport éliminent chez eux-mêmes, comme chez la majorité des enseignants de tous ordres, bien des réflexes centralisateurs et uniformisateurs. Maints passages du *document* — et notamment l'appel incessant à l'action directe de l'Etat — en témoignent.

Mais, à supposer même que le parti *socialiste* soit décidé sans équivoque à créer un pluralisme interne à l'éducation nationale fort différent de la réalité présente, est-il logique de réclamer la nationalisation immédiate (à achever, dit le document, à l'issue de la dernière année de la première législature d'union de la gauche) ne laissant subsister que des écoles totalement privées (dont les élèves ne pourraient recevoir des bourses), au nom d'une école publique à pluralisme interne qu'on admet ne pouvoir réaliser qu'à long terme ? Ne serait-il pas plus cohérent et moins belliqueux de prévoir au moins le même rythme pour la création du pluralisme interne et pour l'intégration de l'enseignement actuellement subventionné à ce *pluralisme ? Il est d'ailleurs* fort possible que cette intégration soit alors le résultat non d'une décision imposée ou d'un combat, mais d'un consentement à peu près général.

* * *

La laïcité se définit évidemment aussi en termes de tolérance et de respect, face à un enseignement confessionnel conçu comme doctrinaire. Or il se trouve que les deux enseignements ont évolué en sens inverse. L'esprit de tolérance *s'est développé* dans l'enseignement catholique, tandis que l'intolérance a fait son apparition dans bien des écoles publiques, notamment dans les lycées, ce que le rapport Mexandeau suggère par les formules placées en tête du sous-chapitre « Laïcité » : « Le droit de se réunir et de s'associer étendu aux élèves ne devrait cependant en aucun cas porter préjudice à la laïcité du service public d'éducation. De même, l'indépendance scientifique et la liberté pédagogique des enseignants ne sauraient s'exercer aux dépens de cette même laïcité. »

En exergue du document est placée la belle formule de Jaurès : « *Il ne doit pas y avoir dans l'enseignement national une seule idée qui ne soit soumise à la critique, à l'incessante révision de l'esprit humain. Il ne doit pas y avoir une seule porte close... Pas un seul dogme philosophique, politique, scientifique, social ; et la raison seule souveraine.* » Le développement de l'esprit critique, l'apprentissage de la recherche de vérités difficiles : voilà un but qui en théorie fait aujourd'hui l'unanimité. Dans la réalité, qu'il s'agisse d'écoles confessionnelles traditionnelles ou du rapport Mexandeau lui-même, que d'affirmations dogmatiques et simplificatrices, notamment sur les structures sociales dont l'école est supposée favoriser la connaissance !

Cependant, l'accord est très ample entre les deux séries de visées généreuses, celles du document socialiste et celles des *Propositions de recherche de vérité pour une école catholique* diffusées par le secrétariat général de l'enseignement catholique. Les cinq chapitres de ce document (« Pour une école qui contribue à plus de justice » ; « Pour une école qui permette l'expression et l'éducation de la liberté » ; « Pour une école qui soit ouverte sur la vie » ; « Pour une école qui favorise de nouvelles relations » ; « Pour une école qui permette aux jeunes de donner un sens à leur vie ») pourraient sans doute servir de *plate-forme commune à la plupart* des éducateurs d'avant-garde.

Non qu'un tel texte exprime la pleine réalité de l'école confessionnelle. Celle-ci conserve un secteur d'établissements à air raréfié et à enseignement à œillères. Mais il devrait être lu par les rédacteurs du document socialiste pour les amener à réfléchir sur l'autre aspect de l'enseignement privé : au cours de la période récente, celui-ci a aussi été un foyer d'innovation et de rénovation pédagogiques, qu'il s'agisse d'enseignement *agricole* ou d'élargissement de la participation, de la créativité, de l'ouverture sur le monde extérieur dans l'enseignement général.

* * *

Ce rôle d'avant-garde a été assumé parce que l'enseignement public connaissait — et connaît malheureusement toujours — deux blocages. D'une part, le centralisme unificateur s'oppose aux expériences et aux innovations localisées. D'autre part, la majorité du corps enseignant et nombre de syndicats ne montrent pas un enthousiasme débordant pour l'expérimentation et le changement. Depuis les « classes nouvelles » jusqu'au lycée de Sèvres, en passant par l'expérience de Vanves et la création de véritables équipes pédagogiques, le moins que l'on puisse dire, c'est que la mobilisation pour la diffusion des expériences et surtout pour la préservation de leur originalité a été fort limitée !

On aboutit alors de nouveau à la même conclusion. La nationalisation de l'enseignement — en faveur de laquelle existent bien des arguments — ne se justifie que si elle consiste à faire entrer l'enseignement aujourd'hui subventionné dans un système éducatif public laïc vraiment pluraliste — dans le triple sens de la tolérance, du pluralisme organique et de la créativité.

ALFRED GROSSER.

(1) Pour sa description, voir par exemple « L'enseignement catholique entre la loi Debré et la réforme Haby », *Etudes*, mai 1976.

M. MEXANDEAU : il n'est pas question de changer l'avant-projet.

M. Louis Mexandeau, député du Calvados, délégué national du P.S. à l'éducation, a indiqué au micro de R.T.L., samedi 8 janvier : *« Il n'est pas question de changer l'avant-projet que nous avons préparé sur ce problème. Il est d'ailleurs strictement la reprise de ce que dit à ce propos le programme commun* (1). *Chacun sait que dans sa politique à l'égard des chrétiens le P.S. est absolument pour la pluralité des opinions à tous les niveaux. Etant résolument pour la liberté, nous tenons compte de celle des catholiques, en majorité dans ce pays. Il n'y a aucune équivoque là-dessus. »*

(1) Le programme commun prévoit notamment que « *dès la première législature, les établissements privés — qu'ils soient patronaux, à but lucratif ou confessionnel — percevant des fonds publics seront en règle générale nationalisés* ».

● *M. Gabriel Péronnet*, président du parti radical, souhaite, dans une déclaration publiée le 7 janvier, que soit « *réglementé ou limité l'usage des sondages* » qui, selon lui, « *contribuent à entretenir constamment un climat d'inquiétude et de septicisme* ». Pour M. Péronnet, « *les sondages faits sérieusement et scientifiquement gardent toute leur valeur, mais leur abus — s'ils sont publiés à tout bout de champ — risque d'en altérer et la qualité et l'intérêt* ».

« LA LETTRE DE LA NATION » : le P.S. s'est coincé lui-même.

Pierre Charpy commente, dans *la Lettre de la Nation*, organe du R.P.R., lundi 10 janvier, les déclarations de MM. François Mitterrand et Louis Mexandeau sur le problème scolaire. Il écrit : « *En actualisant la nationalisation de l'enseignement dont on avait trop oublié qu'elle figure en toutes lettres non seulement dans le programme commun, mais aussi dans le programme propre au parti socialiste, M. Louis Mexandeau a fâcheusement compromis la nouvelle image du parti socialiste qui veut plaire à tous les électorats, et gomme à cet effet ses aspérités. M. François Mitterrand a essayé hier de réparer les dégâts en brouillant les données du débat. Les socialistes ne veulent, selon lui, que défendre la laïcité, mais qui songe à l'attaquer ? Il fait un savant amalgame entre la loi Debré, qui avait effectivement dédramatisé le débat scolaire, et le projet éducatif du parti socialiste. Il ne veut, dit-il, que* « négocier, discuter et non pas imposer ». *Ce ne serait qu'une question d'* « inflexion ».

» (...) Le parti socialiste s'est coincé lui-même : ou il s'en tient à son projet et braque une partie des électeurs, ou il met de l'eau dans son vin et fâche une partie de ses propres troupes, et surtout les centrales syndicales les plus accrochées à la nationalisation de l'enseignement. (...) Le camouflage et l'esquive, même pratiqués avec art, ne peuvent durer éternellement. »

POLITIQUE

Un livre de M. Léo Hamon SOCIALISME OU SOCIALISMES ?

On peut toujours définir le socialisme par l'appropriation collective des moyens de production. Après quoi l'on s'aperçoit qu'il existe bien des façons de comprendre et la propriété collective et les biens auxquels elle doit s'appliquer. Sans compter que, d'après les résultats obtenus jusqu'ici par cette recette, le plus ingénu se demande si elle conduit vraiment au bien-être et à la liberté promis par le socialisme. De là à se demander si elle est suffisante... de là à se demander si elle est nécessaire...

C'est par une autre voie que Léo Hamon, gaulliste et socialiste, aborde le socialisme. A première vue le titre de son livre *Socialisme et pluralités* est énigmatique. Si l'auteur voulait mettre en lumière la variété, la richesse et la complexité du mouvement et de la pensée socialistes, pourquoi ne pas avoir écrit *Pluralités du socialisme ?* Eh bien, c'est justement ce titre-là qui aurait trahi l'ouvrage.

Léo Hamon n'a pas voulu en effet nous offrir un tableau des divers courants socialistes à travers l'histoire et la géographie et paraphraser pour son compte la parole évangélique sur le nombre des demeures qu'il y a dans la maison paternelle. Son dessein est plus subtil et plus neuf. Les pluralités dont il nous entretient, ce ne sont pas la droite, le centre et la gauche — sans parler d'autres indicateurs topographiques — que, comme le libéralisme ou le conservatisme, abrite le socialisme. Les « pluralités » ce sont pour lui les idéaux et les valeurs au service desquels le socialisme se veut :

« ... *Le socialisme est, à la fois, l'aspiration à davantage d'égalité, à davantage de liberté et à davantage d'organisation sociale responsable dans l'ordre économique et social : tout cela associé au concours, à l'action de masses populaires ; l'originalité de son inspiration est précisément dans la combinaison à doses et résultantes variables, chez les uns et chez les autres, de ces trois aspirations — et de ce concours.* »

Telle est l'intuition centrale du livre. Elle nous en livre les clés et lui donne sa profonde unité. Si, au long des pages, on rencontre des chapitres sur la droite et la gauche, la Commune, les « docteurs » d'un socialisme pluraliste (Jaurès, Bernstein, Léon Blum), les mutations de la société française, l'autogestion, il ne s'agit pas d'une série de réflexions ayant chacune son autonomie, mais d'une véritable démarche pour saisir le socialisme dans la référence aux pluralités qui sont sa raison d'être.

Ceci conduit naturellement à privilégier les courants et les hommes qui, sous des noms approximatifs (« *réformiste* », « *révisionniste* », « *démocratique* ») ont accepté les tensions et les contradictions du pluralisme. Trop souvent l'on simplifie l'opposition entre ceux-là et les « révolutionnaires » en un contraste entre modérés et extrémistes ou, plus sommairement, entre « *mous* » et « *durs* ». Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, et Léo Hamon le montre bien, particulièrement à deux occasions.

L'une occupe tout le centre du livre à propos des docteurs de cette tradition qui n'étaient ni des prudents ni des laxistes. C'est, à cause de son « jusqu'au-boutisme intellectuel », Bernstein qui est le plus exemplaire à cet égard, et peut-être le plus actuel. L'auteur nous présente le « *polygone* » en dix propositions dans lequel s'inscrit la pensée de Bernstein : refus de l'imminence de l'effondrement du capitalisme, refus du caractère « *scientifique* » du socialisme, réhabilitation des motivations morales ; analyse réaliste de la place de la classe ouvrière dans la société moderne ; nécessité de la démocratie dans les buts et dans les moyens ; etc. Il s'agit de bien d'autre chose que de « *modération* » ou de « *prudence* ».

L'autre occasion de caractériser le courant auquel Léo Hamon s'attache se trouve dans un chapitre dont le titre pique la curiosité du lecteur : « *De l'imminence à l'immanence* ». L'imminence, c'est l'attente millénariste de la fin du capitalisme, parallèle de l'attente par les premiers chrétiens de la parousie. L'immanence, c'est précisément ce qui arriva aux chrétiens lorsqu'ils durent admettre que la fin du monde n'était pas pour demain et qu'à défaut d'un Dieu imminent qui s'imposerait à elle la terre devrait, en attendant, ressentir autrement la présence divine. Ce n'est qu'une image, mais qui explique bien la démarche de ces socialistes qui, sans renoncer à l'objectif final, ont cru qu'il y avait autre chose à faire qu'à jouer le « *tout ou rien* ».

* * *

Mais l'histoire n'est dans le livre que pour éclairer le présent. Deux fois revient — au début et à la fin — l'épitaphe que Charles Rappoport avait prévue pour sa tombe : « *Sans le socialisme, la liberté n'est pas la liberté ; sans la liberté, le socialisme n'est pas le socialisme.* » La formule est belle. Elle ne porte pourtant pas en elle la démonstration de sa vérité, car on pourrait aussi bien écrire : « *Sans la justice, le libéralisme n'est pas le libéralisme ; sans le libéralisme, la justice n'est pas la justice.* » On n'aurait pas pour autant prouvé que le libéralisme et la justice fassent bon ménage. Tout au plus prouverait-on qu'on le désire.

Or, justement, la dernière partie du livre, sans prendre le ton de la propagande, explique pourquoi, selon l'auteur, l'épitaphe de Rappoport n'est pas utopique. Jusqu'ici la démonstration de la crédibilité de la voie démocratique vers le socialisme a surtout reposé sur l'idée que, s'installant dans des pays sans expérience démocratique, le socialisme ne pouvait être démocratique, mais que, s'installant dans un pays déjà acquis à la démocratie, il respecterait et développerait celle-ci. C'est une proposition intermédiaire entre l'acte de foi et le bulletin météorologique du syndicat d'initiative.

Léo Hamon a plus de force dans le raisonnement. Il analyse de façon précise les données du problème par rapport à la société contemporaine, mesure les chances que celle-ci donne au socialisme, à la *fois* par les acquis qu'elle lui offre et par les besoins qu'elle ne sait pas satisfaire, décrit l'acteur essentiel du jeu politique et social, le peuple français et l'État démocratique qu'il faut préserver et perfectionner. En même temps, il marque nécessairement les limites du dessein socialiste dans le futur immédiat. Avec tranquillité et sans provocation, il nous fait sortir du monde de l'affiche électorale.

Entre tant de démystifications dont la dernière partie du livre est riche, il faut faire une place à celle qui concerne la guerre à la « social-démocratie ».

La social-démocratie constitue la seule preuve expérimentale que l'on puisse marier socialisme et liberté. On pourrait s'attendre qu'elle fournisse une référence — perfectible certes — à ceux qui veulent instaurer en France le socialisme dans le respect de la démocratie. Or voici qu'elle devient objet d'anathème : s'en réclamer, c'est s'avouer non socialiste.

Les raisons de ce paradoxe sont largement électorales. Il serait fort désobligeant pour les communistes que leurs alliés socialistes se réclament ouvertement de réussites suédoises, anglaises ou allemandes qui doivent si peu à l'orthodoxie marxiste. Le plus amusant est que le territoire de la social-démocratie ainsi évacué devient une « terra nullius » que convoite la « société libérale avancée ». Toute propagande est poésie.

Léo Hamon est plus sérieux. Son analyse porte tout à la fois sur les conditions d'une conquête véritablement et assez largement majoritaire du pouvoir par la gauche et sur les objectifs correspondant aux besoins et aux vœux de la société française. Les deux points de vue convergent : l'entreprise socialiste, pour rester fidèle aux pluralités de sa vocation, doit être plus vaste quant à ses participants et moins dogmatique quant à ses fins que les projets actuellement en cours. Gaulliste, Léo Hamon ne croit pas que le socialisme puisse rester à l'écart de l'inspiration gaulliste et il transpose ainsi la proposition que l'on vient de commenter : « *Sans le socialisme, le gaullisme ne peut être tout le gaullisme ; sans le gaullisme, le socialisme ne peut être le socialisme...* »

Ainsi se conclut l'un des livres les plus denses et les plus brillants de notre littérature politique. Il est riche tout à la fois des convictions de l'homme engagé, des jugements de l'homme libre et des élans de l'homme de cœur.

GEORGES VEDEL.

★ Gallimard, coll. « Idées », 10,85 F.

ÉDUCATION

TOUS LES QUINZE JOURS SUR TF 1

Des lycéens face [redacted] la presse

« Parce [redacted] la presse n'a pas bonne presse chez les lycéens » *mais que son utilisation à* [redacted] *a un intérêt incontestable,* [redacted] *Centre national* [redacted] *documentation pédagogique (C.N.D.P.)* [redacted] *en présence* [redacted] *quinze jours* [redacted] *TF 1, au cours* [redacted] *l'émission* « En [redacted] la [redacted] », *trois* [redacted] *de terminale et le directeur ou* [redacted] *rédacteur* [redacted] *chef* [redacted] *quotidien* [redacted] *d'un hebdo*[redacted] *national.*

[redacted] Jean Martin-Chauffier, [redacted] *Figaro*, [redacted] Andrieu, [redacted] *l'Humanité*, Albert du Roy, [redacted] *l'Express*, [redacted] Jacques Fauvet, [redacted] directeur, se sont déjà prêtés [redacted] jeu (1). Après [redacted] présen[redacted] journal auquel est [redacted] l'émission [redacted] un coup d'œil à la [redacted] du jour, le débat s'engage.

Il y avait quelque risque que les invités, rompus à la dialectique [redacted] confrontations télévisées, se trompent de registre et préfèrent [redacted] justification à l'explica[redacted]. La plupart [redacted] évité [redacted] écueil. [redacted] questions parfois embarrassantes auxquelles ils sont soumis, [redacted] au « direct », [redacted] sur le ton souvent compassé des émissions scolaires.

Malgré un souci très visible de mettre cet « En direct de la presse » à la portée de tous, certains débats ont pu paraître un peu difficiles. Préparée en classe, discutée ensuite, l'émission peut en [redacted] alimenter [redacted] discus[redacted] sur l'économie, [redacted] politique, voire la mo[redacted] la sémiologie. Cette possibilité [redacted] d'ailleurs [redacted] échappé [redacted] C.N.D.P., qui souhaite [redacted] dé[redacted] dans [redacted] établissements [redacted].

Qu'ont pu [redacted] téléspec[redacted] ces premières confrontations ? Qu'un fait divers ne figure à la [redacted] *Figaro* que s'il [redacted] une signification « sociologique ». Que le même [redacted] lui sera réservé [redacted] *l'Humanité* s'il [redacted] un intérêt « politique », [redacted] approches qui méritent réflexion. Que si l'organe [redacted] parti communiste — au nom du socialisme scientifique ? — est persuadé « *être* [redacted] *voir* [redacted] *vérité* », le directeur [redacted] *Monde*, en revanche — rejoint sur [redacted] point [redacted] Jean Martin-Chauffier, pour qui « le Figaro *est orienté*, [redacted] *sûr !* », — juge [redacted] l'objectivité [redacted] une vue [redacted] l'esprit, tant [redacted] contenu d'un journal [redacted] choix.

Ils auront aussi [redacted] difficultés économiques dans lesquelles se débat la [redacted] conduit *l'Humanité* — [redacted] d'autres quotidiens — à accepter *une* [redacted] entière [redacted] publicité pour Michel Sardou, dont une chanson récente vante la peine [redacted] mort. Que si *l'Express* [redacted] l'habitude [redacted] publier régulièrement [redacted] suppléments régionaux, une coïncidence a voulu qu'un [redacted] derniers parus fût consacré à la Lorraine, où [redacted] propriétaire, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, menait un combat politique « au finish ».

Que [redacted] cet hebdomadaire s'adressait « *à* [redacted] *public large* [redacted] — *dans l'ensemble — cultivé* », [redacted] *Monde* [redacted] plutôt [redacted] *journal de cadres* », qu'ils soient syndicalistes ou [redacted] d'entreprise. Bref, que la presse, [redacted] contradictions [redacted] ses lacunes, ses qualités [redacted] ses multiples visages, est un reflet fidèle de la réalité sociale. Une réalité que le petit quart d'heure consacré [redacted] cette [redacted] peut utilement aider à franchir les murs [redacted] l'école. — B. L. G.

(1) Le prochain « En direct [redacted] presse » aura [redacted] sur TF 1 jeudi [redacted] janvier, à 16 heures. L'invité [redacted] M. Gilbert Guilleminault, codirecteur de *l'Aurore*.

DANS UN LYCÉE DE SEINE-MARITIME

Quatre jours de grève après un chahut

De notre correspondant

Rouen. — Les élèves du lycée technique [redacted] Grand-Quevilly (Seine-Maritime) viennent de faire grève pendant quatre jours pour demander la réintégration à l'internat de deux [redacted] et trois [redacted] qui en [redacted] pour un mois [redacted] directrice, Mme Blanchet. [redacted] SNES (FEN) [redacted] du SGEN (C.F.D.T.) et des professeurs non syndiqués se [redacted] au mouvement. Un [redacted] sur [redacted] trois [redacted] signé une pétition, ainsi que cinquante enseignants et surveillants sur quatre-vingts.

La commission permanente du lycée [redacted] finalement [redacted] rapporter [redacted] punitions [redacted] jeunes filles, [redacted] étant chargée d'étudier [redacted] parents [redacted] problèmes familiaux que [redacted] leur exclusion de l'internat. Le [redacted] 8 janvier, [redacted] professeurs [redacted] arrêté leur mouvement.

[redacted] dernier, l'admi[redacted] du lycée [redacted] refusé [redacted] élèves l'autorisation d'organi[redacted] dansante, qui a lieu chaque [redacted] jours [redacted] les [redacted] A [redacted] h. [redacted] leur dortoir. [redacted] séparé [redacted] celui [redacted] une porte dont [redacted] déclenche un signal d'alarme. [redacted] soir-là, [redacted] plombs du signal [redacted] retirés. [redacted] surveillant [redacted] la surveillante [redacted] ont disparu... Après un chahut « classique » qui durera quarante-cinq [redacted] son dortoir, [redacted] deux garçons qui resteront [redacted] le dortoir [redacted] filles [redacted] surpris par [redacted] général.

S'agit-il de leur reprocher un manquement [redacted] règlement ou d'accuser ces [redacted] et ado[redacted] quatorze ans [redacted] demi et seize [redacted] coupables comme il sera dit [redacted] parents ? [redacted] une [redacted] parents d'élèves, [redacted] professeurs [redacted] : « *Après* [redacted] *constaté que l'administration donne* [redacted] *à tour* [redacted] *explications différentes, après avoir* [redacted] *reconnaître clairement qu'elle* [redacted] *faire un exemple,* [redacted] *considérons qu'il s'agit d'une* [redacted]. *Nous* [redacted] *anti-édu*[redacted] *n'admettons pas la politique* [redacted] *émissaires.* [redacted] *cette affaire, l'admi*[redacted] *a eu* [redacted] *attitude par*[redacted] *humiliante à l'égard* [redacted] *élèves.* » Au-delà de la sanction [redacted] des faits, le [redacted] professeurs a [redacted] pour [redacted] large part [redacted] par le [redacted] climat qui, [redacted] eux, règne dans [redacted] établissement.

A l'inspection académique, [redacted] indique [redacted] que cette affaire qui [redacted] termine relevait [redacted] la [redacted] autorité [redacted] la directrice [redacted] qu'en [redacted] cas [redacted] adolescents sanctionnés n'étaient compromises.

JACQUES GRALL.

DÉFENSE

Les régions Nord et Sud de l'alliance atlantique constituent le talon d'Achille [redacted] l'OTAN

AFFIRME LE GÉNÉRAL HAIG

Bruxelles (*A.F.P.*). — Le général américain [redacted] Haig, commandant en chef des forces de l'OTAN [redacted] Europe, admet, dans une interview [redacted] l'A.F.P., le [redacted] d'une attaque-surprise sur l'Europe de l'Ouest, mais refuse catégoriquement la thèse du général belge Robert Close, aujourd'hui à la retraite, [redacted] laquelle les chars soviétiques pourraient envahir en quarante-huit [redacted] une grande partie de l'Allemagne [redacted].

« [redacted] *assistons,* affirme [redacted] général Haig, *à* [redacted] *évolution* [redacted] *classiques* [redacted] *pacte* [redacted] *Varsovie* [redacted] *pourraient permettre à celui-ci* [redacted] *déclencher* [redacted] *attaque précédée* [redacted] *en garde réduit.* « Les [redacted] ont [redacted] « *amé*[redacted] *la mobilité* [redacted] *terrestres* [redacted] *aériens,* [redacted] *d'action et triplant* [redacted] *charge utile* [redacted] *leurs avions* ».

« *Toutefois,* ajoute [redacted] général, *l'Occident poursuit* [redacted] *côté l'amélioration* [redacted] *importants moyens technologiques, afin* [redacted] *indices qui accompagneraient inévitablement une attaque imminente. De* [redacted] *tendances divergentes, il* [redacted] *compression du délai* [redacted] *en garde sur lequel nous comp*[redacted]. *Face* [redacted] *l'accroissement* [redacted] *soviétique, si* [redacted] *qui s'imposent en vue d'améliorer nos forces classiques, nous serons confrontés dans l'avenir* [redacted] *abaissement* [redacted] *nucléaire,* [redacted] *toutes* [redacted] *conséquences désagréables* [redacted] *implique.* »

Le général Haig [redacted] cependant [redacted] « [redacted] *probabilité* [redacted] *voir* [redacted] *conflit* [redacted] *Etats* [redacted] *pacte* [redacted] *est beaucoup plus grande* [redacted] *flancs* [redacted] *où* [redacted] *ne sont pas si évidents et où la menace est plus ambiguë. L'excès* [redacted] *préoccupation pour l'équilibre* [redacted] *région* [redacted] *en péril l'ensemble de notre système dissuasif.* [redacted] *régions* [redacted] *et Sud, de* [redacted] *faiblesses, pourraient* [redacted] *s'avérer,* [redacted] *fin* [redacted] *compte,* [redacted] *l'alliance* ».

« Le marché d'avions du siècle »

LES ACHETEURS EUROPÉENS DU F-16 SE RÉUNISSENT

Copenhague (Reuter). — M. [redacted] Moeller, [redacted] danois [redacted] la [redacted] convié [redacted] mi[redacted] belge [redacted] la [redacted] une [redacted] consacrée [redacted] « *questions d'intérêt commun* » [redacted] de signer [redacted] final [redacted] livraison du chasseur F-16 [redacted] gouvernement américain.

[redacted] de la défense [redacted] précisé [redacted] la réunion aurait [redacted] le 17 janvier, [redacted] Bruxelles. Il [redacted] l'ordre [redacted] jour.

Le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Belgique [redacted] décidé, [redacted] 1975, [redacted] trois [redacted] quarante-huit avions [redacted] Dynamics F-16, [redacted] ce qui a [redacted] qualifié [redacted] « [redacted] », [redacted] préfé[redacted] l'avion français Mirage F-1-M-53.

[Le coût croissant du [redacted] la décision [redacted] quatre [redacted] se réunir [redacted] inquiétudes [redacted] récemment exprimées en Norvège — [redacted] exemplaires du [redacted] est estimé [redacted] un prix double [redacted] 1975, — [redacted] en [redacted] notamment, où [redacted] sont [redacted] compensations économiques reconnues en échange par General Dynamics.]

PRESSE

En Belgique

TOURNAGE D'UN FILM SUR LE CONFLIT DU « PARISIEN LIBÉRÉ »

L'Union syndicale des travailleurs [redacted] *métallurgie de la région parisienne* C.G.T. [redacted] ses locaux (94, rue Jean-Pierre-Timbaud) aux ouvriers du *Parisien libéré*, qui [redacted] évacuer l'imprimerie de la [redacted] d'Enghien [redacted] décembre dernier, « *afin qu'ils poursuivent l'action* [redacted] », déclare un communiqué. M. Henri Krasucki, secrétaire de la C.G.T., présidera mardi 11 janvier l'assemblée qui marquera leur installation.

En Belgique, on apprend qu'un film retraçant [redacted] lutte menée par [redacted] militants syndicaux [redacted] pour s'opposer, [redacted] 1975, [redacted] une imprimerie [redacted] Nivelles, au [redacted] du [redacted] *libéré* — [redacted] qui [redacted] huit d'entre eux, [redacted] prêtre, [redacted] peines d'emprison[redacted] sursis, — sera porté [redacted] par une équipe de réa[redacted] belges regroupés dans [redacted] *Inform'action.*

[redacted] film, inti[redacted] *sous* [redacted] *pied,* [redacted] subventionnée, comme [redacted] pour ce genre de production, [redacted] belge [redacted] la culture d'expression française. [redacted] tournage [redacted] débuté il [redacted] quelques jours et, nous précise [redacted] correspondant à Bruxelles, [redacted] ponsables [redacted] l'imprimerie Havaux, de Nivelles, [redacted] accepté [redacted] film [redacted] rôle.

CRÉATION D'UNE AGRÉGATION DE SCIENCES SOCIALES POUR LES LYCÉES

Une agrégation [redacted] créée par un [redacted] publié [redacted] « Journal officiel » du dimanche [redacted] janvier. [redacted] à recruter [redacted] professeurs de [redacted] économiques [redacted] les lycées, elle « prolonge » le [redacted] (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), qui [redacted] depuis 1969 pour [redacted] discipline, [redacted] était prévue depuis longtemps : le projet présenté [redacted] Conseil supérieur [redacted] l'éducation [redacted] le [redacted] dernier [redacted] approuvé à l'unanimité [redacted] « [redacted] de l'éducation » publié [redacted] minis[redacted] annoncé, quelques jours après, [redacted] « sortie » rapide [redacted]. Une préparation [redacted] organisée [redacted] l'Ecole [redacted] supérieure [redacted] l'enseignement technique.

Cette publication a cependant [redacted] par les [redacted] universitaires, qui craignaient une [redacted] l'agrégation de [redacted] économiques qui recrute [redacted] maîtres de confé[redacted] cette discipline [redacted] seignement supérieur. [redacted] pour cela que l'intitulé [redacted] agrégation a été [redacted].

[redacted] concours comporte [redacted] épreuves [redacted] (une composition [redacted] la démographie, [redacted] politiques, le [redacted] social ; une de sciences économiques [redacted] d'histoire [redacted] géographie) et [redacted] épreuves orales d'admission : une leçon [redacted] pro[redacted] de [redacted] cycle [redacted] lycées, le [redacted] d'un dossier économique ou [redacted] une épreuve de mathématiques [redacted] tiques appliquées.

DÉFENSE

Des états-majors à l'industrie privée La seconde carrière des officiers généraux...

[redacted] d'un [redacted] après [redacted] départ [redacted] l'armée d'active, [redacted] général [redacted] a [redacted] engagé par la [redacted] privée Matra, qui produit — à raison [redacted] plus [redacted] chiffre d'affaires annuel, consacré à l'armement — [redacted] équipements électro-mécaniques [redacted] électroniques [redacted] par l'armée [redacted] l'air française [redacted] l'étranger.

Ancien [redacted] d'état-major [redacted] l'air, ancien [redacted] mandant [redacted] la 2e région [redacted] Paris-Villacoublay, [redacted] ancien commandant la [redacted] à Taverny, le général Bret [redacted] directeur [redacted] militaires [redacted] privée, [redacted] général Nguyen [redacted] Hinh, qui [redacted] engagé en 1971, après avoir [redacted] chargé [redacted] concevoir le plateau d'Albion — [redacted] de [redacted] nucléaire — [redacted] avoir dirigé le [redacted] de [redacted] de l'air.

[redacted] officiellement, ces deux officiers généraux peuvent [redacted] valoir qu'ils n'ont [redacted] des fonctions, durant leur première carrière, incompatibles avec [redacted] nouvel engagement, et, [redacted] particulier, qu'ils ne [redacted] ces interdictions du [redacted] publics [redacted] nant [redacted] agents [redacted] l'Etat [redacted] passé [redacted] privées.

Il n'en [redacted] que ces [redacted] généraux ou supérieurs dans le [redacted] privé, une [redacted] l'âge de la [redacted] la [redacted] arrivé, [redacted] en plus fréquents [redacted] sont [redacted] que s'est constitué en France, et se renforce, ce « complexe militaro-industriel » [redacted] aux [redacted] Unis par le général Eisenhower, qui venait d'abandonner la Mai-[redacted] Blanche.

N'assure-t-on [redacted] d'autre part, que M. Hugues [redacted] l'Estoile, qui a dirigé pendant quatre [redacted] internationales — [redacted] d'armes [redacted] coopération [redacted] l'étranger — [redacted] délégation [redacted] pour l'armement, avant [redacted] diriger l'industrie, en [redacted] 1974, au [redacted] recherche, pourrait entrer au groupe privé Dassault-Breguet [redacted] l'un [redacted] adjoints du président-directeur général, [redacted] ? [redacted] M. [redacted] l'Estoile, ingénieur [redacted] l'armement, [redacted] l'un de [redacted] subordonnés à [redacted] délégation [redacted] pour l'armement, [redacted] Hugues Bonnet, qui s'est occupé de [redacted] international pour l'Etat, puis pour [redacted] privée.

M. [redacted] l'Estoile retrouverait, également, un ancien [redacted] d'état-major [redacted] l'armée de l'air, le général [redacted] Jac[redacted] Souviat, qui, [redacted] avoir commandé la [redacted] région aérienne [redacted] Aix-en-Provence, [redacted] nommé inspecteur technique de l'armée [redacted] l'air, est devenu, l'an dernier, [redacted] président-[redacted] général de Dassault-Breguet.

[redacted] dans [redacted] fonctions [redacted] M. de l'Estoile a [redacted] de particulier — [redacted] elle a lieu — qu'elle peut [redacted] interprétée comme une volonté du [redacted] de placer un homme [redacted] dans une [redacted] privée [redacted] à rapprocher ou [redacted] coordonner, à terme, ses [redacted] de [redacted].

Sans [redacted] l'exclusivité [redacted] procédés, [redacted] tiques est coutumière de [redacted] va-et-vient [redacted] responsables importants entre l'Etat, qui [redacted] l'administration [redacted] et, souvent, le [redacted] de fonds, et les sociétés nationalisées ou privées qui [redacted]. Les militaires [redacted] sont [redacted] les [redacted] en [redacted].

[redacted] directeur [redacted] ports [redacted] qui s'appelait [redacted] secrétariat général [redacted] l'aviation civile, M. Bernard La[redacted] administrateur-gérant du consortium [redacted] péen Airbus-Industrie. Ancien [redacted] technique au [redacted] tère [redacted] transports, M. Alain [redacted] Remur a servi, [redacted] sivement, la [redacted] nationale [redacted] et de [redacted] de moteurs [redacted] et [redacted] privé Dassault-Breguet. A la SNECMA, M. de Remur a retrouvé le général de division aérienne [redacted] Pequignot, qui [redacted] sous-chef d'état-major [redacted] avant [redacted] devenir directeur-général adjoint, chargé des programmes, [redacted] la société nationale.

Enfin, c'est [redacted] polytechnicien, ingénieur [redacted] l'armement [redacted] an[redacted] chargé [redacted] techniques [redacted] la direction des transports aériens, M. Bernard Latreille, qui [redacted] aujourd'hui [redacted] principal responsable [redacted] civils — Mercure [redacted] Falcon — de la société Dassault.

A quelle préoccupation majeure répond ce remue-ménage [redacted] états-majors industriels ? Principalement, au [redacted] des [redacted] s'attacher les compétences [redacted] relations pro[redacted] de certaines per[redacted] qui [redacted] disposer d'un bon carnet d'adres[redacted] susceptible d'ouvrir les portes [redacted] la clientèle nationale ou étrangère. Accessoirement, au [redacted] de s'entourer de spécialistes qui [redacted] réputés [redacted] d'achat à long terme [redacted] services [redacted] des états-majors dont [redacted] sont issus.

Il risque ainsi [redacted] se [redacted] une confrérie ou, [redacted] tout [redacted] moins, [redacted] d'initiés, qui cherchent [redacted] influencer [redacted] de la décision finale.

[redacted] l'industrie aéronautique en France, [redacted] vigilance de l'Etat se [redacted] d'autant plus indispensable que [redacted] branche de la production nationale [redacted] nourrit principalement [redacted] fonds publics, [redacted] considé[redacted] que [redacted] récentes apportent la [redacted] nombreux gaspillages [redacted] ou privées insuffisamment [redacted]. L'industrie aéronautique [redacted] doit [redacted] tirer argument [redacted] la contribution qu'elle apporte [redacted] l'équilibre [redacted] échanges commerciaux avec l'extérieur, pour s'autoriser [redacted] institutionnaliser ces échanges [redacted] responsables [redacted] niveaux.

JACQUES ISNARD.

هكذا من الأصل

Le président de la République a gracié Joseph Keller et Marcellin Horneich

Conformément [redacted] l'article 17 de la Constitution (« le président [redacted] la République [redacted] le droit [redacted] faire grâce »), M. Valéry Giscard [redacted] a gracié, [redacted] 8 janvier, Joseph Keller et Marcellin Horneich, incarcérés à la prison Saint-Michel de Toulouse, qui avaient [redacted] condamnés à mort, [redacted] 25 juin 1976, pour le meurtre de deux auto-stoppeurs britanniques.

[redacted] décision intervient dix jours avant que ne s'ouvre à Troyes le procès de Patrick Henry, qui répondra du meurtre d'un enfant. Elle [redacted] publique par M. Christian [redacted] Gunebec, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice.

A ce propos, il convient [redacted] rappeler, d'une part, [redacted] décret [redacted] grâce est contresigné [redacted] premier ministre [redacted] du garde [redacted] d'autre part, que [redacted] droit [redacted] grâce n'est pas applicable [redacted] seules condamnations à mort, mais [redacted] pénales prononcées par [redacted] tribunaux quelles qu'en soient la [redacted] et la gravité.

M. Giscard d'Estaing, qui n'a jamais [redacted] « aversion profonde » pour la peine de mort, avait aussi fait état [redacted] « violences inadmissibles », « les rapts prémédités d'enfants comportant pour [redacted] la quasi-certitude [redacted] la mort, et [redacted] par un [redacted] d'intérêt », et « le cas de [redacted] qui, avec [redacted] acharnement inhumain, s'attaquent à [redacted] personnes âgées [redacted] en ayant préparé leur agression pour leur soustraire leurs malheureuses ressources ».

LE DOUBLE CRIME D'ONDES

Marcellin Horneich, [redacted] *Jimmy*, [redacted] de vingt-huit ans, père de quatre enfants, et son neveu Joseph Keller, dit Johnny, âgé [redacted] vingt-quatre ans, avaient été condamnés [redacted] mort le 25 juin 1976 par la cour [redacted] Haute-[redacted] pour le meurtre [redacted] deux jeunes [redacted] Habitant [redacted] quartier des Trois-Cocus, [redacted] dans la banlieue nord [redacted] gitans s'étaient fait [redacted] du mois d'août 1972 [redacted] spécialité d'attendre [redacted] auto-stoppeurs [redacted] auto-stoppeuses [redacted] la [redacted] nord [redacted] Toulouse, sur la nationale 20, pour [redacted] voler et parfois [redacted] violer.

Dans [redacted] nuit du 28 au [redacted] août [redacted] jeunes [redacted] Clide Latter, âgé [redacted] vingt-trois ans, originaire [redacted] Vacoas (île Maurice), et sa fiancée, Joyce Kaye Jaffee, âgée de vingt ans, de Warlingham (Surrey), [redacted] l'auto-stop [redacted] la [redacted] Toulouse. Après avoir passé [redacted] sur [redacted] Costa-Brava, en [redacted] les deux jeunes Britanniques regagnent [redacted] nord [redacted]

Pris [redacted] charge vers minuit par Keller [redacted] Horneich à [redacted] d'un break [redacted] *fonce voie* quelques jours plus tôt [redacted] Toulouse, [redacted] emmenés en direction d'Ondes. Arrivés près du village, [redacted] deux gitans abusent de [redacted] jeune fille à proximité d'un chemin départemental [redacted] frappent [redacted] ami, qui tentait [redacted] s'interposer. [redacted] plusieurs coups de couteau-serpe, instrument utilisé pour [redacted] travaux de vannerie. [redacted] Joseph Keller acheva les deux auto-stoppeurs.

Les [redacted] meurtriers furent arrêtés le 3 octobre 1972. Bien qu'ayant reconnu [redacted] faits, l'instruction dura plus de trois [redacted] en raison [redacted] l'annulation pour vice de forme des arrêts [redacted] renvoi [redacted] la chambre d'accusation de Toulouse, puis [redacted] Bordeaux. Condamnés le [redacted] décembre 1973 par le tribunal [redacted] grande instance [redacted] Toulouse à dix mois [redacted] prison ferme pour attaque [redacted] main armée, Keller et Horneich comparurent [redacted] juin [redacted] devant la [redacted] d'assises [redacted] la Haute-Garonne, siégeant [redacted] huis clos, sous [redacted] inculpations [redacted] viol, vol [redacted] homicide volontaire.

Les pourvois en cassation [redacted] deux condamnés furent rejetés le 14 octobre et un [redacted] en grâce avait été introduit auprès [redacted] président de la République le 20 octobre dernier. Les avocats des deux hommes avaient été reçu par [redacted] chef de l'Etat [redacted] credi 5 janvier.

UNE EXÉCUTION

Depuis l'élection [redacted] M. Valéry [redacted] d'Estaing, six personnes [redacted] condamnées [redacted] d'entre [redacted] graciées : [redacted] 11 février 1976, [redacted] jeune [redacted] T..., condamné à [redacted] peine capitale [redacted] par la cour [redacted] mineurs de [redacted] pour l'assassinat d'une vieille dame ; le [redacted] 1976, [redacted] février [redacted] par la [redacted] Côte-[redacted] pour l'assassinat d'une vieille dame ; le 9 janvier 1977, enfin, Joseph [redacted] Horneich, condamnés [redacted] juin 1976 [redacted] la [redacted] Haute-Garonne.

[redacted] grâce présidentielle [redacted] à Christian Ranucci, [redacted] vingt-deux [redacted] meurtrier [redacted] fillette, condamné [redacted] mars [redacted] par la cour d'assises [redacted] Bouches-du-Rhône [redacted] le 28 juillet 1976. Le [redacted] des condamnés [redacted] Carrein, jugé le 12 juil-[redacted] par la cour d'assises du [redacted] sera rejugé le [redacted] jan-[redacted] d'assises [redacted] Nord, la Cour [redacted] accueilli favorablement son pourvoi.

LE COMMUNIQUÉ

La direction [redacted] affaires criminelles et [redacted] grâces [redacted] publié, sa-[redacted] janvier, le communiqué suivant :

« Après avoir recueilli l'avis du Conseil supérieur [redacted] la magistrature [redacted] reçu [redacted] condamnés, le président [redacted] la République a [redacted] commuer [redacted] peine de réclusion criminelle à perpétuité [redacted] condamnations [redacted] prononcées par la cour d'assises [redacted] la [redacted] Garonne [redacted] juin [redacted] Joseph Keller et [redacted] Hor-[redacted] crimes commis quatre [redacted] précédemment. »

LES RÉACTIONS

Après [redacted] président de la République, Me [redacted] Lombard, qui fut le défenseur [redacted] Christian Ranucci, [redacted] qui [redacted] chef de [redacted] refusé de faire grâce [redacted] qui fut exécuté [redacted] juillet 1976, a déclaré, dimanche [redacted] janvier, [redacted] Europe 1 : *« Je considère [redacted] si une peine [redacted] criminelle à vie [redacted] véritablement appliquée, elle [redacted] aussi dissuasive [redacted] peine [redacted] mort, et [redacted] société ne [redacted] déshonorera pas. [redacted] effet, [redacted] société n'a jamais, quelles [redacted] soient les circonstances, le droit [redacted] tuer. » « Je [redacted] pour l'application rigoureuse de la loi*, a observé l'avocat, *car je pense que [redacted] appliquée, [redacted] problème [redacted] peine [redacted] mort [redacted] posera plus. »*

[redacted] pasteur Georges Richard-Molard, directeur [redacted] l'information de la Fédération protestante [redacted] France, a indiqué : *« Le protestantisme français s'est toujours prononcé contre la peine de [redacted] dans [redacted] cas. [redacted] pour [redacted] la faute [redacted] par [redacted] condamnées [redacted] peine capitale et souhaite vivement que la réclusion à perpétuité ne [redacted] pire que [redacted] mort, [redacted] qui signifie [redacted] réforme profonde [redacted] régime pénitentiaire. »*

[redacted] de l'un [redacted] deux [redacted] graciés, [redacted] Pierre Cousin souhaite *« que [redacted] on [redacted] suppression totale de [redacted] peine [redacted] mort. [redacted] France est, en effet, [redacted] pays [redacted] maintenir cette institution barbare ».*

Quant [redacted] Révérend [redacted] Bruckberger, dominicain, partisan de la peine [redacted] mort, s'il [redacted] « réjouit » de cette grâce, il [redacted] précisé : *« Je crois [redacted] maintenir la peine de mort dans la loi en raison de [redacted] caractère dissuasif. [redacted] je ne [redacted] pas m'affliger [redacted] qu'un [redacted] meurt pas. »*

MÉPRISE A TOULOUSE

(De notre corresp. régional.)

Toulouse. — Dans la nuit de vendredi à samedi, [redacted] pouvait croire, [redacted] Toulouse, [redacted] l'exécution [redacted] Joseph Keller et [redacted] Marcellin Horneich aurait lieu à l'aube [redacted] 8 janvier. En effet, la garde avait été renforcée [redacted] la prison Saint-Michel où sont incarcérés [redacted] meurtriers du couple d'étudiants britanniques, et [redacted] fourgonnettes [redacted] police urbaine avaient tourné toute [redacted] nuit dans ce quartier [redacted] route [redacted] Carcassonne. On avait même vu pénétrer dans la [redacted] d'arrêt un camion qui aurait pu servir au transport des [redacted] justice

Mais, dans l'après-midi [redacted] samedi, Mes Philippe Amouroux [redacted] Emile Pollak, avocats [redacted] Marcellin Horneich, [redacted] Alain Furbury [redacted] Paul Cousin, [redacted] Joseph Keller, [redacted] savoir aux [redacted] jeunes gitans [redacted] leur visite du mercredi précédent [redacted] l'Elysée avait abouti à la grâce présidentielle. — L. P.

Les commentaires [redacted] la presse parisienne

[redacted] un [redacted] lettres rouges — « Deux assassins graciés » — [redacted] *LIBERE* consacre toute [redacted] « une » aux deux béné-[redacted] la grâce présidentielle, que l'on [redacted] photographie jouer aux [redacted] gardiens [redacted] prison : « *Les [redacted] monstres viennent de sauver leur tête par la grâce présidentielle, au nom [redacted] « libéra-[redacted] ». [redacted] même « libéra-[redacted] » qui leur permettait [redacted] jouer [redacted] gardiens, [redacted] cour [redacted] la prison [redacted] Toulouse. Pendant ce temps, [redacted] familles [redacted] pleurent [redacted] jeunes gens, innocentes victimes dont les as-[redacted] se distraient en pratiquant [redacted] pétanque, maniant, [redacted] doute, [redacted] avec autant [redacted] que... [redacted] couteau ! »*

[redacted] *LE FIGARO*, [redacted] titre : « Un [redacted] à la mort [redacted] », [redacted] Macaigne [redacted] notamment :

« Il [redacted] peut y avoir [redacted] malen-[redacted] Le président [redacted] dernier ressort. Il juge selon sa [redacted] et [redacted] sent [redacted] aucune [redacted] liée par l'avis [redacted] tel ou [redacted] ses conseillers. [redacted] complètement seul. (...)

« [redacted] somme, [redacted] pourrait [redacted] chef [redacted] d'un « patron » brusquement [redacted] la nécessité d'un arbitrage [redacted] consulte. Puis, seul, il agit. On imagine [redacted] intérieur pour [redacted] homme de gouvernement, responsable [redacted] la puissance temporelle... »

De son [redacted] *L'AURORE*, Jean [redacted] commente « [redacted] deux grâces du président Giscard » :

« [redacted] ne signifie point l'amnistie. [redacted] condamnés sont promis maintenant à une [redacted] perpétuelle. [redacted] celle-ci [redacted] poursuit rarement jusqu'à la mort [redacted] l'intéressé. Par le [redacted] des grâces [redacted] réductions de peine, [redacted] *parler* [redacted] *libertés conditionnelles, sans oublier non plus les permissions. Keller [redacted] Horneich peuvent très bien [redacted] retrouver [redacted] l'air libre d'ici [redacted] dizaine d'années, [redacted] ils peuvent d'ailleurs rester aussi [redacted] prison pendant vingt [redacted] (...)*

« [redacted] Horneich, [redacted] un jour au premier plan [redacted] l'actualité judiciaire ? Le public n'approuvera vraiment [redacted] décision [redacted] président de [redacted] République que si [redacted] est fait pour que la réponse soit négative. De ces bêtes sauvages qu'étaient Keller [redacted] Horneich, [redacted] prison [redacted] faire des gens civilisés, sinon elle ne sert à rien. »

LE QUOTIDIEN DE PARIS, « *en attendant* [redacted] « *grand* [redacted] » *national* », constate, sous la plume [redacted] Louis-Marie [redacted] :

« M. Giscard d'Estaing [redacted] abolitionniste - mais. *Hostile [redacted] la peine de mort, [redacted] considère qu'il n'est [redacted] dans [redacted] pouvoirs de la supprimer de fait, [redacted] faisant de [redacted] droit [redacted] grâce un usage systématique.* [redacted] aversion profonde [redacted] *déclarée pour la guillo-[redacted] devrait l'inciter, [redacted] domai-[redacted] plus qu'en tout autre, à réformer promptement. Le préalable du grand* [redacted] national, *toujours ajourné, ressemble fort [redacted] dérobade.*

« Aucun [redacted] n'a jamais aboli [redacted] peine [redacted] mort sous la pression populaire. [redacted] s'agit toujours [redacted] acte [redacted] courage [redacted] gouvernement. Rechercher le soutien de l'opinion [redacted] telle entreprise est un leurre. La France, dès la prochaine [redacted] *parlementaire, pourrait être abolitionniste. Il [redacted] pour cela [redacted] l'essentiel : [redacted] volonté politique. »*

Rappelant que [redacted] président [redacted] République [redacted] rejeté le [redacted] en grâce [redacted] Ranucci, *L'HUMANITE* s'inter-[redacted] :

« Pourquoi [redacted] uns ? Pourquoi pas l'autre ? [redacted] questions [redacted] n'élucidera [redacted] grâce, qui n'[redacted] parce qu'existe [redacted] peine capitale. Pour ou [redacted] peine [redacted] mort, [redacted] débat. »

[redacted] question : « [redacted] *guillotine réservée aux* [redacted] *d'enfants ?* », Dominique [redacted] écrit dans [redacted] :

« Après [redacted] double grâce, [redacted] peut, [redacted] sûr, se [redacted] quels sont [redacted] critères [redacted] lesquels [redacted] fonde Giscard [redacted] l'accorder [redacted] refuser. (...) [redacted] précédentes déclarations, Giscard [redacted] être contre [redacted] peine [redacted] mort, sauf justement [redacted] « par-ticulièrement odieux » *d'enfants et [redacted] pratique ten-[redacted] démontrer que, [redacted] publique exige, [redacted] semble [redacted]*

Espérons qu'il était [redacted] lors-qu'il déclarait [redacted] avocats de Keller et de [redacted] qu'il [redacted] « adversaire de la peine de mort » *[redacted] faisant [redacted] intervention parlementaire, il [redacted] sait que «* [redacted] *plus* « proche possible, [redacted] » primée. »

[redacted] part, *ROUGE* [redacted] de-[redacted] si la [redacted] deux [redacted] « pour but [redacted] « *préparer l'exécu*[redacted] Henry : « [redacted] *grâces* [redacted] *une semaine avant que [redacted] s'ouvre, [redacted] Troyes, [redacted] procès [redacted] Henry, accusé [redacted] du petit Philippe Bertrand. Ont-elles pour [redacted] de mieux permettre [redacted] condamnation à [redacted] l'exécu-[redacted] Patrick Henry ? »*

L'enquête sur le meurtre de Jean de Broglie apparaît de plus en plus confuse

Valse [redacted] sociétés, révélations, confidences, allusions, accusations, [redacted] officieuses [redacted] officielles, *curriculum vitae* [redacted] plu-[redacted] « palmarès » [redacted] et [redacted] autres, [redacted] enrichis. L'affaire [redacted] Broglie apparaît chaque jour davantage [redacted] une [redacted] se mêlent, [redacted] gré [redacted] hypothèses [redacted] informations [redacted] toujours [redacted] — [redacted] peuvent-elles l'être ? — [redacted] trafics : armes, pétrole, whisky, drogue, devises ; tous [redacted] : policiers, dévoyés, [redacted] truands, parlementai-[redacted] hommes d'affaires louches, renseignements généraux ; [redacted] tes [redacted] pratiques : intimidations, chantages, manœuvres financières, manipulations policières, trafic d'influences.

La personnalité à [redacted] du député assassiné, la multiplicité de [redacted] activités officielles ou officieuses, [redacted] nature très particulière [redacted] ses fréquentations, avaient suffi [redacted] donner à l'affaire un [redacted] compliqué, [redacted] constituer la [redacted] d'un mauvais [redacted] d'espionnage. Tout [redacted] qui s'est greffé par [redacted] suite ne pouvait évidemment [redacted] rajouter à l'imbroglio.

[redacted] exemple, [redacted] informations de [redacted] policière : après avoir fait savoir officiellement [redacted] l'enquête était close, [redacted] coupables démasqués, la police vient en quelques jours [redacted] distiller, [redacted] fois par un [redacted] officieux, trois « [redacted] » : d'abord [redacted] policier Simoné possédait un gadget, l'Eurosignal, qui [redacted] mettait en [redacted] directe et permanente avec des commanditaires présu-[redacted] Ensuite [redacted] enquêteurs avaient [redacted] mains une lettre prouvant de manière irréfutable, le mobile d'intérêt. Et, nouvelle piste [redacted] nouvelle tentative pour brouiller les pistes, voici, rapportée [redacted] *Point*, que dans [redacted] cadre d'une enquête officiellement terminée la police confie qu'elle s'intéresse à une affaire [redacted] faux bons [redacted] Trésor survenue il y a quelques mois.

Trafic de faux bons du Trésor

Ce nouvel « élé[illegible]nt » vient s'ajouter [redacted] dossier de Guy Simoné, l'inspecteur principal de police, maître d'œuvre présumé [redacted] l'exécution de M. [redacted] Broglie [redacted] personnage [redacted] doute important [redacted] affaire.

Au cours de l'été 1975, un trafic [redacted] faux bons du Trésor [redacted] découvert [redacted] région parisienne. Guy Simoné, affecté à l'époque à la brigade [redacted] de Viroflay, aurait essayé [redacted] faire payer, [redacted] 17 juin 1975, un bon du Trésor [redacted] 1 [redacted] francs au bureau [redacted] poste [redacted] Marly-le-Roi (Yvelines), ville où résidait le policier. [redacted] suite, plus aucun faux bon du [redacted] ne devait être écoulé dans [redacted] département [redacted] Yvelines. Le parquet de Versailles avait transmis le dossier au parquet de [redacted] qui, déjà saisi, [redacted] une information [redacted] confié le dossier au juge d'instruction. Mais la police [redacted] Guy Simoné y [redacted] impliqué.

Devant cette nouvelle « infor-[redacted] » policière [redacted] ne [redacted] garder une certaine réserve ? Le précédent de [redacted] lettre « [redacted] blante » pour les présumés com-[redacted] crime force en [redacted] cas à la prudence. Car, en définitive, ce sont trois lettres, et non pas deux, qui auraient [redacted] échangées [redacted] MM. [redacted] de Broglie [redacted] Patrick Allenet [redacted] Ribe-[redacted] affirme Me Raymond de Geouffre [redacted] la Pradelle, [redacted] de M. [redacted] Ribemont (*le* [redacted] 9-10 janvier). La première, qui date du début du [redacted] décembre 1975, et [redacted] du [redacted] décembre de [redacted] même année, étaient [redacted] quelque sorte une [redacted] contrat passé [redacted] deux hommes, juste [redacted] l'attribution [redacted] prêt fin décembre [redacted]

[redacted] la troisième, [redacted] environs du 20 janvier 1976, figurait pour la première [redacted] comme condition expresse [redacted] l'extinction [redacted] la dette, selon [redacted] la Pradelle, [redacted] « mort naturelle » du député [redacted] l'Eure. [redacted] trois lettres auraient, [redacted] l'avocat de [redacted] Ribemont, été signées par M. de Broglie.

D'autres éléments, [redacted] fil [redacted] jours, [redacted] ajouter [redacted] la confusion : par exemple, les révélations [redacted] cesse promises [redacted] différées [redacted] de Varga dit vouloir [redacted] Par exemple aussi, [redacted] « agressions » qui viennent [redacted] produire en quelques jours en [redacted] l'affaire.

Après celle dont [redacted] victime, [redacted] soirée du 7 janvier, Mme [redacted] trateur de la rôtisserie [redacted] la Reine Pédauque, un journaliste enquêtant sur l'affaire [redacted] Broglie, M. Hubert Lassier, [redacted] l'agence SIPA, a été victime, [redacted] nuit du jeudi [redacted] vendredi 7 janvier, d'un étrange accident. « [redacted] *pris ma voiture* [redacted] h. [redacted] *et je me souviens avoir remonté la* [redacted] *François-Ier*, a-t-il déclaré. *C'est là mon dernier souvenir. Je [redacted] suis [redacted] au Bois [redacted] Boulogne, [redacted] voiture avait percuté contre un pylone. J'avais au cou [redacted] blessure qui a [redacted] dix points [redacted] suture.*

« *J'ai [redacted] possession*, a ajouté [redacted] Lassier, *un dossier comprenant [redacted] éléments qui n'ont encore jamais [redacted] publiés, et notamment [redacted] certains [redacted] bonnets [redacted] sur la [redacted] section [redacted] renseignements généraux. [redacted] dos-[redacted] fait [redacted] compromission [redacted] nombreux policiers [redacted] Guy Simoné.* »

UNE DÉCLARATION DE M. MITTERRAND [redacted] EUROPE 1

A propos de l'affaire [redacted] Broglie, [redacted] Mitterrand [redacted] Europe 1, [redacted] article de *l'Unité* [redacted] lequel il écrivait notamment : « *Le mouvement du temps veut [redacted] l'assassin peut espérer des circonstances atténuantes, on [redacted] refuse [redacted] victime* » (*Le Monde* du 8 janvier). Le premier secrétaire du P.S. [redacted] précisé :

« *En général, [redacted] affaire [redacted] droit commun, [redacted] celles qui sont souvent décrites [redacted] les journaux — il s'en produit [redacted] les jours, — oui, c'est vrai, j'ai quand même tendance à plaindre davantage [redacted] victime [redacted] l'assassin. [redacted] cette position est choquante, je [redacted] bien que l'on m'explique en quoi [redacted] trompe. Cependant, [redacted] partir [redacted] cette phrase [redacted] conclure qu'un [redacted] doit [redacted] disposer [redacted] circonstances atténuantes, [redacted] contraire à ce qu'ont exprimé [redacted] politique et [redacted] conceptions personnelles depuis trente ans.* (...)

« [redacted] *propos sont tout [redacted] fait détachés [redacted] cadre [redacted] l'affaire [redacted] Broglie. [redacted] que, dans cette affaire, les [redacted] de cet important parlementaire — [redacted] un [redacted] responsables d'un grand parti — [redacted] conduits [redacted] son égard, [redacted] sorte d'aban-[redacted] de [redacted] général, sans [redacted] l'on sache pourquoi. [redacted] plus, la conférence de presse de [redacted] Po-[redacted] pour le moins [redacted] heureuse, [redacted] dire offen-[redacted]* »

Faits et jugements

Vol à la cathédrale de [redacted]

Après avoir découpé au chalumeau les barreaux qui séparent la salle [redacted] trésor [redacted] la nef principale [redacted] Santa-Maria-de-Murcie, au sud [redacted] l'Es-[redacted] déro-[redacted] janvier une partie [redacted] objets d'art enfermés [redacted] l'édifice. [redacted] vingt-quatre [redacted] volées, [redacted] huit [redacted] pierres précieuses, [redacted] quotidien [redacted] *ABC* [redacted] plus [redacted] millions [redacted] pesetas (environ [redacted] millions [redacted] francs). Le butin comporte [redacted] bijoux [redacted] la vierge [redacted] Puensanta, et [redacted] pectorale et [redacted] cardinal Belluga, évêque de Murcie au dix-[redacted] siècle.

Le double crime de Limoges : cinq interpellations.

Après huit jours d'enquête, les gendarmes [redacted] Limoges [redacted] arrêté ou [redacted] cinq [redacted] soupçonnées d'être impliquées [redacted] le meurtre [redacted] Jean-Fran-[redacted] Langlois, [redacted] un [redacted] de Bernard Caminade, trente-cinq [redacted] dont [redacted] ont été découverts le [redacted] décembre [redacted] une voiture [redacted] Saint-Priest-sous-Aixe (Haute-Vienne). Les [redacted] été tués [redacted] de [redacted] près [redacted] Milhac-de-Nontron (Dordogne), parce qu'ils auraient refusé [redacted] participer [redacted] un cambriolage. Les gérants du centre, [redacted] Balcaen, [redacted] quarante-deux [redacted] son [redacted] Hautin, âgée de trente-deux ans, ont été [redacted] prison de Limoges [redacted] l'inculpation [redacted] complicité d'homicide volontaire. [redacted] policiers ont également appréhendé, [redacted] Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), Guy Dupuis, trente [redacted] dit Ange [redacted] épouse, et, [redacted] Bordeaux, [redacted] trente [redacted] domicilié à Mons (Belgique). — (*Corresp.*)

● [redacted] *Anne-Marie Droguet*, [redacted] jeune [redacted] de trente-deux ans qui, en compagnie de sa fille [redacted] de [redacted] avait commis, le 3 janvier dernier, [redacted] hold-up, armée d'un pistolet [redacted] l'agence [redacted] lyonnais d'Andrézieux-Bouthéon (Loire) (*le* [redacted] du 6 janvier), a été [redacted] 8 janvier. Mme Droguet, veuve, [redacted] sept [redacted] qui [redacted] 6 810 F, avait été arrêtée quelques minutes plus tard après [redacted] attaque. En sortant [redacted] prison, la jeune [redacted] appris qu'elle n'avait plus de logement [redacted] que son ami l'avait quittée.

● *M. Gérard Nicoud*, secrétaire général [redacted] CID-UNATI, [redacted] décidé [redacted] appel de la [redacted] prononcée par le [redacted] tionnel [redacted] Vesoul : quatre [redacted] d'emprisonnement [redacted] 1 000 francs d'amende pour vio-[redacted] voies de fait à agent [redacted] publique (*le* [redacted] du 7 janvier 1977).

PRISONS-TAUDIS ET GARDIENS SURCHARGÉS

Les évasions de détenus se multiplient en Italie

De notre correspondant

[redacted] — *Officiellement ouverte par [redacted] discours d'usage, [redacted] judiciaire en [redacted] a surtout commencé [redacted] spectaculaires. [redacted] armés [redacted] enfuis le 2 [redacted] de [redacted] prison [redacted] Trévise ont [redacted] jours [redacted] tard, [redacted] Fossombrone, [redacted] Marches, [redacted] quatre prisonniers qu'un [redacted] sortie. Il [redacted] s'agit [redacted] puisqu'on [redacted] enregistré trois [redacted] cinquante-neuf évasions [redacted] 1976* (1) [redacted] *une trentaine [redacted] en France pendant la [redacted] période.*

Les prisons [redacted] péninsule [redacted] « [redacted] ». [redacted] s'enfuit [redacted] partout [redacted] par [redacted] les moyens. [redacted] bâtiment [redacted] vraiment sûr, aucun [redacted] n'est épargné. [redacted] trois [redacted] cinquante-neuf pensionnaires portés manquants [redacted] 1976, trente [redacted] un provenaient [redacted] hôpitaux civils, quarante-trois [redacted] affectés [redacted] l'exécution [redacted] peines, [redacted] trente-huit [redacted] d'arrêt (mais qui faute de place ailleurs accueillent [redacted] condamnés) [redacted] quarante-sept [redacted] instituts [redacted] travail surveillé.

C'est dire que même les pri-[redacted] frappés [redacted] ou ayant [redacted] purgé [redacted] grande partie [redacted] leur peine choisissent la liberté anticipée. [redacted] 7 à 8 %, les évasions sont [redacted] fait de permissionnaires qui, ayant goûté [redacted] grand air pendant quelques jours — pour [redacted] conduite [redacted] familiales, — n'ont plus [redacted] cœur [redacted] dans ces [redacted] souvent les établissements pénitentiaires [redacted]

[redacted] retenir les prison-[redacted] ? [redacted] évidemment songé [redacted] renforcer [redacted] peines, qui sont relativement [redacted] : [redacted] mois [redacted] cinq ans pour [redacted] ou [redacted] pagnée [redacted] violences, avec une remise aux [redacted] repentis. Une modification [redacted] pénal [redacted] entrer en vigueur dans [redacted] prochains jours.

Deuxième [redacted] : [redacted] surveillance des pri-[redacted] 1975, [redacted] nombre des détenus est passé de 20 800 [redacted] 32 100, alors que [redacted] des gar-[redacted] passait [redacted] 12 300 [redacted] En [redacted] collègue [redacted] la défense, [redacted] la justice vient [redacted] proposer [redacted] la surveillance extérieure soit confiée [redacted] des volontaires choisis parmi [redacted] militaires du contingent [redacted] permettre aux gardiens attirés de [redacted] davantage — [redacted] plus intelligemment — à l'activité in-[redacted] prisons. Cette [redacted] ne fait [redacted] l'unanimité.

[redacted] en troisième lieu qu'il convient [redacted] développer [redacted] techniques [redacted] surveillance (audiovisuels, [redacted] et, d'une manière générale, d'améliorer l'aménagement [redacted] locaux. Actuellement, la capacité [redacted] ceux-ci est dépassée de 30 %. Le ministère de [redacted] justice prévoit [redacted] restructuration [redacted] vingt-sept [redacted] pénitentiaires [redacted] cinquante-quatre nouveaux. [redacted] permettrait [redacted] — [redacted] de [redacted] le financement [redacted] — de séparer les vrais « profession-[redacted] » des petits délinquants [redacted] des [redacted] jugées.

[redacted] prévenus, [redacted] la [redacted] tribunaux, représentent près [redacted] tiers [redacted] détenus (vingt mille sur [redacted] mille). Il ne sert à rien de renforcer la [redacted] l'on ne résout [redacted] ce problème initial. Les autorités [redacted] accélérer [redacted] réforme du système juridique, qui prévoit entre [redacted] une [redacted] répartition [redacted] tri-[redacted] l'institution du juge unique [redacted] procès [redacted] première instance.

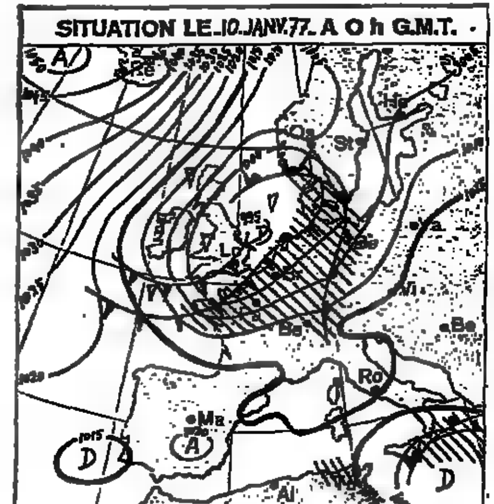
Il [redacted] un [redacted] que [redacted] débloque rapidement. A [redacted] un [redacted] général [redacted] la Cour de [redacted] qui vient d'inaugurer [redacted] judiciaire par un [redacted] pessimiste, près de [redacted] millions [redacted] dossiers [redacted] dans les tribunaux au milieu [redacted] dernier. Il est peut-être bon que la police [redacted] incapable [redacted] plupart [redacted] criminels : où emprisonnerait-on [redacted] 75 % [redacted] délits impunis en [redacted]

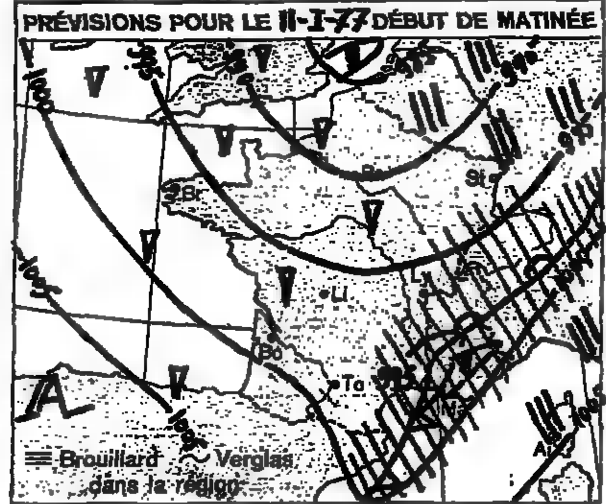
ROBERT SOLÉ.

(1) [redacted] qui [redacted] la France, 31 évasions [redacted] ont eu [redacted] chiffres [redacted] respectivement [redacted] 36 [redacted] pour 1975. [redacted] 1er [redacted] la population pénitentiaire française [redacted] 13 962 prévenus.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE





Lignes d'égale hauteur de baromètre [redacted] en millibars [redacted] mb vaut environ [redacted] mm) Zone [redacted] pluie [redacted] neige ▼averses orages ➡ Sens de la marche [redacted] fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable [redacted] temps [redacted] France [redacted] le lundi [redacted] janvier à 0 heure [redacted] 11 janvier à [redacted] :

[redacted] perturbation pluvio-neigeuse qui [redacted] la [redacted] se déplacera lentement vers [redacted] sud-est. Elle apportera [redacted] aggravation sur [redacted] l'est du [redacted] que, plus au nord, [redacted] temps [redacted] plus froid [redacted] plus instable, [redacted] giboulées.

Mardi, [redacted] temps [redacted] à couvert [redacted] Pyrénées centrales et [redacted] régions méditerranéennes au [redacted] avec [redacted] de pluie ou [redacted] neige, ces [redacted] assez [redacted] altitude. [redacted] précipitations risquent [redacted] assez [redacted], surtout [redacted] sud [redacted]. L'après-midi, un [redacted] plus [redacted] s'établira près [redacted] golfe du [redacted] [redacted] près des côtes et [redacted] montagne. [redacted] températures [redacted] et les [redacted] sans grand changement.

Sur [redacted] reste [redacted] la France, le temps sera plus [redacted] des [redacted] nuageux [redacted] ou [redacted] neige, qui alterneront avec quelques [redacted] cies. [redacted] en direction, seront [redacted] irréguliers.

Lundi 10 janvier, [redacted] 7 [redacted] pression atmosphérique [redacted] au [redacted] de la [redacted] à Paris-Le Bourget, [redacted] 997,1 millibars, [redacted] 747,9 millimètres de mercure.

Températures ([redacted] premier chiffre indique [redacted] enregistré au cours de la journée du 9 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 9 au 10) : Ajaccio, [redacted] degrés ; Biarritz, 7 et —1 ; Bordeaux, 2 et 2 ; [redacted] 1 ; Caen, 7 et 1 ; Cherbourg, 8 [redacted] 1 ; Clermont-Ferrand, [redacted] et 1 ; Dijon, [redacted] 1 ; Grenoble, 1 et —3 ; Lille, [redacted] et 0 ; Lyon, 1 et —1 ; Marseille, 3 [redacted] —1 ; Nancy, [redacted] et 1 ; [redacted] 7 et 4 ; Nice, 13 et 5 ; Paris-Le Bourget, 6 et 3 ; Pau, 5 et —5 ; Perpignan, 1 [redacted] —1 ; Rennes, 7 [redacted] 2 ; Strasbourg, 2 et 1 ; Tours, [redacted] 3 ; Toulouse, 2 [redacted] —4 ; Pointe-à-Pitre, [redacted] et 32.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 12 [redacted] degrés ; Amsterdam, 5 et 1 ; Athènes, [redacted] 9 ; Berlin, [redacted] 1 ; Bonn, 5 [redacted] 3 ; Bruxelles, [redacted] 3 ; [redacted] Canaries, 19 et 14 ; Copenhague, 1 [redacted] 1 ; Genève, 1 [redacted] —1 ; Lisbonne, 13 [redacted] 5 ; Londres, 8 et 0 ; [redacted]d, 10 et —2 ; Moscou, —6 et —10 ; New-York, —2 et —4 ; Palma-de-Majorque, [redacted] 2 ; [redacted] 12 [redacted] 5 ; Stockholm, —5 [redacted] —13 ; Téhéran, 1 [redacted] —8.

Visites, conférences

MARDI 11 JANVIER

VISITES GUIDEES ET [redacted]NADES. — Caisse nationale des monuments historiq[redacted] h. 45, 11, quai Conti : « [redacted] Monnales [redacted] des [redacted] ». — 15 h., devant l'église Saint-Germain-des-Prés, Mme [redacted] : « [redacted] abbaye [redacted] Saint-Germain-des-Prés et l'îlot piétonnier ». — [redacted] heures, 17, quai d'Anjou, [redacted] Garnier-Ahlberg : « Hôtel de Lauzun ». — 15 h., 62, boulevard Haussmann, [redacted] : « [redacted] du Prin[redacted] ». — [redacted] h., [redacted] la chapelle, place [redacted] la Sorbonne, Mme O[redacted] : « Chapelle, amphis [redacted] 1900 à la Sorbonne ». — [redacted] h., 1, [redacted] Saint-Louis-en-l'Ile : « [redacted] l'île Saint-Louis » (A travers Paris). — 15 h., 11, rue Payenne : « [redacted] l'institut Tessin à l'hôtel [redacted] » (Paris [redacted] son histoire). — [redacted] h. 30, 21, rue [redacted] Louis-en-l'Ile : « [redacted] » [redacted] Rouch-Gain).

[redacted] — [redacted] h. 30, Institut catholique de Paris, 21, rue [redacted] : « Cours [redacted] d'histoire » (Université du [redacted] de la [redacted] troisième âge). — [redacted] h., [redacted] Palais, M. [redacted] : « L'art [redacted] et [redacted] » (Association pour le [redacted] tien et la diffusion [redacted] l'art). — 21 h., 68, [redacted] la [redacted] M. Jacques [redacted] : « Astrologie et judaïsme » (AISCAI). — 21 h., 76, rue Bonaparte, [redacted] D. Nicolle D.C. : « [redacted] dantale [redacted] Maharishi Mahesh Yogi ».

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* [redacted] 9 janvier 1977 :

DES [redacted]

● Portant applica[redacted] dispositions du code [redacted] travail relatives [redacted] la prime de [redacted] jeunes.

● [redacted] application [redacted] dispositions du [redacted] travail relatives aux [redacted] mobilité géographique.

● Instituant un [redacted] d'avalanches.

● [redacted] R [redacted] du code [redacted] assurances relatif à [redacted] comptabilité [redacted] entreprises [redacted].

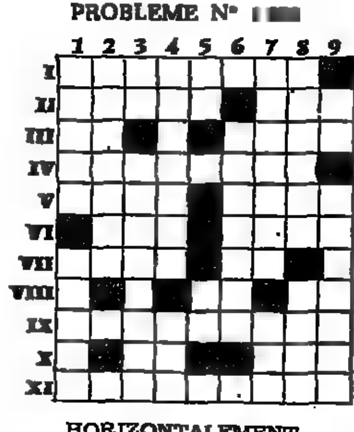
Exposition

CENT VINGT MILLE VISITEURS DEVANT L'ARCHE DE NOËL

En raison de son succès, l'exposition de l'Arche de [redacted] organi[redacted] la [redacted] la Radio, [redacted] été prolongée jusqu'au dimanche 9 janvier au soir. Plus de [redacted]t vingt mille [redacted] ont défilé devant les animaux naturalisés, ce qui constitue un record depuis la fondation de la Maison de la Radio. Les jeunes étaient en majorité, et les plus zélés pour prendre notes, croquis et photos. L'un des spécimens exposés était particulièrement rare : c'était le premier plongeon à bec blanc [redacted] en France... [redacted] « mazouté ».

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° [redacted]



HORIZONTALEMENT

I. Un lieu où l'on veille spécialement à l'instruction. — [redacted] Doit s'attendre [redacted] dépouillé lors de son passage en ce bas monde ; Rayon. — III. Prénom ; Impossible de les réprimer. — IV. Prenait tout au tragique. — V. Foudre de guerre ; Evoque un point. — VI. Orientation ; Terme de mémoire. — VII. Egrillards ; Partie du monde. — VIII. Symbole ; Fut un endroit très mal fréquenté. — IX. Diminue par compression. — X. Pronom ; Réduisit de volume. — XI. Personne ne souhaite les avoir à l'œil.

VERTICALEMENT

1. Une des rares préoccupations de jeunes mammifères ; Discrète quand elle est légère. — 2. [redacted] tordent donc facilement. — 3. Abréviation ; Ferait preuve de finesse. — 4. Appartiennent au genre humain ; [redacted]urs étranger. — [redacted] Théâtre d'une importante migration ; Abréviation. — 6. N'ont guère l'habitude de foncer. — 7. Défaut vraiment désolant ; Roula. — 8. Se livre à un certain déchirement ; Supplée au muscle défaillant. — 9. Localité de France ; Réduiras en parcelles.

Solution du problème n° 1 657

Horizontalement

I. Naturel. — II. Ouragan. — III. Ide ; Dû. — IV. Raserez. — V. Corée ; Ne. — VI. Mirais ; Or. — VII. Ues ; Ste. — VIII. Su ; Renait. — IX. Excessifs. — X. Am ; Ni. — XI. Sapidités.

Verticalement

1. Noir ; Musées. — 2. Audacieux. — 3. Trésors ; Cap. — 4. U.A. ; Era ; Rémi. — 5. R.G. ; Reines. — 6. Excées ; N.S. — 7. L.N. ; Saint. — 8. Notifie. — 9. Couperets.

GUY BROUTY.

● CREATION D'UNE NOUVELLE ASSOCIATION POPULAIRE FAMILIALE. — [redacted] différentes régions (Alsace, Picardie, Normandie, Rhône-Alpes, Midi), qui ont [redacted] transformation [redacted] juin [redacted] la Confédération nationale [redacted] ciations populaires [redacted] (C.N.A.P.F.) en Confédération syndicale [redacted] vie, viennent de créer un comité national d[redacted] populaires [redacted].

★ M. G. Harotounian, 18, avenue Marie-Amélie, 60500 Chantilly.

AÉRONAUTIQUE

DES PERFECTIONNEMENTS TECHNIQUES SERONT APPORTÉS AU SUPERSONIQUE SOVIÉTIQUE TUPOLEV-144

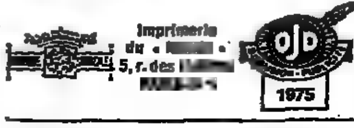
[redacted] Moscou, l'agence Tass rapporte que [redacted] travaux, qualifiés [redacted] par l'agence de [redacted] soviétique, [redacted] entrepris [redacted] perfectionner l'avion soviétique [redacted] transport [redacted] super[redacted] Tupolev-144. [redacted] soviétique [redacted] l'aviation civile, M. Boris Bougaev, [redacted] indiqué que [redacted] du Tupolev-144 continueront [redacted] 1977, sans préciser la [redacted] d'entrée [redacted] régulier de l'avion.

[redacted] officielles rompent [redacted] le silence, maintenu jusqu'à présent, sur l'avenir commercial du Tupolev-144 après [redacted] rumeurs, [redacted] occidentale, [redacted] lesquelles [redacted] supersonique soviétique connaît [redacted] difficultés techniques [redacted] janvier). Le Tupolev-144, concurrent [redacted] franco-britannique qui vole [redacted] d'Air [redacted] et de [redacted] Airways, ne [redacted] à ce jour, [redacted] payants, [redacted] il achemine [redacted] marchandises pondér[redacted] du fret pos[redacted] entre [redacted] et Alma-Ata ([redacted]

Les rumeurs sur [redacted] ennuis techniques du Tupolev-144 ont reçu quelque crédit, dans [redacted] milieux [redacted] après l'annonce d'un [redacted] l'administration soviétique [redacted] la firme britannique Lucas [redacted] livraison, par cette d[redacted] d'un système [redacted] électronique chargé [redacted] la régulation des réac[redacted] du Tupolev.

La fourniture à l'Union soviétique d'un [redacted] équipement demeure, toutefois, soumise à [redacted] du gouvernement britannique. [redacted] experts [redacted] redoutent, en effet, que ce dispositif perfectionné, qui permettrait de réduire la consommation des réacteurs et d'assurer le [redacted] post-combustion, ne [redacted] terme pour [redacted] réacteurs [redacted] bombardier soviétique [redacted] en chantier. Cependant, [redacted] principe conclu [redacted] Aerospace [redacted] indiquer que [redacted] Soviétiques n'ont [redacted] mettre en service [redacted] la version [redacted] Tupolev-144, [redacted] qu'ils [redacted] concevoir un [redacted] sonique.

[redacted] par la S.A.R.L. [redacted]
Gérants :
Jacques Fauvet, [redacted] la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « [redacted] » 5, r. des [redacted]

Commission paritaire des journaux [redacted] : n° 57437.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Un visage, cent questions

Plutôt décevant, [redacted] nouveau jeu lancé [redacted] sur [redacted]. Il s'agit, rappelons-le, pour Pierre Dumayet, [redacted] deviner qui [redacted] interlocuteur invi[redacted] dans une pièce voisine, dont la voix [redacted] lui parvient [redacted] déformée. [redacted] part bien, [redacted] tourne [redacted] Dumayet [redacted] « questions sans visage » donc, et l'autre répond [redacted] impossibles [redacted] effectivement. Nous, [redacted] très [redacted] secret, [redacted] la semaine, [redacted] l'occurrence Georges Séguy, [redacted] son teint rose [redacted] sa voix chaude, toujours méconnaissable [redacted] seul Dumayet.

Les questions [redacted] présent — [redacted] y [redacted] a cent enregistrées d'avance, — [redacted] secrétaire général [redacted] C.G.T. les [redacted] lui-[redacted] en [redacted] au [redacted] un [redacted] questions [redacted] : Achèteriez-vous [redacted] maison [redacted] ? Oui, pourquoi pas. [redacted] à l'abri [redacted] délire, [redacted] gâtisme ? Pour [redacted] moment, oui ; Regrettez-[redacted] savoir chanter ? Non, chanter, il [redacted] cela, [redacted]. [redacted] rengaines languedo[redacted] particulier. Le Languedoc, ah ! tiens... Cette [redacted] Dumayet n'est [redacted] long [redacted] deviner [redacted] qui il s'agit. Terminée, [redacted] peine commencée, l'émission, à partir [redacted] moment-là, ne présente [redacted] grand intérêt. Ce n'est plus [redacted] devinette, c'est [redacted] banale interview.

[redacted] a-t-on appris que M. Georges Séguy [redacted] pas[redacted] conduite automobile, qu'il aime marcher à travers champs [redacted] fourrés un fusil en bandoulière, qu'il n'est [redacted] superstitieux, qu'il a gardé un mauvais souvenir de [redacted] séjour en prison pendant l'occupation, qu'il fréquente [redacted] catholiques, il en compte même parmi [redacted] amis, et [redacted] s'il répugne [redacted] chander. le prix d'un objet, [redacted] aime négocier un relèvement [redacted] salaires.

Après quoi [redacted] vieux amis [redacted] lui [redacted] venus apporter [redacted] der[redacted] touches au portrait [redacted] surprise [redacted] ce militant, amateur [redacted] pêche [redacted] ligne, bon père de famille, [redacted] ce lutteur poursuivi par « les forces [redacted] répression » [redacted] l'occasion d'une manifestation [redacted] 1947, [redacted] « gamin de France » déporté [redacted] père Riquet, [redacted] sourire [redacted] l'inlassable appel [redacted] la solidarité savaient braver l'adversité.

[redacted] faudrait peut-être songer [redacted] modifier la [redacted] de [redacted] charade [redacted] bien alors choisir pour [redacted] résoudre [redacted] invités moins avisés, moins roublards, que les habitués du Tout-télé.

Les hommes [redacted] question, [redacted] musées imaginaires [redacted] M. X... [redacted] M. Y..., [redacted] questions sans visage, réunissant toujours autour d'un micro [redacted] partenaires, on ne s'amuse plus qu'à cela, [redacted] présent, [redacted] l'écran. Et si [redacted] jouait [redacted] chose pour changer ?

Signalons à l'heure de « D'accord, [redacted] d'accord », [redacted] mise en garde [redacted] l'Institut national [redacted] consommation, samedi, contre l'abus [redacted] sucreries, [redacted] d'obésité et [redacted] caries dentaires. [redacted] modèle de clarté concise et détaillée. Les producteurs [redacted] cette émission, hélas ! très inégale — elle est pourtant d'utilité publique, — devraient s'en inspirer à l'avenir.

CLAUDE [redacted]

LE T.N.P. SUR FRANCE-INTER

Invité [redacted] Jean-Pierre Elkabbach au magazine 12-14 le 9 janvier pour parler du T.N.P., Roger Planchon s'est vu arrêté [redacted] un piquet de grève [redacted] comédiens qui lui [redacted] de ne [redacted] participer à [redacted]

Roger Planchon, « *personnelle[redacted] qui [redacted] à [redacted] création* », n'a cependant [redacted] voulu [redacted] la possibilité qui [redacted] d'informer sur [redacted] situation théâtrale [redacted] rencontrer M. Jacques Rigaud — directeur [redacted] cabinet [redacted] lorsque celui-ci [redacted] ministre de la culture. — Pierre Sabbagh, producteur [redacted] théâtre [redacted] soir, [redacted] Françoise Giroud, secrétaire [redacted] culture.

La discussion s'est engagée [redacted] masse du public intéressé par [redacted] théâtre, sur l'aspect politique [redacted] boulevard, sur l'inégalité de l'information donnée [redacted] culture [redacted] phénomènes [redacted] spectacle et [redacted] sport, [redacted] économique, sur [redacted] contraignants [redacted] nationaux.

Roger Planchon [redacted] rappelé que [redacted] toujours vécu [redacted] subventions. Il [redacted] déclaré [redacted] si [redacted] politiques appliquent [redacted] règles [redacted] la démocratie en allant [redacted] majorités, ils écrasent toutes les formes [redacted] l'art et [redacted] la culture. [redacted] Françoise Giroud a [redacted] que la situation actuelle [redacted] pouvait pas se prolonger.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 10 JANVIER

— *M. Louis Pauwels*, écrivain, s'exprime à [redacted] tribune libre [redacted] 3, [redacted] h. [redacted]

— Un portrait [redacted] *M.* [redacted] *Monnet*, [redacted] de [redacted] diffusé [redacted] 2, [redacted] 21 h. 55.

[redacted] 11 [redacted]

— *M. Michel d'Ornano*, minis[redacted] de l'industrie [redacted] la recherche, [redacted] l'invité du « 13-14 » sur France-Inter.

— *M. Michel Durafour*, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé [redacted] l'économie [redacted] finances, répond [redacted] questions [redacted] journalistes de Radio-Monte-Carlo, à 19 heures.

— *Force ouvrière* dispose [redacted] la tribune libre sur FR 3, à 19 h. 40.

LUNDI 10 JANVIER

CHAINE I : TF 1

[redacted] 10 h. 30 [redacted] h. [redacted] Programme ininterrompu ; [redacted] 13 h. [redacted] Restez donc avec nous ; [redacted] h., C'est un métier ;

20 h. 30 (R.), La caméra du lundi : la [redacted] ou la vie », de J.-P. Mocky (1966), [redacted] Fernandel, H. Ruhmann, J. Poiret, M. Galabru, D. Cowl.

Le caissier [redacted] chef-comptable d'une entreprise [redacted] chargée [redacted] à la [redacted] une importante [redacted] d'argent [redacted] patron se trompent [redacted] train [redacted] sont entraînés, [redacted] les [redacted] dans une folle [redacted] comédie-poursuite dont le rythme rappelle [redacted] burlesque américain.

[redacted] h., Pour le cinéma ; 23 h., Journal.

CHAINE II : A 2



De 13 h. 35 [redacted] 20 h. 30, Programme ininterrompu ; [redacted] 15 h. (R.), Série : Les [redacted] de San-Francisco.

[redacted] h. [redacted] Jeu : La [redacted] et [redacted] jambes ; 21 h. [redacted] Portrait : Jean Monnet, par P. Miquel, réal. D. Lander ; [redacted] h. 50, Polémique : L'huile sur [redacted] feu, de Philippe Bouvard.

Avec le duc [redacted] Brissac et Michel [redacted]

23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Cinéma public : « l'Héritier », [redacted] Ph. Labro (1972). Avec J.-P. Belmondo, C. Gravina, J. Rochefort, Ch. Denner, [redacted] Kervin.

Héritier d'un empire sidérurgique [redacted] groupe de presse, [redacted] homme, qui passait pour [redacted] « play-boy », [redacted] révèle [redacted] réformateur et démasque [redacted] criminels [redacted] périr son père dans un accident [redacted] Regardant du côté [redacted] Kane [redacted] l'Affaire Mattei, Philippe Labro a mené à toute allure [redacted] « thriller » [redacted] capitalisme moderne.

22 h. 15, Journal.

FRANCE-CULTURE

19 h. [redacted] Poésie ; 20 h., « Lili Motus », de [redacted] H. Virlojeux, [redacted] J. Degor, [redacted] E. Cramer ; 21 h. 4, L'autre [redacted] ou « les [redacted] Dieux »... « l'Epiphanie », [redacted] C. Mettra ; [redacted] h. [redacted] avec J.-P. [redacted] par S. Marion ; 23 h., Musique ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

[redacted] h., L'orgue [redacted] d'Alexandre, par G. [redacted] Schönberg, Saint-Saëns, Boely, Franck) ; 20 h. [redacted] En [redacted] 104... Le [redacted] Vegh : « Quatuor en [redacted] majeur, [redacted] » (Brahms) ; « Quatuor n° 2 » (Bartok) ; « [redacted] n° 1, [redacted] majeur » (Beethoven) ; [redacted] h., Entre les pavés, l'herbe... [redacted] traditionnelle des [redacted] France ; 0 h., Groupe de [redacted] musicales... [redacted] » (Parmegiani) ; 1 h., Trêve.

MARDI 11 JANVIER

CHAINE I : TF 1

De 12 h. [redacted] 20 h. 30, programme ininterrompu ; [redacted] 14 h. 50 (R.), Série : [redacted] demoiselle d'Avignon.

20 h. 30, Documentaire : [redacted] dernière [redacted]ture des Lapons. Réal. J.-P. Janssen et R. Adam.

[redacted] mille nomades, [redacted] derniers, dispersés [redacted] Norvège, [redacted] en Suède : ceux [redacted] l'on [redacted] autrefois « les [redacted] de rennes »

21 h. 35, A la poursuite des étoiles : le Soleil, de R. Clarke et N. [redacted]ky ; 22 h. [redacted] Enquête : Trésor des [redacted] vivant, d'A. Bourin [redacted] O. Collet.

Les [redacted] possibilités offertes par [redacted] la langue fran[redacted] du dix-neuvième [redacted] du vingtième siècle, édité [redacted] C.N.R.S.

23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

De 13 h. 5 à 20 h. 30, Programme ininterrompu ; à 15 h. (R.), Série : Les rues de San-Francisco.

20 h. [redacted] Les dossiers [redacted] l'écran. Document : « Il y [redacted] vingt ans... Suez » (montage [redacted] archives). Réal. G. Larriaga et [redacted] Sablier.

Vers 22 h. : Débat.

Avec MM. [redacted] Pineau (ancien [redacted]tre, [redacted] : Suez »), [redacted] Léger [redacted] l'état-major [redacted] général Beaufre), Joseph Nahmias (chef [redacted] ministère [redacted] de la défense), [redacted] (chef du département des sciences politiques [redacted] l'université [redacted] Caire), John Biggs Davison (membre du [redacted] de l'Europe [redacted] 1956) et avec [redacted] France pendant [redacted] événement).

[redacted] h. 45, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. [redacted] Westerns, policiers, aventures : « [redacted] Evadés [redacted] la planète [redacted] singes », de D. Taylor (1971), [redacted] R. McDowall, K. Hunter, [redacted] Trundy, B. Dillman.

Trois chimpanzés évolués [redacted] échappé [redacted] la destruction [redacted] planète [redacted] s'enfuyant [redacted] fusée [redacted] américaine. [redacted] se retrouvent en Californie à [redacted] époque.

[redacted] inversée [redacted] rapport [redacted] premier film [redacted] série : les singes sur [redacted] Terre, en Amérique. [redacted] part quelques scènes, [redacted] n'est pas réussi.

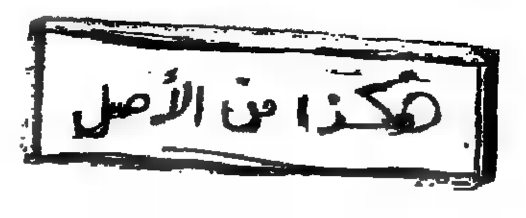
22 h. 5, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Dialogues, [redacted] R. Pillaudin : Le mythe informatique, avec R. [redacted] et [redacted] Ponte ; [redacted] h. 15, [redacted] notre temps ; 22 h. 30, Entretiens [redacted] J.-P. Richard ; 23 h., De la nuit ; 23 [redacted] 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

[redacted] h. 30, Concert à Cannes, par l'Orchestre de Nice-Provence-Côte d'Azur... « [redacted] music » [redacted] ; « Variations sur [redacted] opus [redacted] » (Tchaïkovski) ; « Sérénade, [redacted] 22 » (Dvorak) ; 22 h. [redacted] Généalogie [redacted] par J. Attali... « En forme d'ouverture » (Chants chiliens [redacted] soviétiques, Mozart, Tchaïkovski, Wagner, Gong, D. Cherry, Oum Kalsoum, Aktnala) ; [redacted] h. 5, Non écrites... Radjastan, [redacted] G. Douron-Tournelle ; 1 h., Geste électronique.



Libres opinions

Un racisme [redacted] la mode

par GILBERT COMTE

PERSONNE n'imaginerait qu'en 1976 un film effrontément raciste [redacted] pu tenir pendant plusieurs [redacted] l'exclusivité à Paris, [redacted] qu'une critique sourcilleuse en dénonçât [redacted]. L'inverse se produisit néanmoins, de septembre à aujourd'hui, avec la paisible projection quotidienne de *la [redacted]* au quartier Latin, sans qu'aucune espèce [redacted] protestation [redacted] où que ce soit. Certes, [redacted] Jean-Jacques Arnaud [redacted] Georges Conchon, [redacted] ne prétendaient [redacted] offrir de contraire au [redacted] l'égalité entre tous [redacted] hommes, admise [redacted] le [redacted] moderne. [redacted] contraire, leur œuvre fustige [redacted] une verve parfois drôle, plus [redacted] fallacieuse, le régime colonial [redacted] injustices. Ne prouvent-ils [redacted] ainsi la pureté [redacted] leurs intentions ?

Justement pas ! [redacted] d'en [redacted] davantage, [redacted] scénario avec [redacted] sérénité possible.

Aux confins de l'ancien Empire, [redacted] missionnaires catholiques, trois margoulins flanqués [redacted] gourgandines, un sous-officier alcoolique [redacted] un jeune administrateur frais émoulu du jaurésisme, entretiennent [redacted] avec une petite garnison du [redacted] tout proche. Durant l'hiver 1914-1915, [redacted] vieux journaux, [redacted] avec plusieurs mois [redacted] retard, leur apprennent [redacted] ration [redacted] guerre [redacted] Europe. [redacted] oblige [redacted] transposer sur place les inutiles [redacted]. Sagement, [redacted] voisins ne bougent plus [redacted] eux, [redacted] toute rencontre dangereuse. [redacted] Français pourraient imiter [redacted] prudence. Mais, fanfarons comme toujours, [redacted] la prennent [redacted] la peur, décident d'étriper [redacted] » dans une grotesque et sinistre explosion d'hystérie [redacted] le lendemain, ils réunissent [redacted] locaux [redacted] une [redacted] de force, et [redacted] envoient mourir [redacted] le [redacted] Krupp. D'abord [redacted] folie, [redacted] fonctionnaire [redacted] finit par [redacted] prendre goût, organise rationnellement l'horreur. [redacted] : patriotisme et colonisation [redacted] la mode [redacted] grands-pères [redacted] valaient [redacted] grand-chose. [redacted] leur odieux [redacted] stupidité, ils [redacted] jamais le mépris [redacted] la morale [redacted] l'histoire.

[redacted] fable édifiante schématise. Celle-ci n'échappe [redacted] à la règle. Elle s'y abandonne même [redacted] un parti pris voluptueux. En [redacted] temps, [redacted] se présente [redacted] comme une reconstitution pleine d'humour, mais véridique, du passé. Elle prétend [redacted] instruire qu'amuser. Beaucoup de spectateurs s'imaginent [redacted] découvrir avec [redacted] description [redacted] des mœurs coloniales. [redacted] certainement pas qu'aucun épisode [redacted] à celui du [redacted] ne se produisit jamais [redacted] Libreville [redacted] Dakar, [redacted] les quarante premières [redacted] du siècle. Il [redacted] eut pire, [redacted] pire ! [redacted] caricature emprunte [redacted] la validité. [redacted] elle [redacted] bien qu'elle [redacted]. Dans ce cas-là, elle avilit.

[redacted] son sergent d'infanterie de marine noyé dans l'absinthe, ses prêtres imbéciles, ses [redacted] trafiquants, veules, malhonnêtes, les dévergondages [redacted] leurs [redacted] d'épouses, l'intellectuel [redacted] la niaiserie [redacted] le despotisme, ce petit univers d'Européens transplantés sous [redacted] Tropiques réunit une belle collection d'épaves. Leur nationalisme bravache ne [redacted] empêche évidemment pas de détaler [redacted] lapins [redacted] la première fusillade.

Ici, la caricature [redacted] diffamation. [redacted] patriotes de 1914 [redacted] sans doute bien [redacted] torts, [redacted] d'abord celui [redacted] précipiter, avec l'Allemagne, le [redacted] politique [redacted] l'Europe [redacted] une [redacted] monstrueuse d'héroïsme. Pour [redacted] raison même, la [redacted] ne leur manqua pas. Ici, l'accusation [redacted] fuite insulte [redacted] la justice [redacted] la vérité. Des événements semblables survinrent peut-être [redacted] qu'en 1940 ! Les [redacted] de 1914 remportèrent la victoire. La [redacted] en [redacted] à défaut [redacted] comprendre, qu'au moins [redacted] *respecte*.

• • •

[redacted] aux lamentables pantins [redacted] microcosme colonial, [redacted] Arnaud [redacted] Conchon campent [redacted] doux, [redacted] spirituels, [redacted] patience, [redacted]. La comparaison [redacted] l'infériorité [redacted] la biologie. [redacted] ce bon [redacted]. Elle en [redacted] la preuve, image [redacted] image, d'après [redacted] comportements respectifs, ou tout du [redacted] ceux qu'on leur prête. Dans [redacted] j o l e, un confrère célébra l'« [redacted] » du spectacle [redacted] clameurs, cependant, ne pousserait-il pas, [redacted] beaucoup avec lui, [redacted] un [redacted] film présentait l'inverse, [redacted] pourvus [redacted] les vices, [redacted] Français [redacted] toutes [redacted] vertus, avec [redacted] systématisme !

Au fond, le racisme se porte toujours [redacted] pourvu qu'il change [redacted] cible, [redacted] victimes, [redacted] le [redacted] au [redacted] le [redacted] Nègre. Le [redacted] si trouble, infantile, profond chez certains [redacted] de se sentir supérieurs [redacted] par la pureté de la [redacted] ou celle de l'idéologie, [redacted] pas [redacted]. Comment voir là un progrès ?

[redacted] objectera-t-on qu'il [redacted] montrer [redacted] racistes [redacted] qu'ils furent, [redacted] inhumanité. L'argument [redacted] ne [redacted] la coloni[redacted] rapines, sanglantes excentricités [redacted] trop nombreux profiteurs, [redacted] rien [redacted] son sens historique.

Répétons-le : personne n'affirmera jamais qu'un récit comme celui qu'ils rapportent n'est [redacted] exact jusque [redacted] ses plus [redacted] détails. Félicien Challaye, Albert Londres, André Gide, [redacted] d'autres en signalèrent d'équivalents ou [redacted] pires. Simplement, [redacted] lui prêtent, [redacted] une valeur d'exemple [redacted] par son [redacted] 1947, un [redacted] suspect [redacted] complaisances [redacted] qu'Emmanuel Mounier [redacted] *de l'Afrique noire* : « [redacted] *pas* [redacted] *d'oublier qu'à* [redacted] *beaucoup* [redacted] *qu* [redacted] *présence a* [redacted] *apporté aux pays* [redacted] *la paix civile, l'initiation à l'hygiène,* [redacted] *l'économie moderne,* [redacted] *culture.* »

• • •

A son insu, sans le vouloir, *la* [redacted] confirme le propos. Le village tropical qu'elle situe [redacted] ressemble comme un frère à ceux d'après [redacted] qu'ils émergèrent peu [redacted] peu de campagnes sanitaires patiemment [redacted] par l'administration, [redacted] paysans vigoureux, [redacted] nourris, en pleine [redacted] mais [redacted] de vivre. [redacted] ans plus [redacted] fièvres, mouraient [redacted] la [redacted] bilieuse homoglobinurique, apparemment inconnue [redacted] leurs [redacted] cadets. Autour d'eux, [redacted] population vivait [redacted] épidémies, de [redacted] du sommeil, [redacted] lèpre, du paludisme, [redacted] la variole.

En ces temps [redacted] ni antibiotiques, les Français ne s'illustrèrent pas [redacted] par un merveilleux altruisme, [redacted] beaucoup furent admirables, comme [redacted] Brazza, dont nul ne parle plus. Du moins, les [redacted] impitoyables [redacted] Africains suaient, peinaient, souffraient, périssaient-ils [redacted] le [redacted] une proximité physique insoupçonnée, [redacted] aussi, [redacted] nouvelles générations, et qu'elles ne supporteraient peut-être [redacted] existence [redacted] exigeait plus de tempérament qu'il n'en faut pour se tricoter une bonne [redacted] conscience libérale dans le [redacted] de 1976.

[redacted] producteurs, paraît-il, s'apprêtent maintenant [redacted] un film [redacted] Voulet-Chanoine, récemment [redacted] par [redacted] Jean-Francis [redacted]. D'un spectacle [redacted] l'autre, [redacted] jeunes Français n'apprennent plus l'extraordinaire histoire de la [redacted] qu'à travers [redacted] œuvres anticolonialistes, hier [redacted] *d'Alger, Chronique* [redacted] *braise*... Celles-là, au moins, avaient [redacted] densité tragique, une [redacted] envers leurs propres passions, à [redacted] sujet. Il [redacted], semble-t-il, [redacted] Français pour se permettre envers la France [redacted] blasphèmes [redacted] *chantant*.

Mais, enfin, [redacted] histoire uniquement racontée par ses adver[redacted] ne mérite plus le nom d'histoire. Accepterions-nous une vie [redacted] Trotski [redacted] par [redacted] staliniens, [redacted] par [redacted] pétainistes ? La colonisation n'échappe [redacted] aux [redacted] la justice. Nos pères ne méritaient pas [redacted] aliénation de [redacted] fils [redacted] la [redacted] des vainqueurs.

Musique

Concert-rétrospective Ivan Wyschnégradsky



● Il y a les créateurs dont on parle et ceux qui [redacted] surtout [redacted] faire [redacted] d'eux ; ceux [redacted] faut bien parler, qui glissent leurs œuvres [redacted] un [redacted] dans [redacted] d'une porte, et d'autres, entrevus seulement de [redacted] en loin, [redacted] cet univers personnel qu'ils [redacted] su préserver, [redacted] qu'on écoute.

[redacted] du public, [redacted] qualité [redacted] son enthousiasme, tant [redacted] création [redacted] « Quatuor » de [redacted] au TEP que pour [redacted] Wyschnégradsky [redacted] de Radio-France, n'est pas seulement une [redacted] réconfortant ; elle permet [redacted] de [redacted] la vanité [redacted] concessions [redacted] aux [redacted] au [redacted] du jour par ceux qui traquent le public avec le zèle d'un sergent conscripteur ; tris[redacted], ils peuvent se [redacted] sourire...

● [redacted] Saint-Petersbourg, [redacted] Ivan Wyschnégradsky [redacted] contemporain exact d'Aloïs Haba, dont le nom [redacted] l'ultra-chromatisme, autre[redacted] dit à l'emploi systématique [redacted] plus petits que [redacted] demi-tons traditionnels ; ils [redacted] d'ailleurs [redacted] Berlin [redacted] 1922-1923, [redacted] on aurait tort [redacted] situer uniquement [redacted] rapport à une acquisition dont ils partagent la paternité avec [redacted] Mexicain Julian Carrillo (1875-1965) [redacted] l'Américain [redacted] (1874-1954), sans parler [redacted] la Renais[redacted].

L'ultra-chromatisme [redacted] pas seulement une technique — [redacted] tout [redacted] un parti-pris, — [redacted] peut-être plus encore, l'expres[redacted] d'une sensibilité [redacted] en [redacted] temps que d'une philosophie. [redacted] voir seulement l'aspect historique, [redacted] pourra regretter que [redacted] syntaxe (organisation [redacted] phrases, des périodes) soit moins [redacted] d'autres [redacted] du langage : [redacted] pré[redacted] là n'est [redacted] pro[redacted] : Wyschnégradsky, loin [redacted] sa dette envers Scriabine, [redacted] regretter qu'on ne décèle plus guère, dans [redacted] œuvres [redacted] maturité, l'influence de celui qui lui [redacted] révélé que la musique ne se [redacted] forcément entre [redacted] bornes qu'on lui assigne [redacted] général. [redacted] la limite, on pourrait dire qu'il l'accroît par ses [redacted] acqui[redacted] la notion d'« espace [redacted] octaviant » [redacted] d'un demi-ton par exemple, mais gardant la même fonction), de « c o n t i n u u m [redacted] — entre les [redacted] les plus proches il y [redacted] toujours [redacted] un son intermédiaire [redacted] découvrir — ou [redacted] cosmique » ; développement [redacted] prise [redacted] par un [redacted] de [redacted] dû [redacted] la fois [redacted] la force de conviction [redacted] inhérente à [redacted] et à la finesse de perception qu'elle exige, vont dans [redacted] direction indiquée par l'auteur du « Poème [redacted] ».

● *De* [redacted] *rétrospectif*, [redacted] quatre [redacted] : Sylvaine Billier, Martine Joste, Jean-François [redacted] Jean Koerner, sur des instruments [redacted] des diapasons différents (il [redacted] avait en outre un piano en tiers de tons), on retiendra surtout [redacted] sur les « Mouvements rotatoires » (1961) [redacted] deux pianos à quatre mains [redacted] à distance d'un quart [redacted] ton [redacted] le « Troisième Fragment symphonique » [redacted] de sonorités et d'harmo[redacted] qui ne se dispersent jamais ; quant [redacted] la « Méditation » sur deux thèmes de la « Journée de [redacted] (Jacques Wiederker) [redacted] piano, elle [redacted] espérer [redacted] par trop [redacted] de [redacted] fresque symphonique [redacted] lyri[redacted] elle s'inspire, restée [redacted] depuis [redacted] ans...

[redacted] CONDÉ.

★ Diffusion ultérieure sur France-Culture.

« BRUITS », de Jacques Attali

[redacted] de [redacted] première page.)

Etrange liminaire. *Qu'est-ce* [redacted] à la musique un [redacted] privilège [redacted] qu'elle [redacted] un sens [redacted] qu'elle est porteuse [redacted] sens. [redacted] : « [redacted] *la fabrication de* [redacted] *société* ; [redacted] *vibra*[redacted] *et* [redacted] *signes qui font la* [redacted] *de communi*[redacted] *l'homme et* [redacted] *environnement, m o d e d'expression* [redacted] *durée.* » [redacted] en elle le sens de [redacted] société [redacted].

Depuis toujours, [redacted] *désordre,* [redacted] *dérange.* La [redacted] tion [redacted] *musique,* [redacted] un instrument du « pouvoir », est [redacted] canaliser le bruit, de lui [redacted] une respectabilité [redacted] qui [redacted] à l'équilibre de la société ; mais [redacted] toujours [redacted] instrument [redacted] subversion, [redacted] qu'elle [redacted] et [redacted] « [redacted] *société, en avance* [redacted] *images* [redacted] *conflits* [redacted] » (de celle-ci)...

Rituel, représentation répétition

Arpentant [redacted] grands [redacted] l'histoire [redacted] la musique, [redacted] distingue [redacted] trois [redacted] « [redacted] » et « [redacted] *de la musique* [redacted] *le pouvoir* ». [redacted] division, qui s'exprime [redacted] nombreuses analyses concentriques, [redacted] résume pas facilement, encore qu'elle soit [redacted] la [redacted] et [redacted] pensée du livre.

La première [redacted] du [redacted] où la musique [redacted] lutte contre le bruit, prière, « [redacted] *de l'angoisse en joie,* [redacted] *en harmonie* » ; elle est « *utilisée* [redacted] *produite pour tenter* [redacted] *faire* [redacted] *la* [redacted] *générale* », pour affirmer que « [redacted] *est possible* ».

La [redacted] est [redacted] de *la représentation*, du spectacle, « *employée* [redacted] *à l'harmonie du monde,* [redacted] *l'ordre* [redacted] *l'échange,* [redacted] *la légitimité du pouvoir marchand* » ; c'est l'ère du [redacted] qui « *préfigure* [redacted] *capitaliste concurrentielle* ». L'argent [redacted] échangé par l'auditeur [redacted] la [redacted] harmonieuse du [redacted] la [redacted] à un [redacted] l'harmonie.

Mais l'argent [redacted] pas neutre ; « [redacted] *logique* [redacted] *politique* [redacted] *musique* », pro[redacted] accrue, [redacted] qui [redacted] courir le monde, exige l'extension du répertoire [redacted] l'annexion [redacted] du passé. Dans le [redacted] temps [redacted] siècle), l'harmonie se détraque peu [redacted] peu, [redacted] Wagner [redacted] Schoenberg, [redacted] prémonitoire [redacted] la crise des grands équilibres économiques, comme de la [redacted] de sens [redacted] la musique de [redacted] temps : « *La* [redacted] *avec* [redacted] *avant que* [redacted] *économique n'exige de rompre avec les lois* [redacted] *l'économie de* [redacted] *représentation. L'harmonie, principe* [redacted] *après* [redacted] *le* [redacted] *principe* [redacted] *réel,* [redacted] *l'art,* [redacted] *l'art et* [redacted] »

Il y [redacted] beaucoup à [redacted] sans [redacted] cette fresque galopante, [redacted] la vigueur ne [redacted] pas d'impressionner. [redacted] l'important est [redacted] dans [redacted] étape, celle [redacted] qui [redacted] concerne [redacted] *marquée par le triomphe du disque,* [redacted] *tend depuis une* [redacted] de la représentation « [redacted] *anachronique* [redacted] *pression* [redacted] ». [redacted] disque, « [redacted] *progrès, donnant* [redacted] *jour à plus* [redacted] *depuis* [redacted] *à des* [redacted] *représentation* », le disque [redacted] pour *un usage* [redacted] *supprime* la dimension [redacted] la musique, [redacted] spectacle, le rituel, l'événement, [redacted]. Le disque qui devient [redacted] un objet, [redacted] produit [redacted] va [redacted] pour en provoquer la [redacted] ac[redacted] de tout projet artistique.

Attali [redacted] bien [redacted] appétit [redacted] musique [redacted] le succès [redacted] microsillon : « [redacted] *technologie* [redacted] *répétition* [redacted] *un* [redacted] *répondant* [redacted] *trait aux* [redacted] *provoqués par* [redacted] *industrielle :* [redacted] *qu'elle* [redacted] *au* [redacted] *le* [redacted] *un* [redacted] *s'installent l'extériorité, l'anonymat* [redacted] *la musique,* [redacted] *qu'elle soit,* [redacted] *signe* [redacted] *voir,* [redacted] *statut social, d'ordre,* [redacted] *rapport aux autres.* »

Mais il montre aussi, avec [redacted] impitoyable logique, [redacted] aliénant, « [redacted] *majeure* [redacted] *la répétition : l'homme* [redacted] *consacre son* [redacted] *produire* [redacted] *moyens de s'acheter l'enregistrement du* [redacted] *perdant non seulement l'usage* [redacted] *son temps,* [redacted] *aussi* [redacted] *l'usage* [redacted] *celui* [redacted]. *Le stockage* [redacted] *un substitut,* [redacted] *un préalable* [redacted] *l'usage.* [redacted] *plus* [redacted] *qu'on ne peut en* [redacted] *qu'on* [redacted] *temps d'entendre.* »

Tout [redacted] annonce [redacted] la [redacted] en [redacted] société répé[redacted] et [redacted] nouvelle [redacted] domaines de la production [redacted] : « [redacted] *politiques* [redacted] *la consommation, key*[redacted] *structurelle,* [redacted] *production va proliférer sans* [redacted] *débouchés,* [redacted] *répéter sans s'user* [redacted] *mourir* [redacted] *vie ;* [redacted] *réplication excessive, incontrôlée, cancérigène... Contenir* [redacted] *crise,* [redacted] *production,* [redacted] *valeur d'usage à la* [redacted] »

Car, parallèlement, Attali [redacted] que la [redacted] d'une ab[redacted] dans la musique [redacted] lie paradoxalement le dé[redacted] d'une production sans but [redacted] la musique dite [redacted] il dénonce [redacted] « [redacted] *négation* [redacted] *sens : le musicien moderne ne dit rien, ne signifie rien,* [redacted] *l'insignifiance du temps, l'impossible communication* [redacted] *répétition...* [redacted] *musique théorique* [redacted] *liquidatrice ; elle* [redacted] *fin* [redacted] *la musique* [redacted] *son rôle* [redacted] ». Une analyse qui en [redacted] grincer plus d'un...

« Composer » sa [redacted]

[redacted] crise [redacted] apocalyptique (analogue à la « grande bouffe »), l'auteur [redacted] une quatrième étape, qu'il aperçoit [redacted] l'utopie, [redacted] *composition* : « [redacted] *du pouvoir* [redacted] *politique* [redacted] : *l'une* [redacted] *l'autre exigent* [redacted] *politique* [redacted] *et,* [redacted] *subtilement,* [redacted] *explosion* [redacted] *la capacité de* [redacted] *d'ordre* [redacted] *partir* [redacted] *bruit* [redacted] *tous* [redacted] *individus,* [redacted] » Chacun doit avoir le droit « [redacted] *soi son* [redacted] *sa vie* ».

[redacted] là une amplification [redacted] de l'autogestion, chère à Jacques Attali, qui s'exprime en [redacted] une reconquête de « *l'ampleur du* [redacted] *vécu* [redacted] *hommes,* [redacted] *au* [redacted] *en marchandises... La* [redacted] *forme* [redacted] *et* [redacted] *en* [redacted] *jouissance* ». Mais, puisqu'il [redacted] bien exploré [redacted] du passé, pourquoi ne [redacted] faire [redacted] au [redacted] qui [redacted] l'aurore [redacted] « [redacted] *d'un bruit nouveau, bruit* [redacted] *fête* [redacted] » ?

JACQUES LONCHAMPT.

★ Presses universitaires de France, 304 pages, 49 F.

Exposition

Le « moderato cantabile » de Léon Zack

[redacted] peintres qui [redacted] pour [redacted]. Il [redacted] pas [redacted] ceux qui [redacted] le verbe toujours [redacted]. Il [redacted] contraire : [redacted] repliée qui ne s'ouvre que [redacted] un espace intérieur poétique dont précisé[redacted] le [redacted] l'image.

[redacted] doute [redacted] sa nature discrète qu'au soir de sa vie il n'est pas vraiment à sa place : parmi les premiers. A quatre-vingt-quatre ans, presque in[redacted] en tout cas méconnu, il reçoit [redacted] hommage du Musée d'art moderne [redacted] la ville de Paris : une exposition [redacted] récentes, précédées, en guise d'introduction, de quelques œuvres anciennes qui expliquent et justifient son parcours. Né à Nijni-Novgorod en 1892, Léon Zack, frère du philosophe Simon Franck, avait découvert la peinture française chez le collectionneur moscovite Chtchoukine.

C'est un peu en allant sur les traces de Matisse, Derain et Braque qu'il quitte sa Russie natale en révolution pour Paris, où il se fixe en 1923. Peinture figurative de bon aloi, distinguée, chaudement soutenue par les couleurs. Mais c'est, la cinquantaine passée, après la guerre, à l'heure où l'artiste jet[redacted] un regard [redacted]tique sur son œuvre, qu'il découvre l'abstraction, nouveau territoire sur lequel règne alors un autre peintre d'origine russe : Nicolas de Staël.

[redacted] exposé [redacted] dernières toiles figuratives en [redacted] et [redacted] premières œuvres [redacted] l'année [redacted]. En vérité, l'abstraction, il sentait depuis [redacted] qu'il y [redacted] doucement, mais irrésistiblement. Il lui fallait bien décider un jour de basculer. D'oublier les choses « nommables » pour ne plus songer qu'à ce qui serait « indicible », à travers le [redacted] même [redacted] peinture, l'accord ou le [redacted] valeurs, le jeu des transparences... Ce qui compte n'est-il [redacted] la présence d'un climat, un monde [redacted] soi ?

Ce [redacted] les [redacted] période [redacted] montre l'exposition, [redacted] projecteur [redacted] une tranche [redacted] vie [redacted] peintre au [redacted] il prend [redacted] plus résolu[redacted] le parti [redacted] l'ap[redacted] des choses dans de grands espaces nuagistes. La recherche [redacted] pas le [redacted] Zack, [redacted] s'affirme peintre de l'indéfini, [redacted] l'incertain [redacted] du compl[redacted] manière d'exprimer [redacted] sentiment de l'infini en peinture.

Sous couvert d'un dialogue [redacted] plus immatériel, l'air, [redacted] et l'eau, c'est [redacted] que [redacted] peintre nous parle. Une [redacted] poète [redacted] pur. [redacted] fragile, [redacted] transparent [redacted] cheveux d'argent, on le trouve toujours penché sur l'espace [redacted] toile. [redacted] son [redacted] Incorruptible [redacted] de lumière, azuréenne et n a c r é e. Ampleur musicale lente, [redacted] comme l'indique le titre de l'un de ses tableaux, et il faudrait ajouter *cantabile*, car, lorsqu'il peint, il chante.

Le lent parcours de Léon Zack vers une « nullification » [redacted] la forme, parti d'une schématisation décorative à la Staël, a fini par rejoindre l'espace mystique d'un autre peintre également d'origine russe, Rothko, dont l'abstraction parlait de Dieu. Rigueur immatérielle de l'un et doute perpétuel de l'autre, mais partout un même air à travers lequel on passerait la [redacted].

JACQUES MICHEL.

★ Hommage à Léon Zack, Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

En bref

Cinéma

« Week-end sauvage » [redacted]

[redacted] dentiste emmène [redacted] conquête du [redacted] — une jolie cover-girl — [redacted] sa [redacted] secondaire, au [redacted] d'un lac privé. En [redacted] de route, ils [redacted] quatre voyous en voiture qui [redacted] les invectivent. La cover-girl, qui [redacted] le volant, fait [redacted] voyous dans une rivière. [redacted] ils retrouvent la trace du couple, [redacted] villa, [redacted] nuit d'horreur [redacted] tuerie.

Le [redacted] du [redacted] de William Fruet n'est pas mal du tout. Le [redacted] une critique [redacted] la [redacted] consommation, à [redacted] le [redacted] portement [redacted] dentiste [redacted] l'analyse [redacted] relations avec [redacted] amie occasionnelle. Mais [redacted] voyous sont tout d'une pièce, parfaitement odieux, et, [redacted] que [redacted] le [redacted] mal[redacted]. William Fruet se laisse [redacted] mesure à [redacted] grandes [redacted] à [redacted] son interprète féminine, [redacted] Vaccaro, un enfer [redacted] Grand-Guignol. Brutalités, viol, sang qui coule ; la [redacted] se [redacted] une justice, ô [redacted] sommaire ! [redacted] spectateur [redacted] pour [redacted] son [redacted] et approuver le massacre systématique [redacted].

[redacted] « logique » [redacted] l'appel *au meurtre rend* [redacted] *pernicieux* un film qui ne [redacted] pas de qualités techniques, [redacted] qui est fondé sur l'étalage ou[redacted] et du sadisme. — J. S.

★ Paramount-Odéon, Publicis-Champs-Elysées, (v.o.) ; Capri-[redacted], [redacted]-Opéra, Paramount-Galaxie, [redacted] Montparnasse, Paramount-Maillot (v.f.).

Petites nouvelles

■ [redacted] animations et ateliers [redacted] photo, théâtre [redacted] super-8 [redacted] ont [redacted] ce lundi 10 janvier. Ils sont [redacted] tous. [redacted] et inscrip[redacted] : [redacted] Edgar-Quinet, 75014 Paris, tél. 326-13-58.)

■ L'imprésario de théâtre italien [redacted] vendredi 7 janvier [redacted] Milan, à l'âge [redacted] soixante-dix-huit ans. Metteur en scène, organisateur de tournées, il [redacted] le fondateur du [redacted] Nouveau de Milan.

MERCREDI



BIENTOT

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble [illegible] programmes ou [illegible] salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures [illegible] heures, sauf [illegible] dimanches et jours fériés)

Lundi 10 janvier

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française, [illegible] h. 30 : le Verre d'eau.
Odéon, 20 h. 30 : Ton nom dans le [illegible] des nuées, Elisabeth.
[illegible] h. [illegible] : Initiation [illegible] et techniques du cinéma.

Les autres salles

[illegible] supérieur d'art dramatique, 20 h. [illegible] : les Joyeuses [illegible] de Windsor.
Fontaine, 20 h. 45 : [illegible] j'aime [illegible] bêtes.
Nouveautés, 21 h. : Nina.
Palais-Royal, 20 h. 30 : Quand [illegible] chantait l'opérette.
Plaisance, [illegible] h. 45 : la Reine [illegible] nuit.
Poche-Montparnasse, [illegible] h. [illegible] : [illegible] et la Sage-Femme.
Récamier, 20 h. [illegible] : Chatterton.
Théâtre du Manitout, 18 h. : Vitromagie.
[illegible] du Marais, [illegible] h. 45 : Electre.

Les cafés-théâtres

Au [illegible] fin, [illegible] h. : [illegible] Collection ; 22 h. 15 : Emmanuelle ; [illegible] h. 30 : A. [illegible]
[illegible] **Blancs-Manteaux**, 20 h. : [illegible] Bouteille ; [illegible] h. : Etrange pâleur ; 22 h. [illegible] : C'est la surprise.
[illegible] h. : [illegible] Désert rose ; 22 h. [illegible] : la Frappe. — II, 20 h. 30 : Nous chantons, [illegible] déplaise ; 22 h. [illegible] : Deux Suisses au-dessus [illegible] tout soupçon.
La [illegible] Miracles, [illegible] h. 30 : Erostrate ; 20 h. [illegible] : [illegible] Jeannes ; 22 h. : la Flemme.
Le Fanal, 20 h. 30 : le [illegible]
Fer-à-Cheval, 22 h. : Tramilie, Pavan, [illegible]
[illegible] **Casino**, [illegible] h. 15 : [illegible] pied gauche ; 22 h. 30 : J.-C. [illegible]
[illegible] I, [illegible] h. 30 : Une [illegible] l'envers, une maille [illegible] l'endroit ; 22 h. : Pinock et Matho. — II, 21 h. : C'est très important ; 22 h. [illegible] : Jeanne au boucher.
Théâtre Cabaret-Rouge, 22 h. 30 : Monique [illegible] et Léonardi.
Théâtre [illegible] Marais, 22 h. 30 : Jeanne d'Arc [illegible] copines.

Les théâtres de banlieue

Vincennes, [illegible] Daniel-Sorano, [illegible] h. : la [illegible] chauve.

Les concerts

Maison de la radio, 20 h. [illegible] : Quatuor Vegh (Schumann, Bartok, Beethoven).
Théâtre [illegible] Champs-Elysées, 20 h. [illegible] : Cycle [illegible] musique [illegible] chambre (Beethoven).
[illegible] **Essaion**, 20 h. [illegible] : [illegible] et B. Pasquier, alto ; A. Dumont, guitare (Haydn, Beethoven).

Les chansonniers

Caveau [illegible] la [illegible], 21 h. : R. P. R. [illegible] Le nouveau-né a une grande [illegible]

cinémas

[illegible] films marqués (*) [illegible] interdits aux moins de treize ans ; (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, relâche.

Les exclusivités

[illegible] **ROUGE** (Fr.) : Quintette, [illegible] (033-35-40).
[illegible] **ET MECHANTS** (It.), [illegible] : Saint-Germain-Huchette, [illegible] (633-87-59) ; Styx, [illegible] (633-08-40) ; Colisée, [illegible] (359-29-46) ; Gaumont-Rive-Gauche, [illegible] 26-36) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, [illegible] (387-35-43) ; Lumière, [illegible] (770-84-64) ; Nations, [illegible] (343-04-67) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42).
[illegible] **DE** [illegible] (A.), v.o. : Cluny-Ecoles, [illegible] (033-20-12) ; Elysées-Cinéma, [illegible] (225-37-90) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e [illegible] ; Helder, [illegible] (770-11-24) ; [illegible] 14e (539-52-43).
L'AILE OU LA [illegible] (Fr.) : A.B.C., 2e (233-55-54) ; Cluny-Palace, [illegible] (033-07-76) ; Mercury, [illegible] (225-75-90) ; Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, [illegible] (522-37-41).
[illegible] **TOUS RISQUES** (A.), v.o. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Studio Raspail, 14e (326-38-98) ; v.f. : Omnia, [illegible] (233-39-36) ; Liberté Gare [illegible] Lyon, [illegible] (343-01-59) ; Cinémonde-Opéra, [illegible] ([illegible]-01-90).
[illegible] **MUSIC SHOW** (A.), v.o. : Vidéostone, [illegible] (325-60-34).
[illegible] **BANANE NOIRE** (Isr.), v.o. : [illegible] Seine, 5e (325-95-99) en soirée.
[illegible] (Fr.) (*) : Quintette, [illegible] (033-35-40) ; Publicis Saint-Germain, [illegible] (222-72-80) ; Biarritz, [illegible] (723-69-23) ; Publicis-Champs-Elysées, [illegible] (720-76-23) ; Paramount-Opéra, [illegible] (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, [illegible] (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; [illegible] 16e (288-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Secrétan, [illegible] (206-71-33).
[illegible] (Ang.), v.o. : Hautefeuille, [illegible] (633-79-38) ; G[illegible] Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : Impérial, [illegible] (742-72-52) ; Gaumont-Sud, [illegible] (331-51-16).
LE [illegible] **DE CRISTAL** (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
CASANOVA, UN ADOLESCENT A [illegible] (It., v.o.) : Paramount-Marivaux, [illegible] (266-55-33), Hautefeuille, [illegible] (633-79-38), 14-Juillet-Parnasse, [illegible] (326-58-00), Elysées-Lincoln, [illegible] (359-36-14), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
[illegible] **DE CHEZ** [illegible] (Fr.) : Cluny-Palace, [illegible] (033-07-76), Bosquet, 7e (551-44-11), [illegible] Madeleine, 8e (073-56-03), Paris, 8e





SPECTACLES

([redacted]-83-99). Mazéville, 9e (770-72-[redacted]) Athéna, 12e (343-07-48) Gau[redacted]nt-Convention 15e (828-42-27), [redacted]lichy-[redacted] 18e (522-37-41)

LE COUP DE GRACE (All., v.o.) : Bonaparte, [redacted] (326-12-12), Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) Biarritz, 8e (723-69-23)

CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38)

LA DERNIERE FOLIE (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97), Marignan, [redacted] (359-92-82) ; v.f. : Impérial, 2e [redacted]

[redacted] GUZALA (Sov., v.o.) : Studio [redacted] (033-39-47), Arlequin, 6e [redacted] Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Paramount-Gaîté, 13e (326-99-34) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (266-55-33)

[redacted] MUNCH, LA DANSE [redacted] LA VIE (A., v.o.) [redacted] 8e (633-43-71)

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; v.f. : Balzac, 8e [redacted] 70)

[redacted] A FACE (Suéd., v.o.) : Saint-[redacted]el, 5e (326-79-17)

LE GRAPHIQUE DE [redacted] (Fr.) : Noctambules, 5e [redacted]

LE GRAND [redacted] (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33), Ambassade, 8e (359-19-08), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Victor-Hugo, 16e (727-49-75), Wepler 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)

[redacted] DU TRIANGLE D'OR (Fr.) : La Clef, [redacted]

JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Suisse) Quintette, 5e (033-35-40), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), St-Lazare-Pasquier, 8e ([redacted]-35-43), 14-Juillet-Bastille, 11e ([redacted]-90-81), Olympic-Entrepôt, [redacted]

LE JOUET (Fr.) Quintette, 5e [redacted] 35-40) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e [redacted] Caravelle, 18e (387-50-70)

LE [redacted] DE GLOIRE (Fr.) Omnia, 2e (233-39-36) ; [redacted] 52-70) ; Ermitage, [redacted] (359-15-71) ; U.G.C.-Opéra 9e (261-50-32) ; Liberté-Gare de Lyon, 12e [redacted] 01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e [redacted] 06-19) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (539-52-43) : Les [redacted] (522-47-94)

KING KONG (A., v.o.) : Studio J.-Cocteau, 5e (033-47-62), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Boul'Mich, [redacted] (225-41-46) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, [redacted] 34-37) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; [redacted] (707-12-28) ; [redacted] (580-18-03) ; Paramount-Orléans 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention-St-Charles, 15e (577-09-70) ; Passy 16e [redacted] Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTERIX ([redacted]) : Calypso, 17e (754-10-68)

[redacted]DO (Fr.) : Français, 9e (770-33-88) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; [redacted] 15e [redacted]

LA MALEDICTION (A., v.f.) [redacted] : Rio-Opéra, 2e [redacted] ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)

MARATHON MAN (A., v.o.) (**) Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Dragon, 6e (548-54-74) ; Elysées-Lincoln, 8e ([redacted]) ; Concorde, 8e [redacted] 27-06) ; v.f. : Impérial, 2e [redacted] 72-52) : [redacted] (233-56-70) ; Nations, [redacted] 04-67) ; F[redacted]ette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e [redacted]-27) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)

1900 (première partie) (It., v.o.) (**) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13), Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : Templiers, [redacted] (272-94-56) : U G C-Opéra, 9e [redacted]

[redacted] partie) (It., v.o.) (**) St-Germain-Village, [redacted] ; [redacted] (225-47-19) ; [redacted] 17e (754-10-68) ; v.f. : [redacted] 3e [redacted] ; U.G.C.-Opéra, 9e (261-50-32).

MOI, PIERRE RIVIERE (Fr.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25) ; Studio Logos, 5e (033-26-42)

MONSIEUR KLEIN (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-47-19) ; U G C-Opéra, 9e (261-50-32)

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

Les films nouveaux

RUE HAUTE, film belge [redacted] André Ernotte Panthéon, 5e (033-15-04), Balzac, [redacted] (359-52-70), [redacted] Mazéville, [redacted] (770-72-86), Athéna, 12e [redacted] Fau[redacted] 13e [redacted] Cambronne, 15e [redacted]

L'ESPRIT DE LA RUCHE, film [redacted] Victor Erice, v.o. : Saint-Germain Studio, [redacted] 2-72), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), Monte-Carlo, 8e (225-09-83), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81)

LACHE-MOI LES BASKETS, film américain [redacted] Joseph Ru[redacted] la Harpe, 5e (033-34-83), Marignan, 8e (359-92-82) : v.f. [redacted] 9e (770-72-86), Gaumont-Opéra, [redacted] (073-95-48), [redacted] 14e [redacted] mont-Sud, 14e (331-51-16), [redacted] (734-42-96), Gaumont-Gambetta, [redacted] (797-02-74)

ENNEMIS COMME AVANT, film [redacted] de [redacted] v.o. Quintette, [redacted] (033-35-40), France-Elysées, [redacted] (723-71-11) ; v.f. Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Gaumont-Madeleine, 8e [redacted] Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-[redacted] (522-37-41).

[redacted] SAUVAGE, film [redacted] William Fruet, v.o. Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Capri, [redacted] (508-11-69), Paramount-Opéra, [redacted] (073-34-37), Paramount-Galaxie, [redacted] (580-18-03), [redacted] - Montparnasse 14e (326-22-17), [redacted]mount-Maillot, 17e [redacted]

[redacted] film [redacted] (*) v.f. : Rex, [redacted] (236-83-93), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Ermitage, 8e (359-15-71), U.G.C.-Opéra, 9e (261-[redacted]) Liberté-[redacted] de Lyon, 12e (343-01-59), [redacted] 13e [redacted] Mistral, 14e (539-52-43), Bienvenüe-Montparnasse, 15e [redacted] Magic-Convention, [redacted] Murat, 16e (288-99-75), Secrétan, 19e (206-71-33)

NOUS PARLONS, [redacted] ECOUTEZ (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

LA PREMIERE FOIS (Fr.) (**) : [redacted] 2e (231-33-16) ; Hautefeuille, 6e [redacted] ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; U.G.C.-Opéra, 9e (261-50-32), Mistral, 14e (539-52-43) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, [redacted] (797-02-74).

RED (Can., v québ.) Studio [redacted] Séverin, 5e (033-50-91).

[redacted] (It., v.o.) (**) Studio Ga[redacted] 5e [redacted]-71).

SANTBALA, NAISSANCE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e [redacted] 48-18) à 12 h. et 13 h.

[redacted] PAR LUI-MEME (Fr.) : Saint-André-des-[redacted] (326-48-18) ; Marais, 4e ([redacted]-86).

SCANDALO (It., v.o.) (**) Biarritz, 8e (723-69-23).

SERAIL (Fr.) (**) La Clef, 5e (337-90-90)

SI C'ETAIT A REFAIRE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08)

UN CADAVRE AU [redacted] (A., v.o.) Studio de la Contrescarpe 5e (325-78-37) ; v.f. : [redacted] Opéra, 9e (073-34-37).

UNE FEMME A SA FENETRE (Fr.) : Colisée, 8e (35[redacted]-46)

UN ELEPHANT, CA TROMPE ENORMEMENT (Fr.) Paris, 8e (359-53-99) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Mazéville, 9e (770-72-86) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; [redacted] 14e (326-65-13) ; Royal-Passy, 16e (527-41-16).

[redacted] : n° Édition 1 [redacted] 6e

[redacted] MARI, C'EST UN MARI (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, [redacted] (770-20-89) ; Liberté-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; [redacted]mar, [redacted] (326-41-02) ; Murat, [redacted] (288-99-75).

[redacted] VICTOIRE A ENTEBBE (A. v.o.) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (266-55-33) ; Capri, 2e [redacted] ; Paramount-Galaxie, [redacted] (580-18-03) ; [redacted] parnasse, [redacted] (326-22-17) ; Conven[redacted] 15e (577-09-70) ; [redacted] (758-24-24) ; [redacted]

LA VICTOIRE EN CHANTANT (Fr.) : Le Seine, 5e [redacted].

LE VOYAGE AU BOUT DU MONDE (Fr.) Rex, 2e (236-83-93), Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Marbeuf, 8e [redacted] ; [redacted]venüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Grand Pavois, 15e (531-44-58).

WINSTANLEY (Ang., [redacted]) : [redacted]pic-Entrepôt, [redacted] (542-67-42).

Les festivals

Xe ANNIVERSAIRE ([redacted]), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Women.

LES CHEFS-D'ŒUVRE DU PEPLUM (v.o.) : Action-République, 11e (805-51-33) : Spartacus.

TEX AVERY (v.o.) Cinoche-Saint-Germain 6e (633-10-82)

A REVOIR (v.o.) Olympic, 14e (542-67-42) : la Dernière Corvée.

CINEMA ANGLAIS ET AMERICAIN (v.o.), Studio des Acacias, 17e (754-97-83), 13 h. : la Femme à abattre ; 14 h. 30 : Help ! ; 16 h. : [redacted]dé ; 18 h. 15 : les Misfits ; 20 h. 15 : Dans la chaleur de la nuit ; [redacted] h. : [redacted] ; 23 h. 30 : Zardoz (minuit [redacted]tique).

MARILYN MONROE (v.o.), [redacted] (325-85-78) : Chérie, je me sens rajeunir.

BUSTER KEATON, le Marais, 4e (278-47-86) : [redacted] en folie.

Les grandes reprises

LA BELLE ET LE [redacted] (A., v.f.) : Rex, [redacted] (236-83-93) : U.G.C.-Odéon, 6e ([redacted]-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C.-Gobelins, 13e [redacted] ; Mistral, 14e (539-52-43) ; [redacted]-Convention, 15e (828-20-64) ; [redacted] 17e (380-41-46).

[redacted] MELODY [redacted] (A., v.o.) : Bilboquet, [redacted] Vendôme, 2e (073-97-52) ; [redacted] 8e (225-47-19).

CHANTONS SOUS LA PLUIE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point-Show, [redacted] (224-67-29).

KING KONG 1933 (A., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15), à partir [redacted] h. 30 ; Jean-Renoir, 9e (874-40-75).

LES LARMES AMERES DE PETRA VON KANT (All.), v.o. : Actua-Champo, 5e (033-51-60).

LES MARX BROTHERS AU GRAND [redacted] (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Haussmann, [redacted] (770-47-55)

LA REVUE DE CHARLOT (A.) : Champollion, 5e (033-51-60).

[redacted] CORRIDOR (A., v.o.) : Action-[redacted] 9e (878-50-50), [redacted]

SHOW [redacted] (A., v.o.) : [redacted] Christine, [redacted] (325-85-78) : [redacted] Marigny, 8e (225-20-74)

20 000 LIEUES [redacted] (A., v.f.) U.G.C.-Opéra, 9e (261-50-32).

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI ([redacted] v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.

L'AUTRE (A., v.o.) : la Clef (337-90-90), à 12 h. et 24 h.

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), à 22 h.

CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er, à 20 h.

LE DECAMERON (It., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er, à 12 h.

FAMILY LIFE (Angl., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h.

LA GRANDE ILLUSION (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e, à 24 h.

L'HONNEUR PERDU [redacted] KATHARINA BLUM (All., v.o.) [redacted] Victoria 1er, à 18 h.

HAROLD [redacted] MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.

INDIA SONG ([redacted]) : Le [redacted] 5e (325-95-99), à 12 h. 30

JE, TU, IL, ELLE (Fr.) : Le Seine, [redacted] à [redacted] 20, 18 h. 20 et 20 h. 20.

ORFEU NEGRO (Fr.-Brés.) : Châtelet-Victoria, 1er, à 18 h.

LE LIMIER (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.

PHANTOM OF THE [redacted] (A., v.o.) : Luxembourg, [redacted]-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.

SOLEIL VERT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er, à 14 h.

[redacted] SOLITUDE DU [redacted] DE FOND (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 24 h.

SON NOM DE [redacted] DANS CALCUTTA DESERT (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), à 12 h. 15

[redacted] TROIS JOURS DU CONDOR (A., [redacted]) : La Clef, [redacted] à 12 h. et à 24 h.







Le Monde

SERVICE [redacted] ABONNEMENTS

5, rue [redacted]

[redacted] PARIS - CEDEX 09 - C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 [redacted]	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
98 F	175 F	252 F	330 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
188 F	355 F	523 F	690 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE - LUXEMBOURG - [redacted] - SUISSE			
165 F	230 F	[redacted]	440 F
II. — TUNISIE			
163 F	305 F	445 F	580 F

Par voie aérienne, tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés [redacted] à formuler leur demande [redacted] semaine au moins avant leur départ.

Joindre [redacted] dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



(Publicité)

FORMATION CONTINUE DES CADRES ET DIRIGEANTS

ISSEC : Printemps 1977

- *des programmes nombreux et complets*
- *un rythme équilibré des cours, tant pour l'individu que pour l'entreprise*

L'INSTITUT supérieur [illegible] économiques [illegible] commerciales [illegible] voici neuf ans [illegible] l'ESSEC. Etroitement associé [illegible] grande école de gestion. l'ISSEC propo[illegible] des programmes de perfectionnement organisés par modules — ou « crédits » — de quatre [illegible] Quatre [illegible] qui totalisent [illegible] cinq cents [illegible] de [illegible] sur deux années et [illegible] rédaction d'un [illegible] conduisent [illegible] un diplôme de spécialité [illegible] niveau de celui d'une grande école de [illegible] dans la discipline [illegible]. [illegible] programmes sont suivis par des dirigeants, des cadres et des ingénieurs d'entreprises de toutes dimensions [illegible]. Ils [illegible] un millier [illegible] année. [illegible] que, si les statistiques indiquent [illegible] 70 [illegible] cnt des diplômes d'enseignement supérieur, [illegible] enseignements [illegible] conçus pour [illegible] suivis également par ceux qui ont acquis [illegible] savoir [illegible] la pratique. [illegible] participants [illegible] de leur plan [illegible] perfectionnement. Ils ne [illegible] pas [illegible] de s'inscrire [illegible] la totalité du programme « long » (deux ans).

[illegible] cours, généralement [illegible] journ[illegible] complètes, [illegible] déroulent [illegible] modernes [illegible] Cergy.

L'ISSEC est partenaire du Germe.

SESSION DE PRINTEMPS 1977 : Le centre d'orientation est ouvert

Plan de perfectionnement et orientation

CHAQUE inscription [illegible] un co[illegible] : qu'il [illegible] inscription [illegible] ou plusieurs crédits, [illegible] perfectionnement [illegible].

[illegible] d'Orientation, [illegible] l'ISSEC, reçoit [illegible] s'inscrire [illegible] de printemps [illegible].

[illegible] également à [illegible] disposition des responsables de [illegible] ou [illegible] enseignements [illegible] dans leur plan [illegible] formation en [illegible] en intra-entreprise.

Le choix d'un institut

EN matière de [illegible] permanente, les [illegible] multi[illegible] années. Les dépliants et [illegible] qui affluent sur les [illegible] responsables de formation [illegible] problème difficile [illegible] résoudre : [illegible] un choix [illegible] propositions ?...

[illegible] la qualité [illegible] formation [illegible] complexe. Il [illegible] tenir compte de ce qu'en [illegible] participants (initiation, perfec[illegible] reconversion...) [illegible] programmes, [illegible] la pré[illegible] systématique ou non d'une orientation pédagogique (et [illegible] a posteriori), [illegible] la comparaison entre [illegible] qui [illegible] promis et ce qui est [illegible] réalisé, de la qualité [illegible] enseignants et animateurs, [illegible]

Compte tenu de [illegible] com[illegible] responsables [illegible] un [illegible] important [illegible] pondé[illegible] :

1) « Le taux [illegible] répétition » [illegible] nombre [illegible] participants qui [illegible] réinscrivent à un nouveau [illegible] en [illegible] suivi un). [illegible] ce [illegible] : oct. [illegible] : [illegible] %; mars 1972 : 45 %; oct. 1972 : 52 %; mars [illegible] : [illegible] %; sept. 1973 : 58 %; mars 1974 : 61 %; oct. 1974 : 61 %; mars 1975 : 60 %; oct. 1975 : 61 %; mars 1976 : 60 %.

2) « L'évolution du [illegible] global d'inscriptions » [illegible] le [illegible] ou [illegible]

De [illegible] point [illegible] vue, l'ISSEC [illegible] un [illegible] remarquable : plus [illegible] mille cadres [illegible] ingénieurs [illegible] ses programmes (1).

L'ISSEC [illegible] ainsi [illegible] — en [illegible] de [illegible] — parmi [illegible] premiers centres français [illegible] européens [illegible] le per[illegible] cadres et diri[illegible]

[illegible] 1973 [illegible] l'ESSEC [illegible] à Cergy-Pontoise, [illegible] ont permis de multiplier [illegible] la [illegible] locaux. [illegible] les [illegible] se [illegible] aussi [illegible] à Paris qu'à Cergy.

(1) Compte non [illegible] des interventions intra-entreprises.

Des programmes qui sont suivis sans absence prolongée hors de l'entreprise

LES crédits de perfectionnement ISSEC ont pour but d'offrir [illegible] des cadres d'entreprises un perfectionnement dans un certain nombre de techniques de gestion, à raison [illegible] neuf journées complètes [illegible] sur [illegible] mois, au rythme d'une séance tous les quinze jours.

Ces crédits de perfectionnement sont articulés [illegible] 15 axes principaux de la gestion des entreprises correspondant à 15 « options » ; chaque unité [illegible] une entité, tant sur le plan [illegible] qu'au niveau [illegible] déroulement dans le temps.

Chaque crédit [illegible] perfectionnement [illegible] une unité de soixante-douze heures de cours, exposés, discussions, conférences, travaux dirigés et séances de discussion de cas avec une équipe de professeurs praticiens d'entreprise et animateurs.

L'enseignement porte sur un sujet précis de la [illegible] techniques [illegible] : chaque crédit constitue une entité pédagogique placée sous la direction d'un responsable de crédit qui assure la coordination et le suivi du perfectionnement.

Des groupes de travail (de cinq [illegible] huit [illegible]) sont constitués au sein de chaque crédit. [illegible] se réunir pour préparer [illegible] de cas, les exercices et effectuer en commun des [illegible] recherche suivis [illegible] le professeur.

Deux formules

[illegible] peuvent [illegible] formules :

● Soit à raison d'un crédit par session : chaque [illegible] neuf journées [illegible] quatre mois : [illegible] particulièrement adaptée aux [illegible] en activité : elle [illegible] les absences prolongées [illegible] permet l'appli[illegible] progressive, [illegible] l'entreprise, [illegible] formations reçues ;

● Soit à raison d'un [illegible] par mois : dans ce [illegible] les [illegible] représentent dix-huit demi-journées bloquées sur un mois ; il est donc possi[illegible] suivre une option complète [illegible] quatre mois ; cette formule [illegible] principalement [illegible] d'emplois.

Les diplômes de spécialité ISSEC

LES diplômes ISSEC [illegible] des diplômes de perfectionnement supérieur [illegible] discipline donnée [illegible] la gestion des entreprises [illegible] « option » [illegible] tableau ci-dessous). Les demandes d'accession aux [illegible] diplômes [illegible] réservées aux sessionnaires de l'ISSEC ayant [illegible] minimum quatre [illegible] perfection[illegible] et ce [illegible] maximum de [illegible]. Toute [illegible] d'accession [illegible] un diplôme est accompagnée d'un projet [illegible] mémoire détaillé. Lorsque ce plan [illegible] approuvé, [illegible] professeur [illegible] groupe ESSEC [illegible] chargé de suivre, en [illegible] conseiller, [illegible] de recherche du candidat. Le mémoire est [illegible] devant un jury souverain dans un [illegible] minimum [illegible] mois maximum après acceptation [illegible] sujet.

OPTIONS	CRÉDIT 1	CRÉDIT [illegible]	CRÉDIT 3	CRÉDIT 4
A. — FONCTION PERSONNEL	Les Techniques de Base	Structures et Communications	Place des Relations de Travail	A. Politiques [illegible] Droit du Travail
B. — FONCTION FORMATION	Les Méthodes de Formation [illegible]	La Pratique de la [illegible]	a) Organisation [illegible] gestion [illegible] la Formation b) L'audio-visuel en [illegible]	Psychopédagogie de la Formation Permanente
C. — MARKETING	Marketing [illegible]	[illegible] Méthodes d'analyses en marketing C) Marketing [illegible] D) Marketing [illegible] produits [illegible] E) Exportation [illegible] marketing sur [illegible] marchés étrangers	B) [illegible] recherches [illegible] marketing F) Direction [illegible] [illegible] H) Politique [illegible] distribution [illegible] merchandising	I) Politique [illegible] marketing
D. — GESTION COMPTABLE ET CONTROLE DE GESTION	Comptabilité générale de gestion	Comptabilité analytique de gestion	Comptabilité approfondie	Contrôle de [illegible]
E. — GESTION FINANCIÈRE	Gestion Financière	A. [illegible] Evaluation [illegible] sociétés B. Crédit et [illegible]	C. [illegible] Financières [illegible] l'entreprise [illegible] Les finances internationales	
F. — GESTION DE LA PRODUCTION	Eléments Fondamentaux de gestion de la production	Techniques [illegible] planification [illegible] Contrôle [illegible] production	Conception [illegible] système [illegible]	[illegible] de production et gestion [illegible] personnel
G. — SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	Fonctions spécifiques du secrétariat général	Droit des sociétés	[illegible] Technique contractuelle	[illegible] techniques [illegible] la fonction personnel Gestion [illegible]
1. — INITIATION A LA GESTION DE L'ENTREPRISE	Introduction à la [illegible] d'entreprise			
2. — RELATIONS HUMAINES	[illegible]	La conduite de [illegible]	Méthodes d'enquêtes	
3. — INFORMATIQUE DE GESTION	[illegible] base d'informatique			
4. — DROIT DE LA GESTION	[illegible] général [illegible]	Droit des sociétés	Droit du travail	Fiscalité
5. — ÉCONOMIE	[illegible] à l'économie industrielle			
6. — LOGISTIQUE	[illegible] de logistique			
7. — ORGANISATION	Les techniques d'organisation	Les structures d'organisation		
8. — MÉTHODES QUANTITATIVES POUR LA GESTION	L'utilisation [illegible] méthodes quantitatives			

Pour une information plus complète

M.

Adresse personnelle :

Tél. :

SOCIÉTÉ :

Adresse de la société :

Tél. :

FONCTION :

Désirerait recevoir une brochure de documentation sur l'ISSEC ☐

Désirerait rencontrer [illegible] animateur du Centre d'orientation ☐

ISSEC [illegible] d'enseignement privé
24, rue Hamelin, 75116 PARIS
Tél. : 727-80-20 - 727-06-20 - 727-05-28
Métro : Boissière ou Iéna

L'Association des diplômés ISSEC

L'Association des diplômés de [illegible] légalement [illegible] est régie par la loi du 1er juillet 1901, [illegible] situé à Paris (8e), 10, [illegible] Copenhague.

Les fondateurs [illegible] décidé d'élargir [illegible] aux « diplômables », c'est-à-dire aux participants ISSEC ayant [illegible] leur projet de mémoire [illegible] reçu de l'ISSEC l'accord pour [illegible] début [illegible] leurs [illegible].

[illegible] premier lieu, l'[illegible] des diplômés [illegible] a [illegible] relations amicales nouées [illegible] cours [illegible] sessions, [illegible] ambitions [illegible] se [illegible] à [illegible] simple « [illegible] ».

Elle a [illegible] pour objectifs :

— [illegible] protéger [illegible] développer [illegible] droits attachés au diplôme [illegible] spécialité [illegible] l'ISSEC, [illegible] l'Institut [illegible] enseignement ;

— de veiller [illegible] maintien du [illegible] du diplôme [illegible] la promotion du diplôme [illegible] diplômés ;

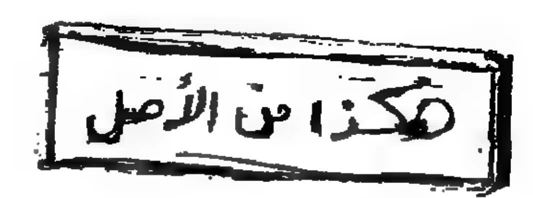
— d'entretenir avec l'Asso[illegible] élèves [illegible] étroites [illegible] possible ;

— d'aider et conseiller en accord avec l'ISSEC les titulaires de quatre [illegible] le choix [illegible] sujet de [illegible] mémoire [illegible] de la préparation [illegible] la [illegible].

Pour développer une efficace collaboration [illegible] l'ISSEC, [illegible] participants aux [illegible] de perfectionnement et [illegible] anciens, l'Association des diplômés de l'ISSEC [illegible] en [illegible] un club [illegible] largement [illegible] sessionnaires [illegible] l'ISSEC, quel [illegible] soit [illegible] nombre [illegible] obtenus ou [illegible].

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à

ASSOCIATION DES DIPLOMES [illegible]
10, [illegible] Copenhague, 75008 Paris, [illegible] 522-48-49.



Le Monde DE L'ÉCONOMIE

L'enjeu [redacted] la bataille du franc

UN des signes du meilleur climat qui semble actuellement gagner l'économie française, malgré les [redacted] difficultés auxquelles [redacted] doit [redacted] face, [redacted] une remontée encore timide du franc. Alors que, depuis le 12 [redacted] le cours du dollar [redacted] presque constamment maintenu tout juste au-dessous, ou tout juste au-dessus, de 5 F, il est [redacted] quelques jours, [redacted] début [redacted] 1977, redescendu au [redacted] de [redacted] F. Plus significative peut-être, [redacted] la légère amélioration [redacted] vis-à-vis du DM.

S'agit-il du [redacted] précurseur d'une tendance durable ? Il est trop tôt pour l'affirmer. Mais une chose est certaine. L'expérience de [redacted] Grande-Bretagne [redacted] là pour nous rappeler que, [redacted] stabilité monétaire, il est vain de s'attendre [redacted] une modération dans la hausse des prix, [redacted] cela même si le gouvernement parvient à freiner la hausse des salaires. Cela explique que, parmi les nombreux combats que M. Raymond Barre doit [redacted] pour [redacted] l'économie française, [redacted] la bataille du franc pour [redacted] longtemps que [redacted] n'aura pas eu lieu, la tenue du franc [redacted] un niveau [redacted] du taux d'intérêt.

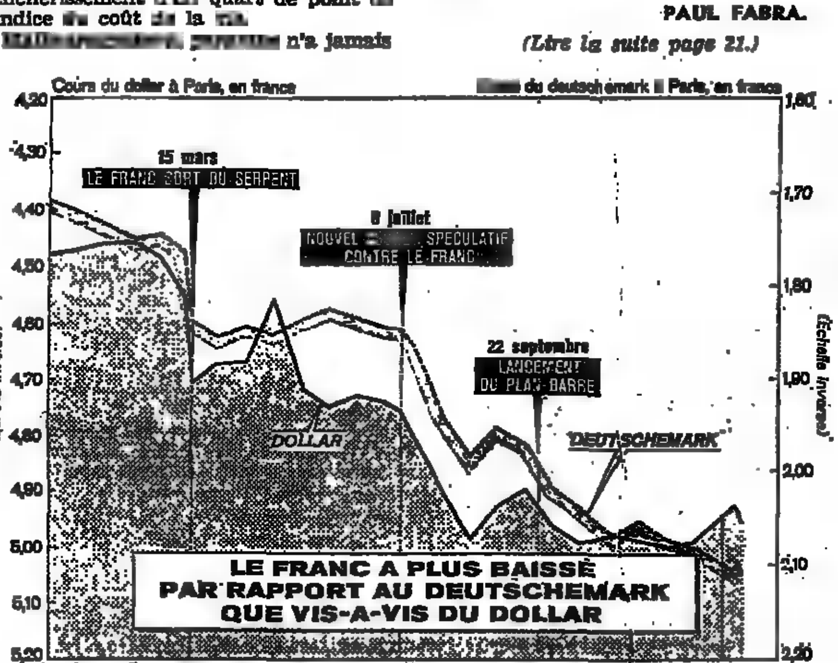
C[redacted] en [redacted] sant des raisonnements inspirés par les méthodes de la comptabilité nationale qu'on peut prendre conscience de toute l'importance de l'enjeu impliqué par la hausse ou la baisse du franc. Si l'on en reste prisonnier, on est amené [redacted] s'occuper [redacted] l'incidence sur [redacted] niveau des prix nationaux du [redacted] produits importés, ou éventuellement de la baisse de leur coût, [redacted] travers les variations de change. Schématiquement, l'analyse est la suivante : les importations représentent environ 20 % du produit intérieur brut. A supposer que la valeur du franc baisse de 1 % vis-à-vis [redacted] toutes les devises, cela « devrait » se traduire *grosso modo* par une hausse de l'indice des prix de 0,20 %. Comme, depuis le quadruplement du prix du pétrole, le dollar est redevenu la principale monnaie des règlements commer- de la France, on considère que l'évolution du cours vis-à-vis de la devise américaine et du deutschemark commande l'ensemble. Le franc ayant perdu à peu près [redacted] de sa valeur vis-à-vis du [redacted] 12 % vis-à-vis [redacted] depuis mars [redacted], un calcul simple, [redacted] fixer [redacted] de grandeur, suggérait [redacted] à [redacted] de l'élévation du [redacted] prix [redacted] avec plus [redacted] moins d'exactitude [redacted] l'indice officiel. [redacted] l'indice [redacted] durant la [redacted] période, [redacted] 7,7 %, on [redacted] en première [redacted] que le [redacted] l'« inflation » (confondue [redacted] prix) s'expliquerait [redacted]

[redacted] Britanniques ne [redacted] autrement, remarquons-le, [redacted] leurs [redacted] similaires que leurs experts [redacted] que, *pour chaque point* [redacted] *pondérée* [redacted] du commerce [redacted] Royaume-Uni avec [redacted] comme moyen [redacted] règlement), il [redacted] s'attendre à un renchérissement [redacted] quart de point [redacted] l'indice [redacted] coût [redacted] la [redacted]

[redacted] n'a jamais vraiment pu établir [redacted], dans [redacted] réalité, l'augmentation [redacted] coût des importations [redacted] diffuse [redacted] du corps économique. [redacted] incapacité s'ajoute [redacted] les autres [redacted] inclinent à juger passablement arbitraire le partage des responsabilités dans la hausse du niveau général [redacted] prix. Comment, dans [redacted] constamment mouvante, serait-il possible [redacted] diviser l'« inflation » comme un [redacted] : [redacted] part [redacted] aux augmentations [redacted] salaires, telle [redacted] au [redacted] élevé [redacted] autre encore — pourquoi pas ? — au profit des « monopoles » ? Arbitraire, [redacted] telle répartition [redacted] absurde. Non pas qu'à l'échelon de chaque entreprise [redacted] ne se [redacted] effectivement de [redacted] façon [redacted] des [redacted] celle [redacted] produits [redacted] à l'extérieur se répercute en général sur le prix de vente, [redacted] façon quasi mécanique), mais [redacted] que l'inflation [redacted] un phénomène global qu'on [redacted] peut pas, au niveau [redacted] économique, découper en [redacted]

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 21.)



BULLETIN

Vers un nouveau « sommet » de l'incertitude

LA politique économique [redacted] M. Jimmy Carter intéresse [redacted] Européens [redacted] autant [redacted] C'est pour mieux connaître [redacted] tions du nouveau président américain que M. Giscard d'Estaing [redacted] pris l'ini[redacted] de provoquer [redacted] réunion, dans les prochains mois, [redacted] chefs d'Etat et de gouvernement [redacted] sept principaux [redacted] de l'O.C.D.E (Etats-Unis, France, R.F.A., [redacted] tagne, Italie, Japon et Canada).

On est loin des prévisions faites [redacted] l'organisation du [redacted] de [redacted] Il y [redacted] risque [redacted] s'emballer [redacted] Gouvernements, [redacted] prudents ! Sinon, [redacted] risquez [redacted] prix qui [redacted] replonger [redacted] la [redacted] génératrice [redacted] chômage plus grand ! [redacted] en conséquence vos [redacted] de croissance [redacted] 5 %... Tel [redacted] quelques [redacted] « message » [redacted] M. [redacted] Lennep et de [redacted] partie [redacted] qu'il [redacted] été [redacted] appliqué, les [redacted] ont pris un cours [redacted] de celui qui paraissait [redacted] En [redacted] « accidents » [redacted] et français (chute [redacted] la livre et du [redacted] qui [redacted] l'inflation), le rythme [redacted] prix [redacted] à se modérer dans le monde capitaliste dans son ensemble. Simultanément, la conjoncture [redacted] devenue plus [redacted]

[redacted] signes plus [redacted] ré[redacted] apparus aux [redacted] l'activité, [redacted] un brillant premier [redacted] 1976, n'a [redacted] depuis lors [redacted] ralentir. Deux [redacted] blent avoir [redacted] un [redacted] le meilleur [redacted] La politique d'argent [redacted] marché a entraîné [redacted] amélioration [redacted] bâtiment, [redacted] guant le rythme [redacted] 1,7 [redacted] logements, soit [redacted] fois plus qu'au pire [redacted] la récession, [redacted] encore assez sensiblement [redacted] de 1973 [redacted] millions). [redacted] de [redacted] renouveau [redacted] côté [redacted] la consommation. A [redacted] attribuer cette [redacted] La plupart [redacted] y [redacted] d'une anticipation, [redacted] des rabais fiscaux [redacted] M. Carter, [redacted] sera [redacted] à la [redacted] va demander [redacted]

Certains se demandent, [redacted] conditions, si [redacted] profil de l'année [redacted] ne ressemblera [redacted] à celui [redacted] un « bon » premier trimestre, [redacted] l'incidence de [redacted] stimulantes an[redacted] prises [redacted] gouvernement, suivi [redacted] période d'activité beaucoup [redacted] mois, les [redacted] tenue dépendent [redacted] Mais les [redacted] d'entreprise [redacted] ce point toujours très réti[redacted] en Europe, y compris, quoique [redacted] Allemagne. La [redacted] ne se[redacted] que l'œuvre [redacted] Etats-Unis [redacted] en République [redacted] plus tôt qu'en France, n'a [redacted] purgé l'économie [redacted] pendant [redacted] d'in[redacted] qui a précédé [redacted] ?

Les Diafoirus de l'inflation

par MICHEL CICUREL (*)

IL est difficile [redacted] si c'est la [redacted] monothéiste [redacted], au contraire, l'indivi[redacted] jaloux [redacted] qui en [redacted] responsable. Toujours [redacted] que, [redacted] l'esprit de chacun de [redacted] concitoyens, [redacted] phénomène doit avoir une explication et une seule : la sienne.

On a [redacted] l'inflation au cancer : parce que ce sont des maladies qui tuent ; [redacted] que l'une [redacted] l'autre débutent [redacted] façon insignifiante [redacted] de se généraliser ; [redacted] qu'on ne [redacted] soigner que lorsqu'il [redacted] cinq ». Il [redacted] un [redacted] point commun [redacted] le cancer [redacted] l'inflation : [redacted] que [redacted] « docteurs Diafoirus » qui se [redacted] au [redacted] de l'économie, [redacted] à celui du cancéreux, ont chacun découvert « la » cause du mal.

Certains [redacted] aujourd'hui qu'une mise en commun [redacted] sur [redacted] de cerner le [redacted] de façon [redacted] : [redacted] toujours entendus. La France, malade [redacted] l'inflation, [redacted] mégalomanie des [redacted] qui veulent la sauver, [redacted] que le traitement [redacted] celui qu'ils préconisent. L'amour [redacted] l'amour-propre ont de ces coquetteries... [redacted] déjà : « On [redacted] le bonheur [redacted] défaut, [redacted] le malheur [redacted] aimé. »

Des « causes contradictoires »

Et le pire est [redacted] l'égocentrisme [redacted] nos [redacted] se [redacted] d'arrière-pensées [redacted] La cause [redacted] l'inflation française, [redacted] le dérèglement [redacted] système [redacted] international. [redacted] liqui[redacted] quantité [redacted] par [redacted] persistant [redacted] la balance des paiements [redacted] Etats-Unis et la [redacted] à épargner [redacted] dollars. Le flottement généralisé des [redacted] depuis mars 1973, [redacted] le pas [redacted] dollar, [redacted] aux nations [redacted] déficit extérieur [redacted] pleurs, mais [redacted] dommage puisque le prix à payer [redacted] l'accélération de l'inflation intérieure, [redacted] du prix des produits importés. Bref, ce [redacted] des Américains que [redacted] tout [redacted] mal.

[redacted] ce ne [redacted] L'[redacted] « stagflationniste » [redacted] la [redacted] prix du pétrole importé ne [redacted] doute. En [redacted] ou Américains, les pro[redacted] viennent [redacted] l'Hexagone.

Heureusement, [redacted] professionnels [redacted] là pour [redacted] leçons [redacted] morale [redacted] : « Les Français vivent [redacted] moyens. » [redacted] ménages, [redacted] entreprises, l'Etat dépensent [redacted] qu'ils gagnent. Ils vivent [redacted] crédit, [redacted] n'épargnent pas assez pour rembourser. [redacted] la [redacted] elle-même d'ailleurs, qui [redacted] 10 milliards [redacted] à l'étranger, [redacted] que [redacted] dont elle peut disposer [redacted] Les [redacted] les [redacted] d'illusions, [redacted] droite [redacted] de gauche, qui ne disent [redacted] la [redacted] aux Français [redacted] qui [redacted] s'occupent [redacted] problèmes. [redacted] l'Europe pouvait attendre...

[redacted] amalgame [redacted] suspect aux [redacted] des « travailleurs ». [redacted] vert de parler [redacted] nom [redacted] France, [redacted] au-dessus de [redacted] prôner [redacted] nationale, [redacted] critiquer tous azimuts, [redacted] masque les inégalités entre [redacted] Français.

La [redacted] cause de l'inflation est, au [redacted] traire, que [redacted] Français [redacted] moyens » : [redacted] le [redacted] et [redacted] plus [redacted] pour maintenir leur [redacted] qui expliquent la [redacted] prix.

L'inégalité [redacted] — [redacted] l'inflation la cause de l'inégalité, puisque [redacted] prennent l'escalier quand [redacted] prix montent en [redacted] le [redacted] « vicieux » du capitalisme. Pour rétablir [redacted] cercle « vertueux », où disparaîtront les inégalités [redacted] et par [redacted] l'inflation il faut et il [redacted] que [redacted] plus un loup pour l'homme. Il [redacted] changer la vie.

Nombre de responsables [redacted] l'économie nationale [redacted] chant [redacted] chacun [redacted]

[redacted] que les salaires représentent [redacted] du [redacted] national. [redacted] que [redacted] d'un ménage, plus important [redacted] part de son revenu qu'il [redacted] Souvent, [redacted] jeunes [redacted] dépensent plus qu'ils ne gagnent, puisqu'ils s'endettent [redacted] sommer [redacted] loger. Chacun [redacted] qu'en France, à l'heure actuelle, [redacted] salaires [redacted] trois fois plus vite que la production nationale : pour équilibrer l'offre [redacted] la demande, il faut [redacted] bien [redacted] importations, ou [redacted] monter [redacted] prix intérieurs. Les salariés sont responsables [redacted] l'inflation.

Paradoxalement, dans ce [redacted] plupart [redacted] patrons ne partagent pas [redacted] des [redacted] sur la responsabilité [redacted] la [redacted] l'in[redacted] Ils ne [redacted] « l'inflation [redacted] demande », [redacted] persistance d'une situation où [redacted] un ralentissement [redacted] l'activité économique et une [redacted] prix [redacted] paraît [redacted]

(Lire la suite page 20.)

(*) Maître de conférences à [redacted] d'études politiques de Paris et à [redacted] polytechnique.

CHOMAGE 1977

AU début [redacted] le chômage [redacted] inspirer aux Français [redacted] sentiments, [redacted] opposés. [redacted] le phénomène [redacted] même; c'est [redacted] fatalisme : à tort [redacted] raison, chacun [redacted] plus ou [redacted] persuadé [redacted] sous-emploi [redacted] durable ; [redacted] longtemps encore, un [redacted] chômeurs, [redacted] plus ! [redacted] étrange [redacted] quence, si le mal lui-même [redacted] voit prêter un caractère [redacted] catastrophique, [redacted] souvent que son voisin puisse en être réellement atteint... A l'endroit des victimes [redacted] chômage, [redacted] fréquemment la méfiance, l'incrédulité, voire l'exaspération, [redacted] par [redacted] anecdotes de [redacted] commerce tendant à démontrer que des indem[redacted] mirobolantes [redacted] farceurs travaillant « au noir » ; à moins qu'ils ne veuillent pas travailler du tout. Bref, la fraude serait massive, tout particulièrement dans le cas des bénéficiaires des fameux « 90 % ». Ainsi le [redacted] plus [redacted] avec conviction, enthousiasme, les pouvoirs publics et les partenaires sociaux édifiaient en hâte un dispositif de défense qui, nous [redacted] avec fierté, allait être le tout premier dans le monde : [redacted] peine ce dispositif très sophistiqué a-t-il commencé de servir que déjà certains s'efforcent de le disqualifier...

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX (*)

C[redacted] parfaitement contradictoires, appellent trois séries [redacted]

[redacted] il [redacted] que [redacted] Français s'habituent ou qu'on [redacted] habi[redacted]

Indépendamment [redacted] considération éthique, il ne sera pas toujours possible, sans risque de crise grave, de maintenir hors de toute vie normale plusieurs [redacted] de milliers [redacted] jeunes [redacted] emploi. Et [redacted] l'on prêtait oreille [redacted] irresponsables qui, sous prétexte [redacted] l'Université, proposent de [redacted] aux gui[redacted] l'Agence [redacted] pour l'emploi [redacted] mille ou quatre [redacted] jeunes de plus ! Or, [redacted] *trop répéter qu'il* [redacted] se résigner [redacted] sous-emploi [redacted], on néglige peut-être d'explorer systématiquement [redacted] ceptibles [redacted] le [redacted]

On [redacted] peut-être [redacted] réduire [redacted] un *allégement* [redacted] ; [redacted] serait-il absolument impossible d'encourager [redacted] par le jeu d'une exonération provi[redacted] toute [redacted] sociale, puisque [redacted] *façon*, le [redacted] bénéficie, en tant que tel et aux frais de [redacted] collectivité, de la sécurité sociale ? L'entreprise qui [redacted] peut envisager d'em[redacted] un jeune sans emploi parce qu'il lui en coûterait plus [redacted] 3 000 F avec les charges [redacted] aurait peut-être une [redacted] différente [redacted] pendant la pre[redacted] par exemple, elle [redacted] uniquement [redacted] d'un salaire direct inférieur à 2 000 F... Ou serait-il [redacted] pour permettre aux entreprises [redacted] traverser [redacted] sans licencier, [redacted] maintenir dans [redacted] emploi ceux qui sont menacés en substituant provisoirement les « 90 % » qui leur [redacted] justement ils étaient licenciés ?

[redacted] — si ce [redacted] plus — de précautions, nous nous [redacted] si l'on ne sous-estime pas également les politiques susceptibles de réduire le chômage par un [redacted] *du* [redacted] *disponible*. Il a toujours paru plus ou [redacted] sous-emploi [redacted] de 5 %, un travailleur sur vingt doit être jeté au rebut, les [redacted] occupés quarante [redacted] ou plus : ne serait-il pas plus [redacted] — en théorie — que tous conservent un emploi [redacted] à trente-huit heures par semaine ?

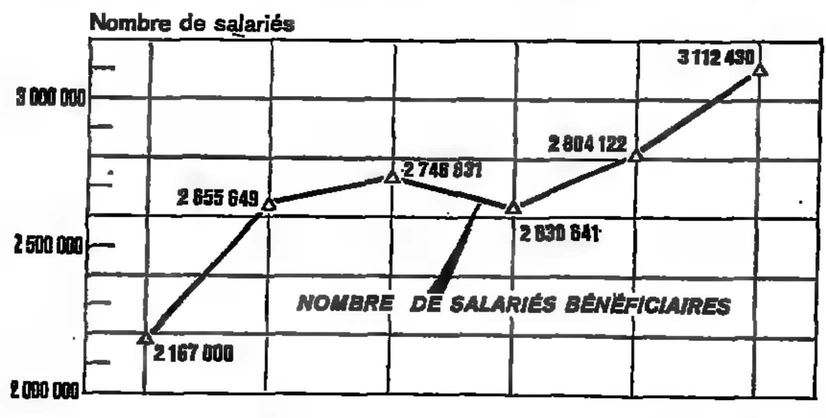
Sans doute, la leçon fameuse d'Al[redacted] Sauvy [redacted] laquelle le [redacted] une quantité fixée qu'on [redacted] partager [redacted] ne doit [redacted] être [redacted] ! [redacted] aussi [redacted] dans le sens d'un partage plus égal du travail soulève des [redacted] rables non [redacted] techniques, psychologiques, juridi[redacted] mesure [redacted] une [redacted] du temps de travail entraîne un bouleversement des dispositions contractuelles. Et cependant, [redacted] ce qui peut [redacted] fait dans [redacted] l'a-t-il [redacted] ? Ne cède-t-on pas trop [redacted] à la tentation [redacted] s'abriter derrière des [redacted] qui, si convaincantes [redacted] *a priori*, mériteraient [redacted] nouvel examen, [redacted] à une époque [redacted] la ré[redacted] du temps [redacted] travail [redacted] une [redacted] fondamentale ?

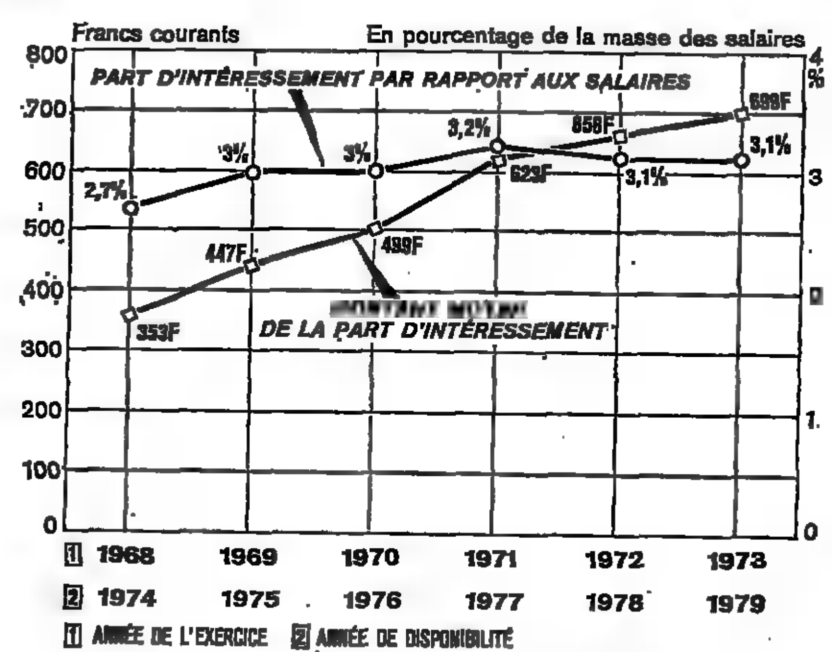
Faute de recherches suffisamment approfondies — par exemple sur [redacted] effets d'un abaissement radical [redacted] durée [redacted] de travail dans [redacted] sur ceux [redacted] un [redacted] de [redacted] majorations dues pour [redacted] supplémentaires, etc., — ces questions restent sans réponse. [redacted] évoquent irrésistiblement le mot merveilleux prêté [redacted] un employé de l'Agence nationale pour l'emploi débordé par la cohue des demandeurs : « [redacted] *patience*, [redacted] *mes trop* [redacted] *nombreux...* »

(Lire la suite page 20.)

(*) Directeur du département [redacted] du travail de l'université de Paris-Assas.

Un salarié sur cinq environ bénéficie de l'intéressement





CHAQUE année, depuis 1968, [redacted] entreprises partagent [redacted] bénéfice [redacted] les salariés, [redacted] application [redacted] 17 [redacted] 1967. Globalement, [redacted] sommes [redacted] au compte [redacted] salariés, [redacted] bloquées [redacted] ans, [redacted] importantes. [redacted] une enquête [redacted] de publier [redacted] du [redacted] (1), ce qu'on appelle « la réserve [redacted] de participation » a atteint, [redacted] 1973, [redacted] F — [redacted] en 1979 — au [redacted] millions [redacted] 1972, [redacted] 1971, [redacted]. Cependant, le montant moyen qui revient [redacted] chaque personne est assez réduit, ce [redacted] s'explique [redacted] l'augmentation parallèle [redacted] sur la participation : [redacted] au [redacted]. [redacted] part d'[redacted] par [redacted] en [redacted]quence de 699 F au lieu de 658 F pour 1972.

Le graphique [redacted] part [redacted] a nettement augmenté, [redacted] en [redacted] qu'elle représente toujours [redacted] même pourcentage [redacted] %) par rapport [redacted] la masse des salaires concernés par le [redacted] participation. [redacted] fait [redacted] économiques : 229 F en [redacted] 1973, [redacted] 1,05 % [redacted] les [redacted] de l'hygiène; 452 F (2,15 %) dans [redacted] sidérurgie; 936 F [redacted] %) [redacted] le commerce de gros : [redacted] F (4,30 %) [redacted] électrique [redacted] 1 170 F [redacted] chimique.

[redacted] bénéficiaires [redacted] une participation inférieure [redacted] 2 [redacted] de leurs salaires [redacted] 1 % supérieure à 15 %.

L'étude [redacted] en [redacted] intéres[redacted] : [redacted] l'ensemble [redacted] participation bloquées [redacted] moitié [redacted] placées [redacted] comptes [redacted] obligations — [redacted] cas à un taux d'intérêt de [redacted] à 9 %; seulement 1,3 [redacted] est convertie en actions.

Une [redacted] enquête du [redacted] sur [redacted] de participation signés en application de l'ordonnance de 1967, révèle que celui-ci est en constante augmentation : [redacted] entreprises (1 360 000 salariés en [redacted] 526 accords [redacted] entreprises (2 900 000 [redacted] 1972 [redacted] au 31 [redacted] 581 accords, représentant [redacted] entreprises [redacted] 943 [redacted].

(1) « [redacted] » [redacted] n° 25, [redacted] du [redacted].
(2) « [redacted] informations » [redacted] 1976, du [redacted] du travail.

CHOMAGE 1977

(Suite de la page 19.)

En réalité, [redacted] n'est [redacted] encore allé jusqu'au [redacted] ces problèmes infiniment [redacted] peut-être parce [redacted] le chômage étant [redacted] très provisoire, [redacted] n'a pas [redacted] faire de l'emploi [redacted] un objectif *prioritaire*. Peut-on [redacted] qu'il le devienne en [redacted] ?

[redacted] qu'il [redacted] impossible [redacted] donner du travail [redacted] tous. Encore faudrait-il, au moins, que ceux qui [redacted] *sacrifiés* au sous-emploi soient traités [redacted] : il [redacted] bien loin d'en [redacted] ainsi. [redacted] s'hypnotise facilement sur [redacted] quelque 120 000 [redacted] garantie à 90 % [redacted] peine plus de [redacted] chômeur sur [redacted] en oubliant que [redacted] moitié [redacted] demandeurs d'emploi [redacted] perçoivent rien [redacted] que [redacted] 000 d'entre [redacted] environ, qui n'ont [redacted] ou n'ont plus [redacted] aux prestations d'assurance chômage perçoivent en [redacted] pour [redacted] *de l'aide pu*[redacted] (1). Qu'est-ce [redacted] dire ?

Sortir du néolithique

[redacted] la garantie [redacted] certains [redacted] les [redacted] expriment une solidarité naturelle [redacted] l'endroit [redacted] certains groupes faibles, [redacted] handicapés, enfants, chômeurs, etc. : le [redacted] relatif [redacted] minima, comparé au niveau [redacted] ou [redacted] tradult [redacted] de développement *social* de ces sociétés... En France, [redacted] indigent a droit, au [redacted] fondamentale, [redacted] francs [redacted] jour pendant les [redacted] premiers [redacted] à [redacted] qui [redacted] un abattement [redacted] 10 % par année de chômage) à condi[redacted] revenus soient inférieurs à [redacted] francs par jour.

[redacted] se passent [redacted] longs [redacted] : c'est, simplement, [redacted] plus [redacted] misère [redacted] un pays [redacted] les [redacted] extérieurs [redacted] sont indéfiniment multipliés. L'an dernier, la [redacted] prêtait au nouveau patron d'un célèbre [redacted] *natio*[redacted] un [redacted] quelque 80 000 francs par mois. Si ceci est justifié, fort bien ! Mais en ce cas, com[redacted] serait-il ? Pourquoi ces années-lumière [redacted] haut [redacted] le [redacted] donc sortira-t-on du néolithique ? [redacted] qu'en [redacted] s'attaque [redacted] ce [redacted] avec la volonté [redacted] r[redacted]ire.

[redacted] faire, nous répliquera-t-on, dans [redacted] période d'ex[redacted] budgétaire ? [redacted] vraiment pas le moment ! Il est vrai que [redacted] n'est jamais le moment... mais [redacted] impossible d'imposer actuellement [redacted] Français le moindre effort supplémentaire sur [redacted] point, il [redacted] *utiliser* [redacted] *fonds* [redacted].

[redacted] prestations d'*assistance*, les [redacted] publique sont [redacted] principe subordonnées [redacted] condition d'indigence [redacted] conçue ; mais il [redacted] curieusement [redacted] les [redacted] chômage ne seraient [redacted] prises en consi[redacted] dans [redacted] : ils peuvent [redacted] avec [redacted] allocations de [redacted] publique (c'est [redacted] cas pour 230 000 [redacted] environ). [redacted] : [redacted] garantie [redacted] % s'exprime par [redacted] d'une allocation-chapeau, l' « [redacted] supplémentaire [redacted] », [redacted] compléter, [redacted] hauteur de [redacted] du [redacted] assuré, [redacted] prestations [redacted] et, éventuellement, [redacted] cumulées. Ainsi, sur [redacted] bénéficiaires [redacted] cette garantie qui peut donner lieu [redacted] des [redacted] importants, près [redacted] perçoivent en [redacted] l'allocation d'aide publique... ! C'est [redacted] qui sous-tend [redacted] allocation [redacted] profondément *dévoyée*.

[redacted] risque d'aller [redacted] les idées [redacted] en [redacted] — [redacted] gestionnaires de [redacted] chômage [redacted] aide [redacted] pouvoirs publics, et on [redacted] comprend ! — nous pensons donc [redacted] incapable [redacted] faire [redacted] situation [redacted] réservée [redacted] *indigents*, mieux [redacted] renoncer [redacted] mélange des genres, [redacted] redéfinir [redacted] façon plus [redacted] et [redacted] l'assurance en reprenant en [redacted] chômage [redacted] des ressources des intéressés : ce pis-aller permettrait [redacted] plus [redacted] publique au [redacted] disperser [redacted] et là. Le montant de cette aide pourrait alors, [redacted] supplémentaire [redacted] pouvoirs publics, [redacted] sérieuse[redacted].

Ce serait tourner [redacted] dos [redacted] toute [redacted] politique qui [redacted] ment, dans [redacted] chômage, [redacted] des pouvoirs publics et ceux [redacted] partenaires [redacted] doute. [redacted] irons beaucoup plus loin : [redacted] chômage [redacted] passer non [redacted] de l'intervention [redacted] pouvoirs publics [redacted] peut-être [redacted] celle [redacted] employeurs.

Pourquoi la garantie [redacted] 90 % [redacted] l'objet [redacted] tant d'attaques, directes [redacted] ?

[redacted] ce [redacted] s'imagine [redacted] un public mal informé, la période [redacted] moyenne [redacted] nettement *plus* [redacted] *cas* [redacted] *indemnisés à 90 %* [redacted] *tous les* [redacted] (cette période était de l'ordre de [redacted] seulement jusqu'à une [redacted] récente, mais [redacted] économique l'a sans [redacted] aujourd'hui), ce qui suffit [redacted] que la [redacted] grande majorité [redacted] ne [redacted] de leur [redacted] (2). [redacted] plus qu'elle ne disqualifie la S.N.C.F. [redacted] d'une fraude [redacted] ne devrait disqualifier [redacted] ciale.

[redacted] si à [redacted] fraude [redacted]

dérer une garantie sociale [redacted] pointe, [redacted] sans [redacted] qu'elle [redacted] financée par [redacted] « patronales » [redacted] que bon nombre d'employeurs supportent assez mal [redacted] qu'ils [redacted] des [redacted] : l'allergie [redacted] à l'endroit [redacted] payés [redacted] resurgit ainsi périodiquement, [redacted] à [redacted] ou [redacted] l'allocation supplémentaire d'attente. A vrai dire, dans un pays latin, cette réaction [redacted] peu près inévitable et elle trouve facilement un élément de fraude auquel [redacted] raccrocher ; l'erreur de base [redacted] aux entreprises [redacted] payer [redacted] bonne [redacted] chômage [redacted] (et, [redacted] façon plus générale, [redacted] leur sécurité sociale). Il y a là, pour les uns comme pour [redacted], un [redacted] dupes générateur d'inépuisables malentendus.

[redacted] ne [redacted] aujourd'hui que l'accumulation [redacted] « patronales » [redacted] à [redacted] d'élargir [redacted] façon significative la fraction [redacted] qui [redacted] salariés, [redacted] inactifs, et [redacted] : [redacted] relative stabilité [redacted] cette part montre [redacted] entreprises seraient [redacted] l'équi[redacted] en [redacted]. D'ailleurs, organisations patronales [redacted] salariales [redacted] pour considérer [redacted] la *somme* [redacted] salaires directs [redacted] cotisations « patronales » : [redacted] dernières prélevées sur [redacted] salaire global, sont en [redacted] des contributions salariales.

Une police plus énergique

[redacted] la longue [redacted] qui consiste [redacted] (ou [redacted] imposer) [redacted] entreprises des *suppléments* [redacted] *salaires* sous forme [redacted] patronales, affectées [redacted] sociales, [redacted] à [redacted] égards.

D'abord, ce [redacted] de [redacted] très peu « pédagogique » pour les assu[redacted] pratiquement indolore.

D'autre part, lorsque [redacted] organisations syndicales des [redacted] augmentations [redacted] salaires [redacted] aux travailleurs âgés, [redacted] malades, aux chômeurs, etc., [redacted] un peu l'impression, en [redacted] *affectation*, qu'elles [redacted] la [redacted] et non un [redacted] prix [redacted] travail.

Enfin [redacted] système [redacted] patronales paraît légitimer une [redacted] de [redacted]tion patronale [redacted] la gestion [redacted] correspondants. [redacted] que [redacted] employeurs — [redacted] leurs représentants — sont [redacted] prononcer sur l'utili[redacted] de [redacted] fonds, c'est-à-dire sur ce qui [redacted] en matière [redacted] maladie, chô[redacted] etc. Etrange résurgence d'un paternalisme incompréhensible qui, [redacted] ici, s'épanouit [redacted] nouveau [redacted]. Le [redacted] d'entreprise [redacted] fournir les [redacted] pro[redacted] clients, d'[redacted] meil[redacted] de travail à [redacted] personnel, [redacted] plus hauts salai[redacted] possibles : c'est [redacted] qui [redacted] la grandeur de ce rôle. Mais il n'est pas [redacted] gérer les [redacted] des travailleurs, [redacted] comme [redacted] mineurs : certains employeurs, [redacted] non [redacted] moindres, commencent [redacted] comprendre que [redacted] patronat se fourvoie profondément en [redacted] contrôler la gestion d'une quelconque partie [redacted] salaires.

Dès lors, [redacted] hausses de [redacted] étaient [redacted] imposées [redacted] aux entreprises, [redacted] tions salariales [redacted] sur [redacted] salaires, la notion de [redacted] patronale étant éliminée, [redacted] opération [redacted] démystification [redacted] — peut-être pour [redacted] plus grand [redacted] ? — [redacted] confier aux représentants [redacted] cotisants, [redacted] eux seuls, [redacted] mission de gérer [redacted] ainsi prélevés.

D'un point de [redacted] psychologique, [redacted] situation [redacted] alors tout autre, et notamment [redacted] le cas [redacted] l'assurance chômage. [redacted] sur [redacted] s'évanouiraient pour [redacted] il [redacted] clair qu'il s'agit de l'argent [redacted] salariés eux-mêmes : à eux d'en [redacted] comme ils l'entendent ; [redacted] surtout, la police [redacted] gestionnaires [redacted] chômage [redacted] assurer serait par la force des choses infiniment plus énergique [redacted] les contrôles [redacted] parce [redacted] plus nécessaire et parce que beaucoup plus « motivée » (3).

Un virage devra [redacted] pris qui devrait [redacted] de la sécurité sociale [redacted] salariés. Ce virage [redacted] extraordinairement [redacted] à négocier... Il n'est cependant [redacted] inter[redacted] d'espérer, et ce [redacted] vœu, qu'il sera [redacted].

JEAN-JACQUES DUPEYROUX.

(1) [redacted] incohérences [redacted] injustices [redacted] système [redacted] chômage, voir [redacted] l'excellent rapport Simon-Lorière [redacted] projet de loi de janvier 1977.

(2) En admettant que 10 [redacted] bénéficiaires [redacted] l'allocation supplémentaire [redacted] fraudent, [redacted] ne représenterait pas beaucoup plus d'un chômeur [redacted] cent...

(3) Le paritarisme, qui, [redacted] l'ensemble, a donné [redacted] résultats, est une solution relativement simple, surtout si elle [redacted] renforcée par un agrément des pouvoirs publics. [redacted] la perspective suggérée, [redacted] instruments juridiques comparables devraient être mis au point.

Les Diafoirus de l'inflation

(Suite de [redacted] 19.)

L'inflation *résulterait*, [redacted] *contraire*, d'un [redacted] pour [redacted] entreprises : seule une [redacted] demande, entraînant celle de la production, permettrait « d'étaler » [redacted] fixes, et donc de [redacted]biliser [redacted] prix.

[redacted] admettront néanmoins, avec [redacted] Rue [redacted] Rivoli, que [redacted] coûts fixes, [redacted] sont [redacted] aujourd'hui [redacted] salaires, puisque [redacted] entreprises n'ont [redacted] licencier lorsqu'elles produisent moins ni [redacted] réduire [redacted] rémunérations lorsqu'elles gagnent moins. [redacted] donc non [redacted] d'inflation par [redacted] demande, [redacted] par les coûts.

[redacted] plus sophistiqués vous démontreront alors que [redacted] sont, en [redacted] investissements, [redacted] non [redacted] salaires, qui [redacted] l'inflation [redacted] la [redacted] et par [redacted]. Les investissements ont, en [redacted] représenté [redacted] part croissante [redacted] la demande intérieure en France, et n'ont permis d'augmenter l'offre [redacted] façon décroissante, [redacted] les [redacted] entreprises [redacted] même. [redacted] entreprises ont [redacted] obligées [redacted] s'endetter [redacted] plus en plus pour financer ces [redacted] et à un [redacted] l'argent [redacted] plus [redacted] plus [redacted] : [redacted] charges financières représentent un [redacted] fixe, [redacted] façon insupportable pour [redacted] entreprises françaises, [redacted] elles n'augmentaient [redacted] leurs prix au [redacted] rythme. La conclusion de cette [redacted] qu'il faut mettre [redacted] la [redacted] puissance [redacted] grandes [redacted] banques, [redacted] administrations, qui sacrifient [redacted] travailleurs, contraints au chô[redacted] et [redacted] consommateurs, [redacted] de [redacted] prix, [redacted] au mythe [redacted] la productivité

On verra, alors, guerroyer [redacted] partisans [redacted] la « productivité », pour assurer [redacted] « compétitivité » [redacted] prix [redacted] produits [redacted] de [redacted] « capacité », qui souhaitent développer l'offre de [redacted] et services.

On [redacted] disputer [redacted] « conjoncturistes », [redacted] la [redacted] d'inflation que permettra de guérir un [redacted] cheval provisoire (stabilisation [redacted] la [redacted] monétaire, équilibre budgétaire...) et [redacted] « [redacted]listes », partisans d'une [redacted] pro[redacted] économiques françaises.

Bientôt, on [redacted] uns et les [redacted] tromper d'adversaires, par mégarde : [redacted] syndicats [redacted] la politique [redacted] tuelle, autrement dit l'économie libérale, [redacted] patrons une aide massive [redacted] l'Etat [redacted] faveur [redacted] investissements, [redacted] vive l'économie [redacted] « commandement » ! [redacted] monétaristes disent qu'il ne [redacted] surtout pas toucher [redacted] la monnaie.

Les marxistes affirment qu'il [redacted] réduire [redacted] marges commerciales, [redacted] en [redacted] temps de protéger le petit [redacted] grandes surfaces. Comme [redacted] monopoles étaient toujours [redacted] fait [redacted] « [redacted] ».

[redacted] fanatiques de l'économie concurrencée [redacted] sur [redacted] finalement [redacted] internationale a entraîné un [redacted] contagion [redacted] la hausse [redacted] prix plutôt qu'à la [redacted].

Dieu n'y reconnaît plus [redacted] Heu[redacted] le plan [redacted] pour [redacted]rer l'œcuménisme : tout [redacted] monde s'accordera volontiers pour le condamner. Ce n'est guère [redacted] : il ne [redacted] « la » [redacted] l'inflation française.

Et pourtant, combien il [redacted] réconfortant [redacted] voir [redacted] économiste [redacted] profession, [redacted] s'abstenir de [redacted] « sa » [redacted] l'inflation, [redacted] prêter l'oreille. Prêter l'oreille pour [redacted] criailleries sur [redacted] causes du [redacted] français, [redacted] pour chercher [redacted] qui unit les professeurs [redacted] stabilité plutôt [redacted] ce qui [redacted] divise.

[redacted] qui unit ces [redacted] esprits ? [redacted] chacun [redacted] part [redacted] vérité, [redacted] que les explications [redacted] incompatibles [redacted] : si, après tout, l'inflation française [redacted] d'une [redacted] salaires, d'une insuffisance [redacted] d'un dérèglement monétaire international, [redacted] prix du pétrole ? Peut-être, alors, [redacted] manquerait-on [redacted] cohérence [redacted] modérant la [redacted] rémunérations, en soutenant [redacted] productifs, [redacted] recherchant la [redacted].

[redacted] qui unit encore ? [redacted] personne [redacted] d'accord sur [redacted] causes, [redacted] tout le monde sur [redacted] effets. Et si, du [redacted] prenait aux [redacted] en bloquant [redacted] prix [redacted] un temps, [redacted] contingentant [redacted] importations [redacted] pétrole, en favori[redacted] l'épargne. Pour un temps seulement. [redacted] temps [redacted] préciser « les » causes, sans passion, par [redacted] d'étu[redacted] sur [redacted] par exemple.

La grande force, [redacted] du plan [redacted] que, parmi les économistes [redacted] chambre, [redacted] l'aime.

MICHEL CICUREL.

LES INCOHÉRENCES DE LA POLITIQUE DE RECHERCHE

TECHNOLOGIE INDUSTRIELLE : un rapport « enterré » relève le retard français

LE 15 mars 1976, M. Michel d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, confiait [illegible] M. Jacques Dondoux, ingénieur général [illegible] munications, ancien directeur [illegible] du CNET (Centre national d'études des télécommunications), une « mission d'enquête [illegible] de propositions afin de préparer la définition d'une politique dans le [illegible] de la technologie, de la [illegible] industrielle [illegible] développement [illegible] industries [illegible] technologie ». Deux [illegible] plus tard, M. Dondoux remettait un [illegible] d'une [illegible] pages.

Des mois ont passé. Apparemment, rien n'a bougé. Tout [illegible] a-t-on nommé le [illegible] septembre, en la personne [illegible] M. Turpin, un délégué [illegible] la [illegible] industrielle et [illegible] la technologie. [illegible] on attend toujours la définition d'une politique et des mesures [illegible]. Pourtant, dans son rapport, M. Dondoux formulait un [illegible] propositions précises. Ont-elles été jugées trop audacieuses? Le constat de l'ancien directeur du CNET est-il apparu trop pessimiste? L'effort financier qu'il [illegible] était-il impossible [illegible] réaliser actuellement? On ne sait. Toujours est-il que ce rapport [illegible] été purement et simplement « enterré ».

« *L'[illegible] français [illegible] recherche-développement est [illegible] (...). La situation s'est dégradée depuis plusieurs années, [illegible] inférieure [illegible] celle de ses principaux [illegible]* » Ce [illegible] constat, M. Dondoux l'appuie sur un certain nombre de données :

— La part des dépenses de recherche dans [illegible] produit national brut [illegible] ci-contre). Elle est nettement inférieure à ce qui se fait, non seulement aux États-Unis, mais en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne. D'aucuns contestent cette référence au P.N.B. Ils préfèrent [illegible]rer les dépenses de recherche à la seule production industrielle. Dans ce cas, estiment-ils, la France se situe au même niveau que ses [illegible] européens. Mais, en retenant cette seconde référence, ne risque-t-on pas de considérer comme un fait acquis la faiblesse de notre production industrielle par rapport aux performances des grands pays industrialisés ?

— Les produits finis représentent toujours moins de 50 [illegible] de nos exportations, contre 70 % en R.F.A. et 90 % au Japon;

— Le pourcentage des brevets d'origine française déposés en France n'a pratiquement pas cessé de décroître depuis quinze ans (voir graphique).

Ne sommes-nous pas, pourtant, le quatrième exportateur mondial ? L'industrie française perçoit actuellement les dividendes des efforts de recherche accomplis dans la période [illegible]. Or la [illegible] érosion [illegible] depuis risque [illegible] compromettre [illegible] compé[illegible] au cours [illegible] prochaines [illegible].

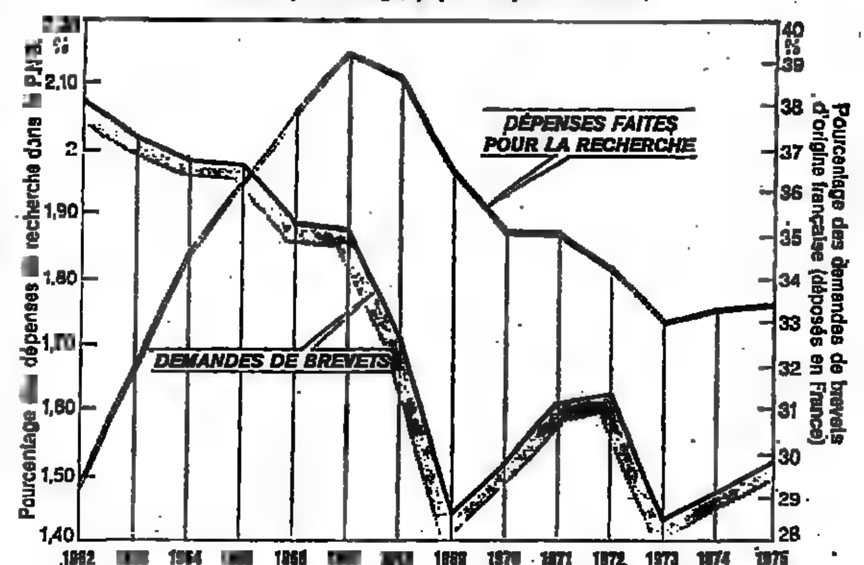
[illegible] M. Dondoux insiste [illegible] l'urgence [illegible] à prendre, deux phénomènes conjoncturels aggra[illegible] situation. D'une part, la crise économique [illegible] *les entreprises [illegible] tout développement [illegible] au [illegible] le VIIe Plan posait, [illegible] la recherche publique, le principe [illegible] croissance [illegible] effectifs de 3 % l'an ».*

D'autre part, « *les francisations opérées dans des secteurs clés comme l'informatique et les télécommunications n'ont souvent pu être obtenues qu'au prix [illegible] transfert temporaire à l'étranger des centres de décisions technique* ». M. Dondoux [illegible] ici [illegible] la fusion entre C.I.I. [illegible] Honeywell-Bull [illegible] aux francisations de L.M.T. (une des [illegible] filiales [illegible] d'International Telephon and Telegraph) et de la Française des téléphones Ericsson.

Si cette situation de dépendance technique n'est pas redressée, note M. Dondoux, cela risque de « *remettre en cause à terme le contrôle par des capitaux français des firmes concernées* ».

Si [illegible] France [illegible] se [illegible] dans [illegible] petit [illegible], il lui faut non [illegible] rapport,

LA FRANCE A RÉDUIT SON EFFORT DE RECHERCHE DEPUIS 1967: les [illegible]s d'origine étrangère sont, en pourcentage, de plus en plus nombreux



[illegible] ses dépenses [illegible] sur le P.N.B., mais [illegible] un effort supplémentaire afin [illegible] rattraper [illegible]. Pour passer [illegible] taux de 1,76 [illegible] atteint en 1975 à celui [illegible] 2,3 [illegible] en 1980, M. Dondoux estime que [illegible] public supplémentaire aurait [illegible] 1,6 milliard de [illegible] en 1976 et [illegible] milliards en 1977. D'ici [illegible] 1980, ce sont au [illegible] quelque [illegible] à 8 milliards [illegible] plus qui [illegible]. Pour ce faire, [illegible] CNET [illegible] diverses [illegible].

Des incitations fiscales

L'[illegible] supplémentaire aux entreprises pourrait [illegible] à raison [illegible] deux [illegible] par [illegible] et d'un tiers par [illegible].

Dans le système actuel, [illegible] la recherche [illegible] les entreprises [illegible] façons. Les plus [illegible] les prêts [illegible] réduit [illegible] les crédits [illegible] remboursables en [illegible]. Or [illegible] prêts alourdissent le passif du bilan [illegible] l'entreprise [illegible] mécanisme du [illegible] d'étude [illegible] pénaliser la réussite. Aussi M. Dondoux propose-t-il d'inverser [illegible] système ; [illegible] qui [illegible] pénalisé. Un fonds d'intervention pour [illegible] technologie, alimenté par l'État, passerait avec les entreprises des [illegible] développement [illegible] publiques, qui [illegible] resteraient acquises dans le cas où les objectifs [illegible] dans le contrat et déterminés d'un [illegible] tenus. Dans l'hypothèse contraire, la [illegible] des [illegible].

En matière [illegible] fiscales, M. Dondoux [illegible] notamment d'accé[illegible] le taux [illegible] des immeubles [illegible] la taxe [illegible] pour les [illegible] se [illegible] à la recherche scientifique et technique. Enfin des primes seraient versées par l'État pour la création d'emplois de recherche en province.

Cet effort financier serait vain s'il ne s'accompagnait d'une profonde réforme des structures industrielles. La [illegible] se trouve, selon M. Dondoux, dans une [illegible] qui n'est pas « [illegible] *évidente* ». L'État « [illegible] *propres services une part importante de [illegible] appliquée sans avoir pris le contrôle [illegible] l'industrie en aval* ». [illegible] grandes sociétés privées « *ne bénéficient que rarement des recherches théoriques et appliquées faites en amont dans les laboratoires publics* ». Pour sortir de ce dilemme, M. Dondoux se demande s'il « *ne conviendrait pas de faciliter dans un certain nombre [illegible] triels une intégration verticale entre un [illegible] et [illegible] industriel* ». [illegible] restructuration pourrait être envisagée « *soit sous l'autorité de firmes privées, soit sous la responsabilité d'entreprises [illegible] capitaux [illegible]* ».

M. Dondoux aborde [illegible] un problème qui dépasse largement le cadre de la recherche industrielle. Pour arriver à cette rationalisation, à cette intégration verticale, il faudrait [illegible] certaines [illegible] faire passer des laboratoires publics [illegible] l'orbite [illegible] entreprises privées, [illegible] entreprises publiques, qui assurent une part importante de la recherche, la responsabilité de la production. Les secteurs seraient nationalisés en fonction de plusieurs critères : lorsque [illegible] notion d'indépendance nationale (informatique, nucléaire) l'exige ; lorsque [illegible] le principal, voire le seul client ; lorsque [illegible] fabrications présentent les plus grands risques.

M. Dondoux propose également d'autres réformes. Il souhaite notamment [illegible] banques [illegible] les grands organismes publics prennent une part du risque technologique en aidant [illegible] la création et en soutenant les entreprises d'avenir. D'une façon plus générale, il faut, autant [illegible] faire se peut, éviter [illegible] monopole [illegible] groupe industriel ou financier et favoriser le développement d'entreprises de tailles diverses dans des branches industrielles. Enfin, l'aide de l'État doit aller « aux bonnes affaires ».

Pour le moment, ces propositions restent lettre morte. Les [illegible] 1976 et 1977 ne comportent pas d'effort supplémentaire pour la recherche, comme le demandait M. Dondoux. Pourtant, la [illegible] doit [illegible] aujourd'hui [illegible] priorité [illegible] priorités. Dans [illegible] grands [illegible] privés français, qui occupent souvent des positions importantes dans le monde sur des marchés à haute technologie, l'inquiétude gagne les responsables. Sorties souvent exsangues de la crise, ces entreprises se demandent comment elles vont pouvoir maintenir et amplifier leur effort de recherche-développement. Certes, la mise en place d'une nouvelle politique dans un domaine aussi complexe n'est pas chose facile. Il faut notamment examiner et étudier les divers moyens de contrôle nécessaires pour éviter que les entreprises privées, [illegible] organismes publics, ne gaspillent les fonds supplémentaires [illegible] l'État [illegible]. Mais [illegible] la limite, il ne s'agit là que de problèmes techniques qui peuvent être résolus... A partir du [illegible] la volonté politique existe.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

La bataille du franc

(Suite [illegible] la [illegible] 19.)

Pour deux raisons essentielles, le petit calcul auquel se livrent les analystes procède d'une conception erronée, et minimise systématiquement les effets probables d'une baisse de la monnaie sur [illegible] marché des changes.

Nous passerons rapidement sur la première. L'approche probablement la plus aisée du phénomène [illegible] considérer que, sur les divers marchés, les agents économiques échangent des biens [illegible] (produits et services) contre de la monnaie, ou bien des monnaies entre elles, étant entendu que chacune d'elles est dotée d'une [illegible] intrinsèque (dépendant, en dernière analyse, de la valeur des créances en contrepartie des-[illegible]). C'est donc arbi[illegible] que l'on sépare, dans une économie ouverte, le marché des biens et de services du marché des changes. En réalité, il y a intercommunication entre eux. Si donc la valeur du franc baisse, ce mouvement doit produire ses effets vis-à-vis de tous les biens — réels ou fiduciaires — [illegible] échange desquels on offre des francs.

[illegible] argument permet peut-être [illegible] mieux comprendre le phénomène. [illegible] que les nations capitalistes aient rétabli entre elles le libre-échange depuis près de vingt ans, on n'a guère encore l'habitude d'en tirer toutes les conséquences. La [illegible] d'entre elles est que [illegible] marché international englobe en réalité l'ensemble des économies nationales. De cela, il résulte qu'il [illegible] à n'y [illegible] qu'un [illegible] prix dans [illegible] monde. Parmi les rares économistes qui ont porté leur attention sur ce fait, [illegible] Mundell et Arthur Laffer, dont les travaux sont bien connus, mais sans doute pas encore suffisamment assimilés. En s'appuyant sur les observations statistiques relatives à neuf pays et s'étendant sur une longue période ([illegible] à 1972), ils ont montré : 1. Que, [illegible] longtemps que les taux de change restent fixes, les niveaux [illegible] prix [illegible] différents [illegible] à évoluer parallèlement ; 2. Que, lorsque la monnaie d'un pays est dévaluée ou [illegible] prix [illegible] monte ou [illegible] au niveau des prix des autres pays d'un pourcentage [illegible] peu près équivalent à [illegible] de la « correction » [illegible].

De l'existence [illegible] même [illegible] prix d'un pays [illegible] l'autre, chacun peut [illegible] à [illegible] époque [illegible] facile une [illegible] empirique. Ce qui tend [illegible] prouver qu'il [illegible] d'une réalité, [illegible] qu'il suffit que, pendant une courte période (celle qui est nécessaire pour opérer l'ajustement), un pays jouisse de prix moins élevés [illegible] les autres pour [illegible] le public [illegible] quasi instantanément connaissance [illegible] cette situation exceptionnelle. On assiste alors à des déplacements parfois importants de personnes désireuses d'en tirer profit. Le [illegible] exemple [illegible] fourni [illegible] vers l'Angleterre.

[illegible] l'évolution des prix observée en Grande-Bretagne depuis quelques mois montre [illegible] l'évidence [illegible] ne durera [illegible] très [illegible]. La baisse brutale [illegible] sterling [illegible] à partir [illegible] presque [illegible] pour [illegible] d'interrompre [illegible] ralentissement dans [illegible] du coût de [illegible] le gouvernement [illegible] constaté avec soulagement à partir de l'automne 1975 et jusqu'au printemps [illegible]. L'[illegible], qu'on [illegible] enfin [illegible] brides, [illegible] repartie [illegible] plus belle... Il n'est guère douteux que la [illegible] connu l'année [illegible] encore expérience similaire. [illegible] d'environ [illegible] qu'a [illegible] qu'il a abandonné le « serpent » appelle une [illegible] de [illegible] ampleur, mais [illegible] sens inverse, [illegible] prix intérieurs...

PAUL FABRA.

SCIENCES SOCIALES : les effets de la bureaucratisation

par FRÉDÉRIC JENNY et ANDRÉ-PAUL WEBER (*)

C'EST parce que les artistes ne bénéficiaient pas d'un statut que Léonard de Vinci, doté d'une bourse publique, [illegible] planter son [illegible] en France et que notre pays s'enorgueillit de disposer de plusieurs de ses œuvres. Les temps ont bien changé car, pour passer à un art différent, des prix Nobel comme Samuelson ou Kantorovitch ne pourraient plus aujourd'hui venir pour exercer chez nous leurs talents de chercheur. Au nom, en effet, du développement de la recherche en sciences [illegible] sociologie, études des relations du travail, etc.), [illegible] adoptent [illegible] plus [illegible] ; ils n'ont que faire des esprits brillants et des idées neuves tant ils sont mobilisés par le problème de la fonctionnarisation [illegible] leurs ouailles. Au nom de la sécurité, la politique de la recherche tend à n'être plus qu'un moyen parmi d'autres d'assurer le [illegible] matériel [illegible] la quiétude d'esprit d'un groupe [illegible] : il ne reste [illegible] aux [illegible] générations que le [illegible] de l'exil [illegible] intellectuel que physique.

Depuis [illegible] début des années 60, la politique [illegible] le domaine [illegible] s'est caractérisée [illegible]. En premier lieu, le développement [illegible] notre potentiel de recherche [illegible] été organisé sous l'influence de [illegible] regroupement des [illegible] de [illegible] au [illegible] du [illegible] devait permettre d'at[illegible] la [illegible] critique [illegible] la progression [illegible] long [illegible] la [illegible]sance. Pour d'autres, en revanche, le [illegible] et [illegible] permettait, [illegible] inhérents à la bureaucratisation et à la mo[illegible] la recherche, [illegible] à [illegible] un [illegible] plus [illegible] de meilleure qualité. En [illegible] lieu, mal comprise [illegible] comme un luxe par la collectivité prise dans son ensemble, la politique de la [illegible] sciences [illegible] a [illegible] de plein [illegible] la conjoncture [illegible]mique.

La pratique des contrats

[illegible] période du Ve Plan [illegible] par l'accroissement sensible du nombre [illegible] postes budgétaires [illegible]. Mais, rapidement, le système de [illegible] financières qu'intellectuelles. La puissance publique [illegible] la pratique de [illegible] de recherche offerts [illegible] chercheurs ne [illegible] pas [illegible] budgétaire. [illegible] politique contractuelle reposant [illegible] définition [illegible] enveloppe budgétaire annuelle a répondu à une triple préoccupation. Elle [illegible] permis l'émergence de nouvelles équipes, autorisé le développement [illegible] publics [illegible] privés [illegible] existants, [illegible] rapprochement [illegible] préoccupations du [illegible] progrès de [illegible]. La procédure [illegible] caractérisée [illegible] un dernier trait ; [illegible] souplesse [illegible] permis, grâce [illegible] pro[illegible] constant [illegible] sélection retenu, d'assurer le [illegible] tant des [illegible] que [illegible] dont les [illegible] apparaissent comme [illegible] plus [illegible].

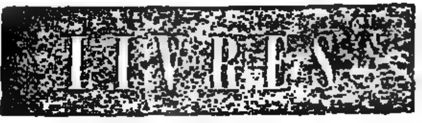
Mais, outre la question du [illegible] qu'il [illegible] d'accorder au chercheur, toute politique [illegible] recherche [illegible] frais de l'évolution [illegible] l'impasse [illegible] préoccupante dans la mesure où elle traduit une incompréhension profonde [illegible] que l'on peut attendre d'un effort soutenu en la [illegible]. La politique conduite au cours [illegible] ne manque pas [illegible] d'inquiéter. [illegible] une période [illegible] substantiel [illegible] de [illegible] en [illegible] difficultés économiques rencontrées [illegible] à la [illegible] la crise pétrolière [illegible] sont traduites par la [illegible] de la [illegible] de [illegible] la [illegible] l'enveloppe budgétaire [illegible] la recherche contractuelle. En [illegible] la politique contractuelle la principale victime [illegible] budgétaires des trois dernières années et en discriminant le sort des chercheurs selon qu'ils sont ou non fonctionnaires, la puissance publique a cédé à la [illegible] fait [illegible] d'arrogance intellectuelle. En effet, soit [illegible] aveugler par la pratique budgétaire qui distingue services votés et mesures nouvelles, soit elle a retenu l'hypothèse sans fondement selon laquelle la recherche contractuelle était [illegible] qualité inférieure [illegible] celle que pouvaient conduire les [illegible] fonctionnaires.

Face [illegible] tion des chercheurs sous contrat, les syndicats ont à cœur de prôner l'intégration des personnels contractuels dans la fonction publique. Leurs revendications ont [illegible] un [illegible] préparation [illegible] VIIe Plan comme en témoigne le rapport de la commission de la recherche. Les pouvoirs [illegible] une politique [illegible] chercheurs. Parallèlement [illegible] par [illegible] flot [illegible] d'intégration dans [illegible] publique [illegible] afin [illegible] limiter [illegible] de nouvelles [illegible] interdit [illegible] aux centres [illegible] recruter de nouveaux personnels sur fonds publics contractuels. Mais le double politique [illegible] treuse d'un triple [illegible] de [illegible]. On [illegible] péril [illegible] indépendamment de la qualité de leurs [illegible] ; on interdit aux jeunes générations [illegible] à une carrière [illegible] dans le [illegible] sociales ; enfin, on réduit à terme la confrontation de [illegible] de la demande [illegible] le domaine [illegible].

En premier lieu, [illegible] aux [illegible] règles [illegible] définies [illegible] publi[illegible] responsables [illegible] doivent abandonner [illegible] et disloquer [illegible] équipes, incapables qu'ils [illegible] de rémunérer [illegible] jeunes [illegible] qui [illegible] entourent. En [illegible] lieu, les jeunes diplômés de [illegible] l'étendue [illegible] se réduire ; [illegible] leur [illegible] la France [illegible] prive ainsi d'un [illegible] que l'on ne saurait négliger. En dernier [illegible] politique d'intégration [illegible] chercheurs [illegible] fonction publique risque d'affecter [illegible] nature des recherches entreprises. De ce point de vue, en isolant un nombre [illegible] de chercheurs, [illegible] contraintes [illegible] que [illegible] politique contractuelle, [illegible] leur offrant un [illegible] immuable, on prend [illegible] risque [illegible] voir s'éloigner [illegible] préoccupations [illegible] corps social. [illegible] mésestimer l'importance [illegible] l'intérêt [illegible] qui, [illegible] de bailleurs de [illegible] ne [illegible] que difficilement [illegible] jour [illegible] contractuelle, on [illegible] se [illegible] par [illegible] de mesures budgétaires et [illegible] que [illegible] inflexions données à la politique [illegible] doivent être définies.

Les pouvoirs [illegible] entendent en définitive couvrir le [illegible] de [illegible] de leur gestion [illegible] pratiquant une politique [illegible] compatible avec [illegible] long [illegible]. Si [illegible] aux [illegible] au [illegible] du VIIe Plan [illegible] préoccupant, la situation [illegible] à [illegible] le [illegible] l'incompatibilité [illegible] entre la philosophie pluraliste [illegible] libérale [illegible] pré[illegible] nos dirigeants et la pratique quotidienne d'un appareil [illegible]cratique [illegible] plus [illegible] nombre [illegible] ses fonctionnaires qu'à [illegible] la [illegible]tivité de [illegible] ensemble.

(*) [illegible] d'économie [illegible].



LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Philippe Aydalot

DYNAMIQUE SPATIALE ET DÉVELOPPEMENT INÉGAL

Important résultat [redacted] au CETEM (Centre d'étude [redacted] techniques économiques modernes), dirigé par [redacted] professeur [redacted] L'opposition [redacted] tre le [redacted] la périphérie (expression préférée à [redacted] vulgaire « [redacted] ») est [redacted] ici, surtout du point [redacted] de la [redacted] dans [redacted] l'espace.

[redacted] n'est pas tant l'accumulation [redacted] capital qui joue [redacted] l'accumulation [redacted] L'exemple du [redacted] allemand », [redacted] mal compris, [redacted] être opportunément rappelé. En dépit du transfert [redacted] techniques, [redacted] plein [redacted] le fait, le capitalisme [redacted] conserve [redacted] supé[redacted] technique, notamment par [redacted] multinationales, [redacted] analysée par M [redacted] dans son [redacted] Capitalisme [redacted] (le [redacted] de [redacted] du [redacted] La [redacted] quasi-impos[redacted] du rattrapage, en période d'innovation, [redacted] cependant poussée [redacted] façon excessive, négligeant [redacted] du Japon, depuis [redacted] et [redacted] l'Extrême-Orient, depuis [redacted] La [redacted] bilité [redacted] pays [redacted] ainsi dégagée, [redacted] pensée prédominant [redacted] temps. Ici [redacted] place, [redacted] outre, [redacted] classique [redacted] le [redacted] environnement.

[redacted] les [redacted] migration [redacted] compétences [redacted] peu [redacted] et indulgentes, pénétrants [redacted] en revanche, [redacted] développements [redacted] « la fin [redacted] cycle technologique [redacted] le [redacted] du capitalisme » [redacted] conflit entre [redacted] maintenir l'emploi [redacted] maintenir la rentabilité, [redacted] aux salaires plus [redacted] de la périphérie.

[redacted] il [redacted] fait [redacted] ce que deviendrait l'Europe, privée [redacted] premières, [redacted] elle ne [redacted] les [redacted] de pointe.

[redacted] ces vues, qui ouvrent [redacted] nouvelles, [redacted] malheureusement [redacted] par [redacted] expression qui [redacted] loin d'être à la même [redacted] l'inspiration. L'usage [redacted] de [redacted] anglais, ayant [redacted] équivalent [redacted] français, n'est sans doute pas un empêchement absolu, mais il [redacted] un faible [redacted] la rédaction [redacted] répercute sur l'ensemble du style. Plus d'un [redacted] façons [redacted] par [redacted] lecteurs, ou ne [redacted] être [redacted] du [redacted]

[redacted] Paris, [redacted] 39 F.

Michel Aglietta

RÉGULATION ET CRISES DU CAPITALISME L'EXPÉRIENCE DES ÉTATS-UNIS

[redacted] pouvait [redacted] un grand livre. La spéculation à un niveau [redacted] s'appuyant sur une [redacted] expérimentale [redacted] un spécialiste, [redacted] donner [redacted] exception[redacted] quelques [redacted] ou systématisations, [redacted] perceptibles, [redacted] fécondes, [redacted] l'on peut dire, s'ajoute un [redacted] dans l'expression, une crainte du terme simple, qui a [redacted] d'être une [redacted] temps. En forçant un [redacted] pensée, nous [redacted] dire qu'il y a [redacted] : [redacted] qu'elles sont, [redacted] l'au[redacted] les voit, [redacted] façon [redacted] il [redacted] présente ou dont elles sont [redacted] La [redacted] n'est [redacted] facile.

[redacted] apparaît le jeune professeur [redacted] l'université d'Amiens, [redacted] coauteur [redacted] modèle Fifi, [redacted] d'abord une [redacted] sur [redacted] capitaliste [redacted] débouchant ensuite [redacted] l'évolution aux Etats-Unis, en particulier [redacted] l'après-fordisme. [redacted] combien l'ordre [redacted] préférable [redacted] un [redacted] regret, puisque l'habitude [redacted] là : [redacted] pour [redacted] et non pour construire. Peut-être le cheminement [redacted] l'auteur a-t-il [redacted] fait. [redacted] le [redacted] positif, [redacted] nous [redacted] pouvons [redacted] juger [redacted] publiés [redacted] exemplaire, [redacted] à [redacted] épreuve, [redacted] joints à d'autres, ils pouvaient suggérer des interprétations [redacted] manquent [redacted] de le [redacted] ailleurs.

[redacted] développements — remarquables, répétons-le, en [redacted] la liaison [redacted] — [redacted] la [redacted] de [redacted] de pensions privées, qui, sans aller [redacted] loin [redacted] dit [redacted] train [redacted] capitalisme, en changeant [redacted] propriétaires. Nous ne [redacted] malheureusement pas [redacted] sur cette voie singulière, [redacted] nous [redacted] quel[redacted] ironie au [redacted] signalé ici que, en capitalisant [redacted] américain parvient [redacted] inférieurs [redacted] retraite européens.

D'autre part, [redacted] un peu qu'une analyse aussi magistrale [redacted] extérieurs, qui jouent [redacted] un [redacted] plus [redacted] plus important.

En économie, [redacted] n'y a qu'un [redacted] qu'un [redacted] « terrain [redacted] la vérité », [redacted] la [redacted] prévision. Aussi, [redacted] par la vigueur du [redacted] et [redacted] de [redacted] lacunes, [redacted] sommes [redacted] lire, [redacted] la [redacted] ce [redacted] sérieux, « les [redacted] générales d'une [redacted] capi[redacted] crise, [redacted] Etats-Unis » [redacted] et [redacted] le [redacted] ne [redacted] malheureusement [redacted] l'apaisement, peut-être naïf, souhaité. [redacted] simples, donc brutaux, [redacted] incompatibles [redacted] pensée toujours [redacted] qui éprouve quelque mal [redacted] atterrir

[redacted] Calmann-Lévy. Paris, 1976. 20 cm. 334 p. 55 F.

A. Anikine

LA JEUNESSE D'UNE SCIENCE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE AVANT MARX

[redacted] plonger [redacted] la vie et [redacted] de [redacted] grands prophètes, [redacted] deux [redacted] sur le couple inflation-chômage, joue [redacted] rôle [redacted] tranquillisant [redacted] L'attrait [redacted] encore [redacted] ici, [redacted] de ce qui se dit là-dessus, de l'autre [redacted] Le professeur de l'université Lomo[redacted] beaucoup et utilement voyagé en [redacted] en Angleterre... [redacted] notre temps.

L'évolution [redacted] pensée, sous les coups [redacted] boutoir [redacted] grands bousculeurs, [redacted] en partant [redacted] Après la Bible [redacted] l'Odyssée, après [redacted] (sans Platon), nous [redacted] Montchrétien [redacted] Sully) et aux mercantilistes, pour nous trouver, grâce [redacted] optique accélérée, [redacted] un [redacted] bouillonnement. Une grande [redacted] jus[redacted] au génial Petty, [redacted] sur [redacted] permettre [redacted] les « [redacted] » fustigées par le [redacted] Et [redacted] poursuit : Boisguilbert, [redacted] sûr, mis [redacted] il [redacted] a [redacted] Jacqueline Hecht, Law (mais [redacted] qu'il [redacted] pas dû lire) pour arriver, après quelques passades [redacted] musar[redacted] à l'enchaînement [redacted] Quesnay-Smith-Say-[redacted] contradictions internes, [redacted] Smith notamment, sont [redacted] relevées, [redacted] mentionner [redacted] propre du grand prophète [redacted] précisément [redacted] contredire autour [redacted] idée [redacted] fidèlement [redacted] et [redacted] de son temps.

Si [redacted] scène. [redacted] « petits bourgeois Proudhon [redacted] » [redacted] « l'utopiste [redacted] », avec [redacted] indulgence souriante, qui [redacted] à l'humour, c'est [redacted] qu'ils [redacted] dangereux [redacted] plutôt ne le sont plus. [redacted] exception est [redacted] pour [redacted] La critique [redacted] Malthus, « le [redacted] de l'économie politique », [redacted] suivie, [redacted] d'une analyse (sommaire) [redacted] du [redacted] Après ce Lucifer, [redacted] Owen, après [redacted] ne [redacted] plus qu'à [redacted] la venue de... [redacted]

[redacted] russe ou du moins bon [redacted] français, de Vladimir [redacted]

Lecture riche, plaisante, bien présentée. [redacted]

[redacted] Ed. du Progrès. Moscou, [redacted] 18 cm. 381 p. 25 F.

Jean Boniface

L'HOMME CONSOMMATEUR VICTIME OU COMPLICE ?

Ignoré [redacted] pouvoirs publics, [redacted] pauvrement représenté [redacted] qualité), [redacted] la « chambre » [redacted] pression qu'est — [redacted] intention péjorative — [redacted] Conseil économique et social, l'*homo consummans* est aujourd'hui [redacted] peu plus en vue.

Une critique [redacted] pour [redacted] la progression du pouvoir [redacted] du consommateur depuis [redacted] génération [redacted] honnêtement [redacted] quantités [redacted] ces dernières confirmant [redacted] de la [redacted] différentielle.

[redacted] grande période [redacted] passée, [redacted] prévisions optimistes, quelque peu [redacted] comme [redacted] Toffler, [redacted] rappelées, [redacted] sans ironie.

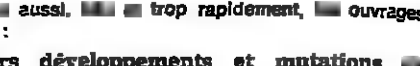
[redacted] honni a, cependant, [redacted] roi, [redacted] il dispose d'un pouvoir souverain, celui [redacted] choisir, donc de [redacted] Il fallait [redacted] au[redacted] réduire [redacted] pouvoir : c'est le [redacted] de la publi[redacted] Est ici rappelée [redacted] selon laquelle l'air [redacted] mélange d'oxygène, d'azote...et de publicité.

Et nous [redacted] les [redacted] du labyrinthe économique, de [redacted] la santé, en [redacted] consumérisme, toujours [redacted] un esprit non d'indulgence conformiste [redacted] de [redacted] du bien-être social.

Une comptabilité [redacted] devrait d'ailleurs [redacted] établie, [redacted] spécifié, bien [redacted] « consommation élargie », [redacted] notamment [redacted] nature.

[redacted] lecture où se mêlent... consommation et investissement, [redacted] voulons [redacted] plaisir et acquisitions, agrémentée d'une bibliographie [redacted] chaque chapitre.

★ Société coopérative d'information [redacted] d'édition [redacted] Paris, [redacted] cm 343 [redacted] F.



[redacted] aussi, [redacted] trop rapidement, [redacted] ouvrages suivants :

« Divers développements et mutations [redacted] Valais »

Excellente [redacted] groupe [redacted] sciences humaines, montrant l'évolution d'un canton, naguère agricole, connu [redacted] Français [redacted] neige [redacted] plus [redacted] par [redacted] vertu [redacted] habitants. Six [redacted] parlent [redacted] économiques et [redacted] l'aménagement du territoire.

★ Groupe [redacted] Sion, 1976. 23 cm. [redacted]

« Cahiers de l'Association française [redacted] science économique »

L'Association, remarquablement [redacted] par M. [redacted] Brandt, a publié une [redacted] de huit [redacted] sur [redacted] sujets, parmi lesquels [redacted] n° [redacted] Economie [redacted] l'environnement, [redacted] colloque [redacted] Nanterre [redacted] 1975, ainsi [redacted] les cahiers 4 [redacted] sur le progrès technique [redacted] de techniques. Ceux-ci [redacted] cependant gagné [redacted] plus d'attention aux répercussions [redacted] l'emploi.

★ [redacted] Nanterre, [redacted] à 1976. [redacted] cm. 45 F.

Paul Turot. — « Le Serpent monétaire »

L'erpétologie s'enrichit [redacted] ouvrage qu'un [redacted] qui nous rappelle les aventures monétaires européennes, le flottement, [redacted] l'on voudrait concerté, [redacted] l'avenir du serpent, peut-être [redacted] rénové. [redacted] logie en annexe.

★ [redacted] Editions [redacted] l'Epargne. Paris, 1976. 18 [redacted] 104 [redacted] 16 F

[redacted] Kahn, [redacted] Brown, [redacted] Martel et le Hudson Institute. — « [redacted] pour deux [redacted] ans : 1976-2176 ». [redacted] de l'américain par Serge Ouvaroff.

Nous avons [redacted] d'alarmes pour ne [redacted] chercher à [redacted] tout ce noir d'un [redacted] vif. [redacted] propre [redacted] l'institut [redacted] Croton, qui [redacted] pratiquer l'utopie ou [redacted] science-fiction. À la perspective « pieds [redacted] terre » qui [redacted] fameux 20 000 [redacted] annuels pour chacun [redacted] 15 milliards d'humains succède la période d'envol [redacted] post-industrielle, qui, comme Cyrano, [redacted] projetée non dans [redacted] mais [redacted]

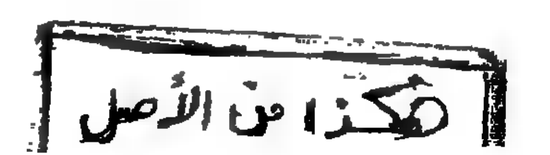
Energie, agriculture, [redacted] environnement, population : tout [redacted] emphase [redacted] le concours de nombreux [redacted]

[redacted] Paris, [redacted] 21 cm 255 [redacted] 33 [redacted]

C.F.D.T./réflexion. — « La Crise ». [redacted] F.

Une critique sévère et [redacted] juste du capitalisme [redacted] son évolution récente. Ce n'est pas [redacted] qui est condamnable, [redacted] mode actuel. [redacted] créer un nouveau type [redacted] développement, condamnation du réformisme.

Et [redacted] en arrivons fébrilement, comme toujours en de telles circonstances, à l'action à [redacted] Elle s'étend [redacted] sept [redacted] qui pourraient peut-être suffire, [redacted] qui [redacted] strictement sur [redacted] plan [redacted] l'action syndicale, dans le régime actuel, sans aborder de [redacted] vivre.



RELIGION

EN VISITE A SAINT-JEAN-DE-LATRAN

Paul VI insiste sur le « lien naturel » entre le pape [redacted] le diocèse de Rome

Paul VI a quitté le Vatican, [redacted] janvier, pour [redacted] rendre à la basilique Saint-Jean-de-Latran, où il [redacted] promulgué une constitution apostolique qui réforme l'organisation du vicariat de Rome. Cette visite solennelle — prolongée par un déjeuner [redacted] des séminaristes — voulait marquer l'importance de l'événement [redacted] souligner [redacted] points-clé [redacted] la nouvelle constitution : l'évêque de Rome est le pape en personne, dont les responsabilités universelles ne se justifient que par [redacted] fonction.

De notre correspondant

Rome. — Le diocèse de Rome dépendait jusqu'à présent d'une vieille charte proclamée par Pie X, le 1er janvier 1912. Mais son organisation effective allait être progressivement modifiée depuis le concile Vatican II au début des années 60 et, surtout, depuis la nomination du cardinal Ugo Poletti comme vice-gérant (1969), puis comme vicaire (octobre 1972). Pour la première fois, c'est un évêque qui administrait le diocèse du pape et non plus un fonctionnaire de la curie.

La constitution apostolique de Paul VI ne fait, pour l'essentiel, que consacrer et perfectionner cette nouvelle organisation. Contrairement à la région parisienne qui a été découpée en plusieurs diocèses, Rome conserve son unité.

En se rendant à Saint-Jean-de-Latran, Paul VI a voulu marquer « *plus clairement le lien naturel qui existe entre la personne du pape, évêque de Rome, et son diocèse* ». Il a ajouté, contredisant ceux qui voudraient distinguer davantage les deux fonctions, locale et universelle : « *C'est justement en tant que successeur de saint Pierre en ce siège romain que nous nous savons investi de la charge formidable de vicaire du Christ sur terre et donc de pasteur suprême et chef visible de l'Eglise universelle.* »

Parce qu'elle « préside dans la charité », selon l'expression de saint Ignace d'Antioche, l'Eglise de Rome doit servir d'exemple. C'est pourquoi le pape, par ses orientations, a voulu « *stimuler l'engagement de toute la communauté diocésaine dans l'animation chrétienne de la cité, face aux périls de la décadence religieuse et morale d'une population croissante et si variée* ». La nouvelle constitution ébauche une analyse socio-économique de la « ville sainte », citant notamment les problèmes de la croissance urbaine, de l'immigration et du tourisme.

Le nouveau maire de Rome, élu [redacted] une liste communiste, aura [redacted] doute noté, pour [redacted] part, [redacted] intention du pape : « *Coor-*[redacted] *qui sont établies* [redacted] *civil, dans le respect dû — selon les principes chrétiens — à ceux qui sont investis d'autorité et dans la juste contribution aux biens communs poursuivie dans le domaine pro-*[redacted] »

[redacted] vrai, comme l'affirment [redacted] évêques français, que « tout est politique », ce qui touche [redacted] l'est [redacted] L'« évêque » qui [redacted] ces derniers [redacted] journaux de gauche, [redacted] même qu'il venait de recevoir le maire, est bien placé pour le savoir.

ROBERT [redacted]

Une nouvelle revue

« FOI ET LANGAGE »

Rédacteur en chef depuis 1952 de la revue *Vie et Langage*, M. Alain Guillermou, professeur de roumain aux Langues orientales et à la Sorbonne, vient de créer une revue trimestrielle intitulée *Foi et Langage*, qui devrait connaître un certain succès auprès du « grand public cultivé » auquel elle s'adresse.

A notre époque d'effervescence religieuse, il est peu de meilleurs angles d'attaque que le vocabulaire. Point de passage obligé pour toute croyance, le langage donne autant qu'il reçoit, masque autant qu'il dévoile, transmet autant qu'il trahit. « *La forme, c'est le fond* », vont même jusqu'à dire certains philosophes.

La revue dont le premier numéro vient de sortir fera appel à des collaborateurs venant de tout horizon afin de garder un maximum d'indépendance. Déjà apparaissent les noms de Xavier Léon-Dufour, Régine Pernoud, Jules Goretti, Michel Meslin, Jean Carmignac, René Laurentin entre autres. — H. F.

★ *Foi et Langage*, revue trimestrielle. Abonnement annuel : 40 F. Adresse : 4, boulevard de la Bastille, 75012 Paris. C.C.P. 10.500.19 F Paris.

CARNET

Naissances

— M. Laurent Trincano et Mme, née Corinne Barroux, sont heureux d'annoncer la naissance de

Jean.

4 janvier 1977.

Fiançailles

— M. et Mme Gilles [redacted],
Le [redacted]nte et la comtesse [redacted] Gournay,
sont heureux de [redacted] part [redacted] fiançailles de leurs enfants
Chantal et Jean-Marc.

Décès

Alfred JULES-JULIEN

Me Riboud-Julien, sa fille.
M. Jean-Louis [redacted], son [redacted]dre,
M. et [redacted] Daniel Riboud, [redacted] petits-enfants, [redacted] leur fille [redacted],
ont la [redacted] de faire part [redacted] décès de

M. Alfred JULES-JULIEN,
[redacted] la Légion d'honneur,
grand officier de l'ordre national du Mérite,
ancien ministre,
ancien vice-président de l'Assemblée nationale,
président de l'AFDET,
président d'honneur [redacted] C.F.C.E.,
président d'honneur du [redacted] des conseillers du commerce extérieur de la France,
président d'honneur du C.R.C.I.A.

[redacted] auront [redacted] à la cathédrale Saint-Martin d'A[redacted] Lyon (2e), [redacted] mardi 11 janvier [redacted] à 10 heures.

38, rue Victor-Hugo,
69002 Lyon.

[Né [redacted] 28 septembre [redacted] (Vaucluse), Alfred Jules-Julien, avocat, est élu en 1932 député radical-socialiste du Rhône (Lyon) et réélu en [redacted] et 1936. Compagnon de voyage du président Herriot aux Etats-Unis, en Lettonie et en Turquie, conseiller municipal de Lyon, il [redacted] le poste de sous-[redacted] d'Etat à l'enseignement technique, de janvier 1936 à avril 1938 dans les cabinets Sarraut, Blum et Chautemps ; [redacted] des P.T.T. [redacted] le [redacted] et dans les deux cabinets [redacted] est également [redacted] de la [redacted].

En juin [redacted] il se [redacted] d'armistice et [redacted]tairement dans le scrutin [redacted] accordant les pouvoirs [redacted] au maréchal Pétain. Après la libération, il représente le Rhône à la seconde Assemblée constituante (1946), puis est élu, toujours comme second d'Edouard Herriot, en 1946, à l'Assemblée nationale (il en sera, en 1954, le vice-président), où il siégera jusqu'en 1955.

Secrétaire d'Etat au commerce [redacted] le cabinet Queuille (1948-1949), pré[redacted] (1951-1963), puis président d'honneur [redacted] du Centre national du commerce extérieur, conseiller du commerce exté[redacted] de la France (1950-1967), président [redacted], puis président d'honneur (depuis 1967) du comité national des conseillers du commerce extérieur, Alfred Jules-Julien a été président de l'Association française pour le développement de l'enseignement technique et conseiller municipal de [redacted] pendant trente-cinq ans.]

— [redacted] et Mme Benassayag, ses parents,
M. [redacted] Benassayag, [redacted] frère,
MM. [redacted] fils,
ont la douleur [redacted] faire [redacted] du décès de
Mme Huguette BENASSAYAG,
survenu à Paris le 7 janvier à l'âge de qua[redacted]-neuf ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Bagneux (Montrouge) le mercredi 12 janvier, à 10 h. 45.

— Paris, Vichy.
Mme Henri Bouculat,
M. et Mme J. Bellios,
Mlle Valérie Bouculat,
M. Philippe Morali,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri BOUCULAT,
leur époux, père et grand-père.
Ses obsèques ont eu lieu le 29 décembre 1976 à Vichy.
15, rue Decamps, 75016 Paris.
20 bis, rue des Princes,
92100 Boulogne.

— Mme Niki Coutsinas et sa fille Nadia,
M. et Mme Serge Coutsinas,
M. et Mme Victor Livadas,
La famille Helal,
La famille Abramides,
ont la tristesse de faire part du décès accidentel de
M. Georges COUTSINAS,
survenu en mission au Sénégal le 18 décembre 1976.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité [redacted] 1976 à Paris.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— [redacted]il d'administration,
[redacted] et l'Institut d'étude du développement économique et social de l'université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne),
font [redacted] du décès, survenu [redacted]tellement au retour d'une mission [redacted] 18 décembre 1976 à [redacted] (dé[redacted]), de
[redacted]es COUTSIN[redacted],
chargé de recherches à l'IEDES.
Ils adressent à la famille leurs vives [redacted]ces.

L'Institut d'étude [redacted] développement économique et social et l'Ecole nationale d'économie appliquée de Dakar adressent aussi leurs plus profondes condoléances aux parents des autres victimes, parmi lesquelles trois étudiants de l'IEDES :
N'Deye DIOP,
du Mali,
Jean-Marie EKRA,
de la Côte-d'Ivoire,
Mounirou YEKINI,
du Bénin.
Tous étaient associés à la même [redacted] et [redacted] avec une abnégation et une [redacted] remarquées.

— Mme Roland Dejean de la Bâtie,
M. et [redacted] Bernard Dejean de la Bâ[redacted] enfants,
M. et Mme Joël Dejean [redacted] et leurs enfants,
M. et Mme Francis [redacted] et [redacted] enfants,
M. [redacted] Mme Patrice Dejean [redacted] Bâtie et leurs enfants,
Mlle Monique Dejean de la Bâtie,
M. [redacted] Mme Noël Dejean de la Bâtie,
ont le chagrin de faire part [redacted] décès, survenu le 8 janvier 1977, de
M. Roland DEJEAN DE LA BATIE,
[redacted] de chambre [redacted] à la Cour de cassation,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre [redacted]
[redacted]ndormi dans [redacted] quatre-[redacted] année.
La c[redacted] religieuse [redacted] célébrée le [redacted] 11 janvier, [redacted] 15 h. [redacted] en l'église Saint-Louis-d'Antin (63, rue [redacted]).
L'inhumation aura lieu à La Bâtie-Rolland [redacted] dans l'i[redacted]té.
61, boulevard Haussmann,
75088 Paris.

— Mme Roger [redacted]
M. et Mme Jean Reynaud, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Gilles Guerithault,
M. [redacted] Mme [redacted] Guerithault, [redacted] petits-enfant[redacted]
Le [redacted] Mme Bernard [redacted] petits-[redacted],
M. Pierre Guerithault,
ont la douleur [redacted] faire part du décès de
l'ingénieur [redacted]
Roger [redacted]
de l'Ecole polytechnique,
commandeur [redacted] la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
survenu [redacted] quatre-vingt-dix-septième [redacted] le [redacted] janvier [redacted] au Vésinet.
Selon [redacted] les obsèques religieuses [redacted] l'intimité le 7 janvier en l'église [redacted] Marguerite.
L'inhumation a eu lieu le 8 janvier à [redacted] (Manche).
[redacted] Alphonse-Pallu,
[redacted]

[Né le 23 novembre 1889 [redacted] La Haye-[redacted] (Eure-et-Loir), l'ingénieur [redacted] de [redacted] l'artil[redacted] En [redacted] 1913, il [redacted] lier [redacted] de Lyon, puis [redacted] l'artillerie de [redacted] et dans l'artillerie lourde [redacted] première guerre mondiale. [redacted] il [redacted] directeur [redacted] la cartoucherie de Valence et sert ensuite à l'atelier de construction de Roanne. [redacted] ingénieur général [redacted] fabrications [redacted] mars [redacted] il est [redacted] en deuxi[redacted] (réserve) [redacted] 1940.]

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Louis LEVENS,
inspecteur principal honoraire de la S.N.C.F.,
survenu le 4 janvier 1977, à Paris.
Les obsèques [redacted] lieu [redacted] l'intimité de [redacted] et [redacted] proches.
99, boulevard Arago, [redacted]

— [redacted]
[redacted] Léopold Lombard,
M. [redacted] Mme [redacted] Thoraval,
M. et [redacted] et leurs enfants,
ont la [redacted] de [redacted] part [redacted] de
M. Léopold LOMBARD,
commissaire [redacted] honoraire,
[redacted] de la [redacted] d'honneur,
survenu [redacted] quatre-vingt-[redacted]

— Nous [redacted] le [redacted] du professeur
[redacted] LOUBATIERES,
survenu [redacted] samedi [redacted]

[Le professeur Auguste-Louis [redacted] était né le 28 décembre 1912 dans l'Hé[redacted] de [redacted] il [redacted] fait ses études à Montpellier, où, depuis 1966, il était directeur d[u] laboratoire de pharmacologie et de pharmacodynamie. [redacted] de l'A[redacted] des sciences depuis 1967 et de l'Académie de médecine depuis 1972, il s'était acquis une grande notoriété, notamment par [redacted] travaux sur les sulfamides hypoglycémiants, qui, pour la première [redacted] la découverte de l'insuline, [redacted] au [redacted] de certains [redacted] une [redacted] nouvelle.]

M. et [redacted] Luc Walterspiler [redacted] leurs [redacted]
ont la douleur de faire part du [redacted] accidentel de
Mlle Monique WALTERSPILER,
survenu le 27 décembre.
Une messe sera célébrée à sa mémoire le [redacted]dredi 14 janvier, [redacted] 8 [redacted] en [redacted] Sainte-Odile, 2, rue Stéphane-Mallarmé, Paris (17e).
1, [redacted] Scheffer, 75016 Paris.

— ERRATUM : Dans l'avis [redacted] décès de
Dario, Gérard BOCCARA,
il a été omis
M. et Mme Robert Boccara,
Thierry et Valérie, son frère, sa belle-sœur, ses neveux et nièces.

Remerciements

— Mlle Ghislaine Grauss [redacted] sa famille, dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques de sympathie qui leur [redacted] témoignées lors du décès de
Mme Charles GRAUSS,
remercient de tout cœur ceux qui se sont associés à leur peine.

— M. et Mme Moïse Saada et leurs enfants,
dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques de sympathie, d'amitié et d'affection qui leur ont [redacted] témoignées lors du [redacted] de leur très cher et regretté [redacted] et frère
[redacted] SAADA,
[redacted] ceux qui ont pris part à leur douleur e[redacted] profondément touchés, les prient [redacted] ici l'expression [redacted] leurs sentiments émus.



SPORTS

AUTOMOBILISME

Un vainqueur inattendu au Grand Prix d'Argentine

PREMIÈRE SORTIE, PREMIÈRE VICTOIRE POUR LA WOLF DE JODY SCHECKTER

Surprise, c'est avec une [redacted] nouvelle voiture, la Wolf, qui [redacted] ses débuts [redacted] compétition, que le Sud-Africain Jody Schecker [redacted] gagné, le 9 janvier, à Buenos-Aires, [redacted] premier Grand [redacted] de [redacted] comptant [redacted] le Championnat du [redacted]. Si Scheckter compte parmi les meilleurs pilotes du monde — il [redacted] plusieurs Grands Prix avec Tyrrell, son [redacted] — en revanche, le potentiel [redacted] la [redacted] ne permettait [redacted] d'envisager une [redacted] aussi heureuse dans [redacted] Grand Prix d'Argentine.

[redacted] la [redacted] disputée dans la [redacted] de [redacted] sud-américain, [redacted] reste [redacted] et de la [redacted] été [redacted] ou [redacted] des ennuis [redacted] Jody Scheckter, [redacted] du [redacted] temps [redacted] pointé à [redacted] septième place [redacted] la mi-course, et ce sont les éliminations [redacted] les arrêts [redacted] qui lui ont permis, [redacted] définitive, de franchir le premier [redacted] ligne [redacted]. L'ironie [redacted] voulu que [redacted] une voiture manquant [redacted] de mise [redacted] point [redacted] peu compétitive par rapport [redacted] que [redacted] s'imposât [redacted] logique.

Le sport [redacted] faits [redacted] péripéties, [redacted] il [redacted] quand même [redacted] le vainqueur d'un Grand [redacted] n'entre pas dans [redacted] petit [redacted] pilotes qui disposent du [redacted] le plus éprouvé. Le Grand [redacted] d'Argentine restera [redacted] — Hunt, Lauda, [redacted] Depailler, Peterson, Lafitte, etc., — et il serait tout [redacted] prématuré dans l'état [redacted] mise [redacted] point [redacted] compter, en [redacted] de [redacted] seul [redacted] la Wolf-Ford parmi le lot le plus [redacted] monoplaces [redacted] formule 1. A tout le moins, une confirmation s'impose.

La première monoplace canadienne

La personnalité [redacted] motivations [redacted] de [redacted] voiture victorieuse, le [redacted] Wolf, [redacted] quand même en intérêt après [redacted] succès heureux. Emigré d'Autriche dans [redacted] 60. Walter [redacted] sa [redacted] l'exploitation [redacted] plates-formes [redacted] forage [redacted] marin [redacted] après avoir [redacted]. La Wolf [redacted] formule 1, qui porte [redacted] feuille [redacted] sur [redacted], est [redacted] la première monoplace canadienne. C'est, semble-t-il, [redacted] sur un coup [redacted] dans le [redacted] plus raisonnable de mieux [redacted] sa capacité technique [redacted] ce [redacted] promo-[redacted] que Walter [redacted] de [redacted] au sport automobile. [redacted] se fit en [redacted] temps. Il commença par apporter son appui financier [redacted] Frank [redacted] d'apparaître nommément en [redacted] propre voiture.

[redacted] Wolf [redacted] les meilleurs ingénieurs [redacted] niciens [redacted] sur [redacted] marché [redacted] pilote [redacted] Jody [redacted] qui désirait, depuis [redacted] quitter Ken Tyrrell, [redacted] pour [redacted] plus d'argent. On [redacted] dit [redacted] a coûté 1 million de [redacted], somme [redacted] laquelle il convient d'ajouter [redacted] montant [redacted] pour [redacted] moins [redacted]. Il restait à hâter la mise au point [redacted] la [redacted] Wolf, qui [redacted] au [redacted] (Var), [redacted] privilège sans précédent, [redacted] Fiorano, sur [redacted] privée de Ferrari.

Telle qu'elle était [redacted] le Grand Prix d'Argentine, [redacted] Wolf, qui [redacted] équipée du [redacted] moteur [redacted] soignée, mais [redacted] fait conventionnelle, n'apparaissait [redacted] dangereuse pour ce qui, [redacted] se fait [redacted] mieux — Ferrari, Mac Laren, Tyrrell, Brabham — en formule 1. Il [redacted] Wolf [redacted] l'intention [redacted] techniquement sa voiture [redacted] que ce premier [redacted] que l'y [redacted] ger. L'équipe [redacted] tout ce qu'il [redacted] pour réussir sans [redacted] de la [redacted].

FRANÇOIS [redacted]

BIBLIOGRAPHIE

« SPORT ET CRÉATIVITÉ » de Florence et Alain Guillon

Interroger les sportifs [redacted] façon approfondie, [redacted] s'aidant notamment [redacted] grilles [redacted] fournit la psychologie, [redacted] se rendre compte des [redacted] que subit [redacted] image quand [redacted] ne parvient [redacted] public qu'à travers [redacted] des *mass-media*. Du [redacted] est-ce la [redacted] et [redacted] Guillon, en posant [redacted] d'autres [redacted] questions qu'eux-mêmes se [redacted] en [redacted] que pratiquants.

De ces interviews, [redacted] un portrait radicalement [redacted] que nous [redacted] d'ordinaire, [redacted] qu'ils aient dû [redacted] décrypter [redacted] travers [redacted] langage traditionnel que les [redacted] mal à dépasser. [redacted] les [redacted] et ils se [redacted]. Les révéler aux [redacted] revient d'abord [redacted] les révéler à eux-mêmes.

[redacted] fait, [redacted] quitte l'individu « [redacted] » dont [redacted] souci [redacted] jouer [redacted] pour découvrir le sujet capable de communiquer [redacted] créer. [redacted] voit alors sur [redacted] plus [redacted] « joueurs » mais des artistes qui inventent leur rôle comme [redacted] ferait le poète [redacted] s'appuyant [redacted] les règles [redacted] la versification. [redacted] dialectique [redacted] - adversaire, athlète-public, renforce la créativité, à [redacted] les partenaires fassent jeu égal avec l'athlète, [redacted] d'ambition [redacted] lui. [redacted] réussi, [redacted] risque efficace [redacted] autant [redacted] qui [redacted].

[redacted] Alain Guillon ne nous [redacted] pas [redacted] sortir [redacted] mais aussi [redacted] les athlètes pour ce qu'ils [redacted]. Leur [redacted] ? Que le sport n'ait plus [redacted] justifié, mais qu'il [redacted] comme ne [redacted] qu'à lui-même, [redacted] n'ayant [redacted] but qu'en lui-même, et comme ne trouvant [redacted] qu'en lui-même. — F. S.

★ [redacted] Alain Guillon, *Sport et Créativité*, Éditions universitaires, [redacted] 45 F.

TENNIS

ROSCOE TANNER CHAMPION D'AUSTRALIE

Un [redacted] champion d'Australie : [redacted] vu [redacted] l'herbe [redacted] Kooyong [redacted] bourne [redacted] victoire [redacted] Jimmy Connors en 1974, et [redacted] d'enfance. [redacted] gaucher [redacted] Tanner, vingt-cinq ans, de Chatanooga (Ten-[redacted]) qui a [redacted] aux dépens d'un autre gaucher l'Argentin Guillermo Vilas, qu'il a [redacted] en trois [redacted] secs (6-3, 6-3, 6-3). Distribuant tel un Magnum [redacted] stand [redacted] tir [redacted] d'aces, qui [redacted] le gazon, Tanner pratique [redacted] et [redacted] jeu de [redacted] qui lui avait permis [redacted] deux [redacted] l'exploit d'éliminer Connors au [redacted] tournoi [redacted] « [redacted] », [redacted] la bonne formule pour [redacted] matraqueur [redacted] qui, [redacted] son [redacted] l'air, [redacted] blonde de [redacted] presque bigleux, pourrait figurer dans *la* [redacted].

En [redacted] l'ombre [redacted] celui qui lui [redacted] bataille [redacted] à Wimbledon [redacted] qui [redacted] en ces [redacted] le Tournoi [redacted] il y a [redacted]. Vilas confirme [redacted] qui [redacted] bras [redacted] parties importantes [redacted] grands championnats (voir [redacted] finale de Roland-Garros contre [redacted] en 1975). [redacted] — [redacted] vingt-cinq ans ! — l'épuisement [redacted] et moral [redacted] professionnels [redacted]. En demi-finale, [redacted] éliminé [redacted] wall (6-4, [redacted], 6-4, 6-11), toujours sur la [redacted] à quarante-deux [redacted] et vainqueur lui-même [redacted] Mark Edmonson, tenant [redacted] John [redacted] (6-4, 1-6, [redacted]).

La [redacted] du simple [redacted] revenue [redacted] l'Australienne Kerry Reid (ex-Melville), qui a battu sa compatriote [redacted] Fromholtz par 7-5, [redacted].

OLIVIER MERLIN.

FOOTBALL

Reprise du championnat de France

Pas moins de six matches nuls, pour dix [redacted] ont [redacted] enregistrés en première division pour la reprise du championnat de [redacted]. Après [redacted] de trêve hivernale, [redacted] Stéphanois n'ont apparemment pas trouvé [redacted] leur [redacted], puisqu'ils ont [redacted] tenus en échec [redacted] (0-0). Au [redacted]ment, [redacted] Stéphanois ont toujours huit points [redacted] retard [redacted], qui [redacted] match nul [redacted] Marseille (1-1). Les [redacted] sont toutefois rejoints en tête par Lyon [redacted] Bastia, qui ont [redacted] une [redacted] opération [redacted] pectivement leurs suivants immédiats, Nancy (2-1) [redacted] Lens (3-2). [redacted] équipes [redacted] toujours [redacted] quatrième place avec quatre points [redacted] retard, mais [redacted] sont désormais suivies [redacted] un point par un trio composé de Metz, [redacted] Nice [redacted] Paris-Saint-Germain, qui [redacted] opposés au Parc des Princes [redacted] 9 janvier.

LE PARI DE VELIBOR VASOVIC

[redacted] n'est de pire mal que l'indifférence, 1977 a remarquable[redacted] débuté pour le Paris-Saint-Germain - football - club (P.S.G.). [redacted] deux visages [redacted] en [redacted] sportive [redacted] semaine : celui du président, M. Daniel Hechter, [redacted] l'entraîneur, M. [redacted] Vasovic. A peine [redacted] voyage au Brésil, M. [redacted] la presse le 5 janvier pour [redacted] quelques grandes [redacted] d'exploitation [redacted] P.S.G., qui [redacted] partie résorbé par le transfert [redacted] Porto-Alègre [redacted] défenseur Portugais Humberto Coelho. Une transaction qui de[redacted] rapporter [redacted] (1 750 000 [redacted]). Hélas pour M. [redacted] le joueur portugais n'a pu [redacted] financièrement [redacted] Brésiliens [redacted] à émarger royalement [redacted] Paris - Saint - Germain.

Profitant d'une [redacted] Rio-de-Janeiro, [redacted] président parisien [redacted] part, signé un [redacted] de prêt avec option d'achat pour l'international brésilien [redacted] minense [redacted] encore pour M. Hechter, cette initiative n'est pas appréciée par M. Vasovic, rendu inquiet par les frasques du joueur brésilien lors d'un précédent séjour à Marseille. Heureusement, M. Hechter n'avait pas conclu en échange le transfert au Fluminense [redacted] l'ailier gauche [redacted] club parisien Mustapha Dalheb, [redacted] M. [redacted] parti [redacted].

Paris-Saint-Germain terminera [redacted] saison [redacted] trouver un [redacted] moyen [redacted] combler son déficit. Déjà M. [redacted] a repris devant la presse son couplet préféré [redacted] la nécessité d'une [redacted] subvention municipale (1). [redacted] d'autant plus grandes [redacted] pré[redacted] de Paris, M. [redacted] d'Ornano, présent [redacted] Parc [redacted] Princes le [redacted] janvier, [redacted] M. [redacted] La Malène, qui veut accompagner les joueurs de [redacted] capitale [redacted] Nancy, le 16 janvier, [redacted] découvert une passion [redacted] football professionnel. [redacted] dans l'immédiat, M. Hechter, qui rêve sans [redacted] faire du [redacted] un [redacted] lieux de [redacted] « jet society », avait augmenté [redacted] prix [redacted] places jusqu'à 80 francs, pour la [redacted] Nice.

L'expérience niçoise

Depuis que Jean-Marc Guillou a accepté de cumuler les [redacted] tions d'entraîneur, [redacted] capitaine et de joueur, l'expérience niçoise — unique [redacted] dans le football professionnel — [redacted] suivie [redacted] beaucoup [redacted]. Le [redacted] niçois était [redacted] depuis [redacted] révolution [redacted] retrouvait parmi [redacted] plus [redacted] au [redacted] national. La [redacted] personnalité [redacted] Guillou, son amour [redacted] beau jeu et sa [redacted] d'imposer celui-ci, étaient [redacted] gar[redacted] d'un spectacle [redacted] qualité.

Pourtant [redacted] trente-cinq mille spectateurs [redacted] voir [redacted] Niçois [redacted] Parc [redacted] princes [redacted] surtout découvert un [redacted] Paris-Saint-Germain. Après une [redacted] mière mi-temps [redacted] deux équipes s'étaient [redacted] trop [redacted] livrer, l'attaque parisienne [redacted] par Mustapha Dalheb, François M'Pelé, Jean-Pierre Tokoto [redacted] Roger Piasecki, donnait le tournis au [redacted] niçois.

[redacted] reprise, ceux-ci étaient mis [redacted] de position par une percée [redacted] Jacky Novi, repris par Roger [redacted] en ligne trop souvent improvisée par [redacted] lou, était d'autant plus vulnérable que [redacted] milieux [redacted] terrain niçois Jean-Pierre [redacted] et Jean-Noël Huck [redacted] la figuration.

Pas moins [redacted] fois, [redacted] nique Baratelli [redacted] but [redacted] un attaquant parisien qui [redacted] présentait seul, mais il fallut attendre [redacted] cinq dernières minutes pour voir François [redacted] marquer [redacted] reprises [redacted] rer [redacted] le [redacted] son équipe par 3 à 0. [redacted] brésilien, [redacted] s'achevait [redacted] apothéose pour Paris-Saint-Germain et son entraîneur Velibor Vasovic, qui, quelques jours plus tôt, n'avait pas [redacted] à [redacted] un dangereux pari : offrir [redacted] démission si les joueurs de la capitale, désormais sixième [redacted] points des leaders, ne [redacted] qualifient [redacted] une coupe européenne.

[redacted] ALBOUY.

(1) La Ville [redacted] Paris [redacted] toutefois accordé [redacted] au Paris-Saint-Germain [redacted] les rencontres disputées au [redacted] 1976.

JEUNESSE

Réunie en session nationale à Dijon

LA JEUNESSE INDÉPENDANTE CHRÉTIENNE SE PRÉOCCUPE DU CHOMAGE

(De [redacted] correspondant.)

Dijon. — [redacted] pendante chrétienne (JIC) [redacted] réuni, les 8 [redacted] janvier, [redacted] Dijon, [redacted] nationale », à laquelle ont participé [redacted] cinquante personnes. La JIC a décidé de lancer une vaste enquête sur l'emploi, dont [redacted] communiqués [redacted] l'as[redacted] générale [redacted] la JIC internationale, qui aura lieu [redacted] Lima (Pérou) en juillet prochain.

Le chômage est un [redacted] nouveau [redacted] jeunes [redacted] milieux «indépendants» (cadres, employés, commerçants, professions libérales). Marqué *« dans sa dignité personnelle »* lorsqu'il a été licen[redacted] des Chantiers [redacted] juin [redacted] ce jeune technicien [redacted] vingt-six ans, marié, père d'une fille, a bien illustré le drame de ces [redacted] que [redacted] *« croient parfois* [redacted] ». Mais [redacted] réflexions sur *« les petits* [redacted] *dépossédés de leur terre »*, *« la* [redacted] *changer* [redacted] *structures* [redacted] *programmes d'enseignement »*, la remise en cause de [redacted] dans l'entreprise, [redacted] meilleure connais[redacted] la législation [redacted] donné à [redacted] session un ton nouveau. [redacted] appels [redacted] l'engagement [redacted] lancés.

Déjà [redacted] nombreux chrétiens de [redacted] J.I.C. [redacted] l'Union [redacted] nale [redacted] lycéens, [redacted] P.S., [redacted] C.F.D.T. [redacted] *aussi* explique un militant, [redacted] *une même équipe se* [redacted] *un jeune* [redacted] *un* [redacted] » [redacted] évolution est-elle due au [redacted] que le [redacted] vement a [redacted] un souffle [redacted] veau il y [redacted] cinq ou six ans avec l'arrivée [redacted] salariés ? « [redacted] *constaté*, [redacted] militant, [redacted] *les jeunes travail*[redacted] *représentés* [redacted] *J.I.C.*, [redacted] *lycéens et* [redacted] *étudiants de plus* [redacted] *nombreux. Aujourd'hui,* [redacted] *n'est plus* [redacted] *La J.I.C. reflète mieux les* [redacted] *de la vie quotidienne.* »

Présent [redacted] cette rencontre, le président ded la Jeunesse ouvrière chrétienne, [redacted] Bruno Léchevin, s'est déclaré « *frappé* » par le souci [redacted] la J.I.C. de bâtir [redacted] nouveau. « [redacted] *monde* [redacted] a dit Mgr [redacted] auxiliaire d'Annecy, membre [redacted] la commission ép[redacted] milieux indépendants, *« les jeunes le construisent de leurs mains dans les clubs, les partis, les associations culturelles et sportives. »* Selon Mgr Panafieu, le fait que les jeunes attachent peu d'importance aux structures de l'Eglise *« n'est* [redacted] *inquiétant* [redacted] *prophétique »*.

Dans leur *« proclamation »* de Dijon, les [redacted] se sont inquiétés de la dégrada[redacted] du cadre de vie. *« Agir aujourd'hui* [redacted] », ont-ils [redacted] — C. M.

Les résultats

Automobilisme

Grand [redacted] d'Argentine (formule 1), première épreuve de la [redacted] comptant [redacted] championnat du [redacted] disputé [redacted].

1. Jody [redacted] (Afr. du [redacted]), Wolf-Ford ; [redacted] Brabham-Alfa-Romeo ; 3. [redacted] (Brésil), Ferrari ; 4. [redacted] (Brésil), Copersucar-Ford ; 5. Mario Andretti (E.-U.), Lotus-Ford ; 6. Clay Regazzoni (Suisse), Ensign-Ford, etc.

[redacted] premiers [redacted] respectivement 9, 6, 4, 3, 2 et 1 point au classement [redacted] championnat du monde des conducteurs.

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (Dix-septième journée)

*Tours [redacted] Stade Français 86-85
*Villeurbanne b. Tarare 95-92
*Antibes b. Berck 101-98
*Le Mans b. Valenciennes 118-98
*Bagnolet b. Challans 80-79
*Caen b. Lyon 116-59
Nice b. *Clermont 89-87
*Monaco b. Orthez 83-75

Classement. — 1. Villeurbanne, 45 pts ; 2. Caen, 43 ; 3. Le Mans, 40 ; 4. Berck, Nice et Antibes, 39 ; 7. Tours et Monaco, 37 ; 9. Bagnolet, 35 ; 10. Orthez et Clermont, 33 ; 12. Lyon et Challans, 29 ; 14. Stade Français, 26 ; [redacted] Valenciennes, 21 ; [redacted] Tarare, [redacted].

Cyclo-cross

CHAMPIONNAT DE FRANCE [redacted] LAPUGNOY (PAS-DE-CALAIS)

1. *Gérardin*, le 23,800 km en 1 h. 13 min. 54 sec. ; 2. Alban, à 1 min. 7 sec. ; 3. Plaisance, à 1 min. 42 sec. ; 4. Bonnand, à 2 min. 10 sec. ; 5. Duzellier, à 2 min. 27 sec. ; 6. Lahalle, à [redacted] 47 sec. ; 7. [redacted], à 3 min. 2 sec. ; 8. Desclos, à 3 min. 40 sec. ; 9. Ricci, à 4 min. 7 sec. ; 10. Martinez, à 4 [redacted] 33 sec.

Escrime

L'Allemand de Beckmann a gagné le challenge Schmetz à l'épée, disputé à Paris, devant les Français [redacted] *Riboud et Eric Jégu.*

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (Vingtième journée)

*Marseille et Nantes 1-1
*Paris-S.-G. b. Nice 3-0
*Lyon b. Nancy 2-1
*Bastia b. Lens 3-2
*Metz et Saint-Etienne 0-0
*Sochaux et Laval 1-1
*Rennes et Reims 2-2
*Angers et [redacted] 0-0
*Troyes b. [redacted] 2-1
*Lille [redacted] Bordeaux 3-2

Classement. — 1. Nantes, Bastia et Lyon, 27 pts ; 4. Nancy et Lens, 23 ; 6. Paris-S.-G., Nice et Metz, 22 ; 9. Laval et Reims, 20 ; 11. Saint-Etienne, Sochaux, Nîmes [redacted] Marseille, 19 ; 15. [redacted], 18 ; [redacted] Bordeaux et Troyes, 17 ; 18. Valenciennes, 16 ; [redacted] 12 ; 20. Lille, [redacted].

DEUXIÈME DIVISION (Dix-huitième journée)

GROUPE A

*Gueugnon b. Béziers 4-0
Monaco b. *Red Star 2-0
*Martigues b. Bourges 6-2
*Angoulême b. Ajaccio 2-1
*Tavaux b. Cannes 3-0
*Toulon et Arles 1-1
Auxerre b. *Fontainebleau 1-0
*Toulouse b. Avignon 3-2
Paris F.C. b. *Sète 2-1

Classement. — 1. Toulon, 26 pts ; 2. Gueugnon, 25 ; 3. Auxerre, 24 ; 4. Monaco, 23 ; 5. Avignon, 22 ; 6. Toulouse et Martigues, 19 ; 8. Paris F.C., Angoulême et Béziers, 18 ; 11. Red Star, Cannes et Fontainebleau, 17 ; 14. Arles, 16 ; 15. Ajaccio, 15 ; 16. Tavaux, 11 ; 17. Sète, 10 ; 18. Bourges, 9.

GROUPE B

*Châteauroux b. Besançon 1-0
*Strasbourg b. Rouen 2-0
*Lucé b. Epinal 2-0
*Quimper b. Noeux 2-0
Tours b. *Dunkerque 2-1
*Lorient b. Chaumont 2-0
*Hazebrouck et Caen 1-1
*Boulogne b. Amiens 3-0
*Saint-Dié b. Brest 2-1

Classement. — 1. Strasbourg. *Le prix de Lille, disputé à Vincen-* Châteauroux, 22 ; 5. Rouen et Quimper, 21 ; 7. Tours, 20 ; 8. Lorient et Chaumont, 18 ; 10 Boulogne, Dunkerque et Brest, 16 ; 13. Amiens, Epinal et Saint-Dié, 15 ; 16. Hazebrouck, Noeux et Caen, 14.

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION ([redacted] journée)

POULE A

*Gagny b. Ivry 22-15
*Saint-Maur b. Nîmes 27-11
*Dijon b. Colombes 22-21
St. mars. U.C. b. *ASU Lyon 19-17
ASEA Toulouse b. *Toulouse U.C. 27-22

Classement. — 1. Dijon, 29 pts ; 2. Stade marseillais U.C., 28 ; 3. Saint-Maur, 27 ; 4. Gagny, 22 ; 5. Ivry, 18 ; 6. ASEA Toulouse et ASU Lyon, 17 ; 8. Toulouse U.C., 16 ; 9. Nîmes, 14 ; 10. Colombes, 12.

POULE B

Paris [redacted] b. *APAS Paris .. [redacted]
*A.S.P.T.T. Metz b. Gonfreville 14-10
Altkirch [redacted] *Mulhouse ...... [redacted]
*Strasbourg b. [redacted] E.C. [redacted]
*Nancy [redacted] ...... [redacted]

Classement. — 1. A.S.P.T.T. Metz, [redacted] pts ; 2. Strasbourg, 26 ; 3. [redacted] U.C., Gonfreville [redacted] Altkirch, 21 ; [redacted] Nancy, 20 ; 7. Mu[redacted] 18 ; [redacted] Voltaire, 17 ; [redacted] Stade [redacted] E.C. et APAS Paris, 14.

Hippisme

Le prix de Lille disputé à Vincennes, et retenu pour les paris couplé gagnant et tiercé, a été gagné [redacted] *Franca-Maria,* [redacted] *d'Ernioco.* [redacted] *gagnante* [redacted] *10-5-7.*

Jeu à XIII

CHAMPIONNAT DE [redacted] DE PREMIÈRE DIVI[redacted] (seizième journée)

POULE A

[redacted] b. XIII [redacted] .. [redacted]
[redacted] Avignon .... [redacted]
*Toulouse b. [redacted] 15-8
*Limoux [redacted] 15-12
*Marseille b. Tonneins 12-8
[redacted] remis.

[redacted] — 1. XIII catalan, [redacted] pts ; 2. Avignon, 37 ; 3. Toulouse, 34 ; 4. Villeneuve et Albi, 33 ; 6. Carcassonne, [redacted] ; 7. Limoux, Lézignan et Saint-Estève, [redacted] ; 10. Tonneins et Marseille, 27 ; 12. Villefranche, 11.

Rugby

[redacted] DE PREMIÈRE DIVISION (Dixième [redacted]journée.) [redacted]

POULE A

Nice b. *Beaumont 3-0
Agen b. *Mimizan 3-0
*Angoulême b. Aurillac 14-0
*Bourg [redacted] 6-0

Classement : 1. Agen et Nice, 25 pts ; 3. Angoulême, Biarritz, Beaumont et Aurillac, 21 ; 7. [redacted] 19 ; 8. [redacted] zan, [redacted].

POULE B

[redacted] ...... [redacted]
Béziers b. *La [redacted] 16-7
*Le [redacted] 7-3
*Perpignan b. [redacted] 23-6

Classement : 1. Béziers, 31 pts ; 2. Perpignan, 23 ; [redacted] Salles, [redacted] 4. Valence, La Voulte, Pau [redacted] Le [redacted] 19 ; [redacted] Cahors, 16.

POULE C

[redacted] .. [redacted]
[redacted] b. [redacted] 23-15
*Racing b. Bagnères 16-9
*Toulon b. Carcassonne 14-6

Classement : 1 Narbonne, 28 pts ; 2. Bagnères, 23 ; 3. Toulon, 22 ; 4. Bègles, 21 ; 5. Dax, 20 ; 6. Carcassonne, 19 ; 7. Racing, 18 ; 8 Saint-Claude, 14.

POULE D

*[redacted] b. Montauban 6-3
Brive b. *Mont-de-Marsan 7-6
*Stade toulous. b. La Rochelle 23-17
*Avignon b. Graulhet 13-3

Classement : 1. [redacted] 26 pts ; 2. Lourdes, Montauban [redacted] Stade toulousain, 23 ; 5. Avignon et [redacted] 21 ; 7. La Rochelle, 18 ; 8. Mont-de-Marsan, 11.

POULE [redacted]

*Bayonne b. Montferrand .... [redacted]
*Castres b. Saint-Jean-de-Luz [redacted]
*Romans b. Tarbes 18-9
[redacted] b. Oloron ...... [redacted]

[redacted] : 1. Montferrand [redacted] Bayonne, [redacted] pts ; 3. [redacted] 23 ; [redacted] Tarbes et Monchanin, [redacted] ; 6. Castres, 18 ; 7 Oloron, 17 ; 8. [redacted] Luz, 16.

POULE F

*Dijon b. Albi 15-12
Mérignac b. *Carmaux 6-0
*Orthez b. Périgueux 7-0
Oyonnax-Fumel remis.

Classement : 1. Mérignac, 27 pts ; 2. Albi, 23 ; 3. Périgueux et Carmaux, 21 ; 5. Fumel, 20 ; 6. Dijon, 19 ; 7. Orthez, 17 ; [redacted] Oyonnax, 16.

POULE [redacted]

[redacted] b. Quillan 6-0
[redacted] b. Le Boucau 25-9
*Bergerac b. Limoges 9-6
Bourgoin b. *Tyrosse 9-6

[redacted] : 1. Bourgoin, Tyrosse [redacted] Le Boucau, [redacted] pts ; 4. Saint-Girons [redacted] Quillan, 21 pts ; [redacted] Limoges [redacted] Lombez, 20 ; 8. Bergerac, 18.

POULE H

*Hendaye b. Saint-Médard .. 20-6
Rodez b. *Langon 12-10
*Lyon O.U. et Vichy 0-0
Coarraze-Nay b. *[redacted] .. 16-13

[redacted] : 1. [redacted] 29 pts ; 2. Saint-Médard, 23 ; 3 Langon et Vichy, 22 ; 5. Coarraze-Nay, 21 ; 6. Lyon O.U., 18 ; 7. Hendaye, 17 ; [redacted] Fleurance, 16.

POULE J

*Tulle b. Mazamet 48-12
Millau b. *Stade clermontois 10-3
*Gaillac b. P.U.C. 26-10
[redacted] b. Riom 23-7

[redacted] : 1 Tulle, 31 pts ; 2. Gaillac, 24 ; [redacted] 22 ; 4. P.U.C., 21 ; 5. [redacted] 19 ; [redacted] Millau, 18 ; 7. Riom, 15 ; [redacted] clermontois, 13.

POULE K

*[redacted] b. [redacted] 9-3
[redacted] b. *Tarascon 14-0
*Chambéry b. Castelsarrasin.. 24-0
[redacted] b. [redacted] 6-0

Classement : 1. Lavelanet, 25 pts ; 2. Chambéry, 24 ; 3. [redacted] Auch, [redacted] Mauléon, 21 ; [redacted] 19 ; 7. Castelsarrasin, 17 ; [redacted] Tarascon, [redacted].

Ski

GARMISCH-PARTENKIRCHEN DESCENTE

1. Klammer (Autr.), [redacted] min. 2 [redacted] 63/100 ; 2. Winkler (Autr.), 2 min. 3 sec. 38 ; 3. [redacted] (Autr.), 2 min. 4 sec. 13 ; 4. Russi (Suisse), 2 min. 4 sec. 96 ; 5. Walcher (Autr.), 2 min. 5 sec. 12 ; 6. Andarson (E.-U.) et Veith (R. F. A.), 2 min. 5 sec. 24 ; ...30. Bertrand (Fr.), [redacted] min. 7 sec. 79 ; ...31. Pellat-Finet (Fr.), [redacted] min. 10 [redacted].

SLALOM GÉANT

1. [redacted] (Autr.), [redacted] min. [redacted] ; 2. H. Hemmi (Suisse), 3 min. 22 sec. 30 ; 3. Frommelt (Liech.), 3 min. 23 sec. 19 ; 4. Mahre (E.-U.), 3 min. 23 sec. 55 ; 5. Hinter[redacted] (Autr.), [redacted] min. 25 [redacted] 18 ; 6. Wenzel (Liech.), 3 min. [redacted] sec. 38 ; ...38. Ciprelli (Fr.), 3 min. 33 [redacted] 69.

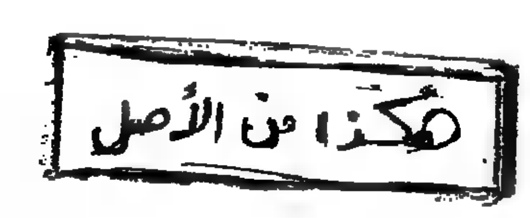
Volley-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (dixième journée)

Racing [redacted] b. *Clamart 3-0
*[redacted] b. [redacted]ble 3-2
Tourcoing b. *A.S.P.T.T. Montp. 3-0
Montpellier U.C. b. *Cannes .. 3-2
[redacted] b. [redacted] 3-0

Classement. — 1. Racing C. F., 19 pts ; 2. Montpellier U. C., 17 ; [redacted] Asnières, Clamart et Cannes, 16 ; [redacted] Saint-Maur [redacted] Tourcoing, 15 ; 8. Grenoble, 12 ; [redacted] P.T.T. Montpellier, 11 ; [redacted] Tours, 10.

En quart de finale de la Coupe d'Europe [redacted] clubs champions, Budapest a battu l'ASU Lyon par 3 sets à 0. Le match « [redacted] » [redacted] lieu [redacted] Lyon [redacted] janvier.



هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU [redacted] COMMERC.	70,00	80,08

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03



emplois internationaux — emplois internationaux — emplois internationaux

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT — WORLD BANK

L'INSTITUT DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA BANQUE MONDIALE a pour fonction de former des responsables de haut niveau, originaires des pays en voie de développement, aux techniques de planification économique et d'analyse des projets. La BANQUE MONDIALE recherche un

économiste

Pour occuper un poste de

chargé de cours

spécialiste des problèmes du Tiers-Monde, qui organisera et animera des séminaires en langue française sur les techniques d'analyse de programmes et de projets.
Les candidats auront une expérience pratique des pays en voie de développement ; la connaissance de l'anglais est souhaitable.
Le poste [redacted] à pourvoir à Washington D.C., USA, au siège de la Banque Mondiale ; des déplacements [redacted] Afrique sont à prévoir.
La rémunération, nette d'impôts, sera déterminée en fonction des qualifications et de l'expérience du candidat sélectionné. Des avantages sociaux appréciables sont accordés, notamment cinq semaines de congé annuel, une assurance médicale et vie, une retraite, un voyage tous les deux ans au pays d'origine et une contribution aux frais d'éduca[redacted] des enfants.
Les personnes intéressées adresseront leur C.V., de préférence [redacted] anglais, en mentionnant la référence 77-6-00401, à WORLD BANK - Personnel Depart[redacted]t - Recruitment Division
1818 H Street, N.W. - Washington D.C. 204[redacted] USA.

GROUP CONTROLLER

A major [redacted] company is seeking a French controller [redacted], purchasing [redacted] coordination [redacted] well [redacted]l planning, [redacted] and [redacted] its French and Swedish subsidiary companies.

The position requires a good theoretical background, preferably a university degree in business administration, 5 - 10 years professional experience, a good knowledge of English and extensive travel. Experience in the chemical field is an asset, but not necessary.

Please send resume before [redacted].

CHAMBRE DE COMMERCE SUEDOISE
9, PLACE DE [redacted] MADELEINE
[redacted]

BAHRAIN GOLFE PERSIQUE

Groupement [redacted] de génie civil recherche

CHEF DE SERVICE MATÉRIEL

pour important chantier portuaire

— Ingénieur A.M. [redacted] équivalent ;
— [redacted] ;
— [redacted] ans d'expérience dont étranger ;
— [redacted] l'anglais.

[redacted] responsabilités, entretien, réparations [redacted] d'un très important [redacted]

Adresser candidature, C.V. détaillé avec [redacted] prétentions [redacted] Service du [redacted]
ENTREPRISE [redacted] DODIN,
[redacted] bis, rue [redacted] 75019 PARIS.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

- ☐ Direction générale, fonctions multipostes.
- ☐ Marketing relations publiques publicité.
- ☐ Informatique.
- ☐ Production entretien.
- ☐ Ingénieurs.
- ☐ Etudes organisation et recherche.
- ☐ Direction financière et administrative.
- ☐ [redacted]
- ☐ Personnel formation relations humaines et sociales.
- ☐ Direction commerciale vente.
- ☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.

PA 11/1/77

2) Entourez, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	70	136	199	259	315	368	416	462	504	542	577
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.
(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)
Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au [redacted] ou écrire :
"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

NOM : ______________________ [redacted] SOCIETE : ______________

ADRESSE : ______________________________ TEL. : ________

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du «Monde» ou ch. postal (CCP4207-23 Paris)

ETRANGER : Envoi aérien : + 1 franc par fonction et par semaine

Langage Européen pour le Temps réel
Projet LTPL
(Long Term Procedural Language)
Langage et instruments de logiciel

La Commission [redacted] Communautés Européennes recherche un **CHEF DE PROJET** pour la phase [redacted] conception et [redacted] définition [redacted] projet.

Les candidats doivent :
— posséder [redacted] expérience à haut niveau [redacted] la gestion de projets de logiciel, de la conception de langage [redacted] la programmation dans [redacted] domaine du temps réel.
— avoir une connaissance effective de [redacted]anglais et d'une [redacted] langue de la Communauté.

Les candidats présélectionnés recevront de plus amples informations [redacted] le projet; au cours d'un entretien [redacted] seront informés [redacted] conditions d'emploi. Ces conditions seront [redacted] la [redacted] de l'importance de l'emploi.
Les [redacted] sont [redacted] adresser, [redacted] un [redacted] trois semaines [redacted] compter de la date [redacted] publication [redacted] l'annonce, à
La Commission des Communautés Européennes
[redacted] IX-A-2
200 rue de la Loi
1049 Bruxelles (Belgique)
Elles devront comporter un curriculum vitae détaillé [redacted] porter la mention "Projet LTPL".

Pour Sté Industrielle et Ccial Afrique fran[redacted]

DIRECTEUR CCIAL
180.000 F/an. Minim. 40 ans.

CHEF SERV. VENTES
120.000 F/an + commissions. Minimum 35 ans
Logement et voiture gratuits. Expérience niv. Directeur ccial et/ou chef des ventes. [redacted] Industrielle ou [redacted] d'équipements ou automobile. Formation Ingénieur. Expérience [redacted] l'anglais [redacted] mais pas indispensable.
Ecrire avec C.V. s/réf. [redacted] à SWEERTS, [redacted] 75424 [redacted] Cedex 09, [redacted]

B.E.T. [redacted] AFRIQUE
INGENIEUR POUR CONDUITE
TRAVAUX ROUTIERS
Disponible immédiatem. 8 ans d'expérience. Ecrire avec C.V., B.P. 4002, LIBREVILLE, Gabon

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde *présente [redacted] rubrique dans [redacted] d'annonces [redacted] lundi [redacted] mardi.*

Cette classification permet [redacted] sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors [redacted] France leurs appels d'offres d'emplois.

ingénieurs de travaux

ARABIE SAOUDITE

[redacted] entreprise française [redacted] travaux pu[redacted] et génie civil, spéci[redacted] en béton armé [redacted] béton précontraint, rec[redacted] pour sa filiale de RYAD des ingénieurs [redacted] travaux de [redacted] technicité. Ils trouveront [redacted] place [redacted] équipe d'une centaine de Français [redacted] chantiers déjà structurés. Ils devront faire [redacted] d'esprit d'initiative et de qualités de meneurs d'hommes. Ceux qui auront des compétences [redacted] négociation d'affaires pourront avoir une activité [redacted] technico-commerciale. Il faut écrire et parler l'Anglais couramment. Ces [redacted] de partir seul. Ils peuvent [redacted] convenir [redacted] à [redacted] hommes jeunes, [redacted] à [redacted] d'âge plus [redacted] leur famille en France.

Envoyer C.V., photo récente, et rémunération actuelle sous la réf. 61276/MI (à mentionner sur l'enveloppe) à M. Perche, responsable branche Industrie.
Le secret absolu [redacted] candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

PETROCHIMIE

Groupe International
[redacted]

DIRECTEUR D'USINE pour l'Espagne

- Nécessité de posséder [redacted] expérience approfondie, au moins dix ans, de tous [redacted] aspects de la production en pétrochimie.
- Disponibilité assez rapide.
- Rémunération équivalente à environ 33,000 US $ [redacted]

Envoyer curriculum [redacted] Publicité 20, av. [redacted] 75040 Paris Cedex 01.
[redacted] assurée.
Il sera répondu à toutes les candidatures.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

TRADUCTEURS-RÉDACTEURS DE LANGUE FRANÇAISE

Un examen d'aptitude aux [redacted] de traducteur-[redacted] de langue française aura lieu [redacted] 6 [redacted] 7 avril 1977 en [redacted] candidats pour occuper des postes vacants [redacted] Division de [redacted] du [redacted] de l'ONU à New-York. Ils [redacted] langue maternelle [redacted] être titulaires d'une licence ou diplôme [redacted] niveau [redacted] délivré par une université de régime linguistique français ou établissement équivalent. En cas de doute, il faut entendre par « langue maternelle » la langue dans laquelle le can[redacted] se considère le mieux apte [redacted] traduire. [redacted] doivent [redacted] parfaite maîtrise [redacted] et une [redacted] connaissance de l'anglais [redacted] d'une langue [redacted] : l'arabe, le chinois, l'espagnol ou le russe. A titre très exceptionnel, pourront être admis à se présenter à l'examen les candidats qui, à défaut d'une deuxième langue officielle, possèdent un diplôme universitaire dans un domaine juridique ou scientifique. Les candidats qui auront réussi à cet examen pourront être nommés en qualité de traducteurs-rédacteurs avec un traitement brut de 15.750 dollars E.U. par an plus une indemnité de poste (qui s'élève à un minimum net de 3.854 dollars E.U. par an) et des allocations familiales. Les traducteurs particulièrement compétents pourront être nommés à un grade supérieur.

Pour plus amples renseignements et obtenir formules de [redacted] d'admission à remplir, [redacted] janvier [redacted] à la :

[redacted] de la formation et [redacted] examens
Traducteurs de [redacted]
Bureau 100
Office [redacted] Unies
121[redacted] 10 (Suisse).

Joindre une étiquette [redacted] portant l'adresse du candidat. Les lettres insuffisamment affranchies seront retournées.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de [redacted] bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro [redacted] l'annonce les intéressant et [redacted] l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE METALLURGIQUE FRANCAIS
recherche pour l'une de ses [redacted] production située en Bourgogne et employant 250 [redacted]

DIRECTEUR D'USINE

[redacted] pour [redacted] d'animer, gérer et dynamiser [redacted] production : [redacted] des services et équipes de l'usine, liaisons avec le siège et les autres usines [redacted] Groupe.

Souhaitons candidat de formation

INGENIEUR A.M. ou équivalent

ayant 10 [redacted] 20 ans d'expérience dans [redacted] production et [redacted] en grandes [redacted]

Adresser C.V. et prétent.
Réf. 122 M 171
30, rue [redacted] Mogador
[redacted] PARIS

Centre de [redacted] Appliquée

SAFER PROVENCES-ALPES-COTE D'AZUR
[redacted] un

ATTACHÉ DE DIRECTION

devant [redacted] les fonctions [redacted] DIRECTEUR TECHNIQUE

Le candidat doit être âgé de 35 ans environ.
— Il [redacted] une formation supérieure (Grande Ecole d'Agronomie).
— Il doit avoir une expérience de la conduite de négociations [redacted] avec [redacted] partenaires habituels [redacted] SAFER (profession, Crédit Agricole, Administration...).
— Il doit avoir une bonne expérience de la [redacted] l'exercice des responsabilités.

[redacted] C.V. et photo à la F.N.S.A.F.E.R., 83-85, rue Saint-Charles, PARIS-15e.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ingénieur débutant entretien

B.S.N. GERVAIS DANONE propose à un ingénieur débutant (ENSAM, ICAM, ECAM, INSA...) d'acquérir sa première expérience [redacted] sein du Service Entretien [redacted] l'usine Kronenbourg [redacted] Strasbourg.

Sous l'autorité [redacted] Chef de Service Entretien, il [redacted] progressivement chargé d'animer [redacted] cellule [redacted] quelques dessinateurs, [redacted] mener à bien les études d'entretien et [redacted] neufs, d'assister techniquement [redacted] la [redacted] travaux, de contribuer [redacted] la gestion des crédits.

Ce poste intéresse un jeune ingénieur ayant [redacted] bonne connaissance [redacted] problèmes d'électricité, automatisme, mécanique générale, thermique.

Adressez votre candidature [redacted] c.v. détaillé sous [redacted] D [redacted] Daniel HARDOUIN, B.S.N. Gervais Danone, 7 rue de Téhéran [redacted] Paris.

bsn. gervais danone

Vous [redacted] carrière [redacted] limitée [redacted] Entreprise, et,

Vous souhaitez développer [redacted] qualités humaines au sein d'une équipe dynamique.

La Division [redacted] du Groupe

BERGERAT MONNOYEUR

Agent Général CATERPILLAR pour [redacted] France (CA. 1 milliard)

Vous offre, dans le cadre [redacted] son expansion, une situation à la mesure [redacted] vos ambitions.

Vous pouvez devenir .

notre ATTACHE COMMERCIAL

Dans les régions de :

- Lille ou Nantes, si [redacted] avez déjà [redacted] expérience [redacted] des Chariots Elévateurs,
- Lyon ou Marseille, si vous connaissez la [redacted] dans [redacted] secteur industriel mais souhaitez [redacted] orienter [redacted] la [redacted] des Chariots Elévateurs.

Adressez votre C.V. + photo à Madame M.G. FRANCE, BERGERAT MONNOYEUR 6, Rue Christophe Colomb [redacted] - PARIS-

---

GROUPE MANURHIN

cherche pour sa filiale de la Machine-Outil

son

DIRECTEUR COMMERCIAL

- [redacted] la [redacted] commerciale [redacted] et du développement [redacted] ses [redacted]
- Ayant [redacted] profil suivant :
  - âge : 35 ans minimum,
  - [redacted] technique [redacted] spécialisation en Mécanique et Electronique,
  - [redacted] expérience pratique en Méthodes d'U[redacted] et Usinage,
  - avec expérience [redacted] gestion commerciale et en vente,
  - trilingue : français, anglais, allemand (parlé, écrit),
  - pouvant faire des déplacements fréquents.
- Rémunération en rapport [redacted] expérience et [redacted]

[redacted] lettre [redacted] candidature manuscrite [redacted] curriculum vitae au :

DIRECTEUR GENERAL DE MANURHIN-AUTOMATIC, B.P. 2079, 14, rue de Soultz, 68059 MULHOUSE.

Discrétion assurée.

PAYS DE LOIRE [redacted]

Entreprise en évolution constante - 450 personnes - [redacted] millions C.A. - leader dans sa branche - [redacted] pour compléter l'équipe actuelle :

JEUNE INGENIEUR METHODES

Cet ingénieur (débutant ou petite expérience Bureau Méthodes) sera amené à participer à la résolution de tous les problèmes d'organisation industrielle (études de postes, de temps, implantations d'ateliers, ...)

[redacted] évolutif.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo [redacted] prétent. sous réf. 208 [redacted] : CENTRE [redacted] PSYCHOLOGIE du TRAVAIL, 3, Bd René [redacted] LE [redacted] qui garantit la discrétion [redacted] plus absolue.

Organisme Retraite Complémentaire recherche

DIRECTEUR DE RÉSIDENCE PERMANENTE DE VACANCES

POUR ACTIFS ET RETRAITES

à ANTIBES

[redacted] SOUHAITEE :

— Animateur-Gestionnaire établissement similaire, hôtelier ou touristique.

Ecrire [redacted] manuscrite C.V. [redacted] photo, [redacted] n° 91.982, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, [redacted] Paris [redacted] 01, qui transmettra.

Importante Société de Pétrole recherche [redacted] sa [redacted] Régionale [redacted]

NORD

pour [redacted] ans

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Dont l'activité sera essentiellement consacrée aux problèmes de lubrifi[redacted] dans l'Ind[redacted] les Transports, les Travaux [redacted] l'Agriculture, [redacted] développement [redacted] lubrifiants par appui technique [redacted] vendeurs.

De très [redacted] techniques générales [redacted] un goût [redacted] pour [redacted] avec la [redacted]

[redacted] : Ingénieur [redacted] Licence [redacted] mécanique [redacted] préférence, ou [redacted]

Age 26 ans minimum.

[redacted] expérience [redacted] quelques [redacted] appréciée ainsi que [redacted] la langue anglaise.

Voiture indispensable. [redacted] LILLE. Déplacements régionaux nombreux. Formation assurée. Le [redacted] annuel [redacted] inférieur [redacted] F. Convention collective [redacted] du Pétrole.

[redacted] C.V., photo [redacted] prétentions sous la [redacted]

organisation et publicité 2, RUE MARENGO - 75001-PARIS, QUI TRANSMETTRA



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

Division Grand Public (Calculatrices et montres)

recrute

des TECHNICO-COMMERCIAUX

[redacted] des postes [redacted] pourvoir dans les régions:

- EST
- OUEST
- PARISIENNE
- RHONE/ALPES
- MIDI MEDITERRANEEN

[redacted] d'adaptation [redacted] 6 mois effectuée en région parisienne.

Les candidats [redacted] INGENIEURS ou TECHNICIENS SUPERIEURS [redacted] électricité, électronique [redacted] informatique.

Ils [redacted] dynamiques [redacted] ambitieux.

Leur réussite [redacted] résultats obtenus et dépend :

- de l'exactitude de leurs prévisions
- [redacted] leur sens [redacted] stratégies commerciales
- [redacted] leur habilité aux négociations.

Les débutants peuvent postuler.

[redacted] C.V., photo, prétentions, [redacted] de disponibilité [redacted] Mme LE GUET - B.P. No [redacted] - VILLENEUVE-LOUBET [redacted] ECD/177/2

---

responsable gestion de production

[redacted] Directeur d'une entreprise spécialisée dans [redacted] dont [redacted] chiffre d'affaires [redacted] doubler dans les années à venir, propose une carrière [redacted] à [redacted] ingénieur de 30 ans minimum intéressé [redacted] la gestion [redacted] production.

D'abord responsable des approvisionnements en papier et du lancement des fabrications, il sera ensuite chargé de l'ensemble de la production y compris la supervision des fabrications. La réus[redacted] doit conduire ultérieu[redacted] à un [redacted] de Direction.

Le [redacted] pourvoir dans une région agréable [redacted] 120 kms au Nord-Est de Paris.

Envoyer C.V., photo [redacted] rémunération actuelle [redacted] la référence 62586/M(à mentionner sur l'enveloppe).

Le [redacted] absolu [redacted] candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS 1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX [redacted]



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

Division [redacted] TISCO

recherche

CONTROLEUR FINANCIER

- Il supervisera la comptabilité générale
- Il sera chargé [redacted] planning [redacted] (prévision, Budgets...)
- Il assumera [redacted] contrôle [redacted] il veillera à l'accomplissement des buts [redacted] atteindre en coordination [redacted] responsables des Services [redacted] production.

- Expérience d'au [redacted] de [redacted] budgétaire et/ou audit [redacted] multi-[redacted]
- Anglais courant
- [redacted] personnalité [redacted] aptitude [redacted] équipe - [redacted] ESSEC, SUP de CO + [redacted]
- [redacted] base [redacted] informatique.

Ce poste est [redacted] pourvoir à Villeneuve-Loubet.

Ecrire [redacted] curriculum vitae, photo, prétent. et [redacted] disponibilité sous référ. TISF/177/3 [redacted] Madame LE GUET - [redacted] No 5, 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

RESPONSABLE PERSONNEL ET RELATIONS HUMAINES

Région CENTRE OUEST

Vous êtes diplômé d'études supérieures et [redacted] êtes orienté [redacted] la fonction Personnel. Vous [redacted] jeune. Vous maitrisez [redacted] droit du travail [redacted] l'avez appliqué [redacted] niveau de l'administration [redacted] personnel.

Ces bases se complètent par [redacted] connaissance qualitative de [redacted] fonction (formation, recrutement et job évaluation).

Dans un département décentralisé de [redacted] personnes nous vous laisserons l'autonomie de mettre [redacted] pied [redacted] système complet de gestion du personnel. Vous y [redacted] les relations industrielles.

Vous aurez alors fait totalement [redacted] preuves et vous serez intégré dans un groupe de [redacted] personnes au C.A. de 1,5 Milliard de Francs, dont l'expansion [redacted] à la [redacted] de sa solidité financière.

Écrire avec C.V. photo [redacted] prét. s/réf. 653 [redacted] : SWEERTS B.P. [redacted], 75424 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

Pour leur unité de Production de DIJON les LABORATOIRES WINTHROP recherchent

PHARMACIEN DE FABRICATION DE PRODUITS LIQUIDES ET INJECTABLES

- Capable [redacted] la [redacted] technique et [redacted] d'un service [redacted] d'un [redacted] qui [redacted] production [redacted] l'ensemble [redacted] filiales européennes [redacted]
- Ayant [redacted] minimum [redacted] d'expérience dans même domaine, [redacted] injectables en salles stériles.
- Ayant de bonnes conn[redacted] en bactériologie.
- La connaissance de l'anglais parlé est nécessaire.

[redacted] avec C.V. et prétentions [redacted] : DIRECTION DES LABORATOIRES WINTHROP B. P. [redacted] - [redacted]

[redacted] sommes une Sté [redacted] Travaux [redacted] Maritimes [redacted] recherchons pour [redacted] « off shore » [redacted] expansion

UN INGÉNIEUR

dipl. [redacted] Métiers, [redacted] ou équivalent, ayant déjà une expérience [redacted]

OFF SHORE PETROLIER

âgé d'au moins 30 ans pour lui confier le service Exploitation de nos barges de travaux. Direct[redacted] attaché [redacted] P.D.G., il devra mettre en [redacted] et [redacted] l'exécution [redacted] contrats : [redacted] clients, [redacted] travaux, gestion [redacted] personnel [redacted] bord, suivi [redacted] coûts d'exploitation.

[redacted] sera [redacted] au [redacted] déplacements [redacted] prévoir. Anglais courant indispen[redacted] des [redacted] attrayantes [redacted] évolutives.

[redacted] :

PORT MÉDITERRANÉEN

Nous [redacted] les candida[redacted] qui nous seront transmises par Régie-Presse, [redacted] bis, [redacted] Réaumur, 75002 Paris, sous n° 563.563 M.

Société Française de Distribution

ARAL

[redacted] immédiatement [redacted] à une [redacted] à convenir

UN JEUNE ATTACHÉ COMMERCIAL

chargé de la recherche d'emplacements [redacted] la création [redacted] nouveaux points de vente, [redacted] l'animation [redacted] plan commercial [redacted] stations exis[redacted]

La [redacted] exige un [redacted] systématique [redacted] rationnel, [redacted] sens [redacted] ainsi que le goût du contact humain. [redacted] en matière [redacted] transactions immobilières [redacted] appréciées.

Le candidat que nous recherchons sera expéri[redacted] débutant, diplômé [redacted] École Supérieure [redacted] Commerce, [redacted] voiture, rési[redacted] l'avenir obligatoirement [redacted] son [redacted] (initialement METZ ou NANCY).

Adr. curric. vitae [redacted] avec photo [redacted] prét. à : S.F.D. ARAL (Service [redacted] Personnel) 8, rue Adolphe-Seyboth. — [redacted] STRASBOURG.

CONSULTANT en RECRUTEMENT à LYON

[redacted] psychologue [redacted] son expérience au [redacted] l'entreprise [redacted] permettront [redacted] prendre [redacted]ivement la responsabilité des opérations de recrutement (principalement cadres) [redacted] participer aux [redacted] Emploi Lyon.

[redacted] C.V. [redacted] précisant la rémunération [redacted] à Alain [redacted] sous [redacted]

plein emploi
Paris 10 rue du Mail, 75002
Lyon 49 rue du Pdt-Herriot, 69002

PS Conseil

ASSISTANT COMPTABLE ET FINANCIER

65.000 F

Une entreprise agro-alimentaire, chef de [redacted] groupe [redacted] fabriquant des produits laitiers de qualité, recherche l'Assistant [redacted] son Directeur Financier pour son siège situé dans une zone rurale agréable de la région Nord. Sur [redacted] plan informatique, [redacted] mission [redacted] suivre activement les [redacted] comptables et annexes. Ultérieurement, il verra [redacted] responsabilités s'élargir [redacted] aspects de la fonction comptable et financière. Il dirigera [redacted] une équipe d'un certain nombre [redacted] personnes. [redacted] poste [redacted] un candidat titulaire du DECS [redacted] équivalent et [redacted] expérience essentiellement comptable de 3 [redacted] 5 [redacted] préférence dans [redacted] entreprise utilisant l'informatique. La rémunération [redacted] de départ, fonction du niveau de compétence atteint, sera [redacted] l'ordre de 65.000 francs. Il s'y ajoutera des facilités [redacted] logement. [redacted] évoluer [redacted] façon inté[redacted] en fonction des résultats obtenus.

Adresser C.V. [redacted] référence A/1350 M [redacted]

[redacted] CONSEIL 19, Résidence [redacted] - 59170 Croix

Discrétion assurée



MONTPELLIER - [redacted] 000 Frs [redacted] - [redacted] 50 millions (+ [redacted] An) recherche son

directeur des services comptables

- il [redacted] de [redacted] comptabilité générale,
- il développe la comptabilité analytique,
- il supervise le service informatique,
- il gère la trésorerie,
- il établit et contrôle les budgets,
- il établit [redacted] plans de financement,
- il dépend directement de la Direction Générale.

Age minimum 35 ans (DECS - BP ou équivalent) avec [redacted]périence d'un poste similaire.

Env. CV [redacted] lettre motivée manuscrite sous réf. [redacted] 74 A à :

ORES 105, Bld Haussmann [redacted] PARIS

Groupe BOSSARD

Entreprise 800 [redacted] appartenant [redacted]

grand groupe industriel recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(X, Centrale, Mines, A.M., etc.)

Ayant expérience 5 à 10 [redacted] commandement industriel effectif en :

- Construction mécanique,
- Chaudronnerie, [redacted] navale.

[redacted] Province.

Ecrire avec C.V. [redacted] références [redacted]

EDITIONS BLEU PUBLICITE 17, rue Lebel, [redacted] VINCENNES, qui transmettra.

CENTRE DE RECHERCHE APPLIQUEE d'une grande [redacted] cherche pour un [redacted] d'

INGÉNIEUR CHIMISTE

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

Pour [redacted] grande [redacted] PROVINCE.

Envoyer curriculum vitae sous n° [redacted] à [redacted] Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

GROUPE IMPORTANT

recherche [redacted] de [redacted] précision 1.800 [redacted] C.A. 200 [redacted]

UN DIRECTEUR FINANCIER ET INFORMATIQUE

Formation [redacted] souhaitée : [redacted] EQUIVALENT

Grande expérience [redacted] informatique. Pratique [redacted] la langue anglaise. Age [redacted] minimum.

Fonction rattachée au Président-Directeur [redacted]

Lieu [redacted] travail : REGION CENTRE VAL-DE-LOIRE.

Adr. candidature n° [redacted] Publicité, 20, [redacted] l'Opéra, Paris-1er, qui [redacted]

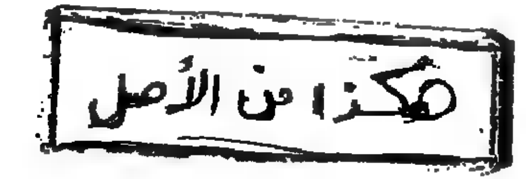
IMPORTANTE SOCIÉTÉ MARSEILLAISE

recherche pour poste de haute responsabilité

COMPTABLE SALARIÉ

- Niveau minimum : Formation générale [redacted] études supérieures (Brevet Prof. et/ou D.E.C.S.).
- Expérience professionnelle indispensable.

C.V. man. et photo à SUD M[redacted] n° 11.948, [redacted] Roger-Salengro, 13015 MARSEILLE.



هكذا من الاصل

offres d'emploi — offres d'emploi — offres [redacted] — offres d'emploi

ETPM

LEADER EUROPÉEN DE L'OFFSHORE PÉTROLIER
[redacted] actuel : 1,4 Milliard F.F.
Taux de croissance : 70 [redacted] en 1974 et 100 % en 1976
Oscar de l'exportation 1975

Nous recherchons un :

AUDIT DE GESTION

Votre mission :
Vous serez chargé [redacted] terme de constituer et diriger la cellule de contrôle interne, avec les responsabilités suivantes : auditer l'efficacité et [redacted] bonne appli[redacted] des [redacted] de gestion, apprécier la fiabilité [redacted] systèmes d'information et de protection, enfin proposer à la Direction Générale [redacted] nécessaires.
[redacted] contrôle interne concernera l'ensemble des fonctions administratives : comptabilité, finances, fiscalité, personnel, achats, juridique, informatique, etc... [redacted] missions périodiques [redacted] couvriront [redacted] du siège à PARIS et nos établi[redacted] et [redacted] à l'étranger (Europe, Moyen-Orient, Afrique).
Dans un premier [redacted] la préparation de cette mission nous amènera à vous confier l'élaboration et la formalisation de l'ensemble des procédures, avec l'aide d'un organisateur interne. Ce programme vous permettra d'acquérir une [redacted] approfondie de l'entreprise et de mettre en place les procédures que vous serez ensuite chargé de [redacted]

Votre profil :
Vous êtes jeune diplômé H.E.C. - [redacted] - Sc. Po. [redacted] Fi) - etc... avec des connaissances comptables [redacted] (niveau Expertise). [redacted] carrière antérieure comprend 3 à 5 années dans un cabinet d'audit international ou dans un [redacted] d'audit interne. Cette expérience vous aura permis d'intervenir [redacted] de l'entreprise. Vous pratiquez couramment [redacted] langue anglaise [redacted]

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 5131 à
P. LICHAU S.A., 10 rue de Louvois
75063 Paris cedex 02 - qui transmettra

GROUPE DE DISTRIBUTION
recherche pour compléter [redacted] équipe de direction [redacted] ventes

DIRECTEUR DELEGUE

Le poste :
Il participe [redacted] politique pour la chaîne des magasins populaires
Il a un rôle d'assistance auprès des points de [redacted] dont il [redacted] responsable sur un [redacted] géographique déterminé.
Le poste est à pourvoir [redacted] à Paris et [redacted] de fréquents déplacements en Province.
Le candidat :
Aura une solide expérience commerciale acquise, [redacted] un état major [redacted] Groupe de distribution, [redacted] tête d'une importante unité [redacted]
Devra posséder [redacted] de négociateur [redacted] saura convaincre.
Il s'agit d'une création de poste. Le salaire [redacted] en rapport [redacted] situation et [redacted] négociable selon [redacted] carrière et l'expérience du [redacted]
Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé + photo et rémunération souhaitée sous référence 4323 à :
31, Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

Création de poste — 70.000 F +

Un Adjoint de Très Bon Niveau

30 ans mini.

[redacted] LE CHEF DES SERVICES COMPTABLES

de [redacted] de biens d'équipement d'un groupe international en expansion.

Ce [redacted] convient à une personnalité [redacted], de formation BTS ou DECS - [redacted] appréciés de la comptabilité anglo-saxonne [redacted] l'anglais. [redacted] de la comptabilité, il devra justifier d'une expérience analogue [redacted] une [redacted] industrielle.

Il sera rattaché au Chef des Services Comptables qui souhaite pouvoir lui déléguer progressivement une large part de ses responsabilités.
Missions :
- Animation et contrôle d'une [redacted] 17 [redacted]
- R[redacted]sabilité de :
  - la comptabilité [redacted] et analyse des comptes, [redacted] sociales, participation à l'élaboration du [redacted]
  - la comptabilité analytique : stocks et PR de la distribution
  - du planning.

Lieu de travail : Suresnes.

sélé CEGOS — Adresser lettre man. + CV détaillé à Mme CLERE sous réf. 73 371/M Sélé-CEGOS : 33, quai Galliéni 92152 SURESNES.

Importante Société recherche pour ses Services comptables JEUNE E.S.C.
Ecrire avec C.V. et prétentions à nº 3.187, SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX.

GROUPE BANCAIRE PARIS-8e
recherche pour sa Direction des Engagements

RÉDACTEUR JURIDIQUE
CLASSE IV

Formation supérieure, Universitaire ou Technique
Notions comptabilité

MISSION :
— établir les actes de crédit à cours, moyen ou long terme.
— Prendre les garanties de toutes natures.
— Assurer les contacts avec les notaires, les agences [redacted] le service juridique du Groupe.

13 mois, horaire souple
Nombreux avantages sociaux

Adresser C.V. et [redacted] à SERVICE DU PE[redacted]
B.F.C.C. B.P. 391-08 75365 Paris Cedex 08



GROUPE EUROPÉEN
[redacted] D'ENSEMBLES INDUSTRIELS
[redacted] fournissons et finançons [redacted] installations industrielles et [redacted] pour [redacted] activité un

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

[redacted] connaissances suivantes :
— [redacted] contrats ;
— Financement à [redacted] ;
— [redacted] technico-commerciale des affaires ;
— Suivi des sous-contrats.

Expérience à l'étranger appréciée
[redacted] : allemand, [redacted]

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
KLÖCKNER INA FRANCE
31, RUE MARBEUF, 75008 PARIS

---

ingénieur analyste

A l'issue d'une période préparatoire, le candidat prendra en charge la formation de la clientèle et l'animation des stages.
Le poste évoluera ensuite vers des fonctions d'analyse ou d'assistance technico-commerciale.

LE CANDIDAT DEVRA :
— avoir soit une expérience professionnelle [redacted] un domaine similaire, soit un niveau d'Etudes Supérieures Scientifiques (Maîtrise, Ecole d'Ingénieurs)
— avoir une bonne connaissance de l'Anglais.
Une connaissance du langage BASIC [redacted] souhaitable mais pas nécessaire.

WANG — Env. CV, photo et prétentions à M. le Directeur du Personnel WANG France 78/80, av. [redacted] 93170 Bagnolet

---



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
recherche pour sa Société de Distribution TISCO

TECHNICO-COMMERCIAL

[redacted] vente par téléphone
- Il sera chargé, à [redacted] fois de la promotion de [redacted] les produits commercialisés par [redacted] (S.C., calculatrices, équipements) et [redacted] la recherche de nouveaux marchés.

Niveau et connaissance
- Minimum Brevet de Tech. Sup. en électronique
- Bonnes bases d'anglais.

Expérience
- Au moins 2 ans en labo d'électronique.

Il devra
- faire preuve d'un grand pouvoir de persuasion être sûr de ses connaissances techniques et avoir une bonne organisation.

[redacted] poste est à pourvoir au Plessis-Robinson.

Ecrire avec [redacted] vitae, photo, prétent. et date de disponibilité sous réf. TIS.M/177/4 à Madame LE GUET - Boîte [redacted] No 5 - 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

Le Service central des approvisionnements camp de SATORY-VERSAILLES recrute
TROIS DESSINATEURS D'EXECUTION (spécialité mécanique).
— Salaire après examen professionnel : 2.500 F environ.

Se présenter ou téléphoner au 953-92-35, poste 87-16-72.

Pr emploi mi-temps, recherche médicale, on demande JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE (physique, automatique). Envoy. C.V. au nº 8.189, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Ecole rech. professeurs améric., allem., esp., fr., bon exp. A.V. rém. élevée.
Ecr. nº 122, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 [redacted]

Recrutons pour importante Sté Ingénieur Gdes [redacted] (III A, III B), A.M., Centrale, Sup [redacted] pour prendre la respons[redacted]
Expér. mécanique électronique encadrement, gestion technique et administrative. [redacted] s/réf. 2.337, à P. LICHAU S.A., [redacted] rue Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

RANK XEROX

[redacted]

DEUX EMPLOYES RECOUVREMENT CLIENT

MISSION :
Analy[redacted] la [redacted] client,
[redacted] en œuvre [redacted] plans d'action destinés [redacted] atteindre [redacted] objectifs recouvrement.

PROFIL :
Formation [redacted] comptable.
Esprit [redacted] méthode et d'analyse.
Expérience professionnelle similaire souhaitée (la pratique [redacted] en clientèle [redacted] un [redacted] supplémentaire).
Postes à pourvoir à PARIS et à LYON.

Merci de faire parvenir votre candidature avec C.V. (en pré[redacted] l'affectation désirée) s/réf. A.D.2 à François ESCOFFIER

RANK XEROX Service Recrutement B.P. 63 93602 AULNAY S/BOIS

---

emplois régionaux

Importante société indu[redacted] recherche pour son Usine (750 personnes) implantée dans la REGION OUEST

ADJOINT AU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Il lui sera avant tout [redacted] la responsabilité des problèmes
FORMATION,
[redacted] amené à participer peu [redacted] peu [redacted] d'autres [redacted] sein de l'équipe.

Pour ce poste, il est [redacted] 30 [redacted] minimum, [redacted] formation supérieure, une expérience [redacted] 3 à 4 ans dans une Fonction Personnel.

Veuillez écrire sous [redacted] M [redacted] M à

INTERCARRIERES
5, rue du Helder [illegible]

BATIMENT - COLLECTIF ET INDIVIDUEL

INGÉNIEUR TRAVAUX

[redacted]

De formation E.C.P. - E.T.P. - A.M., il se verra confier rapidement des responsabilités (gestion, coordination) [redacted] réalisations en [redacted] prise Générale.

Son évolution, dans une entreprise de taille nationale (400 millions C.A.) l'amènera à prendre la responsabilité d'une agence : Commercial, Etudes, Travaux.

Poste [redacted] pourvoir soit sur l'Ouest, soit sur le Nord.

Les [redacted] de [redacted] avec C.V., [redacted] à BOUET J.[redacted] - 174 [redacted] - [redacted] avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine, seront étudi[redacted] par [redacted]treprise.

LYON
GROUPE INTERNATIONAL
recherche pour sa division ELECTRONIQUE TRACTION

INGÉNIEUR
Réf. : 7010 [redacted] (M)
[redacted] années [redacted]NCE TECHNOLOGIE CMOS ou TTL et connaissance Problèmes de TRANSMISSION souhaitées

INGÉNIEURS
Réf. : [redacted] (M)
ESE - [redacted] etc.
spéci[redacted] en ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE COURANTS FAIBLES et AUTOMATISMES

INGÉNIEURS
Réf. : 7010 C [redacted]
ESE - INPG [redacted]
spécialisés en ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE COURANTS FORTS
Pour tous ces postes l'âge est indifférent.
C.V. [redacted] à

CRES — CRES 31, place A.-Briand, 69003 Lyon

---

les faux problèmes

[redacted] d'abord [redacted]
puis [redacted] arrive [redacted] se persuader soi-même

Alors naît tout un vocabulaire dont personne ne sait plus très bien [redacted] qu'il [redacted]

certitude - sécurité - plan de carrière - garanties - responsabilité *(laquelle ?)* promotion - [redacted] *(pour faire quoi ?)* *mais [redacted]* *paradoxalement* liberté - souplesse - [redacted] - [redacted]vidualisme - fragilité psychique et [redacted]rveuse - fatigabilité

AGP Expansion
[redacted] développe [redacted] partir de choix qui posent [redacted] VRAIS problèmes

Il s'agit [redacted] savoir si un homme jeune est [redacted] LIBRE *(singulièrement [redacted] l'environnement [redacted] média)* et FORT *(singulièrement au plan [redacted] caractère)* pour s'engager dans un [redacted] de carrière qui impose [redacted] contraintes de la [redacted] publique, [redacted] humaines [redacted] *(jusqu'à l'affrontement)*, du management, [redacted] un [redacted] qui exclut pratiquement le commandement.

AGP Expansion
fait le reste
parce que ses hommes le veulent
et que ses moyens le permettent
Cela [redacted] moins [redacted] aisément vérifiable

Avez-vous 21 ans au moins ?
une [redacted] formation générale ?
si oui, écrivez...

Envoyer lett. [redacted] réf. AG 223 13, rue [redacted] 75002 PARIS, qui transmettra
(Merci de bien vouloir préciser la référence)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE D'ÉQUIPEMENT MINIER
recherche son

RESPONSABLE APRES VENTE

Le candidat devra parler couramment Français et Anglais et avoir 4 à 5 ans d'expérience entretien sur les engins miniers ou de travaux publics montés sur pneumatiques

Il [redacted] l'opportunité de voyager en France et en Europe

Env. C.V. détaillé à PACCAR INTERNATIONALE INC. 85, avenue de Saint-Cloud 78000 VERSAILLES
Les R.-V. pour interview seront donnés les 17, 18 ou 25 janvier prochain après examen des C.V. (Téléphone 951-22-63)
Discrétion assurée

Important Cabinet d'Expertise Comptable, Paris-16e, recherche

EXPERT-COMPTABLE STAGIAIRE
NIVEAU 3 B - 3 ans de pratique

Il aura la responsabilité de dossiers et participera à des missions importantes.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 6542/M à
I.C.A 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transm.

INSTITUT DE RECHERCHES PROSPECTIVES
recherche
JEUNE ECONOMISTE JOURNALISTE
— Parfaitement bilingue angl.
— Formation sérieuse.
— Idées originales.
Ecr. nº T 96206 M Régie Presse 85 bis, rue Réaumur [redacted]

Recrutons pr impte [redacted] jeune ingénieur physique [redacted]aire pour prendre la responsabilité d'un service technologie. Ecrire s/référ. [redacted] P.-LICHAU SA, 10, r. Louvois, 75[redacted] Cedex 02, qui transm[redacted]

Société Européenne de Stimulateurs Cardiaques rech. pour sa filiale française :
— DELEGUES COMMERCIAUX
— 1 SECRETAIRE DE DIRECT. bilingue (français-anglais)
— COMPTABLE 2e ECHELON
— CHEF MAGASINIER
— avec permis de conduire.
Envoyer C.V., photo, prétent., nº T 097.517 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris (2e).

Organisation de voyages cherche
ANIMATEURS
parlant allemand pour Hôtel club
Téléphoner pour R.-V. 355-39-30

ENTREPRISE PARIS
[redacted] IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE spécialisée dans l'étude et la réalisation d'installations de traitement d'air et gaz comprimé et conditionnement d'air industriel

[redacted]

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

ayant expérience [redacted] similaires ou frigoriste.
Langues anglaise et/ou allemande [redacted]
Age minimum : 30 [redacted]

Le candidat devra, dans un secteur d'activité dont il sera responsable, susciter, [redacted] les offres et assurer les négociations techniques et commerciales avec [redacted] clientèle en France et à l'étranger.

Adresser C.V. manuscrit avec photo et prétentions [redacted] Editions BLEU sous le nº 87.942 B, 17, rue Dr-Lebel, 94300 VINCENNES, qui transm.

Société Distribution Banlieue Toulouse. rech. [redacted] Niveau D.E.C.S. ou B.P. ayant grande expérience de ce poste, capable d'organiser et de diriger le service qui lui serait confié. Libre rapidement. Ecrire avec C.V. détaillé à Nº E. 9847 HAVAS, 31002 Toulouse Cedex.

URGENT
CLINIQUE PSYCHIATRIQUE recherche
INFIRMIERES DIPL. D'ETAT ou des HOPITAUX PSYCHIATR. et TOUTES PERSONNES intéressées par la psychiatrie, ayt exercé une activité profession., sociale ou artisan., susceptible de contribuer à l'activité soign.
Ecr. à la commission d'embauche, Clinique de la Chesnaie, 41120 LES MONTILS.

CH. COLLABORATEUR
POUR DIRECTION CHANTIER (RHONE-ALPES)
formation cabinet d'architecte, expér. 5 ans min., bonne prés., 30 ans environ, motorisé. Téléph. 387-11-66.

Importante société leader dans sa spécialité (production [redacted] techniques de précision pour l'ensemble des grands secteurs industriels)
recherche

INGÉNIEUR CHEF MÉTHODES

Usine région Ouest

— Technique (modes opératoires) ;
— Méthodes proprement dites : études de prix, études techniques, organisation des postes de travail ;
— Outillages.

Ecole d'ingénieurs, formation mécanique de préférence. Expérience industrielle approfondie si possible de industrie de transformation.

Ecr. nº 91.884, Contesse Pub., 20, av. de l'Opéra, [redacted] (1er).

[redacted] implantée [redacted] SAINT-FLORENT-SUR-CHER près de BOURGES recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR EXPERIMENTE
GAP II, pour
— Terminer implantation [redacted] 3/12 ;
— D[redacted] industrielle ;
— [redacted] distribution produits grande consommation.

Situation stable et avenir pour candidat de valeur.

Envoyer C.V. + [redacted] avec indication [redacted] date de [redacted] à Service du personnel O'CEDAR S.A., boîte postale 32, 18400 ST-FLORENT-SUR-CHER.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
233-44-21

Cie d'Assurances
recherche

COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ(E)

niveau BTS - [redacted] d'avenir

Ecrire Nº 8188 « Le Monde » Pub 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e

---

Société de Matériel Frigorifique
recherche

CHEF DE MARCHÉ

POUR CREATION D'UN DEPARTEMENT
Formation souhaitée
d'INGENIEUR MECANICIEN FRIGORISTE
Expérience tech[redacted]
Anglais courant
Poste [redacted] pourvoir à Paris
Fréquents déplacements

Lettre manuscrite, C.V., photo sont à adresser [redacted] No 75 F - LEICHLE S.A. - Boîte Postale 14 54480 CIREY SUR VEZOUZE



offres d'emploi

Attachés commerciaux

[redacted] société, [redacted] première dans sa branche, [redacted] constante expansion, [redacted] la [redacted] l'honneur : 700 personnes sont chargées de la commercialisation de nos biens d'équipement.

Qui sont-ils?

Les [redacted] vendeurs professionnels, sont [redacted] chez nous pour élargir leur champ d'activité, élever le niveau [redacted] contacts.
Les autres, armés d'un diplôme [redacted] l'enseignement supérieur, [redacted]iraient faire leurs débuts [redacted] un poste [redacted]l exigeant compétence et ouverture d'esprit.
Tous [redacted] responsables de la gestion de [redacted]

Vous ressemblez

à [redacted] d'eux, [redacted] annonce [redacted] intéresse.
Sachez [redacted] nous [redacted] :
– 5 semaines de formation rémunérées;
– un salaire élevé dès le départ (fixe + variable, 65 à 70.000 F annuel sur 13 mois) et participation aux fruits de l'expansion;
– un [redacted] dans une équipe [redacted] dizaine [redacted] personnes jeunes et efficaces.
Des postes sont à pourvoir à Paris et sa banlieue et dans les villes suivantes : Annecy, Bordeaux, Dijon, Lille, Marseille, Nice, Périgueux [redacted] A[redacted]
Ecrivez sous réf. X131 [redacted] précisant l'affectation désirée) à Infraplan Carrières, Tour [redacted] Lyon, 185, r. de Bercy, 75012 Paris, qui traitera les candidatures.

INFRAPLAN CARRIERES

SEGESTE

Cabinet conseil [redacted] communication et [redacted] publiques [redacted] :

- UN CADRE CHEF DE DOSSIER
[redacted] PARIS
- UN CADRE CHEF DE DOSSIER
Basé en ARDECHE

Nous demandons :
— [redacted] supérieure ;
— expé[redacted] du [redacted] l'information ;
— très grande aisance dans l'expression écrite et orale ;
— expérience des relations avec l'Adminis[redacted] et les milieux économiques ou expérience [redacted]
— très grand [redacted] d'initiative, sens [redacted] « terrain » et d[redacted] réactions rapides ;
— disponibili[redacted] un délai d'un mois [redacted]mum.

[redacted] :
— un salaire mensuel [redacted] F [redacted] F [redacted] qualification ;
— [redacted] séjour pendant [redacted] le [redacted] le [redacted] être [redacted] Ardè[redacted] ne résiderait pas [redacted] sur place ;
— [redacted] possibilités d'avenir si le candidat [redacted]

Env. [redacted] man., C.V. [redacted] et photo [redacted] SEGESTE, 18, rue Vignon, [redacted] Paris. — [redacted] pas téléphoner.

RTL

recherche pour renforcer ses [redacted] parisiens

Juriste d'entreprise

[redacted] de 35 [redacted] au moins, [redacted] formation supérieure, [redacted] ayant de nombreuses [redacted] pratique en [redacted] en Entreprise. Il aura la position d'un Conseiller Juridique intégré, ayant compétence pour [redacted] tous problèmes [redacted] conduire toutes [redacted] domaines du Droit commercial, social, fiscal et [redacted] sociétés, en [redacted] avec la Direction et [redacted] les [redacted] éventuellement [redacted]

Toutes informations [redacted] données [redacted] au téléphone du lundi au [redacted] 9 h à 12 h 30 - 13 h 30 à 18 h par Information Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

On peut [redacted] son dossier. Réf. [redacted]

65, avenue de Wagram 75017 Paris

Information Carrière SVP.11.11

LES MAISONS Bruno-Petit

TROISIEME [redacted] FRANÇAIS [redacted] INDIVIDUELLES

[redacted] :

H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P.

EXPERTISE OU D.E.C.S.

[redacted] d'expérience, qui [redacted] les sociétés du Groupe le contrôle de la comptabilité et [redacted]

Ces fonctions impliquent des déplacements fréquents et courts en province.

[redacted] la référence S.G. 41, [redacted] — 92190 [redacted]

Entreprise de [redacted] PARIS appartenant [redacted] groupe important recherche

RECOUVREUR DE CRÉANCES COMMERCIALES

Formation juridique [redacted] références indispensables. [redacted] se déplacer dans [redacted]

Adresser curric. vitae et prétentions sous n° 3.600 à AXIAL Publicité, 91, faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui transmettra.

---

offres d'emploi

CADRES COMPTABLES

Important Centre [redacted] Formation [redacted] dimension internationale [redacted]

CADRES COMPTABLES

Les [redacted] devront [redacted] une [redacted] approfondie du financement [redacted] entreprises.

[redacted] sera [redacted] à ceux qui, en [redacted] pourront justifier [redacted] expérience en [redacted] formation.

La [redacted] implique [redacted] nombreux [redacted] en [redacted] à l'étranger.

Envoyer C.V. de[redacted], photo et prétentions [redacted] 91.435 CONTESSE Pu[redacted], 20, avenue Opéra, Paris-1er [redacted] absolue [redacted] garantie.

DARTY

TELEVISION — HIFI ELECTROMENAGER

Propose, à un diplômé d'une école supérieure de commerce - débutant accepté - ayant de bonnes connaissances informatiques, la responsabilité [redacted] service

GESTION des COMMANDES et des STOCKS

Cet adjoint au Directeur des services technico-commerciaux, dirigera une vingtaine [redacted] personnes, celles-ci assurant, [redacted] le [redacted] d'un système informatique [redacted] gestion en [redacted] réel, les liaisons avec la [redacted] ventes en ce qui concerne les problèmes de livraisons [redacted] disponibilité [redacted]

Ecrire au Directeur du Personnel et des Relations Sociales - 123-155 av. Galli[redacted] 93140 BONDY.

Important Groupe Industriel

recherche pour Etablissement PROCHE BANLIEUE NORD DE PARIS

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

devant assurer la responsabilité d'un laboratoire électronique

[redacted] INGENIEUR GRANDE ECOLE [redacted] au moins cinq ans d'expérience en circuits H.F. [redacted] électriques.

[redacted] lu indispensable. Allemand souhaité.

Ecrire [redacted] sous [redacted] n° 92.288 à : [redacted], 20, [redacted] de l'Opéra, 75040 [redacted] 01, qui [redacted]

---

banque

BANQUE PRIVEE [redacted]

CADRE DE GESTION

[redacted]er son service de GESTION des CREDITS [redacted] et LONG TERME EXPORT.

Le candidat, âgé [redacted] devra avoir une [redacted] de plusieurs [redacted] ce domaine. Il sera apprécié sur ses connaissances techniques et [redacted] et sur sa pratique des démarches administratives et juridiques liées à la gestion des crédits à M. et L.T. Export.

Il devra par ailleurs avoir le [redacted] humaines, [redacted] pour [redacted] de son équipe.

[redacted] C.V. manuscrit, photo et prétentions sous [redacted]e MLT-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. [redacted]al Classified Advertising [redacted] RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A.

GROUPE BOSCH
Usine de MASSY [redacted]
recherche

PRÉPARATEUR 3e Echelon

POUR FABRICATION DE MONTAGE PETITE MECANIQUE EN GRANDE SERIE

- Niveau souhaitable B.T.S. MECANIQUE ou équivalent.
- Connaissance M.T.M. [redacted] chronométrage.
- Expérience de [redacted] fonction préparateur fabrica-[redacted]
- [redacted] langue [redacted] appréciée.

[redacted] aimant responsabilités, capable s'intégrer dans équipe jeune et dynamique au sein d'un groupe industriel européen réputé.

Adr. C.V., photo et prét. au CHEF DU PERSONNEL, 2, rue Galvani. - [redacted] MASSY - B.P. 16.

Importante Société de Produits de Beauté

responsable de marketing

Le candidat recherché devra avoir :
- 30 ans environ,
- une formation commerciale supérieure,
- une solide expérience de vente sur le terrain.

[redacted] + photo + salaire actuel [redacted] KO [redacted] services
19, rue de la Paix 75002 Paris

---

offres d'emploi

CADRES DE BANQUE

Important [redacted] Formation [redacted] internationale [redacted] des

CADRES DE BANQUE

Les candidats devront poss. une expér. approfondie [redacted] l'EXPLOITATION BANCAIRE [redacted] des opérations [redacted] banque

La préférence sera donnée [redacted] ceux qui, en plus, pourront justifier [redacted] expérience [redacted] formation.

La [redacted] implique de [redacted] déplacements en France et [redacted] l'étranger.

[redacted], photo et prétentions [redacted] 91.433 [redacted] Publicité, 20, [redacted] Opéra, [redacted] Une discrétion [redacted] garantie.

[redacted] d'A[redacted] intég[redacted] une [redacted] de Distribution en pleine expansion, spécialisée dans l'habillement, Filiale d'un Groupe important [redacted] un

ACHETEUR CHAUSSURES

ayant [redacted] ans d'expérience du produit acquise par exemple [redacted] un Fabricant ou en Centrale.
C[redacted] devant [redacted] immédiatement opérationnel, une parfaite connaissance du marché fran[redacted] et étranger [redacted] indisp[redacted]
Il [redacted] la responsabilité complète de la col[redacted] qu'il réalisera et proposera aux magasins de la [redacted]
Le poste implique [redacted] nombreux [redacted] en France [redacted] l'étranger avec [redacted] Fournisseurs et [redacted] Responsables [redacted] points [redacted] ventes qu'il [redacted] de son expérience.
Le poste est basé en proche banlieue.
Ecrire [redacted] No 91.728 CONTESSE PUBLICITE [redacted], avenue de l'Opéra [redacted] PARIS CEDEX 01 qui [redacted]

L'UN DES LEADERS MONDIAUX DANS LE DOMAINE DE L'ORTHOPÉDIE ET DE L'INSTRUMENTATION CHIRURGICALE

recherche son

PRODUCT AND SALES COORDINATOR POUR L'EUROPE

[redacted] à [redacted]

Niveau ingénieur mécanicien-métallurgie. [redacted] expérience domaine marketing [redacted] vente [redacted] pré-[redacted] l'industrie médicale).

Adr. C.V. [redacted] photo [redacted] le [redacted] à [redacted] Publ., 5, rue [redacted] PARIS CEDEX [redacted]

Notre Division Informatique (Paris Ouest) distribue [redacted] systèmes de gestion [redacted] aux MPI. Notre directeur [redacted] son [redacted] en accueillant un

jeune responsable marketing

pour promouvoir la gamme [redacted] et lancer une nouvelle ligne.
Il le voit ESSEC [redacted] ESCP, formé [redacted] techniques marketing et ayant acquis une expérience, même courte, chez un constructeur ou une SSCI, comme IC [redacted] ITC, ou [redacted] un service marketing [redacted] promotion des [redacted] Est-ce [redacted] ?
Alors écrivez [redacted] J. THILY [redacted] réf. 3122 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - [redacted]
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE
recherche pour seconder sa Direction Technique [redacted]

INGENIEUR EN CHAUFFAGE ET CLIMATISATION

28 ans minimum
Il aura la responsabilité des études [redacted] leur exécution.
Situation stable [redacted] la [redacted] en [redacted] expansion.
[redacted] CV détaillé et prétentions sous référence 883 à :

GEDEV SÉLECTION
65, [redacted]

---

médecin rédacteur

de préférence ancien Interne des Hôpitaux pour SECRETARIAT DE REDACTION REVUE MEDICALE.
Il est indispensable de savoir rédiger [redacted] d'avoir une bonne culture scientifique et de lire couramment l'anglais.

Travail : 5 demi-journées par semaine (14 h 30 - 18 h 30). Emploi stable, candidatures pour poste int[redacted] non souhaitées.

Envoyer C.V. détaillé, prétentions, photo à Havas Contact, 156, bd Haussmann, [redacted] Paris. Réf. 49257. Discrétion assurée et documents retournés.

---

offres d'emploi

[redacted] SOCIETE D'INGENIERIE ET DE CONSTRUCTION [redacted] implantée [redacted]

recherche

coordonnateur d'affaires service "achats"

Il [redacted] chargé [redacted] matériels électriques et contrôle-commande pour [redacted] installations [redacted] à l'exportation. Il [redacted] un rôle d'inter[redacted] entre nos [redacted] études, réalisations et nos fournisseurs. Au-delà de l'établissement technique des [redacted] commande, il [redacted] le suivi financier.

C[redacted] s'adresse à un ingénieur justifiant de [redacted] à trois années d'expérience industrielle. [redacted] l'anglais [redacted]

Ecrire à No92033 [redacted] Publicité 20, av. Opéra 75040 [redacted] 01, qui [redacted]



Thermique Appliquée

Nous [redacted]

Un Ingénieur

exerçant [redacted] fonctions d'ENSEIGNANT CHERCHEUR, il [redacted] à la [redacted] d'enseignements d'une [redacted] de recherches en thermique appliquée aux sciences de transfert et de transformation de la matière.
[redacted] fonction requiert :
— soit un diplôme d'ingénieur [redacted] mécanique des fluides, thermique ou génie chimique associé à une expérience chimique [redacted] en [redacted]mique ;
— soit un [redacted] d'Ingénieur [redacted] ou [redacted] thermique appliquée.

[redacted] écrire et [redacted] curriculum [redacted] à M. DENIELOU, Département [redacted] Génie Chimique, U.T.C., B.P. [redacted] 60206 COMPIEGNE.

LE DEPARTEMENT INFORMATIQUE D'UNE SOCIETE D'INGENIERIE ET DE CONSTRUCTIONS DE GRANDS ENSEMBLES INDUSTRIELS

[redacted] confie la recherche d'un

INGENIEUR INFORMATICIEN

[redacted] fonction comporte :
- le développement [redacted] Grands Systèmes de [redacted] (gestion [redacted] documentation d'ingénierie, [redacted] matériel)
- la planification [redacted] études et [redacted]
- la direction d'une équipe d'une dizaine d'Ingénieurs et Techniciens.

Les candidats, diplômés [redacted] Ecole (Mines, Centrale...) devront posséder une expérience industrielle [redacted] plusieurs années [redacted] avoir développé [redacted] Systèmes informatiques importants [redacted] particulier dans [redacted] domaine des [redacted] Données.

Faire acte [redacted] candidature sous [redacted] référence No101/0M [redacted] Jean [redacted] -



Institut Pasteur

PRODUCTION
recherche

CHEF DE PRODUITS

PHARMACIEN, MEDECIN OU VETERINAIRE ayant [redacted] expérience de la microbiologie. Connaissances d'anglais.

Env. C.V. + [redacted] au Département [redacted] Personnel [redacted] du Docteur-Roux - [redacted] PARIS

Importante [redacted] pour BAGNEUX - 92

assistant [redacted] du service juridique

Il est demandé :
- licence en Droit ou DES, option Droit privé,
- 2 à 3 ans d'exp[redacted] dans un Service juridique [redacted] entreprise [redacted] commerciaux, [redacted] droit du travail, droit des sociétés),
- bonne connaissance [redacted] l'Anglais (surtout écrit).

Envoyer CV et prétentions [redacted] HERBILLON, 1, av. Louis-Pasteur - [redacted] BAGNEUX

BANQUE DE LA HÉNIN COGEFIMO

recherche pour REGION PARISIENNE

CHEFS D'AGENCE

- [redacted] supérieure [redacted] ou bancaire.
- 32 [redacted] minimum.
- Pouvant [redacted] état d'une expérience [redacted] plusieurs années [redacted] un niveau [redacted] responsabilité et d'encadrement dans le [redacted] des [redacted] immobiliers (spécialement acquéreurs).

Adresser C.V., photo [redacted] prétentions [redacted] : SERVICE RECRUTEMENT 16, rue [redacted] la Ville-l'Evêque, [redacted] PARIS.

هكذا من الأصل

offres d'emploi

Société parisienne dynamique, spécialisée dans la réalisation d'Etudes de Circulation de Transport et d'Urbanisme.
recherche pour les secteurs
Transports en Commun
Circulation et Régulation

2 INGENIEURS [redacted]-commerciaux

Formation : Central, IDN, TP ou assimilé possédant 1 an minimum d'expérience professionnelle dans le [redacted]

- la fonction : la responsabilité technique et [redacted] leur [redacted] qui implique de grandes possibilités d'[redacted]olution.
- les hommes : pour réussir, ils doivent être dynamiques, ambitieux, enthousiastes, posséder le sens commercial, celui des responsabilités et de l'engagement.
- la rémunération : motivante.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 7676 à :
LEPA - RECRUTEMENT
94, rue Saint-Lazare - 75009 Paris

SOCIETE ALIMENTAIRE INTERNATIONALE POUR SON SIEGE SOCIAL A PARIS
recherche

DIRECTEUR DES VENTES

Il sera chargé des [redacted] avec la distribution, les chaînes [redacted] et les Sociétés de Distribution de [redacted] Frais pour la France, la Hollande, la Belgique, la Suisse, le Luxembourg et l'Angleterre.

Le candidat devra posséder un diplôme universitaire, parler couramment le français, l'anglais et, si possible, l'allemand, avoir l'expérience pratique des contacts avec les acheteurs et [redacted] distribution [redacted] frais.

[redacted] possibilités [redacted] développement [redacted] carrière [redacted] un groupe international.

Rémunération élevée en rapport avec compétence.

Répondre en anglais avant [redacted] 24 janvier [redacted] :
[redacted]
53, rue de Lisbonne
75008 PARIS



GENERAL MOTORS FRANCE

Usine de GENNEVILLIERS
3.200 personnes
recherche pour son département du [redacted]nnel

1 INGENIEUR DE POSITION III A METALLURGIE

ayant formation et expérience en hygiène et sécurité et conditions de travail.

Forte personnalité [redacted] Animateur [redacted] aimant [redacted] humaines.

Langue anglaise lue, écrite et parlée indispensable.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions Service du Personnel (YM) - 5, [redacted] Galliéni 92231 - GENNEVILLIERS

FILIALE GROUPE ÉTRANGER
[redacted] en pleine expansion
recherche

CHEF DES VENTES

Exigences du poste :
Le candidat devra [redacted] âgé de 35 ans min., posséder une [redacted] formation générale complétée par études commerciales. Il [redacted] vendre, aimer [redacted] pouvoir faire vendre. Qualités d'animateur habitué [redacted] diriger une équipe.
Méthodique et organisé. Entregent et grande capacité de travail. Pouvant se déplacer fréquemment. Expérience [redacted] bâtiment souhaitée.

Avantages du poste :
Après période de formation et de [redacted]liarisation avec [redacted] produit [redacted] la clientèle, prise de responsabilité progressive du service des ventes de la [redacted] Générale, [redacted] fonction [redacted] excellente [redacted] de carrière si [redacted] requises. [redacted] parlé couramment indispensable.

Adresser C.V. détaillé photo [redacted] s/réf. 771101 à :
Direction Générale Marketing
— VELUX FRANCE
Z.I. Sud, 5 av. Ferdinand de Lesseps
91420 [redacted]GIS
(toutes les candidatures resteront confidentielles)

IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIERIE
recherche

TRADUCTEUR

LANGUE ANGLAISE

Sa mission consistera principalement [redacted] traduire du Français à l'Anglais une documentation technique pour un projet important [redacted] l'exportation.

Il [redacted] amené [redacted] participer [redacted] interprète à [redacted] réunions d'affaires.

Une expérience de traducteur dans l'industrie est nécessaire. Une connaissance de la gestion des documents souhaitable.

Cette fonction pourrait convenir [redacted] un ingénieur américain.

Ecrire [redacted] 92031 - Contesse Publicité, 20, [redacted] de l'Opéra, 75040 Paris [redacted] qui transm.

INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS ECAM-AM ou ENSI
Mécanique moteurs

— Bureau d'études Paris ;
— Laboratoire d'essais banlieue.
Ecrire avec C.V. à no 8.208, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Entreprise de chauffage, conditionnement recherche

INGÉNIEURS

compétents pr direct. de l'exécution d'affaires de chauffage, conditionnement d'air.
[redacted]onsabilités [redacted]
Envoyer C.V. et références à

STÉ GEOFFROY

185, quai de Valmy,
PARIS (10e),
à l'attention de M. Vedrenne.

Nous recherchons pour un IMPORTANT GROUPE de l'industrie chimique ayant son [redacted] à VELIZY [redacted]

UN TECHNICIEN DE L'ISOLATION

T.S. ou ingénieur T.P.

— Pouv. se déplacer fréquemment en France et étranger;
— Connaissant l'ANGLAIS TECHNIQUE ;
— Et ayant une [redacted] professionnelle de 3 [redacted] ans.

Envoyer C.V. manuscrit, photo (retournée) et prét. ss no 1.138
Centre de Psychologie et d'Efficience
17 r. [redacted] acacias Paris

KLÉBER-COLOMBES

QUARTIER ETOILE
recherche

PROGRAMMEURS DÉBUTANTS

— [redacted] I.U.T. informatiq.;
— Libérés obligat. militaires ;
— Avantages sociaux ;
— Restaurant d'entreprise.

Envoyer C.V., photo et [redacted] à Mme FINET, Service du personnel, B.P. 916, 75784 PARIS CEDEX 16.

M.I.T. INFORMATIQUE

recherche

ANALYSTES et PROGRAMMEURS

très confirmés
Spécialistes IBM 370
PL 1 - Cobol - Assembleur
Connaissances D.L. 1 - I.M.S. C.I.C.S. très appréciées
Adr. C.V. dét. 5, rue du Helder 75009 ou tél. pour R.-V. 770-95-49

Sté INTERNATIONALE
[redacted] St-Lazare, Place Clichy
recherche

CADRE COMPTABLE

HOMME

Pour responsabilité comptabilité générale.
Formation DECS ou équivalent.
Expérience confirmée.
Connaissances informatiques
[redacted] ans minimum.

[redacted] C.V. détaillé à ZENITH PUB., 36, av. [redacted] Paris-8e, sous le no 9617 qui transmettra.

[redacted] ALIMENTAIRE
Division viande [redacted]
Offre postes :

D'AGENTS CCIAUX

à des hommes attirés par la vente avec ou sans expérience.
Lieu de travail : Paris-banl. (voiture à disposition).
Rémunération : Commission av. minimum garanti.
Evo[redacted] au [redacted] du groupe.

Ecr. avec C.V. et photo sous No 88.205 B - BLEU, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES

[redacted]

INGÉNIEUR

INSA (GE) - IPSA [redacted] simil.

[redacted] Pour [redacted] d'installation d'appareils de manutention.

Adr. C.V., prét. [redacted] SOMEPOST, 74, rue d'Arcueil - Silic 216, 94518 RUNGIS Cedex.

GROUPE INTERNATIONAL D'ASSURANCES
recherche SES

AGENTS GÉNÉRAUX

VOUS DEVEZ :
— Aimer la vente et avoir obtenu des résultats probants.
— Avoir un bon niveau général.
— Avoir 21 ans minimum.

NOUS VOUS OFFRONS :
— Responsabilités et avantages d'une profession libérale.
— Formation technique et commerciale complète.
— Rémunération importante suivant la qualité [redacted] candidat.

Env. C.V. et photo à no 606, Publicité [redacted]et, 15, rue Taitbout, Par[redacted] qui transm.

ECOLE NATION. SUPERIEURE DES INDUSTRIES AGRICOLES [redacted] ALIMENTAIRES
recherche

MAITRE-ASSISTANT DE MÉCANIQUE

pour [redacted] recherche RECRUTEM. SUR CONCOURS DOCTOR. OU AGREG. EXIGE
Ecrire [redacted] ENSIA, BIA - 91305 MASSY.

[redacted]

COLLABORATEURS

Possédant format. d'ingénieurs grande école et poursuivant Etudes d'Expertise Comptable pour être appelés ultérieurement à fonction de Direction. Ecrire à S.F.E.C.F., 2, av. Hoche, 75008 Paris.

[redacted] Expertise Comptable rech.

COLLABORATEURS

NIVEAU ASSISTANTS CONFIRMES ET NIVEAU CHEF DE GROUPE
pour mission France et étranger
Connaissances Anglais ou [redacted] souhaitées. Ecrire : S.F.E.C.F., 2, av. Hoche-8e.

IMPORTANT ORGANISME TECHNIQUE DE POINTE
NORD DE [redacted]
recrute :

UN INGÉNIEUR

[redacted]

35 ans minimum. Ayant une solide [redacted] nique et [redacted] polyvalente [redacted] haut niveau en mécanique et ou techniques [redacted]

Le titulaire du [redacted] sera chargé d'assister le chef du département [redacted] l'analyse détaillée des besoins en recherches, afin de définir les propositions d'axes et sujets d'études à envisager.

Il [redacted] l'établissement des programmes *techniques détaillés en collaboration* [redacted] *les spécialistes* [redacted] d'effectuer les recherches. Ses [redacted] basées en grande partie sur un travail personnel, au sein d'une équipe [redacted] 3 ingénieurs.

Anglais indispensable - Allemand apprécié

Adr. C.V., photo, prét., ss le no 91.283 à CONTESSE Publicité, [redacted] av. [redacted] l'Opéra, Paris-1er, qui [redacted]

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICE AUTOMOBILE
[redacted]

gradé de banque

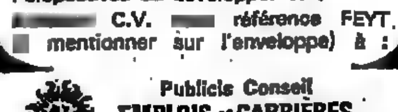
CLASSE II [redacted] III

Ayant une expérience [redacted] plusieurs années lui permet[redacted] de suivre ses [redacted] bancaires et leur fonction-[redacted]

[redacted] connaissances administratives et comptables.

Perspectives [redacted] développement.

[redacted] C.V. [redacted] référence FEYT [redacted] mentionner sur l'enveloppe) à :



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIERES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

L'UN DES PRINCIPAUX FABRICANTS FRANÇAIS DE L'IMMOBILIER DE BUREAU
recherche
pour son département

VENTES AUX GRANDES ENTREPRISES

UN NÉGOCIATEUR EXPORT

(80.000 F par an et plus)

Il aura pour mission :
[redacted] à l'exportation [redacted] importants [redacted] responsables de grandes sociétés ou d'administration, avec les architectes et les promoteurs.

DE FORMATION SUPERIEURE [redacted] équivalent, connaiss. bien l'anglais et si pos. l'allemand. IL DOIT POSSEDER UNE EXPERIENCE DE 2 ANS [redacted] VENTE [redacted] L'EXPORT.
[redacted] C.V. [redacted] et photo : C.N.P.G. 105, av. Victor-Hugo - 75016 PARIS. Réf. 95-27 B.X.

Importante Société Alimentaire
en pleine expansion, banlieue NORD-OUEST,
recherche

CADRE MARKETING

Sup. de Co. ou équivalent.
28 ans minimum.
Ayant [redacted] connaissance de la [redacted] alimentaire. Servi par une excellente présentation [redacted] il prendra la responsabilité d'un projet important pour le développement [redacted] la position de la Société auprès des Grands de la distribution.

Ecrire avec CV détaillé en précisant salaire actuel sous réf. 7275OM à
plein emploi 10, rue du Mail 75002 Paris.

L'UNE DES 500 PREMIÈRES SOCIÉTÉS FRANÇAISES
[redacted] d'un Groupe International
recrute
pour son siège parisien

1 GESTIONNAIRE PUBLICITÉ

Relations avec [redacted] *agences, gestion budgets, expositions et* [redacted] *professionnels.*

Le candidat, ni[redacted] de base [redacted] ou ESC, devra avoir de solides connais[redacted] Allemand et [redacted] moins [redacted] ans de métier.

Adresser dossier de candidature sous No 89505 B à BLEU Publicité, 17, rue Lebel 94300-Vincennes

---

Groupe Chimique important
(Neuilly - Sablons)
recherche

CADRE FISCALISTE

MISSION :
- [redacted] la responsabilité du [redacted] de Service, traitement d'un certain nombre [redacted] problèmes fiscaux au niveau d'une grande entreprise industrielle, y compris supervision des impôts locaux.

PROFIL :
- Technicien de [redacted] fiscalité ayant une expérience d'au moins 5 ans dans une entreprise ou dans un cabinet fiscal ;
- connaissances en droit et en comptabilité souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, C.V. [redacted] en précisant rémunération souhaitée, no [redacted], CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er), qui transm.

Société privée internationale
recherche

PROFESSIONNEL

capable animer service audio-visuel. Bilingue anglais. Expérience souhaitée
Poste à pourvoir rapidement. S'adresser : Charles of the Ritz, 107, rue du Président-Wilson 92300 LEVALLOIS.

GRANDE BANQUE PRIVEE
PARIS (2e)
recherche, urgent, pour sa direction des relations internationales :

UN (E)

GESTIONNAIRE

spécialiste de MOYEN TERME EXPORT pour assurer le montage et le suivi de DOSSIERS CREDITS ACHETEURS

Une formation de crédit documentaire serait appréciée.

Statut de gradé.
Salaire intéressant.
Nombreux avantages sociaux.

Envoyer lettre de candidature, C.V., photo et prétent., no 8.021, Axial Publicité, 91, Fg-Saint-Honoré, 75008 Paris, qui transm.

Centre de Recherches banlieue Sud-Ouest
recherche

INGÉNIEUR

Grande Ecole
avec formation complémentaire

P.H.D.

en automatique math. appl.
Ecrire avec C.V. à :
ADERSA-GERBIOS
[redacted], avenue de l'Europe
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

IMPORTANTE SOCIETE
recherche

UN PROJETEUR EN V.R.D.

EXPERIMENTE

pour
BET tous corps d'état.
— 5 ans de pratique minimum.
— Références antérieures en entreprises exigées.
— Connaissance de l'anglais souhaitée.
— Déplacements OUTRE-MER possibles.

UN PROJETEUR ARCHITECTE

pour
BET tous corps d'état.
— 5 ans de pratique minimum.
— Connaissance de l'anglais souhaitée.
— Déplacements OUTRE-MER possibles.

NATIONALITE FRANÇAISE EXIGEE

Ecrire avec C.V. [redacted] prétentions à no 90 887 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 [redacted] qui [redacted]

Société [redacted] immobiliers recherche

JURISTE-FISCALISTE

pour assister sa direction générale
Ce poste conviendrait à un licencié en droit diplômé de l'I.E.P., ayant au moins [redacted] ans d'expérience professionnelle et possédant des connaissances approfondies en droit des Soci[redacted] en fiscalité immobilière.

[redacted] lettre [redacted] C.V. photo et prétent. à no 34 352, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, r. Réaumur 75002 Paris, q.t.

Nous sommes une société française de première importance.

Nous recherchons

Quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables après un STAGE REMUNERE d'atteindre en quelques mois UN SALAIRE de 4 000 à 6 000 F mensuels.

Nous leur offrons :
— Une formation complète ;
— Une activité prenante ;
— Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrivez avec C.V., photo à : no 2 583 Publicité Réunies, 112, bd [redacted]

La préférence sera donnée [redacted] candidat ayant fait :
— SOIT de bonnes études ;
— SOIT la preuve de leur personnalité.

L'O.P.P.B.T.P. (Organisme professionnel de prévent[redacted] bâtiment et des travaux [redacted] recherche :

1) UN CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

(comptabilité, administration et paye du personnel, relations de travail, gestion administrative)
Formation supérieure ou connaissances équivalentes et expérience antérieure de 5 ans au moins dans [redacted] poste analogue [redacted]ées.
Age souhaité : 35-50 ans.

2) UN ATTACHÉ DIRECTION

excellent rédacteur, chargé d'études à dominante juridique au Secrétariat général.
Formation supérieure ou connaissances équivalentes et expérience professionnelle de 5 ans au moins dans un poste analogue exigées.
Age souhaité : 30-40 ans.
Adresser curriculum vitae manuscrit et prétentions à O. P. P. B. T. P., [redacted] Michelet, [redacted]-MOULINEAUX.

IMPORTANTE SOCIETE AERONAUTIQUE
Banlieue sud, recherche pour son SERVICE PAYE :

CADRE

(masculin) QUALIFIE
— Très au courant paies manuelles et informatiques.
— Déclarations URSSAF, tenue des journaux.
— Bonnes connaissances conventions de la métallurgie et législation sociale.
Ecr. à 92.868 CONTESSE PUB., 20, avenue Opéra, PARIS-1er.

[redacted] SOCIETE SPECIALISEE [redacted] L'INGENIERIE D'EQUIPEMENTS THERMIQUES (pétrole, pétrochimie, chimie), siège à PARIS
recherche UN

ingénieur calculateur

Rattaché à l'Ingénieur en Chef, responsable de tous les calculs et process, il devra peu à peu devenir un [redacted] calculs de fours.
[redacted] prendre en [redacted] différents appels d'offre des clients, il pourra à terme assister l'Ingénieur en Chef.

Ce poste conviendrait à un (ou une) INGENIEUR intéressé (e) par l'aspect calcul et informatique des procédés.

Formation mécanique et connaissance thermique [redacted] Anglais technique indispensable.

Veuillez [redacted] sous référence M 11.811 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder 75009 Paris

GROUPE D. P. INDUSTRIES
recherche pour [redacted] sociétés d'études, [redacted] marketing et [redacted] industrielle.

3 CADRES

[redacted] à [redacted] CHEFS DE [redacted]
CES POSTES DE RESPONSABILITE exigent des qualités de conseil, d'animateur, de gestionnaire, de responsable de lancement et de contrôle d'opérations.

UNE FORMATION COMPLEMENTAIRE SERA ASSUREE.

CARA[redacted] SOUHAITEES :
Age : [redacted]viron. Formation technique industrie ou bâtiment. Expérience d'au moins 3 [redacted] commerciale ou marketing acquise dans une entreprise industrielle ou société de service. Anglais usuel.

TÉL. : 682-22-06 (9 h 30 à 12 h 30 et 14 h 30 à [redacted] h).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
INDUSTRIES CHIMIQUES
ET MATIÈRES PLASTIQUES
recherche pour son
CENTRE DE RECHERCHES d'ORSAY

UN AIDE-CHIMISTE

ayant [redacted] préférence une expérience [redacted] des hauts polymères et [redacted] en petits pilotes.

Adresser curriculum [redacted] et photo à HAVAS - CONTACT, 156, bd Haussmann 75008 PARIS [redacted] référence 32913.

ASSURANCES

L'UNE DES PLUS IMPORTANTES COMPAGNIES FRANCAISES
recherche un futur

responsable de centre régional

Ce poste de haut niveau requiert :
- [redacted] expérience [redacted] l'assurance IARD d'au [redacted] 3 ans,
- *un diplôme de l'enseignement supérieur,*
- [redacted] goût des contacts humains,
- le sens [redacted] l'encadrement.

Les solides perspectives d'évolution de ce poste exigeront [redacted] changements [redacted] résidence en cours [redacted] carrière.

Adresser C.V., photo et prétentions [redacted] No 91677, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, [redacted] *Paris Cedex 01, q.tr.*

ORGANISATION DE COURTAGE D'ASSURANCES EN EXPANSION
recherche pour une [redacted] ses [redacted]

RESPONSABLE DE CLIENTÈLE

(y compris pour la gestion)

— diplômé de l'Enseignement Supérieur ;
— ayant expérience de l'Assurance ;
— pour [redacted]lopper portefeuille existant d'Entreprises Paris et province comportant d'importantes possibilités.

Envoyer lettre manus[redacted] + C.V. + photo à : Mme Gisèle GAILLAT, [redacted] villa Saint-Pierre, B. 3, 94220 CHAR[redacted]ON-LE-PONT.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE
PARIS (18e), recherche

JEUNE COLLABORATEUR

pour service export
matériaux et matériels pour construction
[redacted] D.U.T. ou équivalent
Quelques années d'expérience dans la fonction
Anglais indispensable
Adr. C.V. et prétent. sous le no 92.065 à CONTESSE [redacted] av. [redacted] Paris-1er, qui transm.

SINTRA

recherche

PROGRAMMEURS

niveau BAC - D.U.T.
Connaissance LANGAGE ASSEMBLEUR exigée

Envoyer C.V. prétentions à la DIRECTION DU PERSONNEL
26, rue Malakoff,
92600 ASNIERES.



offres d'emploi

Importante Société recherche

INGÉNIEURS

POSITIONS 1 ET 2
en informatique
Ayant minim. [illegible] expérience production et [illegible] petites et grandes séries.
Adresser C.V., à A.M.P., n° 2.204/JR,
40, rue [illegible]vier-de-Serres,
PARIS [illegible] qui transmettra.

Dans le [illegible] de ses a[illegible]tés sur mini-systèmes et micro-processeurs

ANSWARE

recherche des

INFORMATICIENS

attirés par les applications de contrôle et [illegible] de processus, d'acquisition et de traitement de données en temps réel, de gestion et de télécommunicat.

Une formation supérieure, Ecole d'Ingénieurs de préférence, est indispensable. Une expérience de conception et/ou de réalisation sur mini-ordinateurs, sera très appréciée.

Adresser C.V., prétentions et photo, sous réf. AS/15, à ANSWARE, 135, r. de la Pompe, 75116 PARIS

CAISSE DE RETRAITES DE CADRES CENTRE PARIS recrute

Assistante sociale D.E.

28 [illegible]

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 11.639, [illegible] CONTACT, 156, bd Haussmann, PARIS-8e.

IMPORTANTE [illegible] MULTIPLES [illegible] pour

MANTES-LA-JOLIE

UN DIRECTEUR RÉGIONAL

[illegible] vallée de la [illegible]

Formation de base technico-commerciale ou commerciale.

Niveau INGENIEUR ou H.E.C., [illegible] DE CO.

[illegible] références exigées pr [illegible] fonctions du poste :
— LA GESTION
— LE COMM[illegible]AL.

[illegible] d'activité étant le [illegible]ice, ns recherchons un [illegible]me dynamique.

[illegible] C.V. détail. et [illegible]crit avec photo et prétentions [illegible]lles à n° [illegible]SE, 85 [illegible] r. Réaumur, Paris-2e, q.t.

IMPTE SOCIETE [illegible]

SOUS-CHEF DE SERVICE

Niveau Ecole Supérieure de Commerce de province ou expé. [illegible] professionnelle [illegible] au service [illegible]ocial exportation.

ESPAGNOL [illegible]. Bonnes notions ANGLAIS et ALLEMAND exigées.

5 x 8. 13e mois. Primes diverses Participation. [illegible] d'entrep.

Envoyer C.V. manuscrit, photo [illegible] prétentions sous n° 7.[illegible] AXIAL PUBLICITE, 91, Fg-St-Honoré, Paris-8e, qui transm.

SOCIÉTÉ DE CAUTION MUTUELLE

SPECIALISTE CREDIT EQUIPEMENT
recherche pour
— Agence de Paris,
— Bureau banlieue Nord.

ATTACHÉ (ÉE) COMMERCIAL (E)

[illegible] ans [illegible]

FORMATION BANCAIRE INDISPENSABLE

Connaissances compables [illegible]tées. Libre rapidement.
Env. lettre manusc., photo, au [illegible] 91.943, CONTESSE PUBLIC., [illegible] avenue Opéra, Paris-1er, q. t.

ECOLE [illegible]T, 49-51, r. Madame, Paris-6e ch. Surveillants d'études ayant autorité entre 17 h. et 19 h. Se présenter le matin.

Centre de formation recherche comptable qualifié 2e échelon (comptabilité générale). [illegible] connaissances [illegible]aires. URGENT. Lieu de travail : près d'Enghien-les-Bains. [illegible] C.V. et [illegible]. à C.F.C.G., 41, r. [illegible] Bellechasse, 75007 Paris

---

SAINT-LAZARE
Groupe privé d'Assurances

LA PRÉSERVATRICE

recherche :

RÉDACTEUR RÉDACTRICE

[illegible] accidents

Le (la) [illegible] (e), [illegible] bénéfic[illegible] d'un traitement intéressant et d'avantages sociaux, devra être licencié (e) en Droit et avoir acquis depuis au moins trois ans [illegible] des dossiers corporels.

[illegible] de [illegible] en [illegible] sans expérience [illegible]lonnelle seront également examinées

Envoyer C.V. [illegible] photo et [illegible] sous [illegible] AA 10 [illegible] Département du Personnel, [illegible] Paris (9e).

[illegible] moyenne [illegible] banlieue Nord-Ouest recherche :

INGÉNIEUR

ayant quelques années d'expérience sur appareillage [illegible] logiques.
[illegible] parlé et écrit [illegible]. Possibilité de déplacements à l'étranger.
Ecrire à n° 92.473, Contesse Publicité, 20, avenue [illegible], Paris (1er), qui tr.

[illegible] Accumulateurs Industriels rech. pour S. A. V., Somme, Aisne, Ardennes, Marne, Meuse

DELEGUE

TECHNICO-COMMERCIAL

basé région Paris. Formation Electricité. Envoyer C.V. et prétentions sous le n° 89.442 B BLEU - [illegible] rue [illegible] 94300 Vincennes, qui transmettra.

STORAGE TECHNOLOGY CORPORATION (S.T.C.) [illegible]

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

pour [illegible] son départem. Périphériques compatibles. Env C.V. [illegible] prét. : 5, allée du [illegible] MAUREPAS.

Important Atelier d'Architecture recherche architecte de chantier ou inspecteur de travaux, capable de dessiner détails architecturaux et techniques à 2 cm p.m., très qual[illegible] pour opération dans Languedoc-Roussillon. Durée des travaux : 3 ans. Adres. photo, C.V. très détaillé et p[illegible]
Ecr. N° 8.206 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Importante Sté négoce matières premières Pont-de-Neuilly rech. Homme [illegible] CADRE TECHNICO-COMMERCIAL connaiss. marché matières plastiques. Poste à pourvoir immédiatement. Adr. C.V., prét., photo au n° 13.223 Centrale d'Annonces 121, rue Réaumur, Paris-2e.

Effectif 500 personnes rech. ATTACHE ADMINISTRATIF chargé des dossiers du personnel, expér souhaitée. Tél. 754-12-00, poste 38 et 39, h. bur.

Centre de documentation rech. DOCTEUR EN MEDECINE Thèse soutenue. Connai[illegible] anglais (versions), si [illegible] allemand. Pour poste Mi-Temps Adr. C.V. au CNRS, bureau 109, 26, rue Boyer. [illegible]

Fabricant [illegible] rech. AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX pour visite clientèle Paris, banlieue. Formation assurée. Ne [illegible]honer. Faire dem. [illegible] avec prétention. Joindre C.V. et photo à MONDIO-STORES, 15, bd Mal-Foch, 93330 Neuilly-s-Marne.

Organisme Format. Perman[illegible] ch. FORMATEURS (ICES) VACATAIRES mi-temps (Essonne). Bonne format. gale (Techno souhaitée) exp. format. adult[illegible], aiment format. active. [illegible]itures indispensables. Ec. N° T 096166 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Organisme de formation recherche : [illegible] COMPTABLE EXPERIMENTE pour poste responsabilité. Bonnes [illegible] informatiques [illegible] Ecrire : 52, r Cop[illegible] Paris.

JEUNES INGENIEURS ELECTRONIQUE bilingues anglais Bonne connaissance HARSWARE et SOTTWARE
MARKET 18, rue de Provence, Paris-9e 824-40-40.

LABO RECHERCHES UNIVERSITAIRE ORSAY demande

TECHNICIEN

Titulaire B.T.S. électronique. Expér. minim. de 2 ans en Circuits digitaux. Ecrire av. C.V., M. Danon, Accélérat[illegible] néaire. Bâtim. 200. [illegible]

secrétaires

Secrétaire de direction



recrute pour le
NOVOTEL DE LA PORTE DE BAGNOLET

SECRÉTAIRE DE DIRECTION MI-TEMPS

Il [illegible] :
— anglais courant et bonnes connaissances en espagnol ;
— sténo-dactylo ;
— expérience réelle d'un secrétariat [illegible] ;
— [illegible] ;
— disponibilité immédiate.

Il [illegible] :
— aménagement des horaires possible ;
— autonomie et responsabilités.

[illegible] C.V. et [illegible] à :
M. [illegible] NOVOTEL PARIS-BAGNOLET, 1, avenue de la République, 93170 BAGNOLET.

FILIALE [illegible] BANQUE AMERICAINE recherche [illegible]

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

bilingue français-anglais
Emploi à mi-temps
Horaire souple
Libre immédiatement.
Adr. lettre man., C.V. et photo Service du personnel CREDIM, Centre Dauphine, 17, rue Bossuet 21000 DIJON.

Le [illegible] de l'industrie et de la recherche, recherche

SECRÉTAIRE DIRECTION

Se prés. de préf. au bureau des recrutements, 4, r. Las-Cases, 1er ét., [illegible] 103, 75007 Paris. Tél. : 555-93-00, [illegible]

Secrétaires

DIRECTEUR GENERAL des relations [illegible] recherche 1 SECRETAIRE COLLABORAT. confirmée expérience contact de la presse [illegible] publicité. Ecrire C.V. [illegible] N° 8319, [illegible] bis, rue Réaumur, Paris-2e.

INSTITUTION DE RETRAITES PARIS recherche pour son DIRECTEUR [illegible]

SECRÉTAIRE DE DE TRÈS BON NIVEAU

(référence 39815 M)
pouvant [illegible] un petit secrétariat ainsi que les services généraux.
Ce poste de responsabilité nécessite une bonne disponibilité et justifie un statut cadre.

pour son CHEF DU PERSONNEL

SECRÉTAIRE

(référence 39820 M)
ayant expérience du service du [illegible]

Pour chacun de ces postes il est offert :
— Une situation st[illegible]
— Une rémunération intéres[illegible] et r[illegible] périodiquement.
— Des avanta[illegible] sociaux très importants.

Adress. lettre manuscrite C.V. et photo sous la référence du [illegible] à :
A.M.E.P P. A., 37, r. Général-Foy, 75008 PARIS

Société Paris-8e recherche
1 STENODACTYLO confirmée pour petit [illegible]riat.
1 SECRETAIRE sténodactylo pour service administratif.
Env. C.V. et prétent[illegible] sous N° 8922[illegible] Bleu, 17, rue Lebel, [illegible] VINCENNES.

Cabinet d'Assurances cherche SECRETAIRE Minimum 30 ans. [illegible] rap. [illegible] formation. Salaire début 3.000 F x 13. Envoyer C.V [illegible] B.G.P.A., 48, rue Taitbout, Paris-9e.

IMPORTANT [illegible] CHIMIE [illegible] banlieue Nord-Ouest Paris recherche pour sa DIRECTION GENERALE

UNE SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO EXPÉRIMENTÉE

BILING FRANÇAIS-ANGLAIS
Sténo anglaise souhaitée

Avantages sociaux
Restaurant d'entreprise
Horaires souples

Adresser C.V., ph. et prétent., s/référ. 8.030, [illegible] Axial Publicité, 91 Fg-St-Honoré, Paris-8e, q. t.

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DE PARIS recherche pour SERVICES SOCIAUX

SECRÉTAIRES MÉDICO-SOCIALES

pratiquant la sténodactylographie. - Titulaires du BAC F-8, Ecr. Mme le Chef du Personnel, 17-19, rue de Flandre 75935 Paris Cedex 19.

[illegible]ation Voya[illegible] recherche

SECRÉTAIRE-ASSISTANTE

apte responsabilités dactylo, parlant [illegible]
E[illegible] : S.V.J.
20, r. J.-J.-Rousseau, P[illegible] (1er)

Sténodactylos

Important groupement professionnel recherche

STÉNODACTYLO

Expér. minim. : 5 ans. [illegible] C.V. et prétent. annuelles au [illegible]ef du Per[illegible]nel A.G.S.A.A. 118, rue de Tocqueville 75850 Paris Cedex 17.

C.I.T.I. 2

recherche

STÉNODACTYLO

BILINGUE ANGLAIS
Ecr. n° 96.228 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

capitaux ou proposit. com.

Imnt Groupe Financier [illegible] pa[illegible] services [illegible] déficit, [illegible] création absolue. Ecr. à n° 3.[illegible] Spérar, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux, qui transmettra.

STE PARIS - Proxim. RIVOLI met à votre disposition : 1 bureau + 1 secrétariat et assure tous types de prestat. pour vous-mêmes, vos représentants ou votre personn. s/Paris Ecrire CONTRAST, 22, rue des QUATRE-FILS — 75003 PARIS, ou 887-63-51, de 14 à 18 heures.

Proche banlieue Sud infirmier libéral cède importante clientèle. 660-78-45

JURISTE. H., 40 a., rech. acquisition clientèle société. Ec. No T 097514 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

travail à domicile

Demande

Retranscription rapide à domic. sur IBM - manuscrits et divers. Inscript. Ch. Mtiers. T. 084-01-48.

J. F., dactylo/stencils, à domic., thèses, mémoires ou autres. Tél. [illegible] DOR. 85-30, 14-17 h., ou écr. n° 6.437, « le [illegible] » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 [illegible]

traductions

Demande

J. F. Grecque dipl[illegible] [illegible] Fr.-Gr., ou inversem[illegible] Ecr CH. [illegible] 4, r. de Cîteaux. [illegible]

cours et leçons

[illegible] cours partico [illegible] Tél. : [illegible]

ANGLAIS RAPIDE. — Nouvelle [illegible] Téléphone : 387-08-11

J Fem., 1er Px Conserv., donn [illegible] domic. cours piano. 236-02-79.

MATH. Rattrap. [illegible] prof. [illegible] Px [illegible] T. 278-77-71

ANGLAIS Cours particuliers et petits [illegible] Solutions personnalisées [illegible] langue [illegible]

formation profession.

■ PROGRAMMEUR D'EXPLOITATION SUR I.B.M [illegible] bac . 180 heures de cours
● OPERATEUR-PUPITREUR D.O.S [illegible] 1re ou B E.P.C [illegible]h de cours de jr ou soir

FAX

ECOLE PRIVEE
6, rue d'Amsterdam, Paris-9e Téléph 874-95-69.
94, rue Saint-Lazare, Paris 9e Téléph. 874-56-60.

autos-vente

B M W
520, 525, 528, 30 S 1976, peu roulé. Garantie.
63, rue Desnouettes. 533-69-95.

Con[illegible] ALFA-ROMEO à NANTERRE vend ALFASUD TI 75 SIMCA 1100 TI 76 204 52 52.

AGENT PEUGEOT Nanterre [illegible] Coupé 504 V6 1976 [illegible] km. [illegible] 204-64-14

boxes-autos

EMPLAC. PARKING ZONE BLEUE CENTRE PARIS (Parcmètre) RENTABILITE ASSUREE CREDIT 80 % - 280-49-62

enseignem.

Apprendre l'americain à l'[illegible]ican Center, 261, bo[illegible] [illegible]pail, Paris-14e. Tél. : [illegible] Cours du soir Conversation. Inscriptions immédiates. Début de la nouvelle [illegible] 24 janvier.

représentation offres

POUEY INTERNATIONAL

[illegible] Coll [illegible] et [illegible]
Stage formation rémunéré
Salaire et frais minimum 4.900 F.
[illegible] rapide cadres.
[illegible] PARIS.

ETS POUEY - 11, rue de Madrid.

Société de dist[illegible] produits industriels, département de l'Oise, recherche : Représentant [illegible]if pour visite de clientèle [illegible] Tél., pr R.-V. : 455-05-41.

Société Internationale recherche pour son département de papiers [illegible] VINYL [illegible]

REPRÉSENTANTS

ayant [illegible]

Adresser C.V., photo, n° [illegible] PUBLICITES REUNIES, [illegible] bd Voltaire — 75011 PARIS.

[illegible] leisure wear [illegible] publicité nationale dès ce printemps cherche : VRP Multi-cartes très bien introduits [illegible] luxe [illegible] ries magas[illegible] pour secteurs : 75 RD - 75 RG, ban[illegible] EST NORD CENTRE. Scottish Diffusion, [illegible] rue d'Hauteville, Paris [illegible]

Recherchons

AGENTS

pour la commercialisation d'un programme immobilier avec [illegible] par [illegible]
— [illegible] garanti ;
— [illegible] importantes.

Ecrire avec C.V. [illegible] AFRADEV, 33, rue la Boétie, 75008 [illegible]

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
233-44-21

demandes d'emploi — demandes d'emploi

J.F. 22 a., lic. drt privé + IDA + dact., étud. ttes prop. secrétariat jur. ou autre. Mlle Aboud, 97, rue Oberkampf, 75011 Paris.

Cadre imm. 33 a., lic. drt, lang., ch. p. resp., dépl. Fr. étr. Et. ttes prop. Ecr. 136, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE INFORMATICIEN

[illegible] a., resp. [illegible] « Système » chez [illegible] expérience [illegible]
— Logi[illegible] ;
— Réseaux et [illegible] ;
— Réalisation grands projets ;
recherche
Poste ingénieur système à Strasbourg ou région Alsace. Ecr. n° 128, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. parf. tril. all., angl., 4 ans expér. comm., rech. poste att. direction, salaire élevé X 13 Ecr. n° 131, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---

CADRE COMPTABLE, 30 a., tit DECS, CSJF, 5 a. expér., libre imméd., ch. emploi entreprise. Ecr. n° 125, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---

CADRE COMMERCIAL 15 ans d'expérience dont 8 en Amérique du Nord dans vente pour société de service, parlant anglais, ital., prêt à voyager. Ecr. n° 3.970, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---

H. 28 a., ch. emploi Paris ou banl. proche. Expér. activités sociales et public. Libre rapid. Ecr. n° [illegible]436, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Par[illegible]

URG. J.H. 30 a., Psychol. + éc. comm., exp. recr. Cadres form. conseil en relat. humain., rech. rapid. 1 poste à responsabilités. Ecr. n° 123, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---

LICENCIE MATH. 32 ans, étudierait toute [illegible] - LEBOVY, 17, r. Ambroise-Thomas; 75009.

Docteur Sci[illegible] Eco - 30 ans + Ingénieu[illegible] électrotechn.
● Spécial. pays sous-développés.
● Expér. études Eco outre-mer.
● Connaissance irrigation, pompes. Informatique.
● Bilingue français-anglais.
● Libre immédiatement, [illegible] emploi [illegible] ou étrang.

Ecrire à [illegible] CARTILLIER 26200 Parizot - [illegible] ou téléph. : (75) 46-70-27

J.H. 26 a., lic. Droit. Expér. Cie Assur. et Cab. Avocats d'affair., étud. ttes prop. rég. parisienne. Ecr. n° T 96.222 M, [illegible]ie-Pr., [illegible] (2e)

INSPECTEUR [illegible] VENTES bien introduit dans l'Electroménager, Milieu grossiste, sect. Nord-Est, cherche situation. 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

Assistant tr. qualifié, expérience cabinet, relations clientèles assurances recherche collaboration avec cabinet comptable. Ecr. n° 6 439, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---

34 [illegible] docteur [illegible] bilingue : Français-Anglais. Rompu aux problèmes [illegible] du travail, 6 ans d'expéri[illegible] [illegible]nt supérieur. [illegible] toutes propositions. [illegible] et O.-M.
Ecr. n° 160, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---

J. H 30 ans études supérieures, 3 a exp. finances crédit ds impt et financ. PARIS, angl., alle., ch empl. ds entrep. R. P., prov. Ecr. n° 8 205, « le Monde », Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---

J. H. 37 ans ANCIEN ARTISAN 15 a. exp. ELECT. MEN T.V. sens command. ch. pl. respons. S.A.V. disponib. lundi. Lib. rapid. Ecr. LEGUEN tour 4, Parc de la Noue, 93170 BAGNOLET.

Ing. 32 a., form. mécanique des fluides, 5 a. d'exp ds calcul mécanique des solides, vibrations, éch. therm., ch. p. calcul scient. Ecr n° 157, « le [illegible] » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---

Mi-temps, J.H. 24 a., lic. social, communication, [illegible]ant conseiller trav. Centre Etud. sociale disponible mat n ch. [illegible] serv. [illegible]ersonnel ou social Paris. Ecr. n° T 97 537 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

ATTACHEE DE PRESSE dipl., 26 a., exp. agence pub. et administ., rech. poste dans secteur pri[illegible] ou public. Ecr: à [illegible] 92 563, [illegible]TESSE-Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er q.tr.

[illegible] ECO + [illegible] (ECO-FI)

J. H. [illegible] O.M., anglais courant, cherche emploi service financier.
[illegible]
85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. H 27 a., lic. math., lic. [illegible] informat. de gestion ([illegible]) et statist., expérience [illegible]onn., ch. poste en rapp. Ecr. n° T 097 521 M Rég. Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

INGENIEUR INFORMATICIEN stag 24 a., lib O.M. ch. poste INGENIEUR ANALYSTE [illegible] connaiss approfondies [illegible] interpréteur APL organisation [illegible] matériel IBM, Philips [illegible] n° T 096 [illegible] M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Etudiant[illegible] anglais désirant [illegible] parisienne rech. emploi professeur des enfants, sans rémunér. Ecr. n° [illegible] M REGIE-Presse [illegible] bis, rue Réaumur, Paris-2e.

ING. ENSIAA + IAE, age : 36 exp. prod., direct. pers. + gest. indust. aliment. Lib. immédiat. [illegible] 1er [illegible] T. [illegible]

CADRE SUPERIEUR J.H. 26 a. Tunisien, 4 a d'expér. gestion compt, gle, analyt., lic. Sc. éco. D.E.C.S., angl., arabe courant, étud ttes prop., même étranger. Ecr. n° T 97 502 REGIE-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Jeune Femme 28 [illegible] B.T.S. secrétariat direction 8 ans expérience [illegible] poste à responsabilités. Ecr. [illegible] T 097 530 M [illegible]resse 85 bis, [illegible] Paris-2e.

J Femme 25 ans cadre export. Trilingue anglais-allemand. Rech. poste à responsabilités Salaire actuel : 4 500 X 13 Ecrire HAVAS CONTACT 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, n° 63 718.

Cadre 30 ans autodidacte, polyvalent, 10 ans expér industrie auto et pétrole niveau distribution. Administration/gestion/vente directe grandes sociétés et PME rech poste chef secteur vente/Adjoint Directeur ou inspecteur Lib 31 janv., accepte déplacements [illegible] 72 à 78 000 F + frais [illegible] n° [illegible] CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er.

H 47 a. compt conf. cherche [illegible] dans PMI Aiderait efficacement direction et expert-comptable Paris. Ecr n° 148, « le Monde » Pub., 5, r des Italiens, 75427 Paris-9e

---

J.H 24 a., cherche place début programmeur assembleur, dipl. de l'EPSI sur IBM 360-370. Ecr. M Lounis, 185, r. du Chevaleret, 75646 Paris Cedex 13.

Dame secrét. gestion immob. ch. pl. stable mi-temps ds cab. de gérance. Ecr n° T 097 518 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

[illegible] avez [illegible]

TRÈS BONNE RÉDACTRICE FREE-LANCE

spécialisée

V.P.C. et PUBLICITÉ DIRECTE

(porte-à-porte [illegible] voie [illegible])
écrivez-moi au [illegible] M [illegible] REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

INGÉNIEUR HAUT NIVEAU, 29 ans

Diplômes : Ingénieur Grandes Ecoles, licencié Sciences économiques.
[illegible] : [illegible], allemand, russe, tchèque.
Expérience : 5 ANS.
[illegible] du travail :
[illegible] - Développement - [illegible] - [illegible] étrangers - Conseil [illegible] direction,
[illegible] rentabilité,
conception nouveaux produits,
animation des [illegible]
Domaines :
Métallurgie.
Chimie.
Alimentation.
[illegible] électrique.
Grande capac[illegible] adaptation,
[illegible] propositions [illegible] étranger.
Ecrire n° [illegible] M REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, [illegible] PARIS, qui [illegible]

DIRECTEUR GENERAL

A.M + SUP'ELEC

49 ans - Depuis 15 ans dans [illegible] même groupe - [illegible] le développement de [illegible] des domaines divers Gestion technique, financière, commerciale.
Habitué aux déplacements fréquents [illegible] de [illegible] responsabilités dans société industrielle.

[illegible] sous réf. 89665 [illegible] CONTESSE [illegible] Opéra 75040 [illegible] CEDEX 01, q.tr.

JOURNALISTE

— 11 ans grand reporter dans quotidien régional.
— 15 ans dans grand hebdomadaire [illegible] en [illegible] que grand reporter, correspondant local (Algérie) ou correspondant [illegible] guerre (Vietnam, Cambodge).
— Ayant de bonnes connaissances des problèmes de politique étrangère (reportages au Proche-Orient, Afrique, Amériques, Europe, etc.).
— 4 [illegible] informations d'agence [illegible] (reportages - photos).
— Parlant espagnol, anglais, itali[illegible] [illegible] des [illegible] d'arabe.
— Solides connaissances [illegible]

[illegible] à rejoindre un journal, hebdomadaire, magazine ou agence [illegible]

Ecr. n° [illegible] REGIE [illegible] 85 bis, r. [illegible] 2e

---

CONSULTANT

— EXPERIENCE des MARCHES COMMERCIAUX ;
— NEGOCIATIONS au PLUS HAUT NIVEAU ;
— TRES [illegible] ;
— 10 ANS [illegible] sur le MARCHE ASIATIQUE.

Cherche MISSIONS, VACATIONS ou POSTE FIXE de RESPONSABILITES FRANCE/ETRANGERS

Ecrire sous [illegible] n° 132 [illegible] « le Monde » [illegible] Italiens. — [illegible] PARIS ([illegible]).

VOS [illegible] : + DE 40 % DE VOTRE C.A. [illegible] évolueront vos [illegible] avec LE PLAN [illegible] : PHASE II

INGÉNIEUR

33 ANS, [illegible], JE PEUX :
bâtir votre politique Achats, Transports, [illegible]
MES PRETENTIONS :
[illegible] objectifs [illegible]

Tél. au 227-34-71 - 633-20-11 ou écr. au [illegible] n° 155 à : « le [illegible] » Publ., 5, r. [illegible] Italiens, 75427 [illegible]

CADRE DE DIRECTION

31 [illegible]. Bilingue anglais. [illegible] et développement [illegible] et formation) souhaite collaborer avec société ou organisme consacré à activités motivantes (et si possible d[illegible] [illegible] : 100.000 F/an.

[illegible] « Le Monde » Publicité 5, rue des Itali[illegible] - 75427 PARIS-9e.

DIRECTEUR FINANCIER

[illegible]
[illegible] travail temps partiel ou [illegible] P.M.E. [illegible] où il [illegible] :
■ Comptabilité Gestion ;
■ [illegible] Droit ;
● [illegible] (Etudes [illegible] Réalisations).

[illegible] n° [illegible] M, [illegible] (2e), qui [illegible]

JEUNE FEMME - 35 ANS

DOCUMENTALISTE PHOTOS

[illegible] politique, économie, social, industrie), culture artistique contemporaine, parlant [illegible]ol, étudierait toute propo[illegible] Publicité.

Ecrire B. PETIT, [illegible] rue d'[illegible] 75014 [illegible]

Le mercredi [illegible] le vendredi [illegible] lecteurs [illegible] la rubrique

l'agenda du Monde

Les [illegible] peuvent être adressées [illegible] par courrier au journal, soit par téléphone au 233-44-21, postes 396 et 364.

PSYCHOLOGUE (34 ans) PSYCHOSOCIOLOGUE

expérience clinique, études, recrutement de cadres, formation, ch. empl. Paris, rég. parisienne. Ecr. n° 130, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Cadre bque retraité, conn. angl. ch. occupat. mi-temps ou part. Ecr. n° 146, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jardinier-gard., cinquant. c. [illegible] cherche emploi rég. Est Paris. Ecr n° 145 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE 34 ANS
Resp. des services financier, administratif et personnel. Filiale d'un groupe multinational, connaiss. anglais, reporting, comptab., fiscalité rech. poste à responsabilités, P[illegible] banlieue Sud-Ouest. Libre de suite. Ecr. n° T 097 516 M Rég.-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. F. 26 ans, langue maternelle allem., parlant couramment fr. et anglais rech. place hôtesse d'accueil ou réception. Intérim s'abstenir. Ecr. n° T 097 513 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. H. ALLEMAND, TRADUCT. tech., exp., esp., alle., dip. ESIT + lic. droit ch. [illegible] stable. Ecr. n° 3 999, « le [illegible] » Pub., 5, r. [illegible] Italiens, [illegible] Paris-9e.

INSPECTEUR MERCHANDISER plusieurs [illegible] d'expérience dans le [illegible] [illegible]rche situat[illegible] stable. Ecrire à n° 8 488, COFAP, 40 rue de Chabrol, 75010 PARIS qui transmettra.

J.H. 25 a., [illegible] socio [illegible] angl. [illegible] poste collaborat. ds [illegible] rech. [illegible] ou serv. [illegible] publiq., doc., instit. [illegible] Ecrire Stéphane DESGOUTTES, 13, rue Muller, Paris-18e.

EXP.-CPT, c/c, insc., 15 a. exp. ch. poste salarié Paris. Lib mai. Ecr n° 137 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, [illegible] Paris-9e.

J.H. 33 a tril. angl., fr., port. B.T.S. cmrce int., rech. emploi ccial étr. et en part. au Brésil. Ecr. n° 133, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jeune Homme, 27 ans, [illegible] présentation, allemand, [illegible] courant ch. emploi commercial pr relat. publiq. en France ou à l'Etr. Possibilité déplacements étranger. Libre [illegible] suite. Ecr. n° 135, « le Monde » Pub., 5, r. [illegible] Italiens, 75427 Paris-9e.

H. 28 ans, MAIT. INF. 3 a. exp. minis. log. de base, IBM. Cherche emploi Sud de la France [illegible]te. Ecr. n° 117, « le Monde » Pub., 5, r. [illegible] Italiens, [illegible] Paris-9e.

CADRE EXPORT, 28 ans, parfait trilingue angl., allem., diplômé enseign. supér., étudie tte prop. de export bancaire, de Thoré, 8, r. Malher, 75004 Paris.

Jeune Femme 23 ans cherche place
DIRECTRICE ARTISTIQUE JUNIOR
débutante ou MAQUETTISTE BTS ESTIENNE
Ecrire Mlle BERNARD 12, r. Boyer-Barret, 75014 Paris.

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Cadre supér., technicien construction, ayant solide formation bancaire, expér. [illegible] internationaux, trilingue, dispose bureaux centre Paris, recherche collaboration avec groupe financier ou industriel, pour POSTE de RESPONSABILITE. Etudie[illegible] toutes propositions. Ecr. [illegible] 92.345, CONTESSE P., 20, [illegible] de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

GESTION ADMINIST. ET COMPTABLE

licencié Sciences Eco, ancien élève E.S.C. Reims, [illegible] informatique, 26 a., première expérience professionnelle, rech. [illegible] PARIS [illegible]
Langues : anglais, espagnol. Téléph. 780-03-85, ou écrire O.P., 2, rue Marengo, Paris-1er.

JEUNE FEMME
JOURNALISTE
critique d'art et littéraire cherche poste. Téléph. 583-43-61.

CONSEIL DE GESTION

vous propose aide [illegible] ou assistance régulière pour
● Contrôle de gestion ;
● Etudes de rentabilité ;
● Organisation financière ;
● Innovation-stratégie ;
● Analyses marketing ;
● Modernisation structures.
Toutes régions France.
IBRA. Téléph. (78) 85-20-73.

Vous souhaitez ouvrir ou développer des marchés extérieurs

DIRECTEUR EXPORT

dynamique, 10 ans expérience, biens de consommation et industriels légers, angl., all., ital., gde pratique Afrique du Nord et Moyen-Orient ch. situat. en rap. Ecr. [illegible] 143, « le Monde » Pub., 5, r. [illegible] Italiens, 75427 Paris-9e.

Principal [illegible] cherche poste dans cabinet contentieux ou service administratif de société. Ecr. à Bleu sous n° 89 134 B., 17, r. Lebel, 94300 Vincennes.

J. H. 26 ans, rech. emploi ASSISTANT PHOTO libre en février TEL. : 257-45-57.

J.F. [illegible] a., [illegible] Sc. Eco. gestion entreprise, diplôm IAE gest personnel. Anglais, stages France/USA. [illegible]écité, gde capacité travail Ch empl serv. [illegible]sonnel gde entreprise. Pr [illegible] C.V. ou R.-V. 347-01-60 mat.

information emploi

EMPLOIS CADRES '77

Séminaire de 2 jours spécia. sur les tech. de rech. d'emploi et [illegible] négociation. Déjà suivi par plus de 3500 cadres (déterminant pour 87% d'entre eux.) Tél. 5387340

POUR TROUVER UN EMPLOI

Le CIDEM [illegible] d'information [illegible] l'emploi, a[illegible]ociation sans but lucratif) vous propose GUIDE COMPLET (230 pages).
Extraits du sommaire :
● Les 3 types de C.V. : rédaction, exemples, erreurs [illegible] ter.
● La graphologie et ses pièges.
■ 12 méthodes pour [illegible] l'emploi désiré : avec plans d'actions détaillées.
● Réussir entretiens, interviews.
● Les bonnes réponses aux tests.
● Emplois [illegible] demandés.
● Vos droits, lois et accords.
Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

	La ligne
OFFRES D'EMPLOI	40,00
"Placards encadrés" 2 col. et — (la [illegible] colonne)	42,00
DEMANDES D'EMPLOI	9,00
[illegible] PROPOSITIONS COMMERC.	70,00

ANNONCES CLASSEES

	La ligne
L'IMMOBILIER	28,00
"Placards encadrés"	34,00
Double insertion	[illegible]
"Placards encadrés"	40,00
[illegible]	26,00

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive gauche

QUARTIER LATIN Bel imm., dble living, 2 chbres, cuisine équip., w.-c., bains, tél. [illegible]85.000 F. Téléphone : 734-98-87.

Métro BIR-HAKEIM Imm. Pierre de T., APPT 7-8 P., 2 bains, 2 portes palières. Jean FEUILLADE : 566-00-75.

ST-PLACIDE SUR JARDIN STUDIO, CONFT Prix 125.000 F. - 326-08-94.

ODÉON RUE HAUTEFEUILLE HOTEL XVI° SIECLE ENTIEREMENT RESTAURE APPARTEMENTS
DE 2 A 5 PIÈCES DE 65 M2 A 170 M2 POSSIBILITE PARKINGS LIVRAISON : AVRIL 1977 Documentation et visites : **SOREDIM** 227-91-45 755-98-57

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS Dans HOTEL PART. XVIII°
EXCEPT. S/JARDIN 220 m2, 5 P. groupées + indépend., studio de service. park. Prof. lib. - 924-07-69.

49, RUE DE LA CONVENTION STUDIO, cuisine, bains, balcon. IMM. RECENT STANDING. Visite lundi-mardi, 13 h - 17 h.

GOBELINS Imm. de caractère Charmant 3 p., c., bains, tél. 255.000 F. - 734-73-46.

ALESIA. Studio, tout confort, 75.000 F - « FAC », 337-69-69.

VII° - 72, RUE DE LILLE Grande pièce, sur rue, 4° étage. Prix 90.000 F - 278-33-23.

MAINE - MONTPARNASSE appts, 2 pces cuis., occupés + 1 magasin libre : 65 m2. [illegible] 600.000 F. Vis. tous les jours 12-17 h., 1, rue Asseline.

25, QUAI VOLTAIRE Grand appartement 5-6 p., sur Seine, 3° ét., asc. 1.800.000 F. Appt 3 pièces duplex, 520.000 F. Vis. tous les jours, 12-17 h.

M° CARDINAL-LEMOINE Salon, 2 ch. + petit bureau cft, état impec., 3° ss asc. s/rue et cour imm. P.d.T., décor ravisa., 470.000 F - Tél. : 325-41-83.

PR. PL. St-MICHEL. ODE. 42-76 GD SEJ. + 2 P., 2 BS, LUXE, 100 m2, entrée CARACTERE.

7° Très bel appt. Vue sur Invalides et Seine, 5 pièces + box + chambre de personnel. 705-24-10.

DENFERT-ROCHEREAU Gd 2 p., tt cft, [illegible] m2, bel [illegible] meuble, clair, calme. 300.000 F. [illegible]ONTIAL, 266-32-35.

[illegible]ES. Etage élevé, 2 p., [illegible] balcon, vue soleil. MARTIN, Dr Droit - [illegible].

RUE DE LILLE. Très beau triplex, appartement de classe. 705-24-10.

Vue s/SEINE et NOTRE-DAME Pptaire vd dans bel im. caract. 2-3 p. et 2 studios. Décor raffiné - 734-99-36, heures bureau.

Esplanade INVALIDES même, vue exceptionnelle, 6° étg., appt 4 pces, 140 m2 + service + gar. PASTEYER, 266-35-84, le matin.

15°. Dans immeuble récent, [illegible] livg + 2 chbres, tt confl, calme, 70 m2, 280.000 F. Vis. mardi, 14-17 h., 16, rue Chauvelot.

DUROC - STUDIOS et 2 P. rénovés, prix intéressant. Idéal placement - PROMOTIC, 133, bd du Montparnasse - 225-15-76.

14° 2 pces, tt confl, à rénover. Imm. ravalé. Téléph. 628-55-69.

SPECIAL PLACEMENT VI°. 1, 2, 3 p. occupés, vendus 60 % valeur libre. [illegible]

SEVRES-BABYLONE **5 P.** sur cour-jardin Immeuble ancien, ASC. Park. [illegible]17, 577-38-38.

BIR-HAKEIM VUE EXCEPTION. [illegible] BEL RECEPT. + 2 CHBRES, RECENT, ETAGE ELEVE, BALCON. - 633-29-17, 577-38-38.

RUE VAUGIRARD - Récent, très beau séj. + 2 P., 76 m2 + loggia, parking, téléph. Prix : 420.000 F. - ELY. 83-84.

ALESIA. Stud., 2 p., [illegible] et 50 m2. Location assurée - [illegible]

Paris Rive droite

Boulevard d'AUTEUIL Récent, très bel appt s/verdure, 130 m2, 4-5 P., 2 S. de B., chbre de service, box. Tél. : 389-83-84.

FG SAINT-HONORÉ Imm. ancien, standing, 4° étage.

CHARME - SOLEIL 200 m2, 5 P., 3 bains, service. Profession libérale : 1.700.000 F. FRANK ARTHUR : 924-07-69.

12° - LE MAGELLAN Immeuble neuf, P. de T., studio 26 m2, 8° étage, 178.000 F + terrasse, 2 Pièces, 48 m2, 268.000 F. Appt témoin, 16, r. de la Voûte, Paris-12°, 7 j. s/7, 14 à 19 h. 30. **SPIM Promot. - 766-13-14**

AV. G.-MANDEL Immeuble pier. de taille Stand. Gde récept., 2 ch., 225 m2 Serv. aménagés - 266-58-56.

PRES PARC MONCEAU **7 P.** Elégant et lumineux Bon plan - 578-93-93.

PELLEPORT. Immeuble récent, étage élevé, séj. + 3 chb. tt cft. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

RUE FELICIEN-DAVID. Liv. + [illegible] chbres, bel imm. P. de taille, étage élevé, asc.+balcon, soleil, calme. Prix 470.000 F. 532-61-00.

[illegible] - RUE PERDONET - Idéal placem., 2-3 p. à rénover dans bel imm. P. de T., 160.500 F. HENRI LORANS - 261-53-86.

BEAUBOURG. Stud. de caract. liv. logg., état impec. 622-41-92.

[illegible] dans [illegible] imm., [illegible] pièces, cuis., wc, bains, 170 m2 envir., chbre de [illegible] gd standg. EXCEPTIONNEL - 522-02-00.

SUR PLACE DES VOSGES RAVISS. APPT. 200 m2 environ, boiseries - Soleil - Tél. 622-02-17.

MALESHERBES - Luxueux 7 P., 220 m2, 1.350.000 F - GERIM - 766-46-58.

[illegible]T. PL. DAUMESNIL. Bel imm. pierre de taille ravalé, asc., hall d'entrée, cuis., séjour, salon, 2 chbres, lingerie + dressing, wc, s. de bains, chauffage central, calme. Prix 370.000 F. 345-62-72.

PARIS XX° 9-11, rue du Télégraphe « LES HAUTS DE PARIS » Un petit immeuble de qualité PIERRE DE TAILLE MASSIVE [illegible] 2 et 3 pièces HABITABLES IMMEDIATEM. Sur pl. tous les jrs de 11 à 18 h. ou [illegible]COM, 747-59-50, 171, [illegible] Charles-de-Gaulle, NEUILLY.

[illegible]T-LAZARE - Propriétaire vend dans bel imm. magnifique [illegible] PIECES tt confort en duplex, soleil neuf, cuisine aménagée, poutres, cheminée. - 242-49-19.

[illegible]TE MONTREUIL Bel imm. brique [illegible] P. cuis., w.-c., 2° étage. Prix exceptionnel 92.000 F. [illegible] les 7 et 8, de 13 à 17 h : 46, RUE VITRUVE

[illegible]T-FARGEAU Imm. récent, standing [illegible] P. 6° étage, tt cft, balcon, parking. Prix 450.000 F. [illegible] les 7 et 8, de 14 à 17 h : 167-171, avenue Gambetta

HOTEL DE SENS (près) [illegible] sud, 3 p., entrée, cuisine, [illegible] de bains. Tél. 290.000 F. 325-76-97.

MARAIS [illegible] caractère, 2, 3 pces, tt cft. Imm. ravalé - Tél. 628-55-69.

[illegible] 1972. Vue s/tt Paris (10° ét.) [illegible] Buttes-Chaumont, 89 m2 + [illegible] m2 balcon + parkg ss-sol + [illegible] 150 m. + Séjour et 2 ch. [illegible] façade sud-ouest + cuisine [illegible] + 2 bs + dressing. 420.000 F. [illegible] 203-41-46. Vis. sam., merc.

AV. GRAVELLE. Sur le bois, M° Pte-Charenton, entr., séj., 2 chb., cuis., wc, chauff. centr., soleil, placement intéressant, 192.000 F. - Tél. : 346-63-85.

PENTHIEVRE - MATIGNON Splendide appartement caractère living dble + chbre tout confl, 5° étage. Px 500.000 F. 924-86-74.

RUE SPONTINI Ds bel imm. P. de T., standing, 7 p. + lingerie, 2 chb. de serv. Impeccable. Possibilité prof. lib. 1.500.000 F - PIRALI, 227-07-79.

DAUMESNIL. Immeuble 73, 2 p. tt cft, 50 m2, balcon, 210.000 F. 527-59-66, le matin ou [illegible] heures.

Région parisienne

CHATOU Limite VESINET Immeuble 1972, calme, 98 m2, séjour, 4 chbres, sal. bains, sal. d'eau, gde cuis., tél., parking. F.P.I. - [illegible]

NEUILLY - DUPLEX GRAND STANDING IMM. 75 **5 P. 110 M2** NEUF, 2 bains, TEL. 2 park. SOLEIL, CALME. Px 870.000 F [illegible] débattre - 603-58-96 [illegible]

BOULOGNE M° M.-SEMBAT S/JARDIN. IMM. RECENT [illegible] P., 70 M2. CFT, moquette, loggia, soleil, [illegible] TRES BON ETAT - 305.000 F. Tél. au 603-58-96 et 97

PALAISEAU. Résidence du parc [illegible] grand [illegible] 150.000 F. Excl[illegible]. Poulain, 920-00-69.

Joinville. [illegible] p., [illegible] m2, gd standing. 390.000 F. - Téléphone : [illegible]

ST-GERMAIN-EN-LAYE Centre - Place du [illegible] **RESTAURATION** GRAND STANDING pour placement 40 m2 - 60 m2 - 90 m2 - 100 m2 - 120 m2 Bureau de vente : 18, rue de la Salle - 976-07-06 Samedi [illegible] dimanche, [illegible]

NEUILLY-ST-JAMES [illegible] Dans rue calme, petit imm. ravalé, studio 40 m2, tt cft, 2° ét. [illegible]. Prix [illegible] F avec 44.000 F. Ven[illegible]-dim. [illegible] 10 à 19 h : 8, RUE CHARCOT.

Province

Appt Strasbourg, quart. Orangerie, Conseil de l'Europe, 110m2+balc., 5 p. c., 4. bs,asc., chf cent., concierge. A saisir Px 350 000 F. Libre à la vente. Ecr. n° 8 138, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9°.

CANNES Du studio au 4 pièces, luxe. Prix intéressant. Calme. Brochure gratuite. AZUR EDEN, 26, bd Gambetta, Le Cannet 06.

hôtels-partic.

MONTMARTRE CLASSE 1925 ORIGINAL - RAFFINE POUR AMATEUR Belle récept. + atelier d'artiste + 4 chbres, jardin. — 606-29-17.

immeubles

ASNIÈRES PRÈS GARE IMMEUBLE SIX ETAGES Vingt-sept [illegible]aires **STUDIOS ET 2 PIÈCES** CONFORT, PARTIE LIBRE. J. et A., 5, rue Alphonse-de-Neuville. Tél. 766-04-17, p. 255.

MONTPELLIER Centre Immeuble de caractère 1.800 m2, dont 1.700 m2 libres. Prix 900 F le m2. 229-03-16.

appartem. achat

Rech. PARIS, 15°, 7° arrdts, pour bons clients, appts ttes surf. et immeubles. Paiement compt. Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet-15°. Tél. 566-00-75.

ACH. DIRECT. COMPT. URGT 2 à 4 pces PARIS, rive gauche, PRES FACULTE, avec ou sans travaux. - Ecrire LAGACHE, 16, av. de la Dame-Blanche, 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS.

DISPOSE [illegible] CHEZ NOTAIRE, achète, urgt, 2 à 3 P. Paris, préférence 5°, 6°, 7°, 14°, 15°, 16°, 12° - 873-23-55.

ACH. [illegible] P., [illegible] - 17° [illegible] 800.000 F [illegible] 522-07-84.

PAQUET rech. pour clients sérieux 1 à 6 P. 8° - 9° - 17° - 18° arr. 526-31-66.

Société GIERI, spécialiste des 11°, 12°, 20°, rech. appts dans ces secteurs. T. 373-05-81.

Rech. APPT ou PAVILLON 100 m2 habitables. PARIS ou BANL. OUEST et SUD-OUEST, 450 000 F maxi., travx éventuel. Tél. : SAMEDI 797-67-22.

Particulier achète directement, comptant, centre PARIS ou 15° 2 p. ou studio, parkg, cfort, px raisonnable, décision immédiat. Vaissaire, 63530 SAYAT-VOLVIC. Tél. : (73) 88-81-44, après 20 h.

constructions neuves

POSSIBILITE LOCATION ET GESTION PAR [illegible] SOINS PRIX NON REV[illegible]LES DES LA RESERVATION

PORT-ROYAL — [illegible] — 2 Pièces, 61 m2, 520.000 F. Habitables fin 1977.

XV° - RUE DE L'EGLISE — Studios, vraies cuisines; — 2-3 et 5 P., avec terrasses. Habitables [illegible] trimestre [illegible]

[illegible] DU POTEAU — [illegible]o, 116.000 F (parking compris); — 2-3 et 4 P., avec terrasse. Habitables 2° trimestre 1977.

IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, avenue Friedland. 225-10-69.

PARIS - 16° RESIDENCE [illegible]ASSY-CHAILLOT 59, rue de la Tour, appartement témoin, de 14 h. 30 à 18 h. [illegible] 2, 3, 4 [illegible]ces, [illegible] duplex [illegible] Livraison 1er trimestre 1977. Prix fermes et définitifs. COGILOR, Téléphone : [illegible]

locaux commerciaux

Importante [illegible] en location pour son agence parisienne local commercial, 350 m2 (bureaux et aire de stockage). Situation : Paris ou proche banlieue Ouest. — Tél. : [illegible]

fonds de commerce

NICE Sacrifions magasin gd standing, pr. hôtel Méridien, Promenade Anglais, env. 400 m2 s/2 niveaux, 1.700.000 F (prix à débattre). CAMPUS, 45, avenue Friedland 75008 Paris. RACO : 225-71-18.

pavillons

PAV. [illegible] PCES. [illegible] - JARDIN, A CROISSY - [illegible]G (77) CONSTRUCT. [illegible] 1975, A-4, S.N.C.F., R.E.R., (77) CENTRE COMMERCIAL - ECOLES. PRIX : [illegible] F à débattre. Tél., M. [illegible] : 264-49-12, 49-14.

VINCENN[illegible] [illegible] rue [illegible] la Jarry Séj. dble + 3 ch., tt cft, grand garage. 520.000 F, crédit. Visite après [illegible] : samedi, lundi.

fermettes

A vdre L. et G. fermett[illegible] liv., 3 ch., cft, av. dép., [illegible]

locations meublées Offre

Paris

7° [illegible] studio [illegible] poutr., cheminée, [illegible] éq., bains, tél., 1.500 F - 770-05-74.

locations meublées Demande

Paris

INTERNATIONAL HOUSE ch. STUDIOS, 2 à [illegible] PIECES pour CADRES SUPERIEURS MEDECINS, DIPLOMATES. LOYER GARANTI - [illegible]

CHERCHONS APPTS DE STDG pour LOCATIONS 1 à [illegible] OU PLUS. SERIEUSES REFERENCES OFFERTES. **PARIS PROMO, 325-28-77**

locations non meublées Offre

Paris

16° 7, RUE LALO - 5° étage 4 p. refait neuf, 92 m2, tél., tt cft, imm., 2.600 F + ch. Visite mardi de 14 h. à 16 h. **COURTOIS** 266-40-76 266-40-77

Av. Stéphane-Mallarmé. B. imm. bourg., 5 p., 120 m2, moquette, cuis. équipée, reprise justifiée. 3.500 F + ch. Tél. : 755-76-43.

CHAMP-de-MARS. Gd standing, chambres serv., s. bains, wc. STUDIOS et appartem. jusqu'à 5 P. + parkings, depuis 700 F + 15 % de charges. M.G.N. - EUR. 75-02.

16° 4, rue MICHEL-ANGE Beau 5 pièces, stand., tél., chbre de serv., gar. 1er ét. 3.400 + charg. [illegible] de 14 h à 16 h. **COURTOIS** 266-40-76 266-40-77

9° RESID. PRES TRUDAINE BEL APPT 5/6 P., ENTIER. REF. NEUF. Imm. standing. [illegible] PROF. LIBER. TEL. 3.200 F - 373-04-52

17°. Bd MALESHERBES. Grand STUDIO lux., cuis. équ., TEL., bains, penderie. NEUF. TRES CALME, 1.000 F - 555-60-56.

Région parisienne

ORSAY R.E.R. Dans parc Neufs [illegible] et [illegible] confort, tél., [illegible] - ALM. 13-72.

locations non meublées Demande

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavillons ttes banl. Loy. garanti 4.000 F maxi. 283-57-02.

Immobilier (information)

LOCATIONS [illegible] AGENCE OFFICE DE[illegible]TAIRES 18, r. la Michodière, M° Opéra. Seuls frais : 300 F. - 742-78-93.

bureaux

PORTE MONTMARTRE Imm. neuf, 275 m2, [illegible] équip., 9 lignes [illegible] interphone, moquette. [illegible] 1er mars 1977. Bail restant à courir 6 a[illegible] lité reprise totale [illegible] mobilier. Métro : Porte de Clignancourt, Saint-Ouen et Jules-Joffrin. Téléphone : 255-13-47, poste 42.

1 à 28 BU[illegible] Ts [illegible] pas-de-porte. AGENCE MAILLOT : 293-45-55.

8° - SAINT-AUGUSTIN A LOUER [illegible] immeuble gd standing **BUREAUX** Climatisation Parkings - Tél. **293-62-52**

8° FRIEDLAND **350 M²** 12 bureaux + [illegible], [illegible] installation [illegible] Loyer 145.[illegible] F par an + ch. Imm. anc. Gd stand. 567-22-88.

viagers

CANNES - [illegible] Libre liv., chbre, stdg. Comptant [illegible] F, [illegible] 2.250 F mensuel, sur 2 têtes, 68 et [illegible] RONCEY, 9, RUE CHANEZ, Paris-16°. — Téléph. : 520-26-19.

Rech. viager occupé ou libre **F. CRUZ** 8, rue La Boétie 266-19-00 [illegible] indexée, toutes garanties. [illegible] gratuite, discrète.

Vendez aux meill. conditions **FONCIAL** 36 ans d'expérience Expertise gratuite 19, [illegible] Malesherbes - 266-32-35

domaines

REGION ROYAN : propr. expl. [illegible] dans 5 a.), vend 30 ha, excell. terres irrigables, libres dans 5 ans avec 30 ha en plus. PROMOTEL S.A., « le Sellery », LA CLISSE - 17600 SAUJON. Tél. : (46) 93-28-08 - 93-28-01.

propriétés

G. D. 102, Champs-Elysées cherche pour clients français [illegible] étrangers : propriétés, [illegible] fermes, usines ou [illegible] fonds de commerces importants. Tél. : 359-01-37.

terrains

Part. [illegible] Part., 20 km. PERPIGNAN, entre mer et montagne, 8 ha terrain boisé, 2 lots CU. Vue. Prix 5 F le m2 DESNOS, 66300 Villemolaque. (68) 59-32-31.

VOUS CHERCHEZ UN APPARTEMENT ?

INFORMATION LOGEMENT

525 25 25

Un [illegible] 10.000 appartements et pavillons neufs à l'achat. Un service entièrement gratuit

Centre Etoile 49, avenue Kléber, 75116 Paris 525.25.25

Centre Nation 45, Cours de Vincennes, 75020 [illegible] 371.11.74

Centre Maine 210, avenue du Maine, 75014 Paris [illegible]

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Service des Domaines
[illegible]
17, [illegible] Scribe, PARIS (9°)

VENTES AUX ENCHÈRES

— Mardi [illegible] janvier - [illegible] h. 30
APP. PHOTOS - CAMERAS APP. [illegible] PROJECTION

— [illegible]redi 19 janvier - 14 h. [illegible]
BIJOUX OR

— Jeudi 20 janv. - 9 h. 30 et 14 h.
VEHICULES : [illegible] françaises et étrangères
MOTOS - CYCLOMOTEURS

— Lundi [illegible] janvier - 10 h. [illegible] 14 h.
VEHICULES - [illegible]
OUTILLAGE

— Mardi 25 janvier - 14 h. 30
TRANSISTORS - TELEVISEURS ELECTROPHONES - MAGNETOPHONES - DISQUES

— [illegible] janvier - 14 h.
VEDETTE [illegible] 100 [illegible]
MACH.-OUT. - ORDINATEUR HONEYWELL BULL - MAT. IMPRIMERIE

Pour [illegible] renseignements [illegible] ces [illegible] adressez-vous au S.C.P., 17, rue Scribe, [illegible] PARIS CEDEX [illegible] (tél. : 742-42-80, p. 204).

Vente [illegible], au Pal. Just. Evry (91), rue des [illegible], le 18 j[illegible] à 14 h.

PAVILLON au PLESSIS-TRÉVISE (94) 15, avenue de la Dame-Blanche et av. du Prophète. Surface 503 m2 Sur vide sanitaire ; 2 pièces, salle de bains, cuisine, wc, [illegible] jardin et [illegible]
MISE [illegible] PRIX : 30.000 FRANCS
Consignat. [illegible] rens.
M° BECAM, Jean-Marie, avocat à Evry (91), 077-15-94.

[illegible] Salle [illegible] Notaires, rue [illegible] la [illegible] 30-32, 1000 BRUXELLES, Etude du notaire André SCHEYVEN, 8, rue du Moniteur, 1000 [illegible]UXELLES, tél. 02/219.11.14. Le not. SCHEYVEN adjugera définitivement par suite de surenchère en la salle I des Ventes par Notaires, 30-32, rue la Montagne à BRUXELLES, le mercredi 19 janvier 1977, à 15 h.

VILLE DE BRUXELLES
PROPRIÉTÉ COMMERCIALE
« [illegible] »
sise rue des Pierres, 15-23, [illegible] Anspach, 114-116, et rue [illegible] la Chauf-[illegible] - Superficie 16 A. [illegible] Le mobilier [illegible] le [illegible] d'exploi-[illegible] sont compris [illegible] la [illegible]
Mise à prix : 35.250.000 FB
[illegible] biens [illegible] d'occupation. VISITES : [illegible] 14 h. à [illegible] h. Renseignements [illegible] l'Etude.

[illegible] - [illegible]
Place du Châtelet
le 18 janvier 1977, à 14 h. 30
PAVILLON sis au RAINCY (93)
70, allée [illegible] Montfermeil
Comprenant : [illegible] - [illegible] perdu [illegible] en tuiles - Confort - Jardin - Garage
Contenance totale : 357 m2 environ
MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
Consignation : 10.000 F - [illegible] : appeler le [illegible]
Etude E.S. et Denis de LA MARNIERRE, [illegible] associés au RAINCY. [illegible]

Cabinet [illegible] ARDERA, [illegible]onne, 9, rue [illegible] Gouverneurs
VENTE sur li[illegible] au [illegible] de [illegible] Instance à BAYONNE, le lundi [illegible] janvier 1977, à 14 heures, EN UN LOT
Fonds de commerce de SANATORIUM et CENTRE DE PNEUMOLOGIE avec bâtiments d'exploitation et [illegible] (5.753 m2)
SANATORIUM LANDOUZY
à CAMBO-LES-BAINS
LIBRE A LA VENTE
MISE A PRIX : 1.400.000 FRANCS
(5/14 pour immeubles, 9/14 pour fonds)
Avec faculté de [illegible] de [illegible] fois un quart, le matériel et le mobilier d'exploitation étant payables en sus du prix d'adjudication ainsi que des [illegible] de marchandises [illegible] de pharmacie.
VISITES : [illegible]ndredi de 16 h. 30 à 18 h.

V[illegible] au Palais [illegible] à Paris, le [illegible] 27 janvier 1977, à [illegible] heures
UN APPARTEMENT sis à PARIS (14°)
au 5° étage de l'immeuble
97, avenue Denfert-Rochereau et 116, boulevard Arago
Comprenant : entrée, 2 dégagements, cuisine, [illegible] à manger, 3 [illegible] salle [illegible] bains, débarras, w.-c. [illegible]
Mise à prix : 300.000 francs
S'adresser à M° P.-J. REGNAULT, avocat, 43, [illegible] de Courcelles, 75008 Paris, tél. 227-42-71 et 924-33-37 ; et à tous [illegible] près [illegible] Tribunaux [illegible] Instance de Paris, Bobigny, [illegible] et [illegible].

Vente par adjudication à l'Hôtel de Ville de VERSAILLES (Yvelines), avenue de Paris (Salle Marcel-Denis), par le ministère de M°s BEKELYNCK et CAUSSANEL, notaires associés à VERSAILLES, 10, place Hoche, le lundi [illegible] janvier 1977, à 11 heures, d'UNE
PARCELLE DE TERRAIN A BATIR
située en plein centre de VERSAILLES
22, avenue [illegible] Saint-Cloud et avenue de l'Europe, sans numéro, à l'angle [illegible] deux [illegible] superficie de [illegible] m2, [illegible] sur [illegible] cour commune
Mise à prix : 485.000 francs
Consignation pour enchérir : 60.000 Francs
S'adresser pour tous rens. à la Mairie de VERSAILLES, Service [illegible] Communal (tél. [illegible] 205) ; pour [illegible] le [illegible] M°s BEKELYNCK et CAUSSANEL, 10, place [illegible] à Versailles, tél. 950-00-72.

Vente au Palais [illegible] Justice [illegible] Paris, le jeudi [illegible] à 14 heures
EN TROIS [illegible] FACULTE DE [illegible]
1, rue Séguier
A PARIS (6°) et 33, [illegible] Grands-Augustins
1) BOUTIQUE, ARRIÈRE-BOUTIQUE et CAVE
MISE A PRIX : 220.000 FRANCS
2) APPARTEMENT AU PREMIER ETAGE
MISE A PRIX : 450.000 [illegible]
[illegible] CHAMBRE au 6° [illegible] - MISE [illegible] PRIX : [illegible]
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
[illegible] à M° Bernard de SARIAC, avocat à Paris, 70, avenue Marceau ; M° FERRARI, syndic à Paris, 85, rue de Rivoli.

LOCATION DES CHASSES COMMUNALES D'A[illegible]C-EN-BARROIS (Haute-M.), le [illegible]edi 29 janvier 1977, à 15 h., à la Mairie [illegible]ARC-EN-BARROIS aura lieu l'ADJUDICATION DU DROIT DE CHASSE [illegible] TIR SUR [illegible] LOTS FORESTIERS dépendant des
forêts comm. d'Arc-en-Barrois et d'Aubepierre-sur-Aube
1er lot : L'HOMME MORT (AUBEPIERRE), 407 ha
Mise à prix : 70.000 francs
2° lot : LE VAL MIOT et CHAMP MAÇON (AUBEPIERRE), 549 ha
MISE A PRIX : 45.000 FRANCS
[illegible] lot : Les Aquêts et les Vieux Communaux [illegible] (Aubepierre et Arc-en-Barrois) - 181 HA. - MISE A PRIX : [illegible] F.
4° lot : La Combe à Tenise [illegible]pierre) - 138 HA.
MISE A PRIX : 10.000 FRANCS
Durée des baux [illegible] ans, avec droit [illegible] préemption [illegible] renouvellement de 12 [illegible] années - Loyer révisab[illegible] tous les [illegible] ans
Caution [illegible] certificateur de caution solvables
Pour tous rens. et pour prendre connaissance du cahier des charges [illegible] conditions générales et particulières [illegible] l'adjudication, s'adresser à la Mairie.

RÉGION PARISIENNE

LES CHANTIERS DE L'ANNÉE

« A moins qu'il n'y ait d'autres interventions extérieures » (M. de la Malène).

LES HALLES VERS LEUR VITESSE DE CROISIÈRE?

SI l'année 1974 [redacted] remise [redacted] l'aménagement du [redacted] (au [redacted] d'août, le président [redacted] République [redacted] suppression du [redacted] de [redacted] international qui devait être [redacted] à [redacted] emplacement pour le remplacer par [redacted] espace vert), l'année 1977 sera [redacted] l'arrivée du R.E.R. au cœur [redacted] Paris, [redacted] pièces maîtresses de l'opération de rénovation. Autre [redacted] pour [redacted] habitants [redacted] ce quartier bouleversé par [redacted] gigantesques qui s'y déroulent, [redacted] square [redacted] restaurée [redacted] à leur disposition [redacted] la fin du mois [redacted] mars 1977.

La rénovation du carreau [redacted] Halles continue. « [redacted] *être terminée en 1981,* [redacted] « [redacted] » [redacted] *définitivement entre* [redacted] *Les* [redacted] *pour le jardin de 6 hectares entre* [redacted] *bourse de commerce* [redacted] *rue Pierre-Lescot pourront alors* [redacted] », affirme M. [redacted] lène, rapporteur général [redacted] budget de la [redacted] président [redacted] la SEMAH [redacted] mixte pour l'aménagement [redacted] Halles). [redacted] responsable [redacted] l'opération [redacted] projetée. Après [redacted] mois [redacted] tergiversations, [redacted] querelles architecturales voulues ou incontrôlées, [redacted] du [redacted] Paris, l'aménagement [redacted] a-t-il [redacted] trouvé [redacted] de croisière ? « *Certainement. A moins qu'il* [redacted] *d'au-*[redacted] », [redacted] M. [redacted] La [redacted] Toujours [redacted] que le volumineux dossier [redacted] figurera en bonne place [redacted] du futur maire [redacted] Paris. [redacted] SEMAH [redacted] répartissent ainsi : [redacted] % Ville [redacted] Paris, [redacted] Etat, [redacted] % Caisse [redacted] dépôts [redacted] consignations, [redacted] 10 % banques nationales [redacted] sociétés [redacted]

Que va trouver le maire à dix [redacted] de [redacted] ? Le plan [redacted] surface [redacted] collège [redacted] composé [redacted] Henry Bernard, [redacted] Bofill, [redacted] La Tour d'Auvergne privilégie [redacted] jardin qui [redacted] 6 hectares, [redacted] prolongera [redacted] le [redacted] Innocents [redacted] les rues piétonnes du quartier. [redacted] un [redacted] de 11 [redacted] promeneurs. Par ailleurs, 22 000 mètres [redacted] d'équipements [redacted] sportifs [redacted] périmètre [redacted] zone [redacted] rénovation [redacted] à sa périphérie.

[redacted] long [redacted] Saint-Eustache, entièrement dégagée, [redacted] jardin permettra [redacted] piétons de [redacted] rendre sur [redacted] deux places [redacted] et Berger, ainsi que dans le bâtiment [redacted] rue [redacted] Au centre, un grand [redacted] fontaines. [redacted] ce [redacted] transparent, [redacted] place publique, une piscine, une bibliothèque, [redacted] discothèque [redacted] un [redacted] téléphonique [redacted] la construction [redacted] en [redacted]

Cacher Beaubourg

De [redacted] et [redacted] du jardin, [redacted] la même [redacted] que [redacted] du quartier [redacted] sur [redacted] petites places [redacted] d'arcades, dans [redacted] débouchent [redacted] rues [redacted] Rambuteau. Dans le [redacted] rue Rambuteau [redacted] trouveront [redacted] logements, une [redacted] boutiques. Dans le [redacted] rue Berger viendront s'installer un hôtel, [redacted] restaurants [redacted] d'exposition.

Un [redacted] bâtiment [redacted] le jardin rue Pierre-Lescot. [redacted] « *afin* [redacted] *cacher Beaubourg* ». [redacted] qui [redacted] donné [redacted] plus [redacted] soucis aux [redacted] car il est situé à la limite de deux opérations [redacted] conception radicalement [redacted] rente. Classique pour [redacted] résolument moderne [redacted] bourg. [redacted] grande halle [redacted] à la fois sur le jardin [redacted] sur la rue Pierre-Lescot.

Le permis [redacted] construire [redacted] être déposé par [redacted] SEMAH à la fin du mois [redacted] décembre. Il [redacted] l'a [redacted] « *Nous* [redacted] *un permis* [redacted] *construire* [redacted] *premier trimestre 1977* », [redacted] aujourd'hui [redacted] Société d'économie mixte. En fait, [redacted] difficulté provient du [redacted] SEMAH ne [redacted] pas s'engager [redacted] opération [redacted] qu'elle n'aura [redacted] trouvé [redacted] ce bâtiment. « *Il* [redacted] *pratiquement acquis* [redacted] *future préfecture* [redacted] *s'y* [redacted] *Les négociations* [redacted] *plus longues* [redacted] *FR 3* », [redacted] effet, la [redacted] chaîne [redacted] venir aux Halles. Mais elle [redacted] devant [redacted] installation.

Le forum [redacted] commerce [redacted] loisirs [redacted] m2), [redacted] SERETE-America-Gevaert, est situé [redacted] aux [redacted] Pierre-Lescot et [redacted] jardin. Il [redacted] la ligne [redacted] du R.E.R., localisée [redacted] mètres [redacted] profondeur. Il [redacted] à [redacted] libre et comprendra quatre [redacted] souterrains [redacted] un aménagement [redacted] surface. Les [redacted] circuleront à [redacted] niveaux par l'intermédiaire [redacted] rues piétonnes [redacted] par [redacted] boutiques, des [redacted] des [redacted] Son [redacted] pourrait intervenir [redacted] l'année 1979.

Les commerçants du forum

Le [redacted] s'élèvera, selon la SEMAH, à [redacted] millions [redacted] (valeur 1974, c'est-à-dire [redacted] où [redacted] cause). [redacted] total [redacted] millions, dont 150 [redacted] subventions [redacted] 250 millions pour [redacted] construction [redacted] souterraine [redacted] piétonnier. Les élus communistes [redacted] critiqué ce bilan. M. [redacted] Gajer [redacted] : « [redacted] *pour* [redacted] *compte du privé* [redacted] *ne* [redacted] *fait* [redacted] *payer* [redacted] *équipements réalisés* [redacted] *estimons pour l'opé-*[redacted] *à* [redacted] *millions.* » (*Le* [redacted] du [redacted] novembre.) La SEMAH répliquait : « [redacted] *surprenante :* [redacted] *commerçants* [redacted] *forum qu'il appartient* [redacted] *payer* [redacted] *publiques souterraines* [redacted] *la moitié du jardin* [redacted] *clair,* [redacted] *démonstration, généra-*[redacted] *les villes,* [redacted] *à privatiser la quasi-totalité* [redacted] *rues.* » La SEMAH concluait : « *Cela* [redacted] *à faire* [redacted] *les* [redacted] *moitié* [redacted] *l'aménagement* [redacted] *jardins publics.* »

[redacted] la facture [redacted] promoteurs [redacted] édifier [redacted] centre français [redacted] dont le permis de construire avait [redacted] mars [redacted] Les [redacted] même [redacted] gouvernement a [redacted] réserver sur [redacted] budget 1977 [redacted] « [redacted] » de [redacted] dédommager les promoteurs. Un premier acompte.

JEAN PERRIN.

BON POUR LE SERVICE

Un certain nombre d'équipements seront mis en service [redacted] la région d'Ile-de-France [redacted] cours de l'année 1977.

■ TRANSPORTS EN [redacted]MUN

R.A.T.P. : [redacted] tronçon central Auber-Nation du [redacted] régional [redacted] prolongement [redacted] la ligne de [redacted] de Luxembourg à Châtelet, [redacted] ront inaugurés, [redacted] que [redacted] desserte [redacted] premier [redacted] ville nouvelle [redacted] Marne-la-Vallée.

S.N.C.F. : [redacted] sur la ligne Massy - [redacted] - Pont [redacted] Rungis (Essonne).

■ VOIES RAPIDES [redacted] AUTOROUTES

Le dernier tronçon Pierrelaye - Cergy-Pontoise de l'autoroute A 15 (Paris-Pontoise) [redacted] La [redacted] la ville nouvelle [redacted] en [redacted] Cergy-Pontoise sera directement [redacted] La [redacted] l'A 15 [redacted] A [redacted]

La [redacted] boulevard circulaire [redacted] La Défense [redacted] la rocade A 86 [redacted]

La [redacted] l'aéroport Roissy-Charles-de Gaulle [redacted] améliorée.

■ EQUIPEMENTS SCOLAIRES

[redacted] mille huit [redacted] places [redacted] collège d'enseignement [redacted] d'éducation spécialisée [redacted] place dans [redacted] premier cycle.

Dans [redacted] second cycle, [redacted] lycée [redacted] (Seine-et-Marne), [redacted] ville [redacted] velle [redacted] Melun-Sénart, [redacted] vrira ses portes, ainsi que, [redacted] le même département, [redacted] d'Avon [redacted] Congis.

Dans l'Essonne, [redacted] scolaire [redacted] Bures-les-Ulis en[redacted] service ; dans [redacted] Val-de-Marne, [redacted] Villejuif [redacted]

■ BASES DE PLEIN [redacted] ET DE LOISIRS

Des équipements supplémentaires [redacted] au public [redacted] Buthiers, d'Etampes, [redacted] Jablines, [redacted] Saint-Quentin-en-Yvelines [redacted] Cergy-Pontoise.

■ ESPACES VERTS

[redacted] bois [redacted] Bréviandes [redacted] proximité [redacted] Melun-Sénart), [redacted] de [redacted] (Val-de-Marne), la forêt de Ferrières (à proximité [redacted] Marne-la-Vallée) [redacted] public ou équipés.

■ EQUIPEMENTS CULTURELS

[redacted] national d'art [redacted] de culture Georges-Pompidou sera inauguré, [redacted] maison [redacted] culture [redacted] Nanterre [redacted] de-Seine) entrera en service, [redacted] la Renaissance à [redacted] (Val-d'Oise) [redacted] la préhistoire [redacted] Nemours (Seine-et-Marne).

« Ce sera le « Racing » de l'est » (le général [redacted] Gaulle).
« Je ne veux plus rien promettre » (M. Roland Nungesser).

LE PARC DU TREMBLAY QUINZE ANS APRÈS...

LE parc [redacted] sports et de loisirs du Tremblay (Val-de-Marne) ouvrira [redacted] portes au printemps prochain après [redacted] que [redacted] Nungesser, député R.P.R., maire [redacted] Nogent-sur-[redacted] et président du syndicat interdépartemental du parc des sports du Tremblay, appelle [redacted] « *invrai-*[redacted] *d'obstacles* ».

L'idée [redacted] du Tremblay est [redacted] olympiques [redacted] Paris [redacted] 1972... qui n'ont jamais [redacted] lieu.

[redacted] 1961, [redacted] gouvernement [redacted] construire [redacted] de [redacted] mille places [redacted] le [redacted] Vincennes pour pouvoir poser la candidature [redacted] capitale à l'organisation [redacted] ces Jeux. André Malraux, [redacted] ministre [redacted] culturelles, s'op[redacted] projet qui [redacted] disparaître dix mille [redacted] M. Roland Nungesser rattrape la [redacted] au bond [redacted] propose que [redacted] principales [redacted] olympiques soient [redacted] l'hippodrome du Tremblay, situé quelques kilomètres plus à l'est [redacted] Champigny. Le champ de [redacted] n'attire [redacted] plus [redacted] quatre mille spectateurs au cours [redacted] trente-huit [redacted] annuelles. Un [redacted] et [redacted] kilomètres de Notre-Dame : [redacted] vrai gaspillage.

[redacted] Jeux olympiques capote, mais [redacted] du parc [redacted] que [redacted] général de [redacted] fait sienne [redacted] que [redacted] « *Racing* » [redacted] *l'est* ». Puisque [redacted] Ville [redacted] riche, le général [redacted] préfet [redacted] la Seine, M. [redacted] lui [redacted] le *maximum* de l'effort financier qui [redacted] à 100 *millions* [redacted] francs. [redacted] l'unanimité, [redacted] de Paris approuve, [redacted] 24 [redacted] 1965, le [redacted] préfectoral, qui prévoit [redacted] participation [redacted] 50 % pour [redacted] Ville, de 30 % pour l'Etat [redacted] 20 % pour [redacted] district de la région parsienne.

Le projet [redacted] ambitieux. Conçu pour accueillir, [redacted] dimanche et jours [redacted] vingt mille visiteurs, il [redacted] offrir [redacted] les sports [redacted] « *Ici,* [redacted] *pourra faire du cheval,* [redacted] *tennis,* [redacted] *nager* [redacted] *piscine* », annoncent [redacted] inventeurs, qui prévoyaient un club hippique [redacted] cent quatre-vingts chevaux, quatre stands [redacted] tir [redacted] l'arc, quarante-cinq [redacted] de tennis, un [redacted] de natation comportant sept bassins et une plage, une patinoire, un club central [redacted] foyer, salon, discothèque [redacted] trois [redacted] télévision, un cinéma, un bar, un bowling, un [redacted] de [redacted] places, un jardin d'enfants, un centre [redacted] complet [redacted] de football.

Le « nouveau »

En [redacted] l'hippodrome est racheté pour [redacted] millions [redacted] francs [redacted] la [redacted] sports [redacted] France. Un [redacted] plus tard, [redacted] premiers travaux de terrassement sont lancés [redacted] les ennuis commencent. En effet, malgré [redacted] efforts des préfets [redacted] cessifs, MM. Doublet [redacted] Diebolt, [redacted] Conseil [redacted] Paris [redacted] à remettre en cause sa participation. L'addition lui semble trop élevée, la rentabilité peu [redacted] Par ailleurs, la création en 1966 [redacted] départements de la région parisienne [redacted] placé le Tremblay [redacted] Val-de-Marne, et [redacted] élus [redacted] la capitale [redacted] chignent à investir dans un équipement qu'ils disent être [redacted] aux banlieusards. Sans oublier [redacted] le percement [redacted] boulevard périphérique [redacted] contraints de reconstruire [redacted] prix fort [redacted] Parc [redacted] Prin-[redacted] Paris ne veut plus du Tremblay.

Les boules

1971 *voit l'arrêt* [redacted] *travaux* et 1972, l'enterrement officiel du grand projet. L'ouvrage [redacted] à [redacted] remis [redacted] le métier. Il en sort un pro[redacted] nettement moins ambitieux dont la réalisation [redacted] débuté [redacted]

Le « [redacted] » Tremblay comporte [redacted] dix terrains [redacted] grands jeux (rugby, football), cinq pistes d'athlétisme dont l'une atteindra 400 mètres, dix-sept courts [redacted] tennis. [redacted] plaine [redacted] recevra une rivière-pataugeoire, un plan d'eau pour les mo[redacted] réduits, une [redacted] pêche [redacted] une [redacted] lacustre. Viendront s'y ajouter un [redacted] de verdure [redacted] un circuit [redacted] conduite automobile pour [redacted] enfants. Dans [redacted] clairières qui seront aménagées, il sera [redacted] de tirer [redacted] l'arc ou [redacted] jouer aux boules.

M. Roland Nungesser, qui [redacted] succédé, en 1975, [redacted] Pierre Dangles, conseiller R.P.R. [redacted] Paris, [redacted] du syndicat intercommunal [redacted] vient [redacted] proposer [redacted] rajouter [redacted] programme une [redacted] cyclable [redacted] 4 150 mètres et une piste cavalière [redacted] un [redacted] hippique [redacted] chevaux. [redacted] seraient totalement [redacted] par des talus [redacted] passerelles. Le [redacted] première tranche de travaux est évalué [redacted] 72 millions [redacted] francs. Enfin, [redacted] clés [redacted] financement ont [redacted] notablement modifiées. [redacted] % [redacted] dépenses, [redacted] région d'Ile-de-France, [redacted] %, [redacted] département du Val-de-Marne, 10 % [redacted] l'Etat, [redacted] %.

Du printemps 1977 [redacted] la [redacted] l'année 1978, [redacted] installations [redacted] progressivement [redacted] au public. Cinq terrains [redacted] sont d'ores [redacted] déjà achevés [redacted] nés. La deuxième tranche [redacted] essentiellement aux [redacted] d'arbres [redacted] l'équipement [redacted] centrale devrait démarrer [redacted] Le parc du Tremblay sera-t-il [redacted] 1980 ? « *Je* [redacted] *veux* [redacted] *rien promettre*, répond M. Nungesser. [redacted] *avons eu tellement* [redacted] *déconvenues pour réaliser cette* [redacted] *loisirs, pourtant indispensable,* [redacted] *refuse désormais* [redacted] *un* [redacted] *tic...* »

ALAIN FAUJAS.

« CONSERVER LA QUALITÉ ARCHITECTURALE DU VIEUX BOURG »

Marly-le-Roi refuse de s'endormir

Marly-le-Roi (Yvelines) a [redacted] de réhabiliter [redacted] la décision de [redacted] villes [redacted] banlieue lasses [redacted] lement [redacted] dortoir de Paris.

L[redacted] de Marly commence voici quinze siècles ; la ville, [redacted] « [redacted] », [redacted] quelques [redacted] Celtes, puis, [redacted] une [redacted] Marly grandit [redacted] : *le Marly du* [redacted] du bas. [redacted] son [redacted] dans [redacted] pierres, commence [redacted] XIV, qui y fit construire un château, bientôt suivi par [redacted] officiers et... son jardinier. [redacted] les temps modernes avec [redacted] cortège [redacted] béton, [redacted] vit « [redacted] » [redacted] supplémentaires : [redacted] et [redacted] Grandes-Terres. La ville [redacted] une [redacted]

En 1973, la [redacted] équipe municipale [redacted] fit procéder [redacted] une [redacted] la ville, étude [redacted] par [redacted] : il n'y a [redacted] Marly un, [redacted] ; [redacted] habitants unanimes souhaitent [redacted] *préserver* [redacted] vieux bourg, rongé [redacted]

[redacted] Marly ne voulait être ni une cité-dortoir ni une ville-musée où [redacted] monuments seraient [redacted] une [redacted] historique. [redacted] d'entreprendre une [redacted] protégerait le passé en [redacted] renaître l'animation économique [redacted] culturelle. « [redacted] *voulu,* explique M. Philippe Catillon, adjoint au [redacted] et chargé [redacted] l'opération, *répondre* [redacted] : *rénover* [redacted] *(en équipant* [redacted] *logements* [redacted] *confort), développer l'animation (en implantant* [redacted] *équipements publics* [redacted] *commerces),* [redacted] *qualité* [redacted] *bourg (en* [redacted] *règles* [redacted] *technique)* [redacted] *de* [redacted] *population (en* [redacted] »

L'équipe municipale, aidée par un [redacted] par la direction départementale [redacted] l'équipement, M. Daniel Kahane, [redacted] au point un projet pour lequel *rien* [redacted] se [redacted] multipliées, la participation [redacted] organisée, l'aide [redacted] l'Etat [redacted]

Nouveau visage

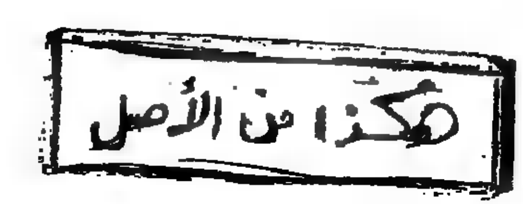
L'avant-projet publié [redacted] 1973 [redacted] remis en cause au cours d'une première [redacted] réunion publique. Les [redacted] proposèrent [redacted] habi[redacted] constituer avec eux une [redacted] extra-municipale qui [redacted] réunit [redacted] en pour [redacted] tir [redacted] un projet [redacted] : une [redacted] nouvelle [redacted] la municipalité [redacted] supprimée, un équipement culturel subit le même sort, [redacted] du [redacted] personnes [redacted] modifiée, le [redacted] de places de [redacted] réduit, la zone piétonne [redacted] L'architecte organisa également [redacted] une permanence hebdomadaire [redacted] mairie.

[redacted] un [redacted] projet [redacted] s'il [redacted] pas [redacted] « [redacted] *avons* [redacted] *l'Agence* [redacted] *pour l'amélioration de l'habitat (ANAH),* dit M. Catillon. *L'agence* [redacted] *projets* [redacted] *rénovation* [redacted] *propriétaires n'en profitent* [redacted] *augmenter les loyers* [redacted] *façon spectaculaire.* [redacted] *complétée* [redacted] *municipalité : un* [redacted] *qui peuplent* [redacted] *quatre* [redacted] *logements ne* [redacted] *un loyer majoré* [redacted] *« social », [redacted] avons donc* [redacted] *de* [redacted] *une* [redacted] *municipale.* » [redacted] aux propriétaires, une [redacted] sur [redacted] a permis [redacted] démontrer que l'augmentation [redacted] loyers ajoutée [redacted] l'aide de l'ANAH permettrait [redacted] financer les travaux [redacted] trop [redacted] difficultés. L'opération coûte [redacted] néanmoins à la commune quelque 700 000 F [redacted] an. Les élus espèrent également obtenir un prêt du Fonds d'aménagement urbain. [redacted] cours [redacted] dix prochaines années, Marly [redacted] progressivement revêtir son ancien... [redacted] nouveau visage.

[redacted] subsiste : l'opération [redacted] pourra réellement [redacted] réussie que si le vieux centre-ville [redacted] transforme aussi en lieu d'animation. « *Or,* souligne M. Catillon, [redacted] *des pouvoirs publics* [redacted] *aux logements.* [redacted] *commerces* [redacted] *peuvent en* [redacted] *recherchons* [redacted] *commer-*[redacted] *une solution* [redacted] *problème.* »

L'effort [redacted] Marly [redacted] de longue haleine : il [redacted] tout cas la [redacted] ces agglomérations, qui, ne [redacted] plus [redacted] banlieues, [redacted] d'être [redacted] en [redacted] leur centre-ville.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.



ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Corse

Élus et autonomistes condamnent ensemble le recours à la violence

Dans son message de Noël, Mgr Jean-Charles Thomas, évêque [redacted]Ajaccio, écrivait : « [redacted] *correcte nous semble résider dans la prise de contact directe entre* [redacted] *opposants afin* [redacted] *un face* [redacted] *face sinon un dialogue.* » Cet appel a-t-il été entendu ? Les cinq parlementaires de l'île (1), auxquels s'étaient joint M. Xavier Colonna, maire (indépendant de gauche) de Calvi, se sont entretenus, le vendredi 7 janvier à Bastia, avec les dirigeants du mouvement auton[redacted] l'Association des patriotes corses (A.P.C.).

Au [redacted] de [redacted] rencontre — elle [redacted] demi-heure — qui a eu pour [redacted] une [redacted] salles du conseil général [redacted] la Haute-Corse, les deux parties ont examiné [redacted] certaines questions d'actualité. [redacted] sont convenus de la nécessité [redacted] un coup d'arrêt à la violence. Ils ont [redacted] que la mise [redacted] d'Edmond Simeoni permettrait d'apaiser [redacted] esprits. A [redacted] propos, la commission [redacted] des peines de la Santé examinera le cas du responsable autonomiste, le jeudi [redacted] janvier, [redacted] s'il y a lieu de le faire bénéficier d'une [redacted] de libération conditionnelle.

D'autres questions [redacted] été examinées lors de la [redacted] : [redacted] situation [redacted] l'emploi [redacted] l'île, [redacted] des jeunes et les [redacted] aux [redacted] expatriés [redacted] de revenir au pays.

Au moment de la grande consultation sur la réforme régionale qui précéda le référendum d'avril 1969, [redacted] parlementaires insulaires avaient rencontré à plusieurs reprises, au cours de [redacted] rondes », [redacted] de l'Action régionaliste corse (ARC), qui, comme le sigle l'indique, ne professaient encore que des idées régionalistes.

« La voie des urnes »

Aussi bref et superficiel qu'il ait été, le contact est désormais pris entre opposants, qui n'ont cessé, dans le passé, de s'éviter [redacted] s'interpeller, [redacted] et de se lancer des exclusives. D'un côté, les autonomistes [redacted] représentativité aux élus, les [redacted] poste par la [redacted] et de faire [redacted] jeu [redacted] pouvoir central. D'un autre [redacted], les élus, [redacted] du suffrage universel, affirmaient n'avoir de compte à [redacted] devant la population. Récemment, M. Etienne Riolacci, [redacted] région, avait estimé que la meilleure [redacted] pour départager les adversaires [redacted] « *la* [redacted] *étiquettes* [redacted] *sans alibi* ».

(1) [redacted] François Giacobbi, sénateur [redacted] gauche) [redacted] président [redacted] régional, et [redacted] Filippi, [redacted] démocratique). MM. Nicolas Alfonsi, député (radical [redacted] gauche), Jean-Paul [redacted] Serra, [redacted] (R.P.R.), et Jean Zuccarelli, député (radical de gauche.

TOURISME

CONFLIT A VAL-THORENS

Doit-il y avoir concurrence entre les moniteurs de ski ?

De notre correspondant

Grenoble. — [redacted] trente-cinq moniteurs de [redacted] ski « officielle » de Val-Thorens pourront désormais enseigner [redacted] sport sans concurrence. L'école internationale dite « parallèle », [redacted] 11 décembre 1976, [redacted] par des moniteurs indépendants formés [redacted] ski [redacted] d'alpinisme [redacted] Chamonix, [redacted] attachés, comme leurs confrères de [redacted] ski français (E.S.F., [redacted] au pull [redacted] et au pantalon bleu), à la [redacted] du travail et d'entreprise. Mais ces derniers [redacted] réagi vivement à l'installation [redacted] de [redacted] internationale. [redacted] ont fait grève pendant [redacted] jours et employé des « moyens [redacted] » afin de convaincre [redacted] rents [redacted] station ; au-[redacted] injures, [redacted] vexatoins [redacted] sortes, quelques [redacted] en [redacted] aux mains.

[redacted] l'origine, [redacted] responsables de [redacted] Val-Thorens (promoteurs, [redacted] mécaniques [redacted] mairie) [redacted] semblaient [redacted] avoir [redacted] d'un mauvais [redacted] école. « *L'E.S.F.* [redacted] *intouchable* [redacted] *toute-puissante* », estime un pro[redacted] Certains ont même réussi, comme [redacted] Flaine il y [redacted] trois ans, [redacted] créer une [redacted] parallè[redacted] d'autres ont échoué ; c'est le cas à Tignes, où les [redacted] moniteurs de l'E.S.F. ont [redacted] promoteurs.

Réunis [redacted] samedi 8 janvier, à la demande des moniteurs de l'Ecole de ski française, les « trois présidents » [redacted] de la [redacted] Val-Thorens, M. Joseph Fontanet, [redacted] Saint-Martin-de-Belle[redacted] président [redacted] Société d'équipement de la vallée [redacted] Belleville; M. Martin, président [redacted] niques, [redacted] M. Leblanc de Cernex, promoteur, ont [redacted] à reconnaître qu' « [redacted] *inopportun qu'existent deux écoles de ski dans un station de haute montagne* ». Selon M. Jospeh Fontanet, « *l'organisation de* [redacted] *une station suppose une* [redacted] *coordination entre* [redacted] *services.* [redacted] *assurer* [redacted] *à une multiplication* [redacted] *des* [redacted] *de ski* ».

Cependant, la municipali[redacted] de Saint-Martin-de-Belleville [redacted] la réunion [redacted] « présidents » [redacted] pu [redacted] qu'un avis « [redacted] rable » [redacted] l'implantation d'une [redacted] de ski [redacted] la [redacted]. En effet, depuis l'entrée en application [redacted] Mazeaud [redacted] sport, [redacted] texte législatif ne réglemente [redacted] de ski.

« [redacted] *dans l'illégalité* », dé[redacted] M. Edmond Denis, [redacted] leur de l'enseignement [redacted] ski, [redacted] par le secrétariat d'Etat [redacted] la jeunesse [redacted] sports [redacted] sur [redacted] problème. Les moni[redacted] de l'E.S.I., désavoués par les principaux responsables de [redacted] le [redacted] municipal, [redacted] certai[redacted]. L'Ecole [redacted] ski française restera [redacted] seule et la « vraie » école officielle.

CLAUDE FRANCILLON.

● [redacted] MANEGE DE VITTEL. Construit pour la préparation des cavaliers français en vue [redacted] olympiques de juillet 1976, [redacted] manège olympique de Vittel [redacted] d'être racheté par [redacted] Club Méditerranée, seul soumissionnaire [redacted] l'adjudication, [redacted] 7 janvier, [redacted] le montant s'est élevé [redacted] 1 575 000 F.

A PROPOS DE...

UNE ÉTUDE DE LA DATAR

L'avenir des petites villes

M. François Essig, délégué à l'aménagement du terri[redacted] et à l'action régionale, vient de présenter un rapport [redacted] d'études [redacted] d'aménagement de la [redacted] portant sur la situation et l'avenir des cinq cent trente-[redacted] petites villes [redacted] cinq mille [redacted] vingt mille habitants. Situation encourageante mais à surveiller.

Dans ces villes qui forment le fond de trame du tissu urbain français, la population [redacted] *1968* [redacted] *leurs* [redacted] *augmenté* [redacted] *1,2 %,* [redacted] *qu'il* [redacted] *accru que de* [redacted] *% dans* [redacted] *mérations.* [redacted] *cinq* [redacted] *enregistré* [redacted] *perte* [redacted] *population.* [redacted] *cinq* [redacted] *mille* [redacted] *qui* [redacted] *essentiellement à cause des difficultés industrielles qu'elles rencontrent, et* [redacted] *spécialement* [redacted] *Nord, la Lorraine* [redacted] *Vosges. Sur cinq* [redacted] *perdu* [redacted] *habitants, quatre* [redacted] *une* [redacted] *trielle.*

[redacted] *petites villes, en effet,* [redacted] *beaucoup* [redacted] *qu'ailleurs :* [redacted] *une proportion* [redacted] *35,9 %* [redacted] *population active est employée* [redacted] *secteur* [redacted] *France). De* [redacted] *la* [redacted] *industrie y est souvent* [redacted] *règle :* [redacted] *cinq* [redacted] *trente-trois* [redacted] *recensées, quarante et une* [redacted] *plusieurs* [redacted].

On note également une forte croissance [redacted] *activités de* [redacted] *ces petites* [redacted] *rations. Phénomène* [redacted] *la mesure où* [redacted] *beaucoup augmenté durant ces dernières années. Mais, expli*[redacted] *les* [redacted] « cette « [redacted] » [redacted] d'être remise en cause par [redacted] de plus [redacted] plus grande [redacted] villes [redacted] les [redacted], comme [redacted] montre, par exemple, [redacted] de plus en plus prépon[redacted] sur le milieu rural des [redacted] commerciaux [redacted] aux [redacted] grandes [redacted] ».

La [redacted] *encourageante,* [redacted] *fragile,* [redacted] *la* [redacted] *à l'aménagement* [redacted] *territoire.* [redacted] *de* [redacted] *politique des* [redacted] *M.* [redacted] « répond aux problèmes [redacted] par l'évolution présente [redacted] prévisible. De meil[redacted] à la population, [redacted] développement des [redacted] apportant une meilleure qualité [redacted] emplois — [redacted] majeurs de la politique des [redacted] de [redacted] — constituent des répon[redacted] aux besoins [redacted] petites villes [redacted] condition [redacted] réponses [redacted] adaptées, cas par cas, [redacted] situations locales particulières ».

★ « Les [redacted] Villes en France : [redacted] prospective », juin [redacted] Documentation française, [redacted] quai Voltaire, [redacted] Cedex [redacted]

Faits [redacted] projets

Circulation

Sur l'autoroute Metz-Nancy

LE GRAVILLON CONTRE LES EXCÈS DE VITESSE

Quatre-vingts [redacted] *à l'heure,* [redacted] *la* [redacted] *maximale à laquelle les automobilistes sont autorisés à rouler* [redacted] *A 31,* [redacted] *Nancy à Custine, sur 12 kilomètres. Ainsi en a décidé* [redacted] *préfet de* [redacted] *besoin de poster des gendarmes pour faire respecter cet arrêté. Les conducteurs se montrent d'une prudence exemplaire. On les comprend. Depuis six mois, sur cette portion d'autoroute dont le revêtement avait été refait, leurs pare-brise éclatent à qui mieux mieux, au-delà d'une certaine vitesse.*

Les ingénieurs de l'équipement se sont penchés sur ce phénomène. Diagnostic : ce sont les gravillons nouvellement déposés qui échappent à l'enduit chargé de les retenir. Or ces gravillons, selon les ingénieurs, sont d'une dureté exceptionnelle. Les meilleurs que l'on puisse trouver en France. Pourquoi sautent-ils à la tête des automobilistes ? On pense aux effets des premières gelées ou à une malfaçon. En tout cas, les ingénieurs n'ont pas trouvé de remède-miracle. Reste à balayer plus souvent la chaussée et à... limiter la vitesse. N'a-t-on pas trouvé par hasard, dans ce gravillon ennemi de la précipitation, le meilleur moyen de faire respecter, enfin, les limitations de vitesse ?

P.T.T.

DIX MILLE LETTRES DISPARUES A PARIS ?

Une plainte contre X... a été déposée à la suite de la disparition à Paris, aux mois de juin et d'octobre 1976, de dix mille [redacted] expédiées par le comité d'expansion du XIXe arrondissement [redacted] Paris (proche [redacted] R.P.R.) [redacted] de [redacted]. Le [redacted] d'Etat [redacted] P.T.T. a [redacted] en-quête.

Qualité [redacted] la [redacted]

HAUT-RHIN : contre le canal Rhin-Rhone.

[redacted] cent cinquante agriculteurs, surtout les maires de cinq communes du Haut-Rhin, ont marché dimanche 9 janvier sur le village d'Hagenbach.

Ils manifestaient ainsi leur soutien aux vingt écologistes qui, [redacted] quarante-huit heures, font une grève de la faim pour protester contre [redacted] projet de canal à grand gabarit Rhin-Rhône. M. Louis Uhlrich, [redacted] général, a lui [redacted] aux jeûneurs installés à Hagenbach. — *(Corresp.)*

LOIRE - ATLANTIQUE : « oui » au nucléaire.

[redacted] 33 [redacted] 9 [redacted] 2 nulles, le [redacted] gén[redacted] Loire-Atlantique [redacted] donné un avis favorable à la construction d'une centrale nucléaire dans le département, [redacted] le [redacted] du Pellerin.

Seize intervenants [redacted] pris la parole [redacted] cours [redacted] qui a duré plus [redacted] trois heures, [redacted] centaine d'opposants au projet ont manifesté dans le calme devant [redacted] grilles [redacted] préfecture.

VAUCLUSE : quarante associations fusionnent

Le département du Vaucluse ne comptait pas moins d'une quarantaine [redacted] ou d'associations écologiques. [redacted] départe[redacted] « Vie et [redacted] » [redacted] regroupement des mouvemen[redacted] écolo[redacted] résulte des multiples dangers que font courir à la région les projets et réalisations de centrales nucléaires, la pollution industrielle de l'air et des eaux, les ouvertures de nou[redacted] carrières au pied du [redacted] de tous ordres. — *(Corresp.)*

Transports

AVIONS EN GRÈVE

Pour protester [redacted] fermeture de la ligne Tokyo-Papeete-Lima [redacted] plus généralement [redacted] « *la politique* [redacted] » de la compagnie nationale, le Syndicat national des pilotes de ligne (S.N.P.L.) [redacted] Syndicat [redacted] des officiers-mécaniciens de l'aviation civile [redacted] ont convié [redacted] navigants [redacted] à une grève de vingt-quatre heures, le lundi 10 janvier. [redacted] manifestation était prévue, [redacted] lundi matin, dans l'aérogare [redacted] Roissy-en-France.

[redacted] part, pour protester [redacted] les pilo[redacted] compagnie régi[redacted] Alpes se sont mis [redacted] grève, [redacted] dredi 7 janvier, [redacted] l'appel du S.N.P.L. [redacted] négociations [redacted] la [redacted] n'ont [redacted] abouti. [redacted] du [redacted] personnel non gréviste.

Urbanisme

PERMIS MIEUX AFFICHÉS A PARIS

M. Bernard Lafay, pré[redacted] du Conseil de Paris, a commenté le samedi [redacted] janvier la circulaire [redacted] M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, adressée aux maires de toutes les communes de [redacted]nce pour leur demand[redacted] que le registre où seront consignées les demandes de permis de construire [redacted] ouvert au public.

Dans un communiqué, M. Lafay déclare : « *L'ouverture* [redacted] *registre dans les mairies est insuffisante. Il faut aboutir* [redacted] *un affichage accessible* [redacted] *public* [redacted] *de permis de construire, non seulement à la mairie, mais encore sur les lieux, à l'endroit où il est envisagé de construire, et sous une forme explicative et détaillée.* »

M. Lafay conclut : « *Demain,* [redacted] *de Paris pourra imposer l'affichage sur* [redacted] *demandes de permis de construire* [redacted] *également surveiller l'instruc*[redacted] *des* [redacted] *puisque* [redacted] *services préfectoraux qui* [redacted] *actuellement passeront sous son autorité.* »

L'ANNÉ

...est » (le général de G... ...» (M. Roland Nunge...

ONZE ANS APRÈS

enfants. Dans les ... ront aménagées, il ... tirer à l'arc ou de jouer ...

M. Roland Nungesser, ... cédé, en 1975, à M. ... conseiller R.P.R. de Pa... du syndicat intercommun... vient de proposer de ... programme une piste ... 4 150 mètres et une ... de 4 300 mètres pour ... que de trente chevaux ... seraient totalement séparés ... talus et des passerelles ... la première tranche ... évalué à 72 millions ... fin, les clés de finance... notablement modifiées ... 20 % des dépenses, ... de-France, 20 %, le ... Val-de-Marne, 10 % ...

Du printemps 1977 à ... née 1978, les installations ... seront progressivement ... public. Cinq terrains ... d'ores et déjà achevés ... nés. La deuxième tranche ... essentiellement aux ... bres et à l'équipement ... centrale devrait ... Le parc du Tremblay ... en 1980 ? « Je ne vous ... mettre, répond M. Nunge... avons eu tellement ... pour réaliser cette ... pourtant indispensable ... refuse désormais à ... »

ALAIN H...

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SOCIAL

Par solidarité avec les mineurs de Decazeville

LES MAIRES DE L'AVEYRON DÉCLENCHENT UNE GRÈVE ADMINISTRATIVE DE HUIT JOURS

([redacted] correspondant régional.)

Toulouse. — [redacted] cinquante édiles membres de l'Association départementale des maires [redacted] l'Aveyron, présidée [redacted] M. [redacted] Boscary-Monsservin, [redacted] républicain indépendant, ont [redacted] de [redacted]her une [redacted] jours, [redacted] partir [redacted] lundi 10 jan[redacted] témoigner leur soli[redacted] aux [redacted] du [redacted] minier [redacted] emploi par la fermeture progres[redacted] aciéries [redacted] considère, [redacted] effet, [redacted] gisements houillers [redacted] Decazeville et de [redacted] épuisés [redacted] 1982.

[redacted] mines ont commencé [redacted] des difficultés [redacted] mondiale. Mais [redacted] n'est qu'en 1960 [redacted] accepté [redacted] d'adaptation des Charbonnages, qui devait aboutir [redacted] la [redacted] fond [redacted] l'Aveyron. Plus [redacted] mille emplois ont [redacted] supprimés [redacted] 1962 [redacted] 1965, [redacted] mille [redacted] l'ont été [redacted] dernières [redacted]

Les [redacted] à Deca[redacted] répercussions [redacted] mine [redacted] : [redacted] Découverte, gisement [redacted] houille [redacted] ciel ouvert, aux installations modernes. [redacted] ce qui peut [redacted] défendu que M. Robert Fabre, président du [redacted] et maire [redacted] Villefranche-de-Rouergue (Aveyron), [redacted] à être [redacted] la République [redacted] le premier ministre. « [redacted] *d'audience n'ont aucun caractère politique*, a préc[redacted] M. Fabre. *En revanche*, [redacted] *refus en* [redacted]

OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS LE 14 JANVIER A L'E.G.F.

[redacted] l'exception [redacted] l'E.G.F. où [redacted] négociations sur l'évolution [redacted] en [redacted] 14 janvier, [redacted] S.N.C.F., où une première [redacted] est prévue le 20 janvier, aucune date d'ouverture [redacted] n'a [redacted] aux syndicats [redacted] entreprises [redacted] la fonction publique. [redacted] organisations [redacted] fonctionnaires ont [redacted] qu'elles [redacted] d'ici [redacted] fin du [redacted] une grève [redacted] un pre[redacted] préalable [redacted] pas proposé [redacted] semaine. Les rumeurs [redacted] grève [redacted] public [redacted] nationalisé — [redacted] s'il s'agit d'ac[redacted] et non pas [redacted] illimités — pourraient [redacted] transformer en consignes précises.

La menace [redacted] grève administrative [redacted] à la [redacted] syndicats médicaux français (C.S.M.F.) pourrait, elle [redacted] se concrétiser [redacted] : la C.S.M.F., qui réunit [redacted] dirigeantes. [redacted] se prononcer sur [redacted] déclenchement [redacted] cette acti[redacted] après les [redacted] que la caisse d'assurance-maladie de la régi[redacted] prises contre quatre-vingt-dix praticiens en décidant [redacted] exclure, [redacted] dépassement [redacted] tarif, de la [redacted] Sécurité [redacted]ciale [redacted] le [redacted] médical.

La semaine [redacted] être marquée [redacted] la grève, ce l[redacted]ndi 10 janvier, des navigants d'Air France, [redacted] 11 janvier par la journée [redacted] salariés [redacted] parisiens [redacted] impôts.

Théoriquement, M. Jean Mottin, qui [redacted] chargé d'une mission [redacted] le [redacted] du [redacted] *libéré*, d[redacted] remettre, en fin [redacted] un [redacted] ministre [redacted] travail, [redacted] difficultés persistantes auxquelles [redacted] heurte M. Mottin et les problèmes posés par le décès de M. Amaury pourraient [redacted] le dépôt [redacted] rapport.

UNE CAMPAGNE DU P.S. EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES PENSIONS-VIEILLESSE

[redacted] François Mitterrand, premier secrétaire du [redacted] lancé diman[redacted] après-midi, 9 janvier, [redacted] Alfortville, une [redacted] protestation nationale qui [redacted] propose [redacted] recueillir un million de signa[redacted] pour l'égalité [redacted] pensions-[redacted] *pensions-vieillesse*, a déclaré [redacted] premier secrétaire du P.S., *constitue* [redacted] *injustices* [redacted] *système* [redacted] *ne pouvons* [redacted] *vieux soient* [redacted] *plus pénalisés.* »

[redacted] Joseph Franceschi, [redacted] d'Alfortville, député du Val-de-Marne, [redacted] rappelé qu'il [redacted] déposé, au nom du groupe socialiste, une proposition de loi tendant à accorder le versement de 50 % du salaire [redacted] les retraités [redacted] que [redacted] proposition, adoptée [redacted] l'una[redacted] par [redacted] affaires [redacted]turelles, familiales et [redacted] n'a jamais été inscrite à l'ordre [redacted] jour, [redacted] raison [redacted] du gouvernement. « [redacted] *campagne de pétitions*, [redacted] *trois mois*, a-t-il dit, [redacted] *à le faire changer* [redacted] »

ÉNERGIE

L'Arabie Saoudite voudrait éviter que l'augmentation de sa production de pétrole ne bénéficie aux seules compagnies

Le ministère saoudien du pétrole [redacted] minières vient [redacted] confirmer, [redacted] une déclara[redacted] *Surney*, [redacted] d'accroître [redacted] de « [redacted] », mais [redacted] réglementer sévèrement [redacted] niqué publié [redacted] janvier par [redacted] *M.E.E.S.*, [redacted] ministère [redacted] « *des quantités supplémentaires* [redacted] *« brut » saoudien* [redacted] *mises en vente, conformément à la décision du gouverne*[redacted] *d'augmenter* [redacted] *production* [redacted] « [redacted] *sociétés*, ajoute [redacted] document, [redacted] *pris l'engagement* [redacted] *ces quantités supplémentaires.* »

[redacted] communiqué ne [redacted] quantité [redacted] pétrole qui sera ainsi mise en [redacted] mais affirme [redacted] la quote-part d'exportation [redacted] « *brut* » [redacted] par pays sera la même que [redacted] pratiquée jusqu'à présent.

Les [redacted] qui [redacted] nouvelles quantités [redacted] « brut » saoudien [redacted] nouveaux prix devront, en [redacted] présenter au gouvernement [redacted] Ryad [redacted] justi[redacted] sur la [redacted] et [redacted] prix qu'elles pratiqueront, afin d'éviter que [redacted] pétrole [redacted] Arabie [redacted] à des prix excédant [redacted] initiale.

Dans une requête sans précédent, l'Arabie Saoudite [redacted] enfin « *la collaboration des gouvernements des pays importa*[redacted] *en vue d'éviter* [redacted] *exploi*[redacted] *par* [redacted] *prix sur* [redacted] *consommation* ».

Le *M.E.E.S.* rappel[redacted] d'autre part que [redacted] augmentations [redacted] saoudiens [redacted] l'« Arabian Light » [redacted] l'« Arabian Berri », de 3,6 % pour l'« Ara[redacted] Medium » [redacted] 3 % [redacted] l'« Arabian Heavy ».

[redacted] d'annoncer officiellement la hausse [redacted] prix [redacted] pétrole : [redacted] Emirats arabes unis, [redacted] à avoir suivi Ryad [redacted] modération, augmenteront, avec [redacted] 1er janvier, [redacted] prix [redacted] baril [redacted] peu [redacted] de 5 %.

Un marché fortement défendu

En revanche, l'émirat de Qatar, qui [redacted] jusqu'à [redacted] réunion [redacted] la politique pétrolière saoudienne, [redacted] précisé [redacted] ses nouveaux prix s'établiraient [redacted] 13,19 [redacted] par baril pour [redacted] « [redacted] » (terrestre), [redacted] 11,85 [redacted] avant [redacted] 1er janvier, et [redacted] pour le « [redacted] » (off shore). Cela [redacted] respond [redacted] une [redacted] légèrement supérieure [redacted] 11 %.

Quels seront les effets [redacted] ces [redacted]sions — et particulièrement [redacted] l'Arabie [redacted] — [redacted] un marché pétrolier fortement détendu, [redacted] compagnies ayant stocké en prévision de la hausse d'importantes quantités de pé[redacted] du dernier [redacted] D'ores [redacted] déjà [redacted] quotidien iranien *Rastakhiz*, organe du parti unique, indi[redacted] le [redacted] janvier que la production pétro[redacted] de [redacted] 1,5 million [redacted] barils par jour depuis le 1er janvier, en[redacted] simultanément une baisse [redacted] production [redacted] gaz [redacted] baisse, [redacted]uée en partie par [redacted] refus de [redacted] compagnies d'enlever ce « *pétrole cher* », [redacted] principalement [redacted] la faiblesse du marché. — *(A.F.P., A.P.)*

[Si ce communiqué officiel confirme [redacted] Ryad de peser à la [redacted] sur le marché [redacted] pétrole, [redacted] précisions sur l'accroissement [redacted] la production [redacted] encore planer [redacted] doute [redacted] l'impact de [redacted] décision [redacted] Au-delà, [redacted] appelle deux commentaires : la [redacted] la production n'a [redacted] permis jusqu'à présent aux [redacted] exportateurs d'influencer profondément la [redacted] La [redacted] appar[redacted] toujours pour l'essentiel aux [redacted] compagnies internationales. Ainsi, [redacted] l'embargo de 1973-1974, les [redacted] producteurs ont [redacted] incapables d'empêcher l'approvisionne[redacted] pays accusés [redacted] collaboration trop étroite [redacted] Israël. Il [redacted] donc bien difficile à l'Arabie Saoudite de contrôler [redacted] prix de vente [redacted] son pétrole au [redacted]

D'autre part, [redacted] aux [redacted] compagnies qui forment l'ARAMCO — Exxon, Socal, [redacted] Mobil — que le gouvernement de Ryad [redacted] la commercialisation du surcroît [redacted] sa production. [redacted] décision saoudienne devrait donc bénéficier principalement à ces quatre [redacted] américaines. — [redacted] D.]

TROC

L'[redacted] proposé [redacted] *pétrole* [redacted] *Grande-Bretagne* [redacted] *six* [redacted] *ses officiers* [redacted] Synday Telegraph. [redacted] *marine*, [redacted] *d'affirmer ans de* [redacted] *au* [redacted] *Navy* [redacted] *Darmouth* [redacted] *50 000* [redacted] *par officier*, [redacted] *Grande-Bretagne au*[redacted] *près de* [redacted] *pétrole.*

Mais [redacted] *gouvernement britannique à refusé cette pro*[redacted]*ion, précise l'hebdoma*[redacted] *anglais, principalement parce qu'il* [redacted] *aurait* [redacted] *trop d'étrangers au* [redacted] *Navy College : 25 %* [redacted] *quatre cent quatre-vingts officiers. Et, parmi eux, il y a déjà quarante* [redacted]

AFFAIRES

M. COULAIS : les aides publiques [redacted] la sidérurgie ne peuvent encore être précisées

Nancy. — Evoquant les difficul[redacted] sidérurgie lorraine, M. [redacted] Coulais, secrétaire [redacted] auprès [redacted] ministre de l'industrie [redacted] la recherche, [redacted] déclaré [redacted] 8 janvier [redacted] Nancy, [redacted] d'une conférence [redacted] presse, [redacted] « [redacted] *publiques* [redacted] *l'Etat* [redacted] *peuvent actuellement être précisées puisqu'elles doivent faire l'objet d'études complémen*[redacted] *au gouvernement* [redacted] *concertation* [redacted] *région* [redacted] *les partenaires sociaux et professionnels*, [redacted] *de devenir des décisions* ».

[redacted] occasion, quelque deux mille [redacted] sidérurgistes [redacted] rues de Thionville (Moselle), puis y [redacted] meeting [redacted] après-midi. [redacted] organisée par [redacted] syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. et C.F.T.C. [redacted] pour but de sensibiliser [redacted] population [redacted] la « métropole du [redacted] » aux problè[redacted] économiques posés [redacted] région par les quatorze mille licenciements prévus dans la sidérurgie lorraine.

De leur côté, [redacted] responsables syndicaux C.F.D.T. [redacted] la sidérurgie lorraine ont mis au point le programme de l'action à [redacted] pour protester contre les licenciements annoncés.

RAFFINERIE PROPRE ET RÉCOMPENSÉE

La raffinerie [redacted] à Pauillac, [redacted] Gironde, a [redacted] point un système de recyclage de [redacted] qui élimine [redacted] rejets d'hydrocarbures [redacted] phénol [redacted] qui [redacted] de [redacted] % la pollution organique. Aussi M. [redacted] Ansquer, ministre de [redacted] qualité de la vie, lui a-t-il [redacted] le prix du conseil supé[redacted] Une autre récompense [redacted] au [redacted] charbonnages [redacted] pour le projet d'un appareil [redacted] la pollution atmosphérique.

ENTREPRISES PUBLIQUES

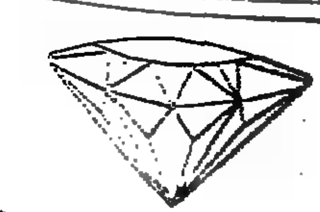
M. Fiterman (P.C.) : nationalisation ne saurait être synonyme d'étatisation

« *Pour éviter* [redacted] *notre pays* [redacted] *s'enfoncer dans la crise, il n'y* [redacted] *d'autre* [redacted] *qu'une politique résolument nouvelle qui* [redacted] *priorité* [redacted] *national* », a déclaré, le 10 janvier, M. Charles Fiterman, secré[redacted] du comité central, à l'occa[redacted] du colloque organisé par le parti [redacted] sur [redacted] « *entreprises publiques* ». La [redacted] œuvre de [redacted] politique « *impli*[redacted] *en premier* [redacted] *l'extension du secteur public*, [redacted] *réalisation* [redacted] *nationalisations* [redacted] *propo*[redacted]

Ce développement du secteur public, a précisé M. Fiterman, « *n'implique* [redacted] *le repliement* [redacted] *notre* [redacted] *sur lui-même*, [redacted] *fermeture* [redacted] *frontières, l'autarcie* ».

Abordant le problème du rôle du marché dans l'économie, le secrétaire du comité central a tenu [redacted] préciser qu'il n'y avait « *pas* [redacted] *concordance* » entre [redacted] position [redacted] celle [redacted] Michel Rocard : « *Je n'ai jamais dit que demain*, [redacted] *fois les nationalisations réalisées et la politique* [redacted] *programme* [redacted] *mise* [redacted] *route, la « régulation » par* [redacted] *marché serait « globale »*. *Je ne l'ai pas dit parce que cette formulation* [redacted] *ambiguë, à tel point qu'elle* [redacted] *été interprétée* [redacted] *l'annonce* [redacted] *l'économie capitaliste* [redacted] *continuerait* [redacted] *fonctionner comme si* [redacted] *s'était passé.* [redacted] *vérité*, [redacted] *l'application* [redacted] *proposons*, [redacted] *régulation par* [redacted] *marché capitaliste ne sera plus globale, mais partielle.* »

[redacted] Fiterman a également [redacted] sur le fait [redacted] pour [redacted] P.C., « [redacted] *saurait* [redacted] *nyme d'étatisation.* (...) *L'existence* [redacted] *secteur public élargi, l'existence d'un plan démocratique, devra conduire* [redacted] *prise* [redacted] *compte* [redacted] *besoins* [redacted] *nationaux précis.* [redacted] *conduire progressivement* [redacted] *que* [redacted] *les calculs d'efficacité soient retenus* [redacted] *les coûts*, [redacted] *compris* [redacted] *liés* [redacted] *hommes, à* [redacted] *vie des régions, aux implications d'une mise* [redacted] *de l'indépendance, aux* [redacted] *prévisibles* [redacted] *long terme. La véritable rentabilité d'un* [redacted] *ment, d'une production*, [redacted] *tendre à* [redacted] *sur* [redacted] *nouvelles. C'est seulement* [redacted] *que naîtra une productivité* [redacted] *velle éliminant les gaspillages actuels.* »



هكذا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

POINT DE VUE

La politique contractuelle : deux ou trois choses que je sais d'elle...

par RAPHAËL HADAS-LEBEL (*)

LA politique contractuelle est à la « une ». On en parle beaucoup, ce qui est excellent, mais cette célébrité apporte avec elle sa moisson d'à-peu-près et de jugements sommaires. Est-il permis à un modeste « praticien » (1) de présenter deux ou trois réflexions propres à corriger quelques idées reçues ? On se bornera ici à formuler une constatation, une conviction et un souhait.

Une constatation d'abord : la politique contractuelle, quoi qu'on en ait dit, s'est somme toute bien enracinée dans le vécu social au cours des dernières années.

Nul ne contestera que la politique contractuelle a connu un éclat tout particulier dans les années qui suivirent les mouvements de 1968, sous l'inspiration et l'impulsion vigoureuse de Jacques Delors. Mais cet éclat ne doit pas dissimuler les nouveaux domaines ouverts, depuis cette date, à la négociation contractuelle. Dans le secteur privé, c'est l'emploi (accords de 1974 sur la sécurité de l'emploi et sur l'indemnisation du chômage pour cause économique), puis les conditions de travail (accord-cadre de 1975) qui — après la formation professionnelle et la préretraite — ont donné lieu à des conventions nationales, avec l'encouragement actif des pouvoirs publics.

Mais surtout, dans le secteur public, c'est une vingtaine d'accords qui ont été signés chaque année dans la fonction publique et dans la quasi-totalité des entreprises publiques. On connaît généralement les conventions conclues à la fonction publique et dans les « quatre grandes » entreprises nationalisées (E.G.F., Charbonnages, S.N.C.F., R.A.T.P.). On sait moins que des accords analogues ont été signés dans d'autres entreprises du secteur des transports (Air France, Aéroport de Paris), de l'industrie et de la recherche (C.E.A., C.N.E.S., S.N.P.A., S.N.A.A.S., S.N.E.C.M.A.), des banques et des assurances, de la Sécurité sociale et de la mutualité agricole, de la radio et de la télévision. Ainsi, c'est tout un maillage contractuel qui a été progressivement tissé dans les entreprises publiques les plus importantes.

Une seconde nature

Il suffit en outre de lire le texte — *bien aride, il est vrai* — de ces accords pour constater qu'ils ont concerné non seulement, comme on le croit, le domaine salarial, mais encore la durée du travail, les règles d'avancement, les classifications, les avantages sociaux, les retraites, et parfois les conditions de travail. Un accord comme celui qui a assuré en 1974, en marge de l'accord salarial, la revalorisation du métier de mineur est exemplaire à cet égard. De la sorte, chaque année, dans les entreprises publiques, des rencontres régulières permettent aux représentants syndicaux — qui maîtrisent avec virtuosité les mécanismes les plus subtils des techniques salariales — de passer en revue avec leurs directions l'ensemble des questions qui constituent la trame quotidienne de la vie des entreprises. Où est donc l'éclipse de la politique contractuelle que certains ont cru percevoir ?

Les résultats obtenus, qui ne sont certes pas parfaits, sont d'autant plus appréciables que les obstacles n'ont pas manqué. L'inflation n'est pas propice au climat de confiance souhaitable pour la conclusion d'accords contractuels. La crise de 1973-1974 n'a rien arrangé. Si l'on ajoute que deux importantes organisations syndicales, pour des raisons connues de tous, ont choisi de se placer en dehors du jeu contractuel, on mesure sans peine les difficultés de l'entreprise.

Mais au-delà de ces difficultés, si la politique contractuelle a pu apparaître, ces dernières années, moins spectaculaire que dans certaines périodes antérieures, c'est aussi en raison de la volonté systématique des pouvoirs publics de tout faire pour que cette politique cesse d'être un événement « dramatique » pour devenir une sorte de seconde nature des relations sociales, pour se transformer en un fait quotidien et comme « banalisé ». De fait, le triomphalisme sied mal à cette manière éminemment sérieuse : certains précédents de 1969 sont, à cet égard, édifiants. La signature d'un accord ne doit pas être regardée comme un succès gouvernemental, mais comme la victoire, toujours provisoire, de la négociation sur l'affrontement dans des relations professionnelles. Et tant pis si une telle politique n'appelle pas, par essence, les feux de la rampe.

Qu'on ait réclamé de partout durant les derniers jours de 1976 — notamment du côté de ceux qui n'ont pas été précisément les hérauts de la politique contractuelle — l'ouverture normale de négociations, quel meilleur témoignage de l'enracinement désormais profond des procédures contractuelles dans le vécu quotidien des relations sociales !

De cette constatation découle une conviction : la politique contractuelle peut et doit se renforcer. Il est vrai que cette politique était plus facile à mener dans les périodes fastes, où une croissance forte permettait de dégager des plus-values à répartir en termes de croissance du pouvoir d'achat, de réduction de la durée du travail, d'amélioration des avantages sociaux et des conditions de travail. Notre période de « vaches maigres » rend beaucoup plus sensible le coût élevé des accords conclus, à un moment où croissent les subventions de l'État aux entreprises publiques. Sait-on que 1 % de hausse des salaires coûte plus de 1,5 milliard de francs à la fonction publique et de 170 millions de francs à la S.N.C.F ?

Le tournant de 1971

Au cours des années fastes, les Français ont pu croire qu'une progression importante du pouvoir d'achat était désormais un acquis inconditionnel. Telle n'était pas l'inspiration des premiers « contrats de progrès », dont les formules complexes visaient à intéresser les travailleurs au progrès économique général et à la productivité particulière de leur entreprise. Des éléments de rigidité sont venus figer quelque peu les accords initiaux : ainsi de la fameuse « clause » de 2 % instituée en 1971 à un moment où une telle progression du pouvoir d'achat n'avait d'ailleurs rien d'anormal.

Mais était-il possible de perpétuer indéfiniment une telle clause alors que la crise de 1973, prélevant sur *notre revenu national un impôt de* plus de 3 %, entraînait un ralentissement brutal de notre croissance et même, en 1975, une nette réduction de notre PIB ? Face à cette crise, d'autres pays industriels — États-Unis, Grande-Bretagne, Italie — n'ont pas hésité à amputer le pouvoir d'achat pendant une durée plus ou moins longue. En France, pendant cette période, le pouvoir d'achat n'a cessé de connaître une sensible progression. Les travailleurs y ont gagné, et c'est peut-être bien ainsi. Mais il faut savoir qu'autant il est normal que les salaires augmentent de 8 % quand les prix croissent de 6 %, autant un couple de prix-salaires de 10-15 % est insupportable à terme. Le laxisme inflationniste se retourne immanquablement contre l'intérêt des travailleurs et menace à terme la politique contractuelle.

Lorsque, pour assainir notre situation économique, est posé, pour 1977, le principe du maintien du pouvoir d'achat, qui peut nier que la thérapeutique proposée, surtout dans des entreprises publiques couvertes par la sécurité de l'emploi et la garantie d'un statut, est plutôt en retrait par rapport à la potion bien amère que d'autres pays ont imposée à leurs citoyens ? Qui peut douter que, en cas d'échec, c'est une médication infiniment plus drastique qui serait prescrite — et par tout gouvernement — aux travailleurs de ce pays ?

Adapter les mécanismes aux réalités

Mais la dureté des temps ne doit pas entraîner une pause de la politique contractuelle. Dans le secteur privé, il y aura matière à négociation, notamment dans le cadre de la revalorisation du travail manuel, une fois surmontées les difficultés de l'heure. Quant au secteur public, le premier ministre a clairement indiqué que, outre les conditions de maintien du pouvoir d'achat, une progression éventuelle de ce dernier en fin d'année pouvait faire l'objet de négociations, à condition qu'elle soit cohérente, dans son principe et dans son montant, avec la situation des entreprises et du pays.

Qu'est-ce à dire ? Tout simplement que la meilleure chance d'avenir, pour la politique contractuelle, c'est de lui restituer sa logique, je dirais même sa « morale » originelle : apporter d'autant plus aux travailleurs que la croissance aura été plus forte, que les prix auront progressé moins vite, que l'entreprise aura gagné en productivité. C'est le bon sens même.

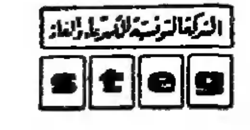
Cette conviction débouche sur un souhait : que les mécanismes de la politique contractuelle retrouvent rapidement les conditions de leur nécessaire pérennité. La France est un pays idéologiquement trop divisé pour pouvoir se passer d'un système de négociations d'inspiration pluraliste, qui respecte les divergences philosophiques et politiques, qui n'exclut pas même la possibilité de conflits, mais qui, dégageant des plages de convergences, favorise les compromis et fait progresser la justice sociale. La politique contractuelle, qui ne se confond ni avec une vague concertation ni avec une inacceptable confusion des responsabilités, offre au dialogue social des procédures qui permettent aux partenaires sociaux, à divers niveaux, de « moudre », suivant l'expression très juste de M. Bergeron, le « grain » du progrès social.

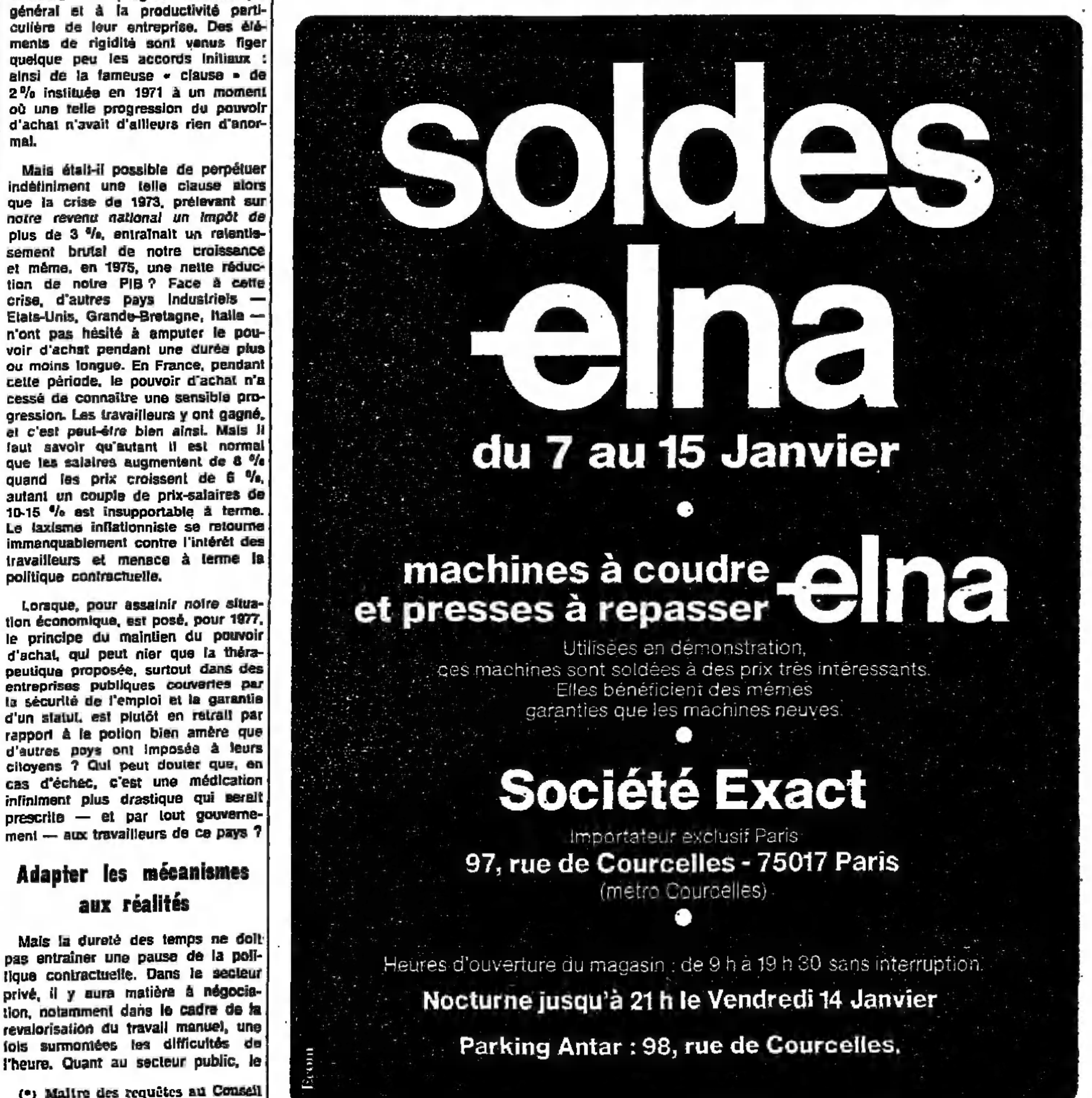
Il est dès lors artificiel d'opposer, comme on le fait parfois, les procédures et l' « état d'esprit ». On s'inspirera avec profit de l'approche pascalienne de l' « agenouillez-vous », tant il est vrai que le bon fonctionnement de ces mécanismes de négociation permet à la longue de créer les conditions du dialogue souhaité. A condition toutefois que ces mécanismes ne se sclérosent pas, mais s'adaptent aux réalités. La politique contractuelle peut trouver dans notre conjoncture austère les chances d'une nouvelle jeunesse. Trempée aux rigueurs des temps difficiles, peut sortir de la crise avec une vigueur renouvelée.

(1) N.D.L.R. — M. Hadas-Lebel a suivi les questions de politique contractuelle dans plusieurs cabinets ministériels.

(*) Maître des requêtes au Conseil d'État.







LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

Le cinquième plan doit ouvrir l'« ère du décollage économique »

déclare le premier ministre tunisien

Tunis. — « Les résultats essentiels auxquels a abouti l'effort de la nation au cours de la période 1973-1976 se résument ainsi : une nouvelle dimension donnée à notre économie, un élan important imprimé au secteur industriel, une solution, certes partielle mais significative, du problème de l'emploi et, enfin, une amélioration sensible du niveau de vie des citoyens. » C'est en ces termes que le premier ministre, M. Nouira, a commenté les résultats du quatrième plan quadriennal à la veille de la mise en application du cinquième plan, qui sera quinquennal et qui débute avec la nouvelle année.

Pendant la dernière quadriennie la croissance du produit intérieur brut (PIB) a atteint 6 % par an au lieu des 6,6 % prévus. Selon les chiffres officiels, les salaires minima auraient augmenté de 50 % dans le secteur agricole, et de 40 % dans les autres. Quatre cent quarante-cinq millions de dinars (1 dinar vaut 11,50 F) ont été consacrés aux investissements ; 62 % de ces crédits ont financé des opérations productives.

De notre correspondante

Les objectifs prioritaires pour la période 1973-1976 étaient l'éducation nationale (qui a vu son budget augmenter de 68,4 %) et l'emploi (cent soixante-quatre mille emplois créés, contre cent dix-neuf mille prévus).

L'agriculture, élément dominant de l'économie, a bénéficié d'investissements importants (247,3 millions de dinars), mais 20 % seulement des 59 000 hectares de périmètres irrigués mis en place au cours du Plan sont normalement exploités. Cependant la production, grâce à une année 1974 particulièrement favorable et à une campagne oléicole 1975-1976 exceptionnelle, a augmenté de 1,6 %, alors que les prévisions étaient inférieures à 1 %. Le Crédit agricole a contribué pour 23 % au montant global des investissements, mais les petits et moyens agriculteurs ont rarement bénéficié de ces crédits.

Au cours de la même période, soixante-quatorze mille logements ont été construits, dont 57,5 % par la Société nationale d'investissements.

La crise économique mondiale a perturbé la florissante industrie du tourisme. Le taux d'occupation des hôtels n'a pas dépassé 43 %. La Tunisie dispose actuellement d'une capacité d'hébergement de 66 263 lits. Les revenus de ce secteur ont été de 394,3 millions de dinars au cours de la quadriennie.

Lorsqu'on examine les prévisions du Vᵉ Plan, qui doit ouvrir, selon l'expression du premier ministre, *« l'ère du décollage économique »*, on est surpris par l'importance des chiffres avancés. Les résultats de la dernière quadriennie, bien que *« satisfaisants »*, ont été affectés par la récession mondiale. Les exportations, en particulier, ont souffert des difficultés de commercialisation des produits agricoles, si bien que le déficit de la balance commerciale atteignait 212 millions de dinars pour les huit premiers mois de l'année 1976.

Partis de ces données relativement modestes, les projets annoncés dans le Vᵉ Plan paraissent très ambitieux : il s'agit à la fois de maintenir à un taux élevé la croissance et l'emploi, d'élargir considérablement la capacité d'investissement, et de poursuivre l'effort de meilleure répartition des fruits du développement entre les régions et entre les citoyens.

En ce qui concerne l'emploi, les problèmes de la Tunisie sont multiples : 1° créer un maximum d'emplois nouveaux ; 2° fixer le plus possible de travailleurs dans leur propre région pour éviter l'aggravation de l'exode rural ; 3° assurer une formation professionnelle efficace dans tous les secteurs. Ces impératifs impliquent une action soutenue dans le secteur agricole : décentralisation et réorganisation des crédits, participation des banques au financement des grands projets, création de sociétés mutuelles et réorganisation fonctionnelle des terres domaniales. Il est d'autre part prévu, dès 1977, la création d'une agence foncière chargée de l'application de la réforme agraire dans les périmètres publics irrigués, afin qu'ils soient exploités avec le maximum de compétence, car l'objectif du Vᵉ Plan est *« le plein emploi »*, bien que l'on ne prévoie pas moins de trois cent mille demandes additionnelles au cours des cinq prochaines années. deux cent trente-trois mille emplois pourront être créés dans les secteurs non agricoles. La promotion de la petite entreprise sera aussi encouragée. 22 millions de dinars d'investissements permettront, dès 1977, d'entamer de grands travaux hydrauliques. D'ici 1981 de grands barrages seront construits, ainsi qu'un canal reliant la vallée de la Medjerda au Cap Bon. Cette réalisation importante permettra d'alimenter les centres urbains et touristiques de Tunis, Hammamet et Nabeul, d'irriguer 11 000 hectares de terres dans les environs de Tunis, et de sauvegarder 6 000 hectares d'agrumes dans le Cap Bon.

La formation des jeunes sera mieux adaptée aux besoins du marché du travail. L'effectif scolarisé augmentera dans des proportions importantes, ce qui nécessitera un investissement de 120 millions de dinars (contre 47 millions au cours du Plan précédent).

« Le grand obstacle à vaincre pour atteindre nos objectifs, a fait remarquer M. Nouira dans un récent discours, *réside dans le phénomène de refus du travail manuel observé chez une partie non négligeable de nos jeunes. »*

QUELQUES PRÉVISIONS

Effectifs dans l'enseignement : primaire : 972 000 ; secondaire : 239 000 ; supérieur : 35 000 ; créations d'emplois : 233 000 dans le secteur non agricole, dont 43 % dans les industries manufacturières ; 30 000 dans le secteur agricole ; épargne globale : 3 milliards de dinars ; investissements annuels : 700 millions de dinars, ce qui équivaut à 57 % d'accroissement du niveau moyen d'investissement ; budget du développement régional : 100 millions de dinars ; industries manufacturières : 13 % d'augmentation annuelle ; hydrocarbures : 12 % d'augmentation annuelle.

Une moindre croissance de la consommation

L'enveloppe globale des investissements pour le Vᵉ Plan se monte à 3 500 millions de dinars (contre 4 450 millions pour la quadriennie écoulée), soit 700 millions de dinars d'investissement annuel moyen. La réalisation des projets en cours nécessitera 62 % de cette enveloppe, et 1 600 millions de dinars seront consacrés à des projets nouveaux. Pour mener à bien ce programme, la collectivité nationale devra fournir près de 3 milliards de dinars d'épargne, ce qui implique une baisse de croissance de la consommation, qui devra passer de 8,4 % (1973-1976) à 6,6 %. Quant au produit intérieur brut, il est fixé annuellement à 7,5 %, contre 6 % au cours du plan précédent.

Il semble que l'on envisage de développer les exportations surtout dans le secteur des industries manufacturières, afin que leur contribution à la croissance globale atteigne 36 %, contre 25 % au cours de la quadriennie.

« Nous entamerons en 1977 l'ambitieux programme de développement gazier », a déclaré M. Nouira devant l'Assemblée nationale. *« Les investissements qui seront effectués permettront d'identifier avec précision le volume des réserves avant de passer à la réalisation effective de l'exploitation. »* Les recherches seront intensifiées dans les golfes de Gabès et d'Hammamet.

MANUÈLE PEYROL.

La hausse du prix du café

LA COLOMBIE ET LE BRÉSIL S'EFFORCENT D'HARMONISER L'ATTITUDE DES PRODUCTEURS

La Colombie et le Brésil ont pris l'initiative de demander une prochaine réunion de l'Organisation internationale du café. L'O.I.C. groupe à la fois les principaux producteurs et consommateurs de ce produit. L'initiative de ces deux pays latino-américains — respectivement deuxième et premier producteurs mondiaux de cette denrée — est consécutive aux récentes hausses enregistrées sur les marchés et aux mouvements et menaces de boycottage qu'elles ont provoqués aux Etats-Unis et en Europe.

L'initiative d'une concertation internationale sur le sujet est venue du président colombien, M. Alfonso Lopez Michelsen, qui a alerté son homologue brésilien, le général Geisel. La proposition initiale visait, assure l'influent *Jornal do Brasil*, à une concertation entre les seuls pays producteurs. Brasilia, opposé à tout ce qui peut ressembler à des cartels de pays producteurs de matières premières, aurait refusé cette initiative du président colombien, mais accepté une réunion de l'O.I.C.

Les deux principaux producteurs mondiaux de café ne paraissent pas, pour autant, d'accord sur la tactique à adopter à l'occasion de cette prochaine rencontre. Des sources colombiennes indiquent qu'une proposition sera faite à l'O.I.C. de geler les cours de cette denrée, sans doute un peu au-dessus de deux dollars la livre. Le Brésil, en revanche, qui ne paraît pas prendre très au sérieux les menaces de boycottage, admet que les cours du café puissent continuer à monter. — *(A.F.P., Reuter.)*

● LA F.A.O. accorde une aide alimentaire d'urgence à quatre pays. — La direction générale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) a approuvé le 6 janvier, à Rome, le principe du versement d'une aide alimentaire d'un montant de 2 460 800 dollars à la Turquie, à l'Algérie, à l'Ouganda et au Rwanda.

Le secours le plus important de 1 451 600 dollars servira au ravitaillement des survivants du récent tremblement de terre en Turquie.

En dépit de la crise de l'énergie

L'économie ivoirienne se caractérise par une vigoureuse reprise

Abidjan. — *« La Côte-d'Ivoire vient, pour la première fois de son histoire, d'exporter du café au Brésil, pour permettre à ce pays d'honorer ses commandes à long terme »*, nous dit, avec un accent de triomphe dans la voix, un haut fonctionnaire ivoirien.

Les gelées qui ont compromis la récolte brésilienne, la guerre civile d'Angola qui continue de ravager les caféières, le tremblement de terre du Guatemala, l'embouteillage du port de Lagos, qui compromet les exportations du Nigéria, constituent autant d'éléments qui ont été bénéfiques à l'expansion du commerce extérieur ivoirien. Grâce à la hausse spectaculaire des cours et à une production record, la Caisse de stabilisation du café et du cacao devrait en principe disposer, à l'issue de la prochaine campagne, d'un excédent de disponibilités financières de l'ordre de 100 milliards de francs C.F.A. (1 franc C.F.A. = 0,02 franc). Record absolu, la production de café devrait atteindre cette année 207 000 tonnes et celle de cacao dépasser 325 000 tonnes.

Frappée de plein fouet par la hausse des prix du pétrole, l'économie ivoirienne, qui fut éprouvée au cours des années 1974 et 1975, connaît actuellement une vigoureuse reprise. Certes, depuis le début de la crise de l'énergie, les importations d'hydrocarbures, qui représentent une valeur sensiblement égale à 5 % de ses importations, sont passées de moins de 9 milliards à plus de 34 milliards de francs C.F.A. (dont 5 milliards réexportés en Haute-Volta). Mais la valeur des exportations de cacao, de café, de bois tropicaux, due au relèvement des prix mondiaux, va largement compenser ces effets négatifs.

De notre envoyé spécial

Quelques chiffres récemment publiés à Abidjan sont très significatifs. C'est ainsi que de fin septembre 1975 à fin septembre 1976, le trafic des deux ports de San-Pedro et d'Abidjan est passé de 5 059 000 tonnes à 6 447 000 tonnes.

Un solide optimisme

Déficitaire de 10 milliards de francs C.F.A. en juillet 1975, la balance du commerce extérieur était excédentaire de 32 milliards de francs C.F.A. en juillet dernier. En revanche, parmi les thèmes de morosité, figurent le ralentissement du taux de croissance, le renchérissement des importations et l'accroissement de l'endettement expérieur. De 1960 à 1970, la croissance moyenne du produit intérieur brut, qui était de l'ordre de 11 % (ce qui, compte tenu d'un taux d'inflation national de 3 %, représente une croissance de 7,6 % en termes réels), est tombée à 5,8 % en 1973. La valeur des importations est, en partie du fait de l'inflation mondiale, passée de 84 milliards en 1968 à 243 milliards en 1974.

L'endettement extérieur, sur lequel on ne possède pas de chiffre récent, s'est sérieusement accru. A ce propos, un des responsables de la politique économique du pays nous a pourtant affirmé : *« Nous sommes partisans d'un endettement maximum. Le plan de développement 1976-1980 prévoit un taux de 13 % par rapport à nos exportations, ce qui reste très raisonnable, eu égard aux recommandations formulées par la Banque mondiale... »*

Enfin, les entrées de capitaux étrangers, de l'ordre de 45 milliards de francs C.F.A., n'ont pas suffi à financer le déficit des opérations courantes du compte de l'extérieur et le pays a dû combler ce déficit en puisant dans ses avoirs extérieurs qui, en terme de comptabilité nationale, ont chuté de 26 milliards de francs C.F.A.

L'atmosphère reste en tout cas à l'optimisme dans les milieux dirigeants de la capitale ivoirienne. *« Economistes, idéologues, adversaires politiques, prédisent depuis vingt ans la fin dramatique du miracle économique ivoirien*, nous dit avec ironie l'un des nombreux conseillers techniques européens du ministère du plan, qui ajoutait : *« L'afflux des étrangers dans le pays reflète parfaitement la puissance d'attraction économique exercée par la Côte-d'Ivoire à l'extérieur... A eux seuls, les Français doivent être aujourd'hui plus de cinquante mille. L'émigration des Libanais chassés de leur pays par la guerre civile explique la raréfaction des logements à Abidjan et la hausse des loyers. Les Guinéens, pour des raisons politiques évidentes, les Maliens et les Voltaïques, pour des raisons économiques, contribuent, en nombre croissant chaque jour, à la prospérité ivoirienne... »*

Parmi les nombreux signes de la poursuite de l'expansion, on peut citer l'exemple du succès de la Bourse des valeurs d'Abidjan, la seule existant en Afrique de l'Ouest. En effet, sensibles à une propagande qui leur montre habilement que démocratie et actionnariat vont de pair et qu'en achetant des actions les nationaux s'assurent aussi le contrôle des centres de décisions économiques, les Ivoiriens auront acquis, en 1976, pour plus de 2,5 milliards de francs C.F.A. d'actions dans les sociétés étrangères.

PHILIPPE DECRAENE.

FAITS ET CHIFFRES

A l'étranger

● LE DEFICIT COMMERCIAL DE L'ITALIE s'est élevé à 4 132 milliards de lires (23,6 milliards de francs envimois de 1976, soit un chiffre mios de 1976, soit un chiffre presque triple de celui enregistré pendant la même période de 1975 (1 571 milliards de lires, soit 8,9 milliards de francs environ).

Le déficit de 1976 est encore dû, souligne l'Office italien des statistiques, aux achats de pétrole, qui ont coûté à l'Italie 5 303 milliards de lires, soit environ 30 milliards de francs (+ 41 % par rapport à la même période de 1975).

Colloques

● LA PREMIERE CONVENTION NATIONALE DES INDUSTRIES D'ART, DE MODE ET DE CREATION se réunira, le 17 février, au Palais des congrès à Paris. Elle est organisée par la Confédération nationale des industries et des métiers d'art, de mode et de création, et rassemblera au cours d'une « table ronde » les représentants des pouvoirs publics et les membres de ces professions. Composées pour l'essentiel de petites et moyennes entreprises appartenant aux branches de la haute couture, de la fourrure, de la parfumerie-bijouterie, de la cristallerie et des luminaires.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		DM		Fr. suisses		Fr. français	
48 heures	4 3/8	5 3/8	4 1/8	5 1/8	0	1 1/8		
1 mois	4 5/8	5 1/8	4 1/4	4 3/4	5/8	1 1/8	11 7/8	12 1/8
3 mois	4 7/8	5 3/8	4 3/8	4 7/8	1 1/8	1 5/8	12 1/8	12 3/8
6 mois	5 1/8	5 5/8	4 1/2	5	1 5/8	2 1/8	12 3/8	12 3/4

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS





C M INDUSTRIES

Le conseil d'administration convoque pour le 25 janvier une assemblée générale ordinaire à laquelle il demandera l'autorisation d'émettre, tant en France qu'à l'étranger, des obligations pour un montant maximum de 150 millions de francs ou leur contre-valeur en devises étrangères. Cette autorisation pourra être utilisée en une ou plusieurs fois pendant le délai de cinq ans prescrit par la loi.

Le conseil désire ainsi obtenir la possibilité de mobiliser aux meilleures conditions les moyens financiers qui lui permettront de poursuivre activement la politique de développement et de diversification qu'il a entreprise ; la société n'a jusqu'à présent que faiblement fait appel à l'emprunt.

Tout en développant ses activités dans le domaine pharmaceutique, notamment par un effort accru de recherche, le groupe a, ces derniers mois, accentué sa diversification dans le domaine de la chimie et de l'alimentation. Au 30 novembre 1976, le chiffre d'affaires s'élevait à 1 106 195 000 F, contre 932 283 000 F au 30 novembre 1975, en progression de 18,9 %, et les activités de diversification, qui représentaient 37,8 % à la même date contre 31 % l'an dernier, ont concouru notablement à l'expansion du groupe à l'étranger.

B.S.N. - GERVAIS DANONE

Le groupe B.S.N.-Gervais Danone a décidé de développer une activité d'isolation dans le bâtiment et de créer à cet effet la Société des matériaux de construction isolants expansés au capital initial de 5 millions de francs.

Le conseil d'administration est composé de M. Jacques Borin, président-directeur général ; M. Jacques Millet, directeur général ; M. Christian Lauble et la société B.S.N.-Gervais Danone, représentée par M. Georges Lecallier. M. Borin est par ailleurs directeur général en charge de la branche verre plat du groupe B.S.N.-Gervais Danone.

Ces matériaux de construction, à base de minéraux expansés, ont été mis au point par les services de recherche du groupe. Ils possèdent des qualités d'isolation thermique, de légèreté, d'incombustibilité et de facilité de mise en œuvre qui les rendent particulièrement utilisables dans le bâtiment neuf ou à rénover. Directement inclus dans le béton au moment de la fabrication, ils confèrent à celui-ci des qualités de légèreté et d'isolation thermique qui le rendent particulièrement performant, notamment en matière d'économie d'énergie. Une première unité de production destinée aux marchés français et belge sera construite dans le nord de la France. Les produits seront commercialisés sous la marque Expanver.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

Le bénéfice brut d'exploitation avant amortissements et provisions ressort au 30 novembre 1976 à 6 179 851,87 francs contre 5 072 089,09 francs au 30 novembre 1975.

COMPAGNIE FINANCIÈRE LESIEUR

RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1975-1976

L'assemblée générale de la Compagnie financière Lesieur s'est réunie le 10 décembre 1976 pour statuer sur les comptes de l'exercice 1975-1976 clos le 30 juin.

Le résultat d'exploitation — en l'absence de dividendes perçus de Lesieur-Cotelle & Associés et de Lesieur-Sodeva — s'élève à 2 528 488 F, dont 640 700 F au titre des dividendes perçus de Soprodel.

Toutefois, compte tenu du redressement de Lesieur-Cotelle & Associés en 1976 et de la consolidation des résultats favorables de Lesieur-Sodeva, il a été décidé de réintégrer une partie des provisions pour dépréciation qui avaient été constituées lors des exercices précédents. Cette réintégration, d'un montant global de 25 313 444 F, s'applique à concurrence de 20 millions de francs pour Lesieur-Cotelle & Associés et 5 millions 313 444 F pour Lesieur-Sodeva.

Après comptabilisation de divers profits et pertes, de l'impôt sur les sociétés, le résultat de l'exercice se traduit par un bénéfice de 26 millions 937 843 F.

Ce bénéfice a été affecté au poste « report à nouveau » dont le montant débiteur se trouve ainsi ramené à 34 380 086 F.

Par ailleurs, il a été décidé de distribuer sur les réserves disponibles le dividende statutaire de 4 F par action, accompagné d'un avoir fiscal de 2 F.

CARREFOUR

CHIFFRE D'AFFAIRES PROVISOIRE CONSOLIDÉ EN 1976 : + 26,5 %

La société Carrefour et les sociétés qu'elle contrôle à plus de 60 % ont réalisé en 1976 un chiffre d'affaires de 7 483 millions de francs (T.T.C.) contre 6 160 millions de francs en 1975 (+ 21,5 %).

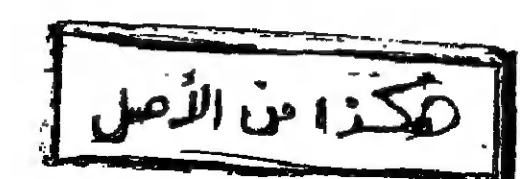
Rappelons que la Soracma a été absorbée à dater du 1ᵉʳ janvier 1976 (décision de l'A.G.E. du 29 décembre). Les sociétés dans lesquelles la société Carrefour détient une participation supérieure à 60 % sont celles de Venette Superstore (Compiègne), Givors Inverstissement (Givors Ll, Bel Air (Rambouillet).

Le chiffre d'affaires consolidé de la société Carrefour avec les sociétés dans lesquelles elle détient au moins 50 % du capital a atteint, en 1976, 11 013 millions de francs (T.T.C.) contre 8 706 millions en 1975, soit une progression de 26,5 %.

Les sociétés consolidées sont, en dehors de celles indiquées ci-dessus :

En France :
- — La Sogara, qui exploite les magasins d'Anglet, Mérignac, Pau et Toulouse ;
- — La Sogramo (Le Mans, Angers, Nantes et Barentin) ;
- — G.S.D. (Grenoble) ;
- — S.E.M.G.S. (Gennevilliers).

A l'étranger :
- — Italmare (Milan) ;
- — Trevo (Rio-de-Janeiro, Sao-Paulo) ;
- — Verbranchermarkt (Vienne) ;
- — Almar (Barcelone).



LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-ÉMISSIONS

La fin de l'âge d'or ?

C'est une situation paradoxale qui caractérise le marché euro-obligataire en ce début de 1977. Alors que les conditions n'ont jamais été aussi favorables pour les emprunteurs et que les liquidités disponibles chez les investisseurs sont plus abondantes que jamais, le nombre d'émissions nouvelles demeure si faible que le marché se trouve dans un état proche de l'inanition. Qu'est-ce donc qui retient les emprunteurs de se manifester au moment précis où ils sont le plus désirés ? On peut tout d'abord remarquer que, à l'issue d'une année record, il est d'autant plus normal que les débiteurs marquent une pause ; que la reprise économique, si elle est en train de devenir une réalité tangible aux Etats-Unis et au Japon, est, en revanche, loin de se dessiner en Europe et dans le reste du monde. Le dynamisme, considérable en 1976, des emprunteurs japonais et du continent nord-américain (canadiens) révèle parfaitement où se localisent les besoins de financement. Une fois rappelé ce facteur, qui, quelle que soit son importance, ne suffit toutefois pas à expliquer entièrement la stagnation du marché primaire, il semble que ce soient surtout les manières différentes d'appréhender l'évolution des taux d'intérêt qui traduisent l'abstention des uns et la surprise des autres.

Les emprunteurs attendent une baisse supplémentaire des taux à court et à moyen terme. Les banquiers, en revanche, ont plutôt tendance à considérer que les taux ont maintenant atteint le creux de la vague et que le temps où ils pourraient reprendre leur ascension n'est pas très loin. Les débiteurs, qui ont vu le niveau des coupons sur les émissions internationales baisser régulièrement depuis un an, sont persuadés, peut-être parce qu'au fond d'eux-mêmes cela va dans le sens de leur désir, que ce mouvement est appelé à se perpétuer. Rien n'assure que cette situation est appelée à s'améliorer encore davantage. Bien au contraire. Une légère tension sur les taux à court terme aux Etats-Unis est plus que probable dès le début du deuxième trimestre.

La majorité des banquiers américains partagent maintenant cette opinion. Merrill Lynch par exemple estime que le relèvement des taux à court terme va se dessiner à partir de mars ou avril. La maison américaine n'anticipe pas une vive remontée de ces taux. Le retour de tensions, si légères soient-elles, n'en marque pas moins la fin d'une période qui a été l'âge d'or pour les grands emprunteurs internationaux. — (Agefi.)

LONDRES

La hausse a repris sur le marché de Londres, où le programme de M. Jimmy Carter a fait bonne impression. Les industrielles sont biens orientées et les fonds d'Etat progressent très vivement sur l'espoir d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt. Effritement des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 131 45 contre 132 80

VALEURS	CLOTURE 7/1	COURS 10/1
War Loan 3 1/2 %	26 1/2	26 3/4
Beecham	382 ...	384 ...
British Petroleum	824 ...	820 ..
Shell	468 ...	474 1/2
Vickers	156 ...	158 ..
Imperial Chemical	350 ...	354 1/2
Courtaulds	96 ...	97
De Beers	206 ...	207 1/2
*Western Holdings	14 1/4	14 1/8
Rio Tinto Zinc Corp.	179 ...	182
*West Driefontein	17 5/8	17 1/2

(*) En livres.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1976.)

	6 janv.	7 janv.
Valeurs françaises	102,8	102,9
Valeurs étrangères	100,2	100,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	65,6	65,6

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

DOCKS DE FRANCE. — Pour 1976, le chiffre d'affaires consolidé provisoire s'est élevé à 3 300 millions de francs contre 2 988 millions en 1975. Les résultats consolidés enregistreront également une nette amélioration.

COSTIMEX S.A. — Le curateur nommé le 21 juillet 1976 et les dirigeants de la société ont pris de multiples contacts avec des affaires industrielles capables de prendre le contrôle (50 %) de la société Costimex. D'autre part, le plan d'apurement du passif empêchera toute distribution de dividende avant la fin de l'exercice 1981. Enfin, la société demande la levée de la suspension de la cotation du titre à Nancy.

LABORATOIRES SARBACH. — Le bénéfice net provisoire au 30 septembre 1976 s'élève à 3,11 millions de francs contre 1,73 million de francs.

NOUVELLES GALERIES. — Le chiffre d'affaires (toutes taxes comprises) de l'exercice 1976 s'est élevé à 4 809,8 millions de francs, en hausse de 7,1 % en valeur absolue ou 5,5 % à surfaces comparables.

LOCATEL. — Le chiffre d'affaires hors taxes du premier trimestre s'établit à 43,28 millions de francs contre 35,04 millions de francs un an plus tôt.

B. A. L. O.

Le numéro du 10 janvier 1977 publie notamment les insertions suivantes :

Crédit foncier de France. — Emission d'un emprunt de 1,2 milliard de francs divisé en 1 200 000 obligations foncières de 1 000 francs émises au pair et rapportant un intérêt annuel de 11 %. Compte tenu de l'ensemble des caractéristiques, le taux de rendement actuariel brut à la date d'émission ressortira, pour les souscripteurs, à 10,99 %.

Compagnie générale des Etablissements Michelin, Michelin et Cie. — Attribution gratuite de 374 052 actions « B » nouvelles au nominal de 120 francs aux titulaires d'actions « A » et « B » (une pour dix), jouissance du 1er janvier 1976.

Holophane. — Attribution gratuite de 103 500 actions nouvelles de 50 francs nominal (une pour trois), jouissance du 1er janvier 1976.

Aurore (SICAV). — Insertion faite conformément aux dispositions en vigueur, en vue de l'offre au public des actions de la société.

Société générale pour le développement des opérations de crédit-bail immobilier « SOGEBAIL ». — Offre publique de réservation de 75 000 actions sur les 80 000 actions de la catégorie « W » qui ont été affectées à vingt-quatre opérations de crédit-bail représentant un montant de 120 millions de francs.

Ces 75 000 actions portant jouissance du 25 janvier 1977 seront émises au prix de 510,52 francs par action, soit le montant de la valeur nominale (500 francs), augmenté d'une prime d'émission de 10,52 francs.

The Rio Tinto Zinc Corporation Limited. — Introduction à la Bourse de Paris des 206 610 actions ordinaires de 25 pence émises, le 4 janvier 1977, à titre de dividende.

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalités	Derniers cours
Bras. Côte-d'Ivoire, c. 31	1 p. 5	2 50
Centrest, c. 24	3 p. 4	.. ..
Clairvaux, c. 22	1 p. 2	0 50
CREG, c. 44	1 p. 3	5 90
Dével. Rég. Norm., c. 24	2 p. 3	.. ..
Dével. Rég. Nord-Pas-de-Calais, c. 28	1 p. 3	4 ..
Sodecco, c. 23	1 p. 1	0 05
Union Inter. Im., c. 21	2 p. 1	.. ..
Rolinco, dr. ex c. 18	1 p. 20	1 15

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	7/1	10/1
1 dollar (en yens)	292 475	292 40

Taux du marché monétaire
Effets privés .... 10 .. %

BOURSE DE PARIS - 7 JANVIER - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	37 20	0 814
5 %	51 60	4 672
5 % 1920-1960	143 ..	4 672
3 % amort. 45-54	62 50	1 315
4 1/4 % 1963	100 70	2 713
4 1/4-4 3/4 % 63	98 40	1 288
Emp. N. Eq. 5 1/2 65	104 15	1 281
Emp. N. Eq. 6 % 66	103 85	1 627
Emp. N. Eq. 6 % 67	96 80	3 633
Emp. 7 % 1973	154 80	6 847
E.D.F. 6 1/2 1950		4 149
— 5 % 1960	101 20	4 467

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1958	.... ..	474 10
E.D.F. parts 1959	468 ..	467 ..
Ch. France 3 %	..	129 ..
Abeille I.G.A.R.D.	516	535 ..
Abeille (Vie)	229 50	221 ..
A.G.F. (Sté Centr.)	395 .	395 .
Ass. Gr. Paris Vie	1205	1200 .
Concorde	248	257 ..
Epargne France	310	310
Fonc. T.I.A.R.D.	85 ..	84 80
France I.A.R.D.	180 ..	180 .
France (La)	... ..	335 .

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
GAN (516) Centr.)	618	619
Préservatrice S.A.	336 ..	335 ..
Protectrice A.I.R.	236	230 ..
U.A.P.	580 .	581 .
Alsacien. Banque	360 ..	360 ..
(Li) Bque Dupont	265 ..	265 ..
Banque Hervet	230	230 30
Bque Hypoth. Eur.	234 70	234 ..
Banq. Nat. Paris.	478 .	476 .
Banque Worms	169	170 ..
C.G.I.B.	64 50	o 62 ..
Codetel	113 .	113 ..
Cofica	.. ..	81 .
C.A.M.E.	62 50	62 50
Créditel	106 50	106 50
Créd. gén. indust.	160 ..	160
Cr. Ind. Als.-Lor.	147 ..	146 ..
(M) Crédit Mod.	56 .	d 57 ..
Financière Sofal.	194 30	194 60
Finextel	128 ..	127 80
Fr. Cr. et B. (Cie)	57 ..	57 ..
France-Bail	182	184 .
Hydro-Energie	33 ..	34 ..
Immobail B.T.P.	137	137 ..
Immobanque	174 ..	173 ..
Immofice	130 ..	131 ..
Interbail	155 ..	165 ..
Locabail Immob.	185 .	185
Locafinancière	139 20	140 20

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Lyon-Alemand	98 50	96 50
Paris-Réescompt.	316 ..	308 ..
Marseil. Crédit	257 .	257 .
Séquanaise Banq.	200	200
SLIMINCO	174 90	175 90
Sté Cent. Banque	72 30	72 30
Sté Générale	200 ..	200 ..
SOFICOMI	177 ..	177 .
Sovabail	203 .	201 40
UCIP-Bail	118 .	119 10
Unibail	190 10	190 10
Un. Ind. Crédit	124 50	120
Cie F. Stein Re.	103 ..	105 .
Fonc. Chât.-d'Eau	630 ..	605
(M) S.O.F.I.P.	.. ..	70 50
Fonc. Lyonnaise	600 ..	600 .
Immob. Marseille	826	847
Louvre	191 50	191 50
Midi	562	580
Rente foncière	.	655
SINVIM	157 30	157 30
Voitures à Paris	260 ..	260 .
Cogifi	116	116 10
Foncina	108 20	108 .
Gr. Fin. Constr.	121 50	118 10
Immindo	118 50	118 50
Imminvest	86 40	86 40
Cie Lyon Imm.	93 .	93

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
OFIMEG	81 ..	80 60
U.G.I.M.O.	112 ..	118 ..
Union Habit.	146 ..	d151 ..
Un. Imm. France	120 ..	120 ..
Acier Investiss.	97 .	97 ..
Gestion Sélect.	.. ..	138 ..
Safragi	195	195 ..
Abeille (Cie Ind.)	200	192 ..
Applic. Hydraul.	655 .	660 .
Artois	85 .	85 ..
Centen. Blanzy	290 .	280 .
(Ny) Centrest	*116 50	115 ..
(ny) Champez	...	126 ..
Charg. Réun. (p.)	2671 ..	2758 .
(Li) Dév. R. Nord.	145 ..	146 ..
Electro-Financ.	c270 ..	270
Fin. Bretagne	45 ..	45 50
Gaz et Eaux	500	500 .
La Mure	35 .	33 60
Lebon et Cie	109	112 ..
(Ny) Lordex		120
Cie Marocaine	26 60	26 60
O.V.A.I.M.	.. ..	45
OPB Paribas	92 30	92 50
Paris-Orléans	78	78 ..

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
614	4,50 % 1973	612 20	612 20	612 20	612 ..
1030	C.N.E. 3 %	1647	1657 ..	1656	1651 ..
446 ..	Cie Gle Eaux	501 .	498 ..	499 90	499 ..
173 ..	E. J. Lefebvre	204 50	206 ..	208	206 ..
133	Olida-Caby	141 50	139		
95	Opfi-Paribas	87 60	87 30		

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/1	COURS DES BILLETS de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 950	4 963	4 95
Canada ($ can. 1)	4 933	4 955	4 93
Allemagne (100 DM)	210 600	210 575	209 25
Autriche (100 sch.)	29 590	29 710	29 60
Belgique (100 F.)	13 735	13 705	13 77
Danemark (100 krd)	85 450	85 470	85 25
Espagne (100 pes.)	7 281	7 285	7 06
Grande-Bretagne (£ 1)	8 451	8 470	8 45
Italie (1 000 lires)	5 662	5 677	5 425
Norvège (100 k)	95 780	95 820	96 25
Pays-Bas (100 fl.)	202 280	201 575	200 50
Portugal (100 esc.)	15 720	15 720	15 .
Suède (100 krs)	119 780	119 820	119 75
Suisse (100 fr.)	201 650	201 875	202 ..

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/1
Or fin (kilo en barre)	21720 ..	21700 ..
Or fin (kilo en lingot)	21795 .	21700 .
Pièce française (20 fr.)	235 80	235 90
Pièce française (10 fr.)	220	219 90
Pièce suisse (20 fr.)	208 50	205 50
Union latine (20 fr.)	196 ..	193 ..
Souverain	213 ..	212 90
Pièce de 20 dollars	1007 20	1008 ..
Pièce de 10 dollars	542 ..	542 ..
Pièce de 5 dollars	340 ..	... ..
Pièce de 50 pesos	889 ..	851 ..
Pièce de 10 florins	203 ..	205 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LIRE ÉGALEMENT

Le numéro du « Monde » daté 9-10 janvier 1977 a été tiré à 535 994 exemplaires.

A B C D E F G

En Italie

Les syndicats s'opposent à toute modification de l'échelle mobile

De notre correspondant

Rome. — Les syndicats sont devenus les principaux protagonistes de la politique italienne, en ce début d'année. De leurs négociations — très mal engagées — avec le gouvernement sur la réduction du coût du travail, dépendent aussi bien la tenue de la lire que l'existence du cabinet Andreotti.

Il n'y a, pour le moment, pas de rupture, mais les positions des deux parties sont très contrastées. Soutenues par les industriels, le gouvernement exige une réforme de l'échelle mobile des salaires, laissant entendre que c'est la condition émise par les bailleurs de fonds de l'Italie pour lui prêter encore de l'argent.

Les syndicats se déclarent disposés à des « sacrifices », mais refusent toute modification d'un mécanisme qui garantit le pouvoir d'achat des salariés et interdit aux pouvoirs publics d'augmenter certains prix. Ils ont réuni à Rome, les 8 et 9 janvier, une assemblée de deux mille cadres, qui a agité une menace de grève générale. En France, cela irait de soi. Mais, en Italie, il n'est pas négligeable qu'une menace d'affrontement se dessine alors que le gouvernement démocrate chrétien de M. Andreotti est en vie grâce à l'abstention des partis communiste et socialiste.

Sur l'échelle mobile (dont le mécanisme avait été exposé en détail dans *le Monde* du 28 décembre), le patronat estime qu'il faut revoir l'indice, allonger les échéances de calcul et empêcher que les mesures fiscales ou les relèvements des tarifs publics ne soient neutralisés.

Le gouvernement pour sa part, s'est contredit plusieurs fois avant de décider par décret que, pendant deux ans, les salaires moyens seraient augmentés de 50 %, augmentations dues au coût de la vie. Les hauts salaires ne bougeraient pas. Maintenant il demande que l'échelle mobile soit calculée tous les semestres et non plus tous les trois mois.

Les état-majors syndicaux ont également hésité, du moins au début des négociations. Obligés de tenir compte, en même temps, des humeurs de la base, des menaces gouvernementales et des conseils de modération du parti communiste, ils ont fini par adopter une position de principe : « *On ne touche pas à l'échelle mobile* ». Selon eux, il serait possible, sans modifier ce mécanisme, de réduire de 15 % le coût du travail. Mesures proposées : ne plus indexer les indemnités de départ à la retraite sur les prix ; réduire le nombre des jours fériés non dominicaux ; freiner les augmentations salariales dans les « contrats-maison » ; lutter contre l'absentéisme et favoriser la mobilité de la main-d'œuvre au sein des entreprises.

Le gouvernement Andreotti doit refaire ses calculs pour voir s'il est possible de rendre à l'industrie italienne sa compétitivité en maintenant telle quelle une échelle mobile qui favorise la hausse des coûts salariaux. Mais les syndicats ne veulent pas s'en tenir à ce tête-à-tête. Leur assemblée a réclamé de nouvelles rencontres avec les partis politiques, pour mettre au point « *un nouveau modèle de développement* » qui permettrait peut-être alors d'envisager certains sacrifices, y compris la « *semestrialité* » de l'échelle mobile. C'est une manière d'obliger les partis — et notamment le P.C.I. — à se prononcer publiquement. Ne connaissent-ils pas désormais la détermination de la base syndicale qui, à la limite, serait prête à faire tomber le « *gouvernement des abstentions* » ?

Si l'on en croit l'un des dirigeants de la CISL — syndicat le plus proche de la démocratie chrétienne, — les cent prochains jours seront décisifs. C'est une façon de parler, car, dès le mois prochain, après la levée de la taxe de 2,5 % sur les achats de devises, la lire sera livrée à elle-même et il faudra prendre des décisions.

ROBERT SOLÉ.

L'AMOUR A L'USINE

(De notre correspondant.)

Rome. — Un conflit du travail peu courant sera examiné par le tribunal de Chivasso (Piémont), à la demande d'une ancienne ouvrière de l'usine Lancia de la ville, Mme Fiorentina Cadoni, licenciée au mois d'octobre pour avoir été surprise dans une « attitude sans équivoque » avec un camarade de travail.

Le conseil de fabrique se serait sans doute rallié au point de vue de la direction si le lieu et le moment du « délit » ne présentaient un caractère particulier : c'est au fond d'un hangar encombré de caisses que les amants ont été découverts et surpris pendant la pause du déjeuner. Chacun n'est-il pas libre d'occuper ses loisirs comme il le veut ?

Plus ou moins convaincue par cet argument, la direction de Lancia était prête à annuler le licenciement. Mais c'est le mari qui a tout gâché en exigeant qu'un tribunal sauve publiquement son honneur : Florentina ne l'a pas trompé, comme du reste elle l'affirme elle-même.

Son avocat défendra cette thèse au tribunal en ajoutant que, même si le délit amoureux avait eu lieu, il ne pouvait, compte tenu du lieu et de l'heure, « causer de dommage à l'entreprise ». — R. S.

● *M. Raymond Barre* a reçu successivement lundi matin 10 janvier à l'hôtel Matignon MM. Christian Beullac, ministre du travail, Jean Mattéoli, président des Charbonnages de France, et Robert Lecourt, ancien ministre, ancien président de la Cour de justice européenne. Il devait s'entretenir dans l'après-midi avec MM. Bernard Stasi, ancien ministre, vice-président du C.D.S., Bertrand de Maigret, président du groupe R.I. du Conseil de Paris, et Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur.

● *Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et le Syndicat unifié de l'administration générale des impôts* organisent mardi 11 janvier une journée d'action dans la région parisienne pour protester contre les « *licenciements massifs des auxiliaires* ». Ils appellent leurs adhérents à cesser le travail « *partout où les conditions seront réunies au plan local* » et à se rendre à 15 heures devant le ministère de l'économie et des finances.



LA REMONTÉE DU DOLLAR CONTINUE

La remontée du dollar, amorcée au milieu de la semaine dernière, a continué lundi 10 janvier à vive allure. Les opérateurs internationaux ont accueilli avec faveur le plan de relance rendue public par le président élu des Etats-Unis, M. Carter, dont la modération a frappé. En conséquence, le cours du dollar à Francfort s'est élevé de 2,3610 deutschemarks à 2,3780 deutschemarks (contre moins de 2,34 deutschemarks mardi dernier) et de 2,4530 francs suisses à 2,4780 francs suisses à Zurich. A Paris, la monnaie américaine s'est établie à 4,98 francs contre 4,9650 francs, le franc confirmant sa bonne tenue par rapport aux monnaies fortes, puisque le cours du deutschemark est revenu de 2,1040 francs à 2,0970 francs.

La livre sterling, dont la valeur est restée stable par rapport au dollar (1,7080), l'a suivi dans sa remontée, et valait 8,555 francs à Paris contre 8,46 francs.

VERS UNE CONSOLIDATION PARTIELLE DES BALANCES STERLING

Réunis à Bâle comme chaque mois, mais cette fois-ci en présence du sous-secrétaire américain au Trésor, M. Edmin Yeo, les gouverneurs des banques centrales les plus importantes doivent discuter des modalités d'un accord international au sujet des balances sterling.

A en croire notre confrère Edwin Dale, du *New-York Times*, deux propositions seraient à l'étude et pourraient du reste être adoptées l'une et l'autre. En premier lieu, les détenteurs de balances sterling officielles (leur montant s'élevait à la fin de septembre dernier à 3,7 milliards de livres sterling) se verraient offrir la possibilité de convertir une partie de ces avoirs à court terme en des obligations remboursables par la Grande-Bretagne sur une longue période. La valeur de ces titres serait, elle, fixée par référence soit au dollar, soit à un « panier » de devises.

En second lieu, la B.R.I. pourrait lancer un emprunt international dont les recettes seraient éventuellement mises à la disposition de la Banque d'Angleterre au cas où celle-ci devrait faire face à des ventes massives et soudaines de balances sterling. Dans ce deuxième cas, les engagements que la Grande-Bretagne a vis-à-vis des possesseurs de balances sterling serait donc transformée en engagements à plus long terme vis-à-vis de la B.R.I. Les deux solutions proposées ont ainsi pour objet une certaine consolidation de la dette que constituent pour la Grande-Bretagne les balances sterling.

LA HAUSSE DES PRIX ALIMENTAIRES

Le problème des fruits et légumes est européen

estiment les grossistes

Il faudra attendre quelques jours pour savoir si, sur le marché de Rungis, le radoucissement de la température amènera une baisse des prix des fruits et légumes, qui ont fortement augmenté la semaine dernière (*le Monde* daté 9-10 janvier).

Les grossistes sont assez pessimistes et ne suivent pas M. Claude Villain, directeur de la concurrence et des prix, qui mentionnait samedi la possibilité d'importations d'Espagne et d'Italie pour faire baisser les cours français. « *Sur le marché européen, les cours se tiennent, à deux jours d'intervalle* », nous a déclaré un grossiste. « *Les autres pays européens ont aussi souffert de la sécheresse. De plus, le prix du fuel dissuade les professionnels de fabriquer, en serre, des légumes qu'ils seraient contraints de commercialiser en dessous de leurs prix de revient. Il y a de gros risques que la situation reste tendue dans toute l'Europe jusqu'au début mars, où l'on verra apparaître les premières récoltes de printemps. Jusque-là, il faudra se contenter de quantités moindres que les autres années, et cela n'amènera pas une baisse des cours.* »

Réunie à Genève

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS EST DESTINÉE A ÉTABLIR UN PLAN DE RÉPARTITION DES FRÉQUENCES.

La conférence destinée à établir entre tous les pays un plan de répartition des fréquences pour la télédiffusion directe par satellite (« le Monde » du 29 décembre 1976) s'est ouverte ce lundi 10 janvier à Genève. Organisée par l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.) — l'agence des Nations unies chargée de la réglementation des divers moyens de télécommunication, — elle devrait se terminer le 12 février.

Cette conférence s'ouvre alors que plusieurs pays d'Europe, dont la France, ont, à plusieurs reprises, adressé, directement ou par l'intermédiaire de l'U.I.T., des protestations à l'U.R.S.S., accusée d'émettre depuis plusieur mois des « bouffées » d'ondes radio de grande puissance, et successivement sur de nombreuses longueurs d'ondes. L'Union soviétique a reconnu, le 3 décembre dernier, être à l'origine de ces émissions — qui perturbent les télécommunications occidentales, notamment les communications maritimes et celles destinées aux avions en vol au-dessus des océans, — mais les a cependant poursuivies à un rythme moindre. On pense qu'il peut s'agir de la mise au point soit d'un nouveau système d'alerte destiné à protéger le territoire soviétique, soit d'un système de brouillage des communications militaires occidentales.

LES COOPÉRATEURS DE LORRAINE POURSUIVIS POUR HAUSSE ILLICITE

(De notre correspondant.)

Nancy. — Les responsables de la direction des coopérateurs de Lorraine devront répondre le mois prochain devant le tribunal de grande instance de Nancy du délit de hausse illicite. Des contrôles effectués dans les huit cent cinquante succursales des coopérateurs de Lorraine par la direction départementale de la concurrence et des prix ont démontré que des hausses avaient été pratiquées en deux occasions (après les lettres-circulaires des 15 septembre et 1er octobre) malgré les impératifs du plan Barre.

Les coopérateurs de Lorraine depuis la loi Royer, étaient une association de défense des intérêts du consommateur et pouvaient, à ce titre, se constituer partie civile contre les commerçants prévenus... de hausses illicites.

M. Lacroix, P.-D.G. des coopérateurs de Lorraine, a déclaré au sujet de cette inculpation : « *Depuis des années, les coopérateurs répercutent par quinzaine les hausses de prix signifiées par leurs fournisseurs.*

» *Il est bien évident qu'un texte rétroactif incomplet, incohérent, voire d'une légalité discutable publié le 22 septembre et appliqué au B.O.S.P. du 1er octobre, ne pouvait être respecté dans nos neuf cents magasins le 1er octobre (et a fortiori le 15 septembre), mais seulement à partir du 15 octobre.* »



